PATRON

Chef d'état-major de l'Armée de terre :
Lieutenant-général P.J. Devlin, CMM, MSC, CD

COMITÉ DU SUIVI

Chef d'état-major Stratégie terrestre :
Brigadier-général J.B. Simms, OMM, CD, M.A.

Directeur — Concepts et schémas de la Force terrestre :
Lieutenant-colonel I.C. Hope, MSC, CD, Ph. D.

LE PERSONNEL DES PUBLICATIONS

Rédacteur en chef :
Major A.B. Godefroy, CD, Ph. D. jrcsp

Gérant de la production :
Sergent K. Grant, CD

Chroniqueur de la critique de livres :
M. R. Palimaka

CONSEIL DES PUBLICATIONS

Directeur — Concepts et schémas de la Force terrestre :
M. P. Gizewski

Collège des Forces canadiennes Toronto :
M. J.C. Stone, CD, Ph. D.

Collège militaire royal du Canada :
M. M. Hennessy, Ph. D.

Direction de l'instruction de l'Armée de terre :
Capitaine J. Rickard, CD, Ph. D.

CONCEPTION ET PRODUCTION

Bureau d'édition de l'Armée de terre
Kingston, Ontario

Site Web du Journal de l'Armée de terre du Canada :

Administrateur du site Web du SDIFT

Origine des documents photographiques de la couverture :

Caméra de combat

CORRESPONDANCE

La correspondance, les articles et les commentaires doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Le Journal de l'Armée du Canada,
aux soins du rédacteur en chef, au CEMAT détachement de Kingston (DCSFT)
C.P. 17000 succ. Forces
Kingston, Ontario, Canada
K7K 7B4

Téléphone : (613) 541-5010, poste 8721 / 5823
Télécopieur : (613) 540-8713
Courriel : thearmyjournal@forces.gc.ca

Le Journal de l'Armée du Canada

Le Journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

Le Journal de l'Armée du Canada est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre qui paraît tous les trois mois. Le choix des articles s'effectue par un comité de lecture en fonction des réflexions et des échanges qu'ils peuvent susciter. Ce périodique présente les opinions réfléchies de professionnels sur l'art et la science de la conduite de la guerre terrestre et il constitue un moyen de diffusion et de discussion des concepts liés à la doctrine et à l'instruction, un instrument grâce auquel le personnel de l'Armée de terre et les civils qui s'intéressent à ces questions peuvent faire connaître leurs idées, leurs concepts et leurs opinions. Les auteurs sont invités à soumettre des articles qui traitent de sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. *Le Journal de l'Armée du Canada* est un outil essentiel à la santé intellectuelle du personnel de l'Armée de terre et à l'élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines et politiques d'instruction valables dans l'avenir. Il permet à tous les militaires et à tous les membres du personnel de l'Armée de terre, des autres éléments, des organismes gouvernementaux et du milieu universitaire intéressés aux questions liées à l'Armée, à la défense et à la sécurité de parfaire leur éducation et de se perfectionner sur le plan professionnel.

DIFFUSION ET ABONNEMENT

Le Journal de l'Armée du Canada (ISSN 1713-773X) est diffusé à la grandeur de l'Armée de terre et à certains destinataires du quartier général de la Défense nationale, du Commandement maritime, du Commandement aérien et de la Direction des opérations des systèmes d'information.

Des exemplaires sont aussi distribués à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements au sujet de la diffusion ou de la façon de s'abonner et pour nous aviser d'un changement d'adresse, il faut s'adresser à thearmyjournal@forces.gc.ca. Consultez notre site Web : *Journal de l'Armée du Canada*, à www.army.forces.gc.ca/caj/.

SOUMISSION D'ARTICLES

Les articles manuscrits, les notes de recherche, les critiques de livres et les communiqués sur des sujets d'intérêt sont les bienvenus en tout temps. Les articles devraient compter de 5000 à 7000 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; les notes de recherche devraient compter de 1500 à 2500 mots, à l'exclusion des notes en fin de texte; et les critiques de livres devraient compter de 500 mots; et les communiqués sur des sujets d'intérêt ne devraient pas dépasser 1000 mots. Les articles doivent être rédigés dans l'une ou l'autre des langues officielles. Les auteurs doivent y joindre une brève biographie. Les tableaux, diagrammes, cartes et images à l'appui des articles doivent être fournis à part, sans être intégrés au texte. Les articles doivent être soumis par courriel ou par la poste. Ils sont revus par un comité de rédaction et le rédacteur en chef se chargera de tenir les auteurs informés. Pour obtenir plus de renseignements sur la façon de procéder pour soumettre un article, consultez le www.army.forces.gc.ca/caj/.

AVIS DE NON–RESPONSABILITÉ

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement les politiques du Ministère ou des Forces canadiennes. Les textes traitant des derniers développements en matière de doctrine et d'instruction ou dans un domaine quelconque ne confèrent à personne l'autorité d'agir à cet égard. Tous les documents publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et ne peuvent être reproduits qu'avec l'autorisation écrite du rédacteur en chef.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2009

ÉDITORIAL

04 Conception et édification de la puissance de combat
Major A.B. Godefroy

DISTINCTIONS HONORIFIQUES ET RECONNAISSANCE

06 Distinctions honorifiques et reconnaissance

ARTICLES

09 Pouvoir de combattre, résilience militaire et utilité de la quantification
Capitaine J.N. Rickard

23 Organiser l'infanterie moderne : Une analyse de la puissance de combat de la section
Major V. Sattler et Capitaine M. O'Leary

61 Complexité, conception et art opérationnel moderne : Évolution des É.-U. ou faux départ?
M. A. Elkus

77 Fondements d'une science militaire
M. V.J. Curtis

97 Maintien en puissance des déploiements improvisés
Leçons retenues de l'opération HESTIA
Major D. Matsalla et le Lieutenant-colonel D. Rivière

117 Un œil vigilant
Le Canada et les activités d'influence soviétiques dans l'Afrique de la guerre froide 1960 à 1963
M. S.M. Maloney

135 Du Régiment de Perth jusqu'à la Colline du Parlement
Lieutenant-colonel Harry J. Coghill : soldat et sergent d'armes à la Chambre des communes
M. R. Vineberg

NOTICE BIOGRAPHIQUE

149 Le Major Arthur Lockhart « Gat » Howard, DSO
Sergent K. Grant

NOTE AU DOSSIER

159 Exercices dans l'Arctique du 38e Groupe-brigade du Canada
Colonel R. Poirier

COLLECTION D'ART MILITAIRE

169 L'expérience Yougoslave

CRITIQUES DE LIVRES

170 The Blocking of Zeebrugge: Operation Z-O 1918
Critique préparée par le Major A.B. Godefroy

171 Through the Wheat: The U.S. Marines in World War I
Critique préparée par le Major A.B. Godefroy

172 Uncle Cy's War: The First World War Letters of Major Cyrus F. Inches
Critique préparée par le Colonel P.J. Williams

174 Haig's Generals
Critique préparée par le Major A.B. Godefroy

176 A History of Innovation: U.S. Army Adaptation in War and Peace
Critique préparée par le Major A.B. Godefroy

178 Walks In Waziristan: A Young Officer's Guide to Dealing with Cock-Ups on the Front Line
Critique préparée par le Sergent K. Grant

180 Northern Armageddon: The Battle of The Plains Of Abraham, Eight Minutes of Gunfire that Shaped a Continent
Critique préparée par le Capitaine T.E.K. Fitzgerald

184 Counterinsurgency
Critique préparée par le Lieutenant-colonel T. Strickland

186 Comment se protéger de l'espionnage et de la malveillance
Critique préparée par M. N. Desurmont

190 The Blitzkrieg Legend: The 1940 Campaign in the West
Critique préparée par le Colonel P.J. Williams

192 Finest Years: Churchill as War Lord 1940–1945
Critique préparée par le Capitaine T.E.K. Fitzgerald

194 Ce que je n'ai pas dit dans mes carnets…
Critique préparée par M. N. Desurmont

196 The Madman and the Butcher: The Sensational Wars of Sam Hughes and General Arthur Currie
Critique préparée par le Capitaine T.E.K. Fitzgerald

198 The Damned: The Canadians at the Battle of Hong Kong and the POW Experience, 1941–1945
Critique préparée par le Capitaine T.D. Wentzell

200 Warrior Mindset: Mental Toughness Skills for a Nation's Peacekeepers
Critique préparée par le Colonel P.J. Williams

202 D-Day: The Battle for Normandy
Critique préparée par le Capitaine T.E.K. Fitzgerald

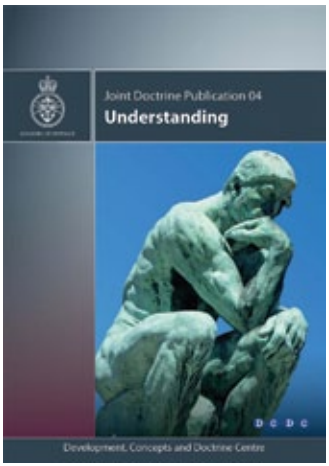
206 Conquest: How Societies Overwhelm Others
Critique préparée par le Major A.B. Godefroy

207 Into The Cauldron: The Experiences of a CEF Infantry Officer During The Great War—Memoirs of Edward Stanley Sawell, M.C., V.D.
Critique préparée par M. C.L. Mantle

209 Reçu par le *Journal de l'Armée du Canada*

CONCEPTION ET ÉDIFICATION DE LA PUISSANCE DE COMBAT

Major A.B Godefroy, CD, Ph. D., jrcsp
Rédacteur en chef



Major Andrew B. Godefroy

À l'aube du Ve siècle, Augustin a observé que quiconque fait la guerre affirme combattre au nom de la paix, sauf que chacun a sa propre idée de ce qu'est la paix. À notre avis, son propos n'avait rien de cynique, mais visait plutôt à soulever une grande question : quelle est notre perception de la paix et quelle pourrait être celle des autres? Surtout, peut-être, qu'est-ce que la paix au juste, et quels sont les moyens de l'établir, de la consolider et de la maintenir? Quinze siècles se sont écoulés, et il semble parfois que nous n'ayons toujours pas trouvé de réponse convaincante à la question. Les plus récentes analyses des Forces canadiennes sur l'environnement de sécurité de l'avenir indiqueraient même que nous ne sommes pas prêts d'y parvenir.

Ces grandes questions me reviennent souvent à l'esprit en cette année que je consacre au Programme de commandement et d'état-major interarmées (PCEMI), tout comme leur façon de modeler tant l'environnement interarmées que l'environnement du niveau du service au fil du temps. D'une part, bon nombre de difficultés, comme l'énigme d'Augustin, persistent; elles résistent aux solutions et aux expressions au goût du jour et nous obligent à remettre en question nos systèmes de croyances internes et externes. D'autre part, bien des problèmes sont d'ordre cyclique et tendent à se transformer au fur et à mesure que nous trouvons des solutions; les solutions peuvent régler de vieux problèmes pour un moment ou en faire émerger de nouveaux. Pourtant, que le problème soit persistant ou cyclique, il nécessite un engagement à concevoir des idées et à en délibérer sur une tribune pertinente pour que nous en venions à pouvoir proposer des solutions fondées sur des jugements éclairés.

Vu la nécessité absolue de procéder à pareil exercice mental, je trouve intéressant de constater que nous sommes trop souvent tout disposés à le sacrifier à l'autel du pragmatisme. Le pire délit en la matière est sans doute le sommaire de deux pages. Il a beau être présenté comme outil essentiel à l'économie de temps, je ne peux m'empêcher de penser qu'aucun soldat ne serait autorisé à aborder le conditionnement physique et l'adresse au tir du même point de vue que nous avons tendance à traiter l'information. Par exemple, aucun soldat ne pourrait déclarer « Je suis vraiment très occupé, alors je vais me limiter au test d'aptitude au combat de 10 minutes au lieu de l'épreuve au complet ». Nous ne permettrions jamais non plus qu'un soldat ne tire que trois ou quatre coups pour réussir l'épreuve de tir à l'arme personnelle. Alors pourquoi donc permettons-nous des raccourcis quand vient le moment de développer la vivacité d'esprit, la capacité d'analyse et l'argumentation? Pourquoi le sommaire supplante-t-il dans bien des cas l'exercice mental qui consiste à rédiger un document au long? Le manque de temps n'est pas un argument valable, pas plus que l'axiome fréquemment évoqué selon lequel il faut être bref par souci pour les autres. Non seulement cet axiome n'a-t-il jamais été prouvé, mais aussi il a toutes les allures d'un prétexte pour esquiver l'enjeu véritable.

À force d'escamoter certaines étapes du développement des connaissances, surtout le développement de la capacité, nous nous exposons à de graves effets négatifs à long terme. Certains de nos alliés semblent en être rendus là, tandis que d'autres ont non seulement admis éprouver des difficultés, mais ont aussi entrepris des démarches pour y remédier. Mentionnons à titre d'exemple le ministère de la Défense du Royaume-Uni, qui vient de publier l'ouvrage *Joint Doctrine Publication 04: Understanding* (publication de doctrine interarmées 04 : La compréhension). Il s'agit d'un document de 81 pages et il vise à rappeler aux commandants supérieurs l'importance non seulement de comprendre un problème, mais aussi de mobiliser suffisamment de ressources pour bien le comprendre. Il commence par une allusion au dicton selon lequel la connaissance est puissance et contient cinq chapitres. Il deviendra sans aucun doute un guide crucial du développement des forces britanniques à l'avenir.

Dans le même ordre d'idée, le présent numéro du Journal de l'Armée du Canada est consacré à l'examen et à l'analyse de nombreux sujets qui ne sauraient être résumés en deux pages. Le sujet principal du numéro est le thème crucial — et énigmatique — que représente la puissance de combat. Le Capitaine John Rickard cerne d'abord le problème en puisant dans différents résultats de recherche et d'analyse quantitative et qualitative. Le Major Vic Sattler enchaîne avec une analyse approfondie de la question telle qu'elle s'applique à l'infanterie — la capacité fondamentale de l'Armée de terre. Outre ces sujets cruciaux, d'autres enjeux émergents en matière de puissance de combat sont décortiqués. Adam Elkus examine la complexité du contexte militaire états-unien et révèle de nombreuses embûches en plus de montrer comment l'expérience d'un pays ne se transpose pas nécessairement à d'autres. Pour sa part, Vincent Curtis remet en question la méthode conventionnelle d'interprétation de la puissance de combat en évoquant la base de la science militaire. Nous vous présentons aussi deux études de cas, l'une portant sur Haïti, l'autre, sur l'Afrique, pour illustrer le bien-fondé d'avoir recours ou non à la puissance de combat. Enfin, le Colonel Poirier donne un aperçu concis, mais complet des moyens fréquemment mis en œuvre pour adapter la puissance de combat aux conditions de l'Arctique. Tous ces articles sont matière à réflexion.

Ce numéro contient aussi d'intéressants articles sur différents volets de l'histoire et du progrès de l'Armée de terre canadienne. Le Sergent Kurt Grant et Monsieur Robert Vineberg nous présentent tous les deux de grands personnages du passé de l'Armée et soulignent l'engagement indéfectible d'individus envers le service militaire et les innovations qui en ont découlé. Parallèlement, la rubrique d'art militaire nous renvoie à l'époque de la FORPRONU, tandis que celle des critiques de livres propose de nouveaux titres sur une vaste gamme de sujets, y compris certaines critiques qui avaient été déposées sur le bureau du rédacteur en chef. À ce propos…

SUR LE BUREAU DU RÉDACTEUR EN CHEF…

Je dois admettre que ces derniers mois, la lecture des ouvrages prescrits pour le PCEMI et des documents susmentionnés m'a laissé bien peu de temps pour me plonger dans de nouveaux livres. Cela dit, je me suis procuré *The Other Cold War: Canada's Military Assistance to the Developing World, 1945–75,* de Christopher R. Kilford. L'auteur y examine les activités menées par le Canada dans le cadre d'engagements militaires en temps de paix sur une période de trente ans et attire l'attention sur une riche partie de notre passé. Il s'engage en outre à y révéler d'importants jugements et points de vue sur la nature et les caractéristiques de l'aide militaire qui devraient s'avérer des plus utiles pour les planificateurs actuels de campagnes militaires. Vous trouverez à la fin de la revue la liste des livres que j'ai eu l'occasion de passer en revue. Jetez aussi un coup d'œil sur les autres titres que nous venons de recevoir. Bonne lecture de ce numéro du Journal de l'Armée du Canada, et n'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires.

Major A.B Godefroy, CD, Ph D, jrcsp
Rédacteur en chef

Distinctions honorifiques et Reconnaissance

DÉCORATIONS DE LA VAILLANCE MILITAIRE

Médaille de la bravoure
Le Sergent Steve Desgagné, M.B.
Montréal (Québec)

Le 16 août 2008, le Sergent Steve Desgagné, membre des Forces canadiennes en repos, a empêché un homme de faire un vol à main armée et probablement de blesser un commis dans un dépanneur, à Montréal. S'approchant du commis en pointant un couteau, le malfaiteur lui a dit qu'il s'agissait d'un vol à main armée. Quand le Sergent Desgagné s'est rendu compte de la situation, il a mis la main dans sa poche, prétendant qu'il était armé. Il s'est avancé ainsi au-devant de l'homme, et lui a ordonné de déposer son couteau. Après s'être exécuté, le voleur a aussitôt pris la fuite. Le Sergent Desgagné s'est élancé à sa poursuite, sans savoir si ce dernier avait une autre arme en sa possession. Après une brève lutte, le voleur a été maîtrisé et retenu jusqu'à l'arrivée des policiers.

DÉCORATIONS POUR SERVICE MÉRITOIRE

Médaille du service méritoire (division militaire)
Le Lieutenant-colonel Daniel S. Hurlbut, M.S.M.
Fort Benning, Géorgie et Salt Lake City, Utah (États-Unis d'Amérique)

Pendant son affectation en Afghanistan comme commandant d'un bataillon d'infanterie américain de juillet 2008 à juin 2009, le Lieutenant-colonel Hurlbut a fourni un appui sans pareil aux Forces canadiennes. Chargé de définir l'espace de combat du district de Maywand, il a fait preuve d'une compréhension exceptionnelle des insurgés et de la complexité de la situation politique dans la région. Il a dirigé ses subalternes de main de maître dans de nombreuses opérations anti-insurrectionnelles tout en étendant l'influence du gouvernement afghan. Son leadership et son dévouement ont contribué au succès opérationnel de la Force opérationnelle et ont renforcé les relations canado-américaines.

INFO-FICHE SUR LA MÉDAILLE DU JUBILÉ DE DIAMANT DE LA REINE ELIZABETH II

Une nouvelle médaille commémorative a été créée dans le cadre des célébrations de 2012 qui marqueront le 60e anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté la reine Elizabeth II. La Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II permettra au Canada de rendre hommage de façon tangible à Sa Majesté pour son dévouement envers notre pays; cette distinction permettra également de reconnaître les contributions et réalisations de Canadiennes et de Canadiens.

La Chancellerie des distinctions honorifiques, au sein du Bureau du secrétaire du gouverneur général, administrera le programme de la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II.

La cérémonie de remise inaugurale de la Médaille du jubilé de diamant aura lieu en 2012.

DESCRIPTION DE LA MÉDAILLE

Sur l'avers figure le profil de la souveraine au nom de laquelle est décernée cette médaille. Le revers souligne le soixantième anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté la reine Elizabeth II, c'est-à-dire son jubilé de diamant. Cet anniversaire s'exprime par la forme diamantée du losange central, par son fond composé d'un ensemble de diamants, et par les deux dates. Le chiffre royal, composé de la couronne royale au-dessus des lettres EIIR (i.e. Elizabeth II Regina, ce dernier mot latin signifiant « reine »), identifie le souverain à l'honneur. Les feuilles d'érable rappellent le Canada, tandis que la devise, VIVAT REGINA, signifie « Longue vie à la Reine!»

Le ruban utilise un nouvel agencement des couleurs bleue, rouge et blanche utilisées pour les rubans de la Médaille du couronnement de 1953, la Médaille du jubilé d'argent de 1977 et la Médaille du jubilé d'or de 2002.

Le dessin artistique de la médaille est une œuvre de l'Autorité héraldique du Canada qui fait partie de la Chancellerie des distinctions honorifiques.

CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ÉLIGIBILITÉ ET PROCESSUS DE DISTRIBUTION

De plus amples informations sur le processus de nomination, sur les critères de sélection et d'éligibilité, ainsi que sur la distribution de la Médaille du jubilé de diamant seront disponibles à www.gg.ca/jubilediamant à une date ultérieure.

Source : Caméra de combat

POUVOIR DE COMBATTRE, RÉSILIENCE MILITAIRE ET UTILITÉ DE LA QUANTIFICATION

Capitaine J.N. Rickard, CD, Ph. D.

Le présent article est la continuité d'un travail de recherche qui avait été confié aux bons soins de l'auteur alors qu'il était affecté au Perfectionnement professionnel (PP), Direction de l'instruction de l'Armée de terre (DIAT). Au cours de l'été 2007, on m'avait confié la tâche, en collaboration avec le Major Luc Cyr, de mener des recherches portant sur la résilience dans l'Armée de terre canadienne. Depuis lors, nous avons entretenu des rapports avec bon nombre d'intervenants et d'organismes. Nous n'en nommerons que quelques-uns : section de la préparation opérationnelle individuelle (Recherche et développement pour la défense Canada de Toronto), Concepts et politique en matière de personnel de la Force terrestre, responsable de l'Armée de terre — dimension humaine dans la recherche opérationnelle et conseiller médical du chef d'état-major de l'Armée de terre. Ce projet avait été lancé à l'instigation des leaders supérieurs. Ils croyaient que le niveau de résilience des membres de la Force terrestre, en particulier le niveau de résilience psychologique, n'était pas suffisant pour permettre à nos troupes de surmonter le stress occasionné par l'environnement opérationnel contemporain et les nombreuses affectations en Afghanistan. Les taux élevés de départs volontaires et d'attrition administrative de même qu'une interprétation négative des taux de TSPT ont servi à orienter nos démarches.

Dans l'ouvrage *Opérations terrestres 2021 — Opérations adaptables et dispersées : Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*, on dresse très explicitement la liste des exigences de l'avenir s'appliquant à la dimension humaine au sein de la Force terrestre. Le soldat de demain « devra

posséder… les facultés… émotionnelles [suivantes :] endurance, robustesse et résistance au stress »[1]. De manière tout à fait concrète, nous cheminons vers ce que Dave Grossman appelle « le nouveau domaine de la science du guerrier » dans son dernier livre, *On Combat: The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace*. Nous devrions de plus en plus essayer « d'outiller les guerriers afin qu'ils soient prêts à affronter l'environnement toxique, corrosif et destructif du combat [*Traduction*] »[2]. Le présent article a pour objet d'informer les membres de l'Armée de terre des travaux multidisciplinaires en cours sur la résilience et de présenter les problèmes que pose la quantification dans une étude de ce genre.

Ainsi donc, investie de sa tâche, la Direction de l'instruction de l'Armée de terre a initialement supposé que les leaders supérieurs cherchaient des moyens d'*augmenter* la résilience. Dans un premier temps, nous nous sommes penchés sur la résilience individuelle, mais nous avons également reconnu l'importance de la résilience à l'intérieur d'une unité ou d'une institution. Dans un deuxième temps, nous avons supposé qu'il serait nécessaire de chiffrer l'augmentation de la résilience d'une manière ou d'une autre. Puis nous avons été confrontés à notre premier obstacle : nous n'avions pas de définition du mot résilience, mis à part celle du Canadian Oxford Dictionary. Et celle-ci ne pouvait guider nos futures recherches : elle ne concernait en rien la Force terrestre et manquait d'étoffement. Mais les responsables de la Force terrestre n'avaient pas précisé ce qu'ils souhaitaient inclure dans la nouvelle définition; c'est ainsi que le PP DIAT, mandaté par le Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre, en a élaboré une nouvelle, laquelle a été entérinée en 2009 par le Groupe d'experts en terminologie de l'Armée de terre :

> *Capacité que possède un soldat de récupérer rapidement, de résister et, possiblement, de se développer lorsqu'il est exposé directement ou indirectement à des événements traumatisants et à des situations adverses en garnison… ou en opérations.*

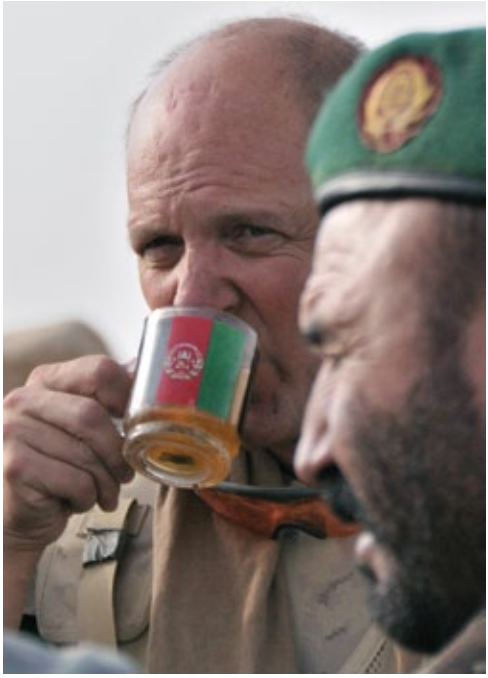
Malgré l'élaboration de cette définition, la résilience militaire demeure un concept abstrait dans la Force terrestre. J'ai voulu changer les choses.

L'auteur était d'avis qu'il fallait absolument ancrer la notion de résilience militaire à notre doctrine. Comme nos efforts visent l'application de la recherche à l'instruction pratique, je me suis dit que l'endroit le plus logique pour insérer ce concept était le modèle du pouvoir de combattre. Il reste cependant que ce modèle manque selon moi de finalité et qu'il requiert un développement exhaustif de ses principaux concepts. La Force terrestre définit actuellement le pouvoir de combattre [parfois appelé puissance de guerre en français] comme suit : « … capacité de combattre… [qui] comprend trois composantes essentielles et interreliées : une composante physique, une composante morale et une composante intellectuelle »[3]. Toutefois, l'auteur préfère la définition que donne Martin van Creveld : « La somme de toutes les qualités mentales nécessaires aux armées pour qu'elles aient la volonté de combattre [*Traduction*]. » Fondé sur les forces mentale, intellectuelle et organisationnelle, le pouvoir de combattre se manifeste par l'une ou l'autre combinaison des facteurs suivants : la discipline et la cohésion; le moral et l'initiative; le courage et la ténacité; la volonté de combattre et l'acceptation qu'il faudra peut-être mourir[4]. Je suis d'avis que le pouvoir de combattre est *principalement* une qualité morale qui est influée, à un autre niveau, par la puissance de combat (celle-ci, de toute évidence, correspond aux éléments tangibles comme l'équipement, les unités, les effectifs et la puissance de feu)[5].

De plus, il faudrait mûrement réfléchir à la question de l'équilibre entre *pouvoir de combattre* et *puissance de combat*. En effet, nous avons tendance à considérer ces concepts séparément, pour en faciliter leur conceptualisation. Résultat : nous disposons le plus souvent de modèles excluant l'un ou l'autre, et nous manquons de modèles inclusifs. Déjà, en 1910, le Lieutenant-général Ian Hamilton déclarait : « En temps de guerre, la négation des forces morales et le culte des forces matérielles mènent inévitablement à la destruction… La guerre, c'est essentiellement le triomphe… non d'une ligne de soldats retranchés derrière des barbelés et une zone balayée par les tirs sur des soldats exposés à découvert, mais plutôt le triomphe d'une volonté plus forte sur une volonté plus faible [*Traduction*] »[6]. Même le Général Sir Archibald Wavell a préféré un modèle qui ne fait que juxtaposer les deux

concepts : « Le facteur décisif de tout engagement, de tout combat ou de toute guerre est la force morale de l'adversaire. Des armes plus performantes, de la meilleure nourriture et une supériorité en nombre influeront sur le moral, mais ce qui importe, au bout du compte, est la volonté indéfectible de gagner [*Traduction*] »[7].

Il n'est pas facile de contredire Hamilton ou Wavell, mais l'idée que la seule force morale puisse venir à bout d'une « ligne de soldats retranchée derrière un réseau de barbelés et une zone balayée par les tirs [*Traduction*] » a été poussée à l'extrême pendant la Première Guerre mondiale. Le Maréchal français Ferdinand Foch proclamait haut et fort que « la volonté à conquérir est le premier état de la victoire ». En appliquant sa doctrine de *l'offensive à l'outrance* dans toutes les conditions, il a considérablement sous-estimé la supériorité de la défense pendant cette période, ce qui a failli amener l'Armée française à sa perte en 1914[8]. Une force peut avoir acquis une puissance de combat, sans pour autant disposer d'un pouvoir de combattre, comme le démontre le manque flagrant de volonté de combattre des armées arabes dans leurs guerres contre Israël entre 1948 et 1973[9]. Le pouvoir de combattre ne peut cependant pas exister sans la puissance de combat. Napoléon a eu beau déclarer « la force morale, bien plus que le nombre, décide de la victoire », mais il aurait certainement sacrifié un peu de force morale contre un corps d'armée de plus à Waterloo[10]. Inversement, l'Armée française en 1940 aurait sans doute tiré profit d'un plus grand pouvoir de combattre, au détriment de sa puissance de combat.



Caméra de combat IS2010-3023-08

Mon argumentation voulant que le pouvoir de combattre est une composante morale n'est pas une révélation. Néanmoins, j'essaie de montrer que l'étiologie, à la fois du pouvoir de combattre et de la résilience militaire, n'est pas bien comprise au sein de la Force terrestre. C'est pourquoi j'applique le réductionnisme pour expliquer les parties interdépendantes et variables du pouvoir de combattre, ce système complexe. Je veux par là cerner et expliquer les coefficients indépendants, autrement dit, les structures du modèle du pouvoir de combattre évoluant et s'organisant d'elles-mêmes, et qui ont le plus d'incidence sur la résilience militaire.

Cependant, les recherches du Major Cyr et de l'auteur ne se limitaient pas à la résilience militaire au combat. Nous croyions que nous devions analyser le problème globalement, en rajoutant deux facteurs : la résilience préalable au combat de même que la résilience postérieure au combat. Nous avons donc adopté une approche faisant appel à la biologie, la psychologie et l'ensemble des sciences humaines afin d'explorer tous les facteurs ayant un effet sur l'efficacité des soldats canadiens. Par le biais de la méthode scientifique, l'auteur fait ce premier constat : le pouvoir de combattre et, par conséquent, la résilience militaire, ne sont pas mesurables. Dans la partie ci-dessous, nous présentons simplement certaines des recherches initiales qui ont servi à prouver ce constat et à restreindre la discussion au combat proprement dit.

LA MOTIVATION DE COMBATTRE

Les historiens et analystes adorent citer les célèbres propos suivants de Napoléon : « À la guerre, les trois quarts sont des affaires morales, la balance des forces réelles n'est que pour un autre quart. » Il s'agit là d'une quantification des plus élémentaires qui semble logique, avant d'en commencer l'analyse. On en vient alors à confronter la mise en garde de Clausewitz, en vertu de laquelle les grandeurs morales « échappent hélas à toute la sagesse des livres parce qu'elles ne se peuvent ni chiffrer, ni classer; elles demandent à être vues et senties ». Ce dernier poursuit :

> *Pour renverser l'adversaire, il nous faut proportionner nos efforts à sa force de résistance. Or celle-ci s'exprime par le produit de deux facteurs inséparables : l'importance des moyens disponibles et l'intensité de la force de volonté. L'importance des moyens disponibles est susceptible d'évaluation, en partie du moins, car c'est affaire de chiffres; mais il n'en est pas de même de l'intensité de la force de volonté, qui ne se laisse guère mesurer qu'au degré d'importance des motifs*[11].

Il ne s'agit pas là d'une ancienne rhétorique prussienne; les propos de Clausewitz traitent de cette force morale initiale, motivatrice, qui fixe les conditions du succès ou de l'échec, et aussi, selon l'auteur, de la résilience militaire. Nous devrions nous demander si l'élan qui motive les Talibans en Afghanistan est supérieur au nôtre.

Pendant la Première Guerre mondiale, l'état-major général américain a créé la section du moral militaire, qui relevait de la Direction générale du renseignement militaire, dans le but de favoriser le maintien de la combativité des troupes américaines. En 1918, le Colonel Edward L. Munson, directeur de l'instruction au sein du corps médical, avait envoyé une note de service où il demandait sans tarder l'application de mesures psychologiques :

> *L'efficacité d'une armée, d'une force combattante, dépend évidemment de la volonté de ses membres de lutter — et, si nécessaire, de mourir — au nom d'une idée ou d'un idéal. Dans notre formation, aucun effort systématique n'est fait pour créer, élaborer et expliquer un tel idéal. On s'en remet à la chance, au hasard, à l'environnement... Dans ce pays… on pense seulement en termes de soldats, d'argent et de munitions, ce qui, croit-on, fait le soldat. Mais ce n'est qu'une partie de la vérité, car la combinaison de ces éléments ne fait pas nécessairement un soldat combatif. C'est le stimulus psychologique qui lui donne la combativité, et le moral est l'élan qui lui permet d'attaquer.* [*Traduction*]

Munson a admis que la composante morale est un intangible, un impondérable, même si notre armée domine, gagne la victoire[12].

Voyons maintenant la relation qui existe entre le moral, cet élan qui permet d'attaquer, et la résilience militaire. Admettons au départ que le moral peut être quantifié à tout moment, au moyen de sondages et qu'il constitue une composante essentielle de la résilience militaire. Pourquoi, alors, ne pourrait-on pas conclure que la résilience militaire est quantifiable? Ma propre réponse serait « Je ne sais pas ». En effet, j'ai l'impression qu'auparavant, le moral des soldats était généralement élevé *avant le déploiement* en Afghanistan, et qu'il en est de même encore aujourd'hui. Par contre, le niveau d'attrition des effectifs postérieur au déploiement est élevé. Cela laisse entendre que le niveau individuel de résilience du soldat peut varier, selon la situation.

Par ailleurs, l'auteur croit également qu'il est important de faire une distinction entre moral artificiel et moral réel. Le moral artificiel découle de l'ensemble des programmes de bien-être offerts aux soldats. Nous devrions tenir compte des propos tenus par l'historien Richard Glover en 1931 : « Le nouveau danger des temps modernes réside en la baisse de l'efficacité des troupes, laquelle est possiblement engendrée par le confort et la facilité, par ce luxe annihilant appelé bien-être, que les hommes d'État considèrent parfois comme une nécessité politique à infliger aux membres de leur force armée [*Traduction*] »[13]. Nous *supposons* que tous nos programmes et projets visant le bien-être et la qualité de vie des militaires ou des familles sont positifs, et nous n'avons aucune espèce d'arrière-pensée pour les résultats sous-jacents. Le vrai moral dérive de l'expérience commune, des épreuves, d'un niveau supérieur d'entraînement (selon Rommel) et du sentiment d'appartenance.

LIMITES INDIVIDUELLES

Les observations de Lord Moran sur la Première Guerre mondiale selon lesquelles chaque soldat peut atteindre un seuil critique constituent en quelque sorte une forme de quantification[14]. Le phénomène du seuil critique était connu bien avant Moran, mais comme les méthodes de la science du comportement ont grandement évolué pendant la période de l'entre-deux guerre, il a été possible de mesurer le seuil critique moyen d'un soldat en se fondant sur des éléments de preuve directe[15]. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, alors que la stigmatisation des troubles mentaux laissait place à des analyses psychiatriques plus sophistiquées, on a commencé à réfléchir à la quantification des limites psychologiques du soldat dans un environnement opérationnel. Selon l'étude officielle américaine sur l'épuisement au combat « la plupart des hommes étaient impropres au combat après 180 et parfois 140 jours ». Quatre-vingt dix jours ont été considérés comme le seuil limite de l'efficacité. Le nombre d'hommes en service après 200 ou 240 jours de combat était « dérisoire et leur rôle très réduit »[16].

L'Armée canadienne n'avait pas fixé de seuil selon le nombre de jours de combat, car, comme l'a fait observer l'historien militaire Terry Copp « aucun psychiatre ayant une expérience de première ligne n'a cru bon adopter cette idée [*Traduction*] »[17]. Nous devrions par conséquent nous demander à quoi servirait une telle valeur en regard de notre expérience actuelle. Nos propres psychiatres, au cours de la Seconde Guerre mondiale, croyaient que l'atteinte du seuil critique était directement liée au constat que la misère et le danger n'auraient jamais de fin ainsi qu'au sentiment grandissant de vulnérabilité. Tout soldat pouvait potentiellement devenir une perte en raison de l'épuisement s'il subissait un stress suffisamment grand. On faisait valoir que la capacité du militaire à supporter la pression cumulative, avant d'atteindre le seuil critique théorique, était directement liée à sa constitution (physique et mentale), à son tempérament, à sa personnalité, et à son moral personnel, fortement influencé par le moral de son unité[18].

Caméra de combat FC2009-020

Calculer le nombre moyen de jours qu'un soldat peut « durer » dans un environnement de combat et déterminer d'avance qui pourra soutenir cet effort jusqu'au seuil critique sont deux choses foncièrement différentes. Comme le mentionne l'histoire officielle des services médicaux canadiens au cours de la Deuxième Guerre mondiale « Aucun test ou batterie de tests utilisé à l'heure actuelle… ne permet de prédire avec exactitude la capacité du soldat de résister au stress de la guerre [*Traduction*] »[19]. Je ne connais aucune recherche moderne qui vienne ébranler ce constat, bien que Wilfrid Eggleston pensait déjà, en 1950, que certaines personnes sont mieux équipées que d'autres pour résister aux vicissitudes (de la guerre), et qu'ainsi les physiologues et les psychologues, en repérant certains traits, comme la non-susceptibilité, l'acuité supérieure des sens, l'endurance, etc., pourraient sélectionner les meilleurs soldats pour accomplir une tâche donnée[20]. Aujourd'hui, nous voudrions connaître non seulement le niveau de pression cumulative qu'un soldat peut endurer pendant une seule affectation, mais aussi les effets cumulatifs du stress à la suite de multiples affectations.

LE COMBAT À PROPREMENT PARLER

Parmi les paramètres se rapportant au seuil critique, il y a le rendement proprement dit du soldat au combat. Après la Seconde Guerre mondiale, le Brigadier-général américain Samuel Lyman Atwood Marshall a tenté de quantifier la dimension humaine du combat, apparemment en appliquant les techniques d'entrevue de masse aux membres de 400 compagnies de carabiniers dans les théâtres du Pacifique et de l'Europe. Dans son ouvrage *Men Against Fire: The Problem of Battle Command in Future War*, il met au point un calcul de proportion des tireurs, et conclut qu'« en moyenne, moins de 15 p. cent des soldats tirent vraiment avec leur arme contre les positions ennemies, qu'ils soient équipés de fusils, de carabines, de grenades, de bazookas, de fusils automatiques Browning ou de mitrailleuses pendant toute la durée de l'engagement… Les meilleurs résultats, obtenus par les compagnies les plus agressives et dotées d'un très fort moral, sont ceux où un soldat sur quatre a fait usage de son arme, d'une quelconque façon [*Traduction*] »[21].

Les affirmations de Marshall ont eu beaucoup d'échos sur les générations subséquentes, et nombreux sont les historiens et les analystes qui ont adopté ses théories sans émettre de réserves. Le Lieutenant-colonel John A. English reprend, sans poser de questions, les statistiques de Marshall dans son étude de 1981 *A Perspective on Infantry*. Fait encore plus notable, Dave Grossman exploite les conclusions de Marshall pour établir les fondements de sa théorie selon laquelle il est extrêmement difficile, dans les armées occidentales, de convaincre les soldats de tirer, et donc de tuer[22]. Les conclusions de Marshall n'ont pas fait l'unanimité, et il y a toujours eu de nombreux détracteurs pour mettre en doute ses études et son intégrité[23]. L'expérience des armées du Commonwealth pendant la Seconde Guerre mondiale, à quelques exceptions près, semble différente[24]. Les résultats de l'étude menée par Robert Engen, publiée en 2009 et intitulée *Canadians Under Fire: Infantry Effectiveness in the Second World War*, contrastent fortement avec les conclusions de Marshall[25]. S'il est vrai que Marshall fait fausse route, alors nous devrions réviser la théorie de Grossman sur le coût psychologique de l'acte de tuer[26]. Cette révision serait particulièrement importante, car Grossman a déjà donné maintes conférences sur le sujet à des soldats canadiens; il est peut-être en train de diffuser un message erroné. En fait, les vétérans canadiens de l'Afghanistan que j'ai consultés m'ont invariablement répondu que la thèse de Marshall était entièrement fausse; il semblerait que le problème soit plutôt inverse : un nombre trop élevé de soldats auraient recours à leur arme; on m'a expliqué que ce pourcentage élevé de feux (réalité difficilement quantifiable) s'expliquerait par le besoin d'une protection psychologique, et qu'il s'agissait également d'une exigence tactique (remporter l'échange de feux). Du moins Grossman avait-il raison en concluant que « de toute évidence, de plus amples recherches s'imposent [*Traduction*] »[27]. Je suis d'accord, et je pense aussi que ce conseil s'applique aux opérations en Afghanistan.

Une étude semblable à celle de Marshall a été menée en Corée par l'unité de recherche sur le leadership et les facteurs humains de l'Armée américaine. Elle porte le titre *Fighter I: An Analysis of Combat Fighters and Non-Fighters*. Les conclusions en sont intéressantes. Il en ressort que la plupart des personnes de type *guerrier* auraient les caractéristiques suivantes :

- d'une intelligence supérieure à la moyenne ;
- plus masculin que la moyenne;
- porté sur l'action;
- capacités interpersonnelles supérieures à la moyenne;
- apprécié par ses collègues tant au combat que dans la vie sociale;
- plus stable émotivement que la moyenne;
- potentiel de leadership supérieur à la moyenne;
- meilleure santé et plus grande vitalité que la moyenne;
- vie de famille plus stable que la moyenne;
- connaissances militaires supérieures à la moyenne;
- sur les plans manuel et physique, accomplit les tâches plus rapidement et avec plus de précision que la moyenne.

Les auteurs de cette étude soutiennent que la différence la plus frappante entre un guerrier et un non-guerrier serait leur niveau d'intelligence[28]. Ils sous-tendent que les hommes qui possèdent une intelligence supérieure et de meilleurs attributs physiques sont mieux disposés au combat. On retrouve également cette hypothèse dans l'histoire américaine officielle de la Seconde Guerre mondiale[29]. Les auteurs de l'étude *Fighter I* concluent que les qualités d'un guerrier sont potentiellement mesurables, ce qui ouvrirait la porte à l'identification du type *guerrier* par des tests bien développés[30].

L'auteur n'est pas certain que ce filtrage soit possible. En effet, ma propre expérience d'entraîneur de football à la recherche de joueurs agressifs me rappelle que je ne savais jamais qui serait une bonne recrue avant de voir l'équipe à l'œuvre. Certains étaient naturellement agressifs, la plupart avaient la capacité d'apprendre et quelques-uns n'allaient jamais se défaire de la peur du contact. C'est pourquoi j'accepte une gamme de comportements différents. Dans une étude très récente sur le combat pendant la Seconde Guerre mondiale, menée par deux universitaires du centre d'analyses des opérations de défense britannique, on a décortiqué le phénomène avec plus de raffinement. Ils ont développé une échelle comportant une gamme de comportements allant de l'héroïsme à l'évitement du combat. Les auteurs affirment que la recherche est remarquablement cohérente, en particulier sur la question du calcul du nombre de soldats potentiellement inefficaces[31]. Utilisons la figure suivante pour des fins de démonstration. Elle pourrait être sujette à modifications.

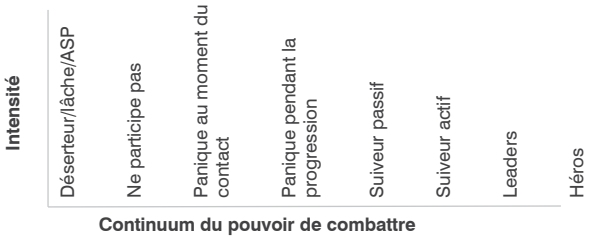


Figure 1 : Continuum du pouvoir de combattre (combat). *Source* : Adaptation de l'ouvrage suivant : Rowland and Speight, "*Surveying the Spectrum of Human Behaviour in Front Line Combat*", p. 55.

Le Colonel Trevor N. Dupuy s'est confronté au problème de la quantification des facteurs moraux en développant son modèle d'analyse du jugement quantitatif (QJMA) dans les années 1970 alors qu'il travaillait pour l'organisation vouée à la recherche sur l'évaluation de l'histoire *(HERO)*. Il s'est donné beaucoup de peine pour déterminer les variables du combat. Dans la catégorie des facteurs intangibles, on retrouve l'efficacité, l'entraînement/expérience, le moral et l'esprit d'initiative, qu'il caractérise comme suit :

Efficacité au combat	Se calcule parfois
Leadership	Se calcule probablement
Entraînement/expérience	Se calcule probablement
Moral	Intangible; sans doute incalculable sur le plan individuel

Au moyen de calculs mathématiques complexes, Dupuy a mis au point un coefficient d'efficacité relative au combat pour la Seconde Guerre mondiale et les conflits israélo-arabes. Il avance que les Allemands avaient un coefficient d'efficacité de 1,2 par rapport aux membres de la Force alliée. Autrement dit, 100 soldats allemands au combat valaient 120 soldats américains ou anglais (canadiens)[32]. Ses conclusions, tout comme celles de Marshall, ont donné lieu à de vifs débats[33]. Dans une étude subséquente « *Understanding War: History and Theory of Combat* », Dupuy fait valoir :

> *Le principal problème, lorsqu'on tente de faire des généralisations sur le combat et d'en formuler des théories, est le facteur humain, dont l'effet sur l'issu du combat est, dit-on, imprévisible… le refus obstiné de l'être humain à ne pas vouloir s'insérer dans un moule comportemental sur le champ de bataille rend laborieux les travaux sur la question. Le jour où l'on découvrira une méthode pour caractériser systématiquement le facteur humain, on aura une véritable théorie sur le combat [Traduction][34].*

L'un des domaines qui me fascinent est celui de l'interprétation des essais tactiques avec instruments. De nombreuses personnes laissent entendre que les lasers reflètent quasi parfaitement la précision des systèmes d'arme; en contrepartie, d'autres personnes, qui ont une expérience pratique de la simulation d'effet d'armes (SEA) au CCEM, réfutent ce constat. Je comprends ce que signifie ce type d'entraînement sur le plan tactique et ce qu'il révèle, mais pour ma part, je m'intéresse plutôt à la dimension humaine. L'Armée américaine a fait usage de simulateurs lasers dans le *Test Activity Field Instrumented System (TAFIS)* de Fort Hood à la fin des années 1970. Un commandant de bataillon de chars se souvient qu'il avait rapidement repéré une tendance : 20 p. cent de ses équipages de chars étaient systématiquement responsables de 80 % des morts de l'ennemi, tandis que les efforts de l'autre 80 p. cent menaient presque toujours à l'échec. À la lumière de ces observations, il créa son propre système de classification des commandants, qu'il répartit en trois catégories : les tueurs, les inutiles et ceux servant de chair à canon[35].

Caméra de combat LS2009-2824d

Pendant les essais avec instruments, il y a cependant un problème majeur qui découle de la dimension humaine. C'est le niveau de réalisme. Et c'est pourquoi l'auteur met en doute la validité des observations de ce commandant. Dupuy avait raison en déclarant que les essais en campagne « ne peuvent jamais reproduire le principal ingrédient de la guerre, qui est la *peur* ressentie dans un environnement létal [*Traduction*] »[36]. Ceux qui s'adonnent à la recherche opérationnelle (RO) le savent; ils admettent qu'il y a un « monde de différence entre les environnements physique et psychologique reproduits pendant les essais, même les plus réalistes, et les environnements dans lesquels évoluent généralement les soldats dans un véritable combat [*Traduction*] »[37]. La RO peut, dans une certaine mesure, quantifier le comportement, mais seulement en termes de dégradation du combat, autrement dit, la différence entre le comportement réaliste physique et l'expérience vécue dans des combats réels équivalents[38]. Malheureusement, je ne connais pas d'autres études portant sur le sentiment de la peur dans un environnement simulé du CCEM[39].

QUANTIFICATION DE LA DIMENSION HUMAINE

À mesure que l'auteur prenait connaissance de la vaste littérature qui existe sur le sujet de la performance au combat, j'ai commencé à comprendre de mieux en mieux ce qui était quantifiable ou non. Les éternels aspects d'ordre moral, comme le leadership, le moral, les effets psychologiques, les difficultés, de même que la confusion, forcément engendrées pendant les batailles, ne sont pas quantifiables, comme je le comprends maintenant, mais ils sont tout de même repérables grâce à certains facteurs que l'on peut schématiser. On peut découvrir des facteurs du comportement humain dans l'histoire militaire, mais il a toujours été extrêmement difficile de les décrire fidèlement. Néanmoins, en se fondant sur les recherches entreprises jusqu'à présent, l'auteur croit que les facteurs suivants sont quantifiables, à divers degrés :

- Taux d'épuisement au combat/de VSO/SPT [40];
- Intelligence individuelle;
- Santé générale et maladies;
- Attrition du personnel (de l'organisation, non spécifique aux combats);
- Pertes physiques dans divers types d'engagements;
- Effets des armes par le biais de la RO[41];
- Réactions et limites physiologiques;
- Non-respect du Code de discipline militaire;
- Opinion des soldats par le biais de sondages;
- Actes d'héroïsme par la distribution de certaines médailles[42];
- Continuum du pouvoir de combattre s'étendant sur une gamme de comportements humains, y compris la résilience militaire;
- Efficacité militaire.

Il y en a sûrement d'autres facteurs. Les dix premiers peuvent être définis avec beaucoup d'exactitude car il existe à leur sujet une grande quantité de données assez fiables, sur lesquelles on peut se fonder pour l'élaboration de modèles valables. Il est possible de connaître les attitudes, par exemple, au moyen de questionnaires anonymes[43]. En 1996, on commença à faire passer des sondages dans les FC sur la dimension humaine des opérations (DHO). Le stress et les stratégies de résistance au stress étaient à l'étude, et continuent de l'être; ils servent à la création de profils de climat d'unité[44]. Reste que les attitudes ne sont pas nécessairement le miroir de l'action. En effet, il y a *toujours* eu des plaintes de la part des soldats. Qui plus est, nous commençons tout juste à sonder les principaux sous-éléments de la composante morale. Récemment, RDDC a entrepris la première étape laborieuse d'un projet qui consiste à mesurer le niveau de confiance au sein des équipes et envers leur leader. Ce projet vise à pallier le manque d'outils de mesure officiels et acceptés[45]. Bien que ce soit intuitif, RDDC concluait, pas plus tard qu'en 2006, que « les futures recherches devront faire appel à des méthodes et à des outils de mesure plus sophistiqués [*Traduction*] », afin que l'on puisse comprendre pleinement le concept de résilience psychologique[46]. Ces recherches-là sont en cours.

L'efficacité militaire est une valeur utilisée pour évaluer le rendement d'un groupe. Pour qu'une armée soit efficace, son pouvoir de combattre et son niveau de résilience doivent être élevés. L'un des auteurs de l'ouvrage *Sharpening the Combat Edge: The Use of Analysis to Reinforce Military Judgement*, le Major-général Ira Hunt (fils), a tenté de me convaincre récemment que l'efficacité des unités au combat *était* quantifiable et *prévisible*, et qu'elle dépendait de la compétence et de l'esprit des soldats[47]. Je comprends son point de vue, mais la question qu'il faudrait poser serait : efficace, mais contre quel opposant? À mon avis, comme la guerre est une activité de combat, on ne peut porter de jugement sérieux sur le pouvoir de combattre et le niveau de résilience sans les avoir préalablement comparés au pouvoir de combattre et au niveau de résilience de l'adversaire, en l'occurrence, les talibans, au cours de l'année à venir[48]. Pendant la Première Guerre mondiale, le Corps expéditionnaire canadien est devenu, avec le temps, d'une extrême efficacité, faisant montre d'un pouvoir de combattre supérieur contre un opposant de grand calibre, ainsi que d'un niveau de résilience à ce point élevé qu'il absorba des pertes de 60 000 hommes, soit 9,28 p. cent du personnel enrôlé[49]. Quatre-vingts ans plus tard en

Afghanistan, le Lieutenant-colonel Ian Hope, commandant de la Force opérationnelle Orion, a déclaré « … on a créé une culture mal équipée pour accepter la réalité des combats prolongés »[50]. J'ai cité ce propos simplement pour inférer que le pouvoir de combattre et le niveau de résilience militaire semblent varier selon les époques et les opposants.

On a naturellement tendance à éviter de quantifier la dimension humaine en raison des difficultés que cela comporte. Je pense qu'il ne faudrait pas agir ainsi. En effet, on pourrait vraiment faire avancer les choses en exploitant les éléments qui peuvent déjà se quantifier. L'état final est l'entraînement pratique. Bien qu'une bonne part de ce que nous avons discuté a pu paraître trop abstrait, il s'agit d'un bon exercice; de plus, les questions ne font jamais de tort. Tandis que l'auteur explore les concepts à un niveau plus théorique, le Major Cyr et ses collègues du comité consultatif sur la sensibilisation — santé mentale (CFA) s'évertuent à vouloir lancer des projets en matière de résilience, à mettre en œuvre immédiatement. À l'heure actuelle, on procède à la conception d'un volet normalisé d'instruction sur la résilience préalable au déploiement, intitulé « chemin menant au niveau de préparation mentale (R2MR) ». Ce volet sera intégré au programme « chemin menant au niveau de préparation élevé ». Le projet devrait se terminer pour la mise sur pied de la FO 1-11. Le programme R2MR fera partie intégrante d'une stratégie globale d'instruction/d'éducation sur la santé mentale visant à fournir aux membres des FC l'instruction dont ils ont besoin sur certains aspects de la santé mentale à des étapes importantes de leur carrière, de même que dans le cadre de tout cycle de déploiement.

Caméra de combat LS2005-A040

AU SUJET DE L'AUTEUR…

Le Capitaine Rickard est officier de l'Arme blindée en affectation à la Direction de l'instruction de l'Armée de terre. Il est titulaire d'un doctorat en histoire militaire de l'Université du Nouveau-Brunswick et l'auteur de deux ouvrages : il analyse dans le premier le commandement du Général A.G.L. McNaughton et dans le deuxième, le leadership de Patton pendant le combat. L'auteur cherche à approfondir son sujet, et il aimerait recevoir des commentaires, en particulier de la part de militaires ayant participé à un déploiement à l'étranger. Il lui serait fort utile, par exemple, de savoir si l'expérience de ces membres confirme ou non son analyse sur la quantification. Vous pouvez communiquer avec le Capitaine Rickard par courriel.

NOTES

1. Major Andrew B. Godefroy, rédacteur en chef, *Opérations terrestres 2021 — Opérations adaptables et dispersées : le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain* (Kingston, Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre, 2007, p. 27). En reconnaissant cette exigence, nous sommes dans l'esprit de l'Armée américaine. Dans l'étude intitulée *U.S. Army Study of the Human Dimension in the Future, 2015–2024*, on affirme que l'armée « nécessitera une force hors du commun pour ce qui concerne les composantes morales, physiques et comportementales de la dimension humaine [Traduction] ». TRADOC Pamphlet 525-3-7-01 , *The U.S. Army Study of the Human Dimension in the Future, 2015–2024*, (U.S. Army TRADOC, 1er avril 2008), iii.
2. Son état final est le développement une nouvelle catégorie de guerrier capable d'un rendement supérieur dans les pires conditions imaginables. Il établit la différence entre les vrais guerriers et les soldats. Quelle que soit la force combattante, le pourcentage de vrais guerriers est très faible. Il conclut que « certains sont de vrais guerriers naturels, mais il ne fait aucun doute qu'on peut former, bâtir, instruire et entraîner les membres à devenir de vrais guerriers [*Traduction*] ». Dave Grossman, *On Combat: The Psychology and Physiology of Deadly Conflict in War and Peace,* 2e Édition, (PPCT Research Publications, 2007), xii, page 130.
3. B-GL-300-001/FP-002 *Opérations terrestres*, 2008, p. 4–1, 4–2. Cette définition est fondée sur la Publication administrative interalliée 6 – AAP, *Glossaire OTAN de termes et définitions*, 2006). Une étude de la Force terrestre sur les capacités de l'Armée de terre de l'avenir met l'accent sur la composante cognitive (morale). Celle-ci « fait intervenir les processus psychologiques ou mentaux au moyen desquels les croyances, les motifs, les idées et les émotions s'unissent pour donner naissance à la détermination. » *La force de demain : vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre*. Dans cette étude, on demande de substituer le terme cognitif par le terme moral « puisqu'il décrit mieux « où et comment la volonté se forme ».
4. Martin van Creveld, *Fighting Power: U.S.-German Performance, 1939–1945,* (Westport, Connecticut: Greenwood, 1982), page 3. Cet ouvrage porte principalement sur l'influence du plan mental. L'auteur du présent article propose cette définition : « Le pouvoir de combattre est le pendant psychologique de la puissance de combat. Il naît de la synergie des facteurs psychologiques à l'intérieur d'une unité militaire, source de force morale. Cette force permet aux unités de supporter les pertes et les reculs et de s'engager avec succès dans de longs combats. Le pouvoir de combattre permet à une unité d'imposer sa volonté à l'ennemi. » Capitaine John N. Rickard, « L'Armée de terre canadienne et le pouvoir de combattre », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, nº 3 (automne/hiver 2003), p. 37.
5. *Opérations terrestres* nous apprend que la composante morale (ou psychologique) « constitue la base éthique et culturelle dont découlent le moral, la cohésion, l'esprit de corps et l'esprit combatif ». *Opérations terrestres*, p. 4–1, 4–2.
6. Sir Ian Hamilton, *Compulsory Service: A Study of the Question in the Light of Experience*, (London: John Murray, 1910), pages 121–122.
7. Sir Archibald Wavell, *Speaking Generally*, (London: Macmillan, 1946), page 79.
8. James Marshall-Cornwall, *Foch as Military Commander*, (London: B.T. Batsford, 1972), pages 18–22.
9. Pour une bonne analyse du sujet : Kenneth M. Pollack, *Arabs at War: Military Effectiveness, 1948–1991*, (Lincoln: University of Nebraska Press, 2002), pages 568–570.
10. David G. Chandler, *The Campaigns of Napoleon*, (New York: The Macmillan Company, 1966), page 157.
11. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, traduit de l'allemand par le Lieutenant-colonel De Vatry, édition révisée et complétée par Jean-Pierre Baudet, Paris, Éditions Ivrea, 2000, p. 198. Le Baron Antoine Henri de Jomini prescrit certaines mesures pour favoriser ce qu'il appelle l'« esprit militaire » : « Endurcir les armées aux travaux et aux fatigues; ne pas les laisser chômer dans la mollesse des garnisons en temps de paix; leur inculquer le sentiment de leur supériorité sur les ennemis, sans néanmoins rabaisser trop ceux-ci; inspirer l'amour des grandes actions; exciter en un mot l'enthousiasme par des inspirations en harmonie avec l'esprit qui domine les masses; décorer la valeur et punir la faiblesse; enfin flétrir la lâcheté : voilà les moyens de former un bon esprit militaire. » Antoine Henri de Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, Bruxelles, Librairie militaire de J.-B. Petit, 1841, p. 49.
12. Thomas M. Camfield, "'Will to Win'—The U.S. Army Troop Morale Program of World War I", *Military Affairs*, XLI, 3 (October 1977), page 126.
13. Richard Glover, "War and Civilian Historians," *Journal of the History of Ideas*, XVIII, 1, (January 1957), page 86.

14. Lord Moran, *Anatomy of Courage*, 3rd Edition, (New York: Avery Publications, 1987), xvi.

15. Kurt Lang, *Military Institutions and the Sociology of War: A Review of the Literature with Annotated Bibliography*, (London: Sage Publications, 1972), page 18.

16. Citation provenant de l'ouvrage suivant : John Keegan, *Anatomie de la bataille : Azincourt 1415, Waterloo 1815, La Somme 1916*, Paris, Laffont, 1993, p. 306.

17. Terry Copp, courriel à l'auteur, le 10 juin 2010.

18. Terry Copp and Bill McAndrew, *Battle Exhaustion: Soldiers and Psychiatrists in the Canadian Army, 1939–1945*, (Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1990), pages 144–46.

19. W.R. Feasby, *Official History of the Canadian Medical Services, 1939–1945, II: Clinical Subjects*, (Ottawa: Queen's Printer, 1953), page 89.

20. Wilfrid Eggelston, *Scientists at War*, (London: Oxford University Press, 1950), 211.

21. Brigadier-General S.L.A. Marshall, *Men Against Fire: The Problem of Battle Command in Future War,* (New York: William Morrow & Company, 1947), pages 50–56.

22. John A. English, *A Perspective on Infantry*, (Westport, Connecticut: Praeger, 1981), 145; Dave Grossman, *On Killing: The Psychological Cost of Learning to Kill*, (Boston: Little, Brown and Company, 1995), pages 1, 3, 15–16.

23. Voir Harold P. Leinbaugh and John D. Campbell, *The Men of Company K.*, (New York: Bantam Books, 1987); Eric Smoler, "The Secret of the Soldiers Who Did Not Shoot," *American Heritage*, XL, (March 1989): 40–45; Roger J. Spiller, "S.L.A. Marshall and the Ratio of Fire," *RUSI Journal*, 133, (Winter 1988): 63–71; John Whiteclay Chamber II, "S.L.A. Marshall's Men Against Fire: New Evidence Regarding Fire Ratios," *Parameters*, XXXIII, 3 (Automne 2003): 113–121; Michael D. Doubler, *Closing with the Enemy: How GIs Fought the War in Europe, 1944–1945*, (Lawrence: University Press of Kansas, 1994), 289–91; Peter R. Mansoor, *The GI Offensive in Europe: The Triumph of American Infantry Divisions, 1941–1945*, (Lawrence: University Press of Kansas, 1999), 260–262. Pour un bon survol de l'impact engenré par Marshall, voir F.D.G. Williams, *SLAM: The Influence of S.L.A. Marshall on the United States Army*, TRADOC Historical Monograph Series (Fort Monroe, Virginia: Office of the Command Historian, U.S. Army Training and Doctrine Command, 1994).

24. Le Captaine Lionel Wigram de l'Armée britannique a fait des observations semblables concernant l'Afrique du Nord. Il soutient que « on ne peut compter que sur environ quatre à six hommes dans le peloton pour faire absolument tout ce qui est demandé sous le feu de l'ennemi. [*Traduction*] ». Citation de l'ouvrage suivant : David French, *Raising Churchill's Army: The British Army and the War against Germany, 1919–1945*, (London: Oxford University Press, 2000), page 207.

25. Robert Engen, *Canadians Under Fire: Infantry Effectiveness in the Second World War*, (Montreal: McGill-Queen's University Press, 2009), pages 8–9.

26. Certes, Grossman aborde le débat sur Marshall, mais ce faisant, il fait valoir qu'« à chaque détour de ses recherches, il découvre de l'information qui non seulement corrobore la thèse principale de Marshall, mais parfois correspond exactement aux mêmes pourcentages que Marshall [*Traduction*] ». Grossman, page 333.

27. Grossman, page 333.

28. Robert L. Egbert, et al., *Fighter I: An Analysis of Combat Fighters and Non-Fighters*, Human Resources Research Office Technical Report 44, December 1957), page 26.

29. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, dans les armées occidentales, de nombreuses recrues physiquement et intellectuellement supérieures sont entrées dans les rangs de la Force aérienne, de la Marine et des rangers. Les services techniques, de leur côté, ont pu bénéficier de l'apport des meilleurs éléments disponibles en termes de renseignement. Voir Robert R. Palmer, Bell I. Wiley and William R. Keast, *United States Army in World War II: The Procurement and Training of Ground Combat Troops*, (Washington: Government Printing Office, 1948), page 3.

30. Egbert, iii. Il semble toutefois y avoir un lien quelconque entre perfectionnement professionnel, jugement et résilience. Voir George F. Hofmann « Armor History and Operations in 1944: The 6th Armored Division Experience in the European Theater of Operations: A Study in Leadership Development and Execution » *Armor*, (Septembre-octobre 1994) : page 11.

31. Voir D. Rowland and L.R. Speight « Surveying the Spectrum of Human Behaviour in Front Line Combat » *Military Operations Research*, XII, 4, (2007): pages 55–57.

32. Colonel Trevor N. Dupuy, *Numbers, Predictions and War: Using History to Evaluate Combat Factors and Predict the Outcome of Battles*, (Indianapolis: The Bobbs-Merrill Company, 1979), page 62. Dupuy avait calculé que ce coefficient était encore plus élevé par rapport aux Soviétiques.

33. Dans l'Armée américaine, on a utilisé le modèle de Dupuy au début des années 1980 à des fins de comparaison des forces (FORCECOMP), mais on en est venu à remettre en question la justesse des statistiques sur lesquelles il s'était fondé. « John Sloan Brown, Colonel Trevor N. Dupuy and the Mythos of Wehrmacht Superiority: A Reconsideration » *Military Affairs*, L, 1, (January 1986), pages 16–20; « The Wehrmacht Mythos Revisited: A Challenge for Colonel Trevor N. Dupuy » *Military Affairs*, LI, 3, (juillet 1987): pages 146–47.

34. Colonel Trevor N. Dupuy, *Understanding War: History and Theory of Combat* (New York: Paragon House Publishers, 1987), page 58.

35. Colonel Thomas A. Horner, "Killers, Fillers, and Fodder," *Parameters*, XII, 3, (September 1982): 31.

36. Dupuy, *Understanding War*, xxii. Dans notre propre doctrine, nous admettons que des « variables fortuites produisent des effets imprévus qui rendent la guerre et les opérations militaires bien différentes de ce que les plans prévoient et les manuels dépeignent. […] En réalité, plus le combat se rapproche de l'interaction humaine face-à-face, plus les chances de chaos ou d'incertitude augmentent. » B-GL-300-003/FP-002 *Le commandement dans les opérations terrestres*, 27 juillet 2007, pages 1–5 à 1–7.
37. L.R. Speight and D. Rowland, "Modelling the Rural Infantry Battle: The Effects of Live Combat on Military Skills and Behaviour During the Approach Phase," *Military Operations Research*, XIII, 4, (2008): page 79.
38. David Rowland, *The Stress of Battle: Quantifying the Human Element in Combat*, (London: The Stationary Office, 2006), page 18. Rowland établit une différence entre analyse historique et histoire proprement dite, soutenant que l'histoire « permet de se plonger dans l'analyse historique, mais que ce sont les données objectives dérivées qui constituent l'apport le plus important. Les jugements et les opinions des historiens sont également précieux, mais il faut les traiter comme des hypothèses à confirmer plutôt que comme des données brutes [*Traduction*] ». Dupuy déclare que l'« histoire militaire est essentielle au développement de la science militaire car — contrairement à la plupart des autres sciences — la science militaire est incapable de prouver dans un laboratoire ses théories et ses hypothèses [*Traduction*] ».
39. Le Dr. Megan Thompson à l'auteur, le 27 octobre 2009; Lieutenant-colonel I. Hope, *Danser avec le* Dushman *: les impératifs du commandement dans la lutte contre l'insurrection en Afghanistan*, Kingston, Presse de l'Académie canadienne de la défense, 2008, page 205. Nous avons nous-mêmes procédé à des essais avec le système mobile d'instrumentation automatisée (MAIS) en 2001 à Gagetown. Même si nos activités ne portaient pas spécifiquement sur la dimension humaine, nous avons observé des facteurs qui s'y rapportaient. Après un certain temps, on a vu une augmentation des lignes de front de la compagnie Blue Force; cette augmentation pouvait être liée au fait que le niveau de confiance entre les soldats avait augmenté. Fred Cameron, Roger L. Roy, Lcol Rick Bowes and Major Bruce Chapman, "Half a Decade of Operational Research for Developing New Command Support Capabilities in the Canadian Army," sans date.
40. Doivent faire l'objet d'une définition.
41. Il était évident que les Canadiens qui souffraient d'épuisement au combat en Normandie avaient peur des mortiers allemands et des armes Flak de 88 mm.
42. Même si on a étudié en profondeur les cas de récompenses décernées pour bravoure et courage, cela ne veut pas dire que l'héroïsme d'autres soldats méritants a été repéré correctement. Les récompenses données pour des actes héroïques peuvent aussi fort probablement avoir un lien avec le grade.
43. La méthode du sondage existe depuis longtemps. Voir Ardant du Picq, *Études sur le combat*, Paris, R. Chapelot, 1904. Au sein de l'Armée américaine, on s'est aperçu, par le biais de sondages, que les soldats enrôlés manquaient beaucoup de respect envers leurs officiers durant la Seconde Guerre mondiale. T.W. Harrell, "Applications of Psychology in the American Army," *Psychological Bulletin*, No. 42 (1945): page 458; Samuel A. Stouffer, et al., *The American Soldier: Adjustment During Army Life*, I, (Princeton: Princeton University Press, 1949), page 379.
44. Major J.R.S. Blanc and Heather McCuaig Edge, "Battlefield Ethics: Summary of HDO Survey Results," May 2009
45. Barbara D. Adams and Megan Thompson, *The Development and Validation of the Trust in Teams Scale and Trust in Leaders Scale—Preliminary Report*, (Toronto: DRDC, Juillet 2008).
46. Jaye Wald, et al, "Literature Review of Concepts: Psychological Resiliency, Final Report," abstract, (Toronto: DRDC, 1er juillet 2006).
47. Lieutenant-General Julian J. Ewell and Major-General Ira A. Hunt, Jr., *Sharpening the Combat Edge: The Use of Analysis to Reinforce Military Judgement*, (Washington: Center of Military History, 1974), page 233; Major-General Hunt, lettre à l'auteur, le 2 octobre 2009. Major-General Hunt était TRADOC adjoint et travaillait avec Dupuy. Le Mgén Hunt, conversation téléphonique avec l'auteur, le 17 septembre 2009.
48. Pollack, 13.
49. Colonel G. W. L. Nicholson, *Le Corps expéditionnaire canadien, 1914–1919 : histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Première Guerre mondiale*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1963, p. 579–80.
50. Hope, p. 199. La FO Orion a enregistré un taux de pertes humaines de 10 p. 100 en six mois et demi.

LE JOURNAL DE L'ARMÉE DE TERRE — ÉCOLOGIQUE

Le Journal de l'Armée du Canada est heureux d'annoncer qu'il est composé entièrement de matériaux certifiés par le Forest Stewards Council (FSC) du Canada, et il est 100% recyclable.

Source : Caméra de combat

ORGANISER L'INFANTERIE MODERNE : UNE ANALYSE DE LA PUISSANCE DE COMBAT DE LA SECTION

Major V. Sattler, CD,
et Capitaine M. O'Leary, CD

À l'aube du XXIe siècle, le Canada baigne dans un environnement de sécurité internationale caractérisé par l'incertitude, l'instabilité et le risque. Si de nombreuses menaces se sont résorbées, d'autres se sont amplifiées et d'autres encore ont surgi et les ont remplacées. Leur nature est maintenant complexe et souvent asymétrique. C'est dans ce contexte d'incertitude que la Force terrestre doit mener ses opérations pour répondre aux besoins et aux attentes du Canada en matière de sécurité, mais cette obligation doit être satisfaite non seulement à court terme, mais également à long terme. Pour ce faire, l'Armée de terre doit constamment s'efforcer de mieux comprendre le caractère de l'environnement de sécurité de l'avenir et ses répercussions sur les conflits armés. De plus, elle doit élaborer une doctrine et des concepts opérationnels clairs, pertinents et toujours axés sur l'avenir. Enfin sa structure doit comporter des éléments constitutifs modulaires tels que la section d'infanterie, qui assureront l'efficacité de l'Armée de terre dans l'espace de combat de l'avenir, au pays comme à l'étranger.

Cet article présente les résultats d'un examen approfondi et d'une analyse comparative de plusieurs facteurs qui ont un impact sur l'organisation et les capacités de la section d'infanterie moderne dans le but de présenter des pistes de conception et de modélisation d'une section d'infanterie capable de mener avec succès les futures opérations dans l'ensemble du spectre.

ENVIRONNEMENT DE SÉCURITÉ DE L'AVENIR

Déjà, les tendances actuelles (p. ex. la mondialisation, la rapidité de l'innovation scientifique et technologique, les changements

démographiques, la redéfinition de l'équilibre des pouvoirs des régions et l'importance grandissante des acteurs non étatiques) sont en train de changer considérablement la nature des conflits et la direction des opérations. Il en résulte qu'il est probable que les combats de grande ampleur force contre force s'éclipseront au profit de guerres irrégulières conduites par des adversaires extrêmement adaptables, soutenus par une technologie de pointe. L'ennemi, comprenant comment utiliser les médias, ne cherchera pas autant à vaincre les forces armées qui leur seront opposées qu'à éroder leur volonté de combattre; les États voyous tenteront de rompre le statu quo; des organisations terroristes transnationales possédant la volonté et la capacité d'acheter et de vendre de tout, des drogues aux armes, en feront le trafic à la seule fin de s'enrichir. Des désordres surviendront souvent dans les agglomérations, les adversaires profitant au maximum des environnements informationnels, moraux et physiques complexes des grandes villes densément peuplées.

Les fantassins sont depuis toujours au cœur de la capacité militaire et constituent l'élément fondamental de n'importe quelle force combattante terrestre. Il est certain que les conflits de l'avenir auront beaucoup de points communs avec ceux d'aujourd'hui. Toutefois, les adversaires éventuels seront probablement encore plus adaptables et constitueront des menaces encore plus variées. Tant la mondialisation que la profusion des progrès technologiques procureront à un vaste éventail d'intervenants la capacité d'acquérir une influence et d'atteindre une envergure jamais égalées. Tout cela, associé à l'ingéniosité innée de l'homme, procurera aux adversaires une capacité accrue de s'organiser, de se réseauter et de relever des défis importants sur plusieurs fronts — autant moral que politique et militaire. Avec un meilleur accès à une gamme d'équipement comme les téléphones cellulaires, Internet et une grande variété d'armes et de technologies liées à l'armement, la mobilité, la portée et le pouvoir meurtrier de l'adversaire s'accroîtront.

À partir des leçons apprises dans les opérations actuelles, dans le but de réduire l'impact qu'aura le caractère imprévisible des conflits à venir et de préparer l'Armée de terre à affronter les défis qui l'attendent, le présent document vise à susciter la discussion sur l'évolution de la section d'infanterie. Essentiellement, ce concept doit guider l'évolution du processus de mise sur pied d'une force en fonction de l'état actuel des choses, des jalons que nous avons franchis à ce jour et des prochains défis à relever pour assurer la pérennité de la réussite.

« La section d'infanterie est au cœur de l'Armée de terre du Canada. »

— Lieutenant-général Andrew Leslie[1]

ESSENCE DE LA SECTION DE FUSILIERS

Le rôle consacré de la section d'infanterie, comme élément du peloton, est d'établir le contact avec l'ennemi et de le détruire. Elle s'acquitte de cette tâche dans l'ensemble du spectre des opérations en manœuvrant pour prendre un objectif dans le but de tenir le terrain[2]. Au siècle dernier, la technologie a permis d'accroître la mobilité, la puissance de feu et la protection, principalement par l'intégration de véhicules d'appui. La capacité de manœuvre consentie par ces véhicules est un atout additionnel intégré à la section de fantassins à pied. L'arme est la section d'infanterie. Les capacités du véhicule font partie du système de combat. Néanmoins, l'infanterie n'est pas définie par la plate-forme qui la transporte au combat Peu importe la façon dont les fantassins se rendent à l'objectif, ultimement ils combattent à pied. C'est ce qui définit l'infanterie.

Bien que de nombreuses discussions aient déjà eu lieu quant à la mission, au rôle et à la tâche de la section d'infanterie en guise d'introduction à la définition de son organisation et de son équipement, les arguments les plus communément présentés à l'appui de la structure et de la taille de la section d'infanterie au cours des quelques dernières décennies étaient limités à l'établissement d'effectifs fixes dotés d'armes déterminées. [*Traduction*] « Argumenter contre cette méthode d'organisation de la section d'infanterie équivaut à rejeter de nombreuses philosophies éprouvées au combat et bien ancrées dans les organisations militaires occidentales[3]. » Ces philosophies ont été affermies en de nombreuses occasions jusqu'à ce qu'elles soient considérées par certains comme d'incontestables canons. De nombreuses études

et expériences ont été menées en adoptant des principes considérés comme fondamentaux et à l'aune desquels nous avons historiquement mesuré l'efficacité de la dotation en personnel et en équipement ainsi que l'efficacité de la section d'infanterie. Le manuel *La section et le peloton d'infanterie au combat* de l'Armée de terre canadienne porte sur l'organisation de la section d'infanterie et les fondements des tactiques des troupes embarquées et débarquées sans qu'y soit ne serait-ce qu'une seule fois étudiée en détail la façon dont la section devrait être organisée pour accomplir toutes les tâches. Le caractère immuable de la taille de la section et la portée réductrice des tactiques d'instruction qui se trouvent dans ce manuel constituent des éléments d'importance critique d'examen de la structure organisationnelle de la section d'infanterie. Même si le rôle de la section d'infanterie ne change pas — sans quoi la section d'infanterie ne serait plus l'infanterie — du point de vue de la doctrine, il n'y a pas de limite au nombre d'options d'utilisation tactique de la section de fusiliers. De nombreux éléments d'appui accordent souplesse et agilité à l'infanterie et lui permettent en fin de compte d'opérer dans de complexes environnements. Quel que soit le résultat du débat stratégique en cours sur les structures de la force, il faudra toujours assurer la présence de personnel à pied sur le terrain.

HISTOIRE : L'AVÈNEMENT DE L'INFANTERIE MODERNE

Les structures de la section et du peloton d'infanterie modernes trouvent leurs origines aussi loin dans le passé que dans les petits groupes de légionnaires romains commandés par un *decanus*[4]. On trouve des structures identiques dans la poignée d'hommes commandés par un caporal au XIXe siècle, la *Corporal's Guard.* Pendant les deux guerres mondiales, à la faveur de l'accroissement de la gamme des armes disponibles et de la complexité des options tactiques d'emploi de l'infanterie au bataillon, la structure de la compagnie d'infanterie s'est subdivisée sur la base de l'exécution des tâches[5]. Cette évolution a favorisé la souplesse sur le champ de bataille et conduit à l'octroi de responsabilités accrues aux commandants de section et de peloton, qui ont bien voulu partager ces responsabilités dans le but d'assurer le succès de leur mission tactique. Bref, plus l'environnement se complexifiait, plus la responsabilité était partagée[6].

Cette évolution du peloton et parfois même de la section, comme élément le plus bas dans la hiérarchie devant s'acquitter de tâches distinctes du plan du commandant, exigeait d'abord de la section d'infanterie qu'elle soit en mesure de faire preuve d'une plus grande souplesse, mais elle forçait également l'uniformisation de son organisation ainsi que de sa dotation avec mêmes armes qui favorisaient l'accroissement de ses options tactiques. Un commandant pouvait employer une de ses sections pour accomplir toute une variété de tâches, sachant qu'étant toutes uniformément équipées et entraînées, elles étaient toutes en mesure de s'en acquitter. Même si la mitrailleuse Lewis a grandement amélioré la capacité de tir d'appui des sections d'infanterie, c'est la mise en service de la grenade qui y a provoqué le premier grand changement. L'adoption du « culte de la bombe » a éventuellement mené à l'élaboration du mantra de l'infanterie, « le tir de suppression met hors combat, les grenades tuent », formule consacrée dont l'US Marine Corps (USMC), entre autres, se fait encore le champion aujourd'hui.

Pendant la Première Guerre mondiale et l'entre-deux-guerres, le peloton d'infanterie canadien comptait quatre sections[7] : deux sections de sept fusiliers, chacune commandée par un sergent et constituant les éléments de mouvement[8], ainsi que deux sections de mitrailleuses Lewis offrant la puissance de feu à l'appui du mouvement vers l'avant des sections de fusiliers[9]. Selon l'expérience acquise au cours de la Première Guerre mondiale, les sections de mitrailleuses Lewis, chacune dotée d'une mitrailleuse, devaient comprendre sept membres (tous grades confondus) pour assurer l'approvisionnement en munitions en campagne[10].

Pour ce qui est l'expérience de l'Armée de terre canadienne en matière de la puissance de feu, les remplacements de la mitrailleuse Lewis (13 kg) par la mitrailleuse Bren (10 kg) et ensuite par la FNC2 (7 kg) ont entraîné une augmentation de la quantité de munitions transportées par le soldat, ce qui a justifié une diminution du nombre de soldats transportant des munitions (même si des soldats sont encore affectés à cette tâche dans la structure du peloton de mitrailleuse). La puissance de feu et le mouvement sont tout de même restés inextricablement liés. Pour ce qui est du mouvement, on a retenu trois sections identiques, chacune équipée de deux fusils automatiques, pour former un groupe

d'appui-feu commandé par le commandant adjoint (cmdtA) de section et un groupe de mouvement (d'assaut) constitué des fusiliers restants et commandé par le commandant de section. Cette puissance de feu améliorée pour exécuter du tir de suppression a en conséquence permis que les mouvements soient exécutés de façon plus sécuritaire.

La section de dix fantassins comprenant un élément d'assaut et un élément d'appui offrait au commandant de section la possibilité de déployer son élément d'appui-feu pour couvrir le mouvement de son groupe d'assaut. Une telle structure faisait en sorte que la section pouvait manœuvrer par elle-même — avec l'appui-feu lui permettant de se rendre dans une position avantageuse et de l'occuper. Il était d'autre part convenu que lorsqu'elle était employée dans une organisation d'assaut plus importante (peloton, compagnie ou bataillon), la section pouvait être utilisée comme un seul élément, l'élément d'appui-feu et le groupe d'assaut progressant ensemble selon le plan du commandant de niveau supérieur. La souplesse qu'accordait à la section l'organisation en deux éléments ne sous-entendait pas qu'ils devaient toujours être employés selon une configuration d'appui-feu et de mouvement.

D'autres changements fondamentaux touchant la structure de la section d'infanterie sont survenus au moment de sa mécanisation. L'équipage du M113 de l'infanterie canadienne était composé d'un conducteur et d'un chef d'équipage/mitrailleur qui devait demeurer à bord, ce qui ne laissait que huit soldats dans la section standard à pied. Selon la doctrine, ces deux fantassins devaient d'abord être considérés comme des soldats de « combat au corps à corps » et devaient débarquer au besoin plutôt que de rester inconditionnellement à leur poste dans le véhicule. En réalité, personne n'était affecté à la conduite des véhicules si toute la section en débarquait.

Pour ce qui est de la manœuvre, la section devait toujours faire partie d'une plus grande organisation, elle ne devait « jamais » opérer isolément, et elle ne devait former une seule ligne étendue qu'au moment de l'approche finale et de l'assaut. Les manœuvres sur les flancs au niveau de section n'étaient en conséquence plus requises. Ce concept de la manœuvre était fondé sur la présomption de l'utilisation de forces massives participant à un conflit de grande envergure pendant la guerre froide. Ce concept de section a continué d'évoluer jusqu'à l'élimination de l'élément d'appui-feu distinct et la formation de deux groupes de tir identiques de quatre membres, chaque groupe de tir étant armé d'une mitrailleuse légère C9 et de trois fusils d'assaut C7. Plus tard, un de ces fusils C7 devait également être doté d'un lance-grenades M203, ne laissant que trois fusiliers[11] par groupe de tir (l'un d'eux étant le commandant de section ou le commandant adjoint de section) et deux soldats transportant des armes plus lourdes mieux adaptées aux tâches d'appui-feu. Ce dernier concept devait également permettre à la section de mener des opérations en deux groupes de quatre, chaque groupe disposant de capacités d'appui-feu, de communication et de mouvement. Cette organisation de la section, qui est en vigueur depuis les années 1990, est perçue comme étant bien armée et souple parce qu'elle comprend une panoplie d'armes complète et équilibrée, dont au moins une serait adaptée à n'importe quelle tâche particulière. Cette capacité équilibrée offre plus d'options tactiques à la section et au peloton en raison de l'attribution des moyens de communication, de la puissance de feu et de la capacité de manœuvre nécessaires en environnement complexe.

L'organisation doctrinale de la section d'infanterie, lorsque considérée au regard de l'unique possibilité d'assaut offerte à la section[12], mène à une conceptualisation très particulière de ce qu'une section peut accomplir. De fait, les soldats et les sous-officiers apprennent à répondre aux attentes d'une liste de vérification réglementaire pendant leur instruction. Ils retournent ensuite à leur unité, dans laquelle il est possible que l'emploi des sections reprennent rarement les activités répétitives de l'instruction. Dans une certaine mesure cet état de fait a engendré une divergence croissante entre les exigences théoriques du combat, qui dictent les méthodes d'instruction, d'une part, et la pratique dans les bataillons d'infanterie, qui met l'accent sur un concept beaucoup plus large d'emploi de la section d'infanterie, d'autre part. En réalité, cette divergence est presque universellement présente dans tous les environnements d'enseignement qui requièrent des fondements doctrinaux et il y est difficile de rester à niveau avec les opérations en cours. Bien que tout écart perçu en matière d'instruction soit actuellement comblé pendant l'instruction préalable au déploiement, il peut subsister une divergence entre le niveau de référence de

l'instruction et la doctrine, ainsi qu'avec les besoins réels sur le terrain et la préparation résultant de l'instruction préalable au déploiement.

Pendant le reste du XXIe siècle, on s'attend à ce que les opérations terrestres se déroulent « en utilisant délibérément la dispersion et le regroupement en vue d'obtenir et de conserver l'avantage tactique sur des adversaires habiles et tout aussi adaptables[13]. » Dans cette optique, la section d'infanterie, en sa qualité de principal élément constitutif de la structure de toutes les opérations, doit être solidement établie sur la base des leçons apprises pendant les opérations passées.

ORGANISATION DES SECTIONS D'INFANTERIE DES PAYS DE L'ABCA[14]

Remarque sur la terminologie. Les pays qui font partie de l'ABCA n'utilisent pas uniformément les termes « groupe d'assaut », « équipe de tir » et « groupe de tir » pour désigner les éléments similaires de la section. Dans le présent article, « groupe d'assaut » renvoie à un élément de manœuvre de trois ou quatre soldats à pied et « équipe de tir » désigne une équipe de deux soldats dans la section. Le terme « section » est également utilisé pour désigner l'escouade de l'US Army (Armée des États-Unis) et de l'USMC (Corps des marines des États-Unis). À des fins de simplicité, les armes de la section sont généralement appelées « fusils d'assaut », « fût lance-grenades M203 » et mitrailleuse légère (M lég) sans référence aux variantes nationales des grandes catégories d'armes.

SECTIONS D'INFANTERIE À PIED

Illustration des sections d'infanterie à pied des pays de l'ABCA, selon leur doctrine respective :

SECTIONS D'INFANTRIE À PIED DES PAYS DE L'ABCA															
		Groupe d'assaut 1					Groupe d'assaut 2					Groupe d'assaut 3			
US ARMY	Cmdt son	Fusilier (fus)	Fus	Grenadier (gren)M203	M lég		Fus	Fus	Gren M203	M lég					
USMC	Cmdt son	Cmdt gp	Fus	Gren M203	M lég		Cmdt gp	Fus	Gren M203	M lég		Cmdt gp	Fus	Gren M203	M lég
UK ARMY (Armée de terre britannique)		Cmdt son	M lég (-)	Gren M203	M lég		CmdtA son	M lég (-)	Gren M203	M lég					
CDN ARMY (Armée de terre canadienne)		Cmdt son	Fus	Gren M203	M lég	Fus	CmdtA son	Fus	Gren M203	M lég	Fus				
AUS ARMY (Armée de terre australienne)		Cmdt son	Éclaireur	Gren M203	M lég		Cmdt gp	Éclaireur	Gren M203	M lég					

Figure 1 : Organisation des sections d'infanterie à pied des pays de l'ABCA

Armée américaine. La section (l'escouade) de fusiliers de l'US Army comprend un commandant de section et deux groupes d'assaut de quatre membres chacun. Chaque groupe d'assaut est formé de deux fusiliers d'assaut, d'un grenadier (lance-grenades M203) et d'un mitrailleur (mitrailleuse légère M249)[15].

Corps des marines des États-Unis. La section (escouade) de l'USMC comprend treize membres : un commandant de section et douze soldats répartis en trois groupes d'assaut. Chaque groupe d'assaut est formé d'un commandant de groupe armé d'un fusil d'assaut M4/M16, d'un fusilier armé d'un M4/M16, d'un grenadier armé d'un M4/M16 doté d'un M203 et d'un mitrailleur armé d'une M249[16].

Armée de terre britannique. La section de l'Armée de terre britannique comprend huit personnes : un commandant de section, un commandant adjoint de section et six soldats. En guerre conventionnelle, la section est divisée en deux groupes d'assaut de quatre membres. Ces groupes d'assaut sont chacun formés du commandant de section (ou de son commandant adjoint dans le cas du deuxième groupe) armé du fusil d'assaut L85A2 de 5,56 mm et de trois fusiliers armés respectivement du fusil d'assaut L85A2 de 5,56 mm doté d'un fût lance-grenades de 40 mm, d'une mitrailleuse légère L110A1 de 5,56 mm et de l'arme légère d'appui (ALA) L86A2 de 5,56 mm[17].

Il est particulièrement intéressant de noter qu'en raison des opérations de combat que l'Armée de terre britannique mène en Afghanistan (Op HERRICK), les armes de ses sections diffèrent de façon marquée de celles des sections des autres contingents. Le commandant de section et son commandant adjoint sont armés du fusil d'assaut SA80A2 de 5,56 mm. La section est dotée de deux mitrailleuses légères (similaires à la C9 canadienne), de deux fûts lance-grenades (équivalents du M203) et d'une mitrailleuse polyvalente (même arme que la C6 canadienne); de plus, un tireur de précision est armé du fusil d'assaut L129A1 de 7,62 mm (acquis spécifiquement pour l'opération dans le cadre de la procédure de satisfaction d'un besoin opérationnel immédiat). L'arme légère d'appui SA80A2, qui comprend un canon plus lourd et plus long que celui du fusil d'assaut SA80 standard, ce qui lui accorde une vitesse initiale plus élevée et une meilleure précision, est toujours en inventaire, mais elle n'est plus utilisée, ni dans le théâtre ni au pays.

Armée de terre canadienne. La section d'infanterie canadienne comprend dix soldats : un commandant de section, un commandant adjoint de section et huit soldats, y compris un conducteur et un tireur[18].

Armée de terre australienne. La section d'infanterie de l'Armée de terre australienne comprend huit soldats divisés en deux groupes d'assaut de quatre fantassins. Chaque groupe d'assaut comporte un commandant d'équipe, un éclaireur doté d'instruments optiques améliorés, un grenadier doté d'un lance-grenades M203 ainsi qu'un mitrailleur doté de l'ALA F89 Minimi[19].

Caméra de combat AS2006-0894a

SECTIONS D'INFANTERIE MÉCANISÉE

Illustration des sections d'infanterie mécanisée des pays de l'ABCA :

				Troupes qui peuvent mener des opérations à pied	
	Véhicule	Équipage	Cmdt son	Groupe d'assaut 1	Groupe d'assaut 2
US ARMY	M2 Bradley	Conducteur Cmdt Tireur	Cmdt son	Cmdt gp Gren M203 M lég Fus	Cmdt gp Gren M203 M lég
US ARMY	M1126 Stryker	Conducteur Cmdt	Cmdt son	Cmdt gp Gren M203 M lég Fus	Cmdt gp Gren M203 M lég Fus
USMC	EFV	Conducteur Cmdt Tireur	Cmdt son	Cmdt gp Gren M203 M lég Fus	Cmdt gp Gren M203 M lég Fus
				Groupe d'assaut 3	Spécialistes en renfort
				Cmdt gp Gren M203 M lég Fus	
UK ARMY (Armée de terre britannique)	FV510 Warrior	Conducteur Cmdt Tireur		Cmdt son Gren M203 M lég Fus	CmdtA son Gren M203 M lég
UK ARMY (Armée de terre britannique)	FV432	Conducteur Cmdt		Cmdt son Gren M203 M lég Fus M lég (-)	CmdtA son Gren M203 M lég Fus M lég (-)
CDN ARMY (Armée de terre canadienne)	VBL III	Conducteur Cmdt Tireur		Cmdt son Gren M203 M lég Fus	CmdtA son Gren M203 M lég
AUS ARMY (Armée de terre australienne)	ASLAV	Conducteur Cmdt Tireur		Cmdt son Gren M203 M lég	CmdtA son Gren M203 M lég
AUS ARMY (Armée de terre australienne)	M113	Conducteur Cmdt		Cmdt son Gren M203 M lég Fus	CmdtA son Gren M203 M lég Fus

Figure 2 : Organisation des sections d'infanterie mécanisée des pays de l'ABCA

Armée américaine. Le principal véhicule de combat d'infanterie de l'US Army est le M2 Bradley. En plus de ses trois membres d'équipage, le Bradley transporte, selon sa configuration, six ou sept fantassins qui peuvent débarquer. L'US Army est également dotée du transport de troupes blindé (TTB) Stryker, qui transporte deux membres d'équipage et neuf fantassins qui peuvent mener des opérations à pied.

Corps des marines des États-Unis. L'USMC est doté du véhicule de combat expéditionnaire (EFV). Ce véhicule appuie la mission emblématique du Corps. Autrefois nommé *Advanced Amphibious Assault Vehicle* (véhicule perfectionné d'assaut amphibie), l'EFV est en mesure de transporter dix-huit fantassins de marine (une escouade renforcée) en plus de son équipage de trois membres. Sur l'eau, il navigue à la vitesse de 46,7 km/h. Sur terre, son agilité et sa mobilité sont égales ou même supérieures à celles du char de combat principal M1[20].

Armée de terre britannique. L'Armée de terre britannique utilise le véhicule de combat d'infanterie FV510 Warrior. Son équipage est de trois membres et il transporte sept soldats en mesure de mener des opérations à pied. À l'instar du Véhicule blindé léger III (VBL III), le Warrior ne peut pas transporter la section complète de huit personnes pouvant mener des opérations à pied. L'effectif d'un des groupes d'assaut transporté par le Warrior a dû être réduit à trois membres pour laisser une place au troisième membre de l'équipage. Fait à noter, le véhicule fait partie intégrante de la section. L'Armée britannique poursuit les travaux d'amélioration de ses TTB FV432 Bulldog encore en service. Le Bulldog transporte un équipage de deux membres et de dix soldats menant des opérations à pied. (Utilisé en Iraq, ce véhicule n'est pas en service en Afghanistan.)

Armée de terre canadienne. Pour ce qui est de l'Armée de terre canadienne, « la section d'infanterie est normalement structurée en deux groupes d'assaut, un de quatre soldats et un de trois soldats, ainsi qu'un « groupe du véhicule » de trois membres (tireur, conducteur et chef d'équipage/commandant adjoint en second [cmdtA2]). Chaque groupe d'assaut est subdivisé en deux équipes de tir de deux soldats. Le commandant de section commande le groupe d'assaut 1 et le commandant adjoint de section le groupe d'assaut 2. Cette structure permet à un groupe d'assaut d'éliminer la tranchée ennemie, pendant que l'autre groupe assure l'appui. Il s'agit du groupement de base le plus facile à commander et à contrôler[21]. »

Remarquez que dans la version provisoire la plus récente du manuel *Section and Platoon in battle*, le véhicule de la section est le VBL III et que l'équipage de trois membres reste avec le véhicule. Cette structure de section résulte en l'organisation de deux groupes d'assaut, l'un de quatre membres et l'autre de trois membres lorsque les effectifs de la section sont complets. Pour les tâches soutenues, un quatrième soldat est souvent nécessaire pendant les opérations pour assurer la sécurité des arrières pendant les haltes ainsi que pour aider au chargement des munitions. Il faut également savoir que le véhicule est considéré comme faisant partie de la section et qu'il lui accorde l'appui rapproché pendant la manœuvre.

Armée de terre australienne. Pour ce qui est du véhicule blindé léger australien (ASLAV) utilisé comme transport de troupes blindé, il comprend trois membres d'équipage et transporte six soldats en mesure de mener des opérations à pied. La section est divisée en deux groupes d'assaut de trois membres dans chacun des TTB de section. L'Armée de terre australienne peut également compter sur le M113 amélioré (huit soldats en mesure de mener des opérations à pied et un équipage de deux membres) ainsi que sur le véhicule de mobilité de l'infanterie (VMI) Bushmaster (onze soldats en mesure de mener des opérations à pied et un membre d'équipage).

EXPÉRIENCE SUR LA SECTION D'INFANTERIE VIRTUELLE (ESIV) MENÉE EN AUSTRALIE

L'Armée de terre australienne a effectué une série d'exercices de simulation dans le but de comparer l'efficacité relative de sections d'infanterie à pied de tailles et d'organisations différentes. Dans le cadre de l'ESIV, un système vidéo adapté de jeu de tir subjectif a été utilisé pour comparer l'efficacité tactique relative de sections d'organisations différentes comptant huit, neuf et douze membres. L'expérience a fait l'objet d'une présentation à l'occasion de la Conférence SimTecT 2004[22] et un rapport écrit faisant état de certains des résultats obtenus suscite la réflexion, mais ces résultats ne devraient être acceptés qu'avec précaution. En effet, bien que les auteurs aient relevé que la section de neuf membres a marginalement mieux performé, tenant compte des critères d'évaluation, que ne l'a fait la section de douze membres, ils n'ont pas tenté d'étudier toutes les raisons qui ont mené à ce résultat.

Les trois organisations de section débarquées retenues pour cette expérience étaient de natures fondamentalement différentes :

- La section de huit membres comprenait deux groupes d'assaut de quatre soldats chacun et comportait la notable caractéristique qu'un des groupes d'assaut était doté d'une mitrailleuse légère et d'une mitrailleuse moyenne alors que l'autre n'était dotée que d'une mitrailleuse légère. Chaque groupe avait

un lance-grenades M203 à sa disposition. (Cette organisation de la section, moins la mitrailleuse moyenne, est celle qui est actuellement en vigueur dans l'Armée de terre australienne, c.-à-d. deux groupes d'assaut identiques.)

- La section de neuf membres était divisée en trois groupes de trois soldats chacun : le groupe de commandement, un groupe d'assaut et un groupe d'appui. Les groupes d'assaut et d'appui étaient dotés du même équipement, chacun comprenant une mitrailleuse légère et un lance-grenades M203. Le groupe de commandement était quant à lui composé du commandant de section et de deux éclaireurs. (Cette organisation était en vigueur au moment de l'expérience et c'était celle dans laquelle les soldats se sentaient le plus à l'aise dans le cadre des opérations[23].)
- La section de douze membres était quant à elle divisée en trois groupes d'assaut de quatre membres : un groupe doté d'une mitrailleuse légère et d'une mitrailleuse moyenne et deux groupes dotés d'une mitrailleuse légère. Chaque groupe avait également un lance-grenades M203 à sa disposition.
- (À remarquer que ces organisations portaient toutes sur des sections débarquées sans l'appui d'une éventuelle puissance de feu intégrale des véhicules de section.)

L'analyse de l'étude a conclu que la section de neuf membres a donné les meilleurs résultats. Bien que ce résultat soit vraisemblablement principalement dû au fait qu'il s'agissait alors de l'organisation de la section avec laquelle les participants à l'expérience étaient les plus familiers, un autre facteur doit être considéré. La section de neuf membres accorde au commandant la possibilité de rester à l'écart du processus de combat des groupes d'assaut pendant qu'il les dirige. Le commandant de section dispose également de ses deux éclaireurs comme réserve personnelle et il peut les employer pour contrer toute nouvelle menace ou renforcer les groupes d'assaut selon la situation tactique[24]. Ces possibilités offrent au commandant la capacité d'atteindre l'équilibre entre les besoins d'accorder son attention au combat immédiat et d'exercer ses responsabilités de commandement, ce qui lui permet d'améliorer sa connaissance de la situation et de réagir avec souplesse à l'évolution de la situation. Cette structure de section accorde au commandant un important avantage que ne lui offre pas la structure de la section de huit soldats, qui place le commandant au milieu du combat immédiat parce qu'il occupe un poste de commandant de groupe tout en devant commander toute sa section, suivre le déroulement des activités de son peloton et répondre aux ordres reçus de ce dernier.

Dans le rapport de l'ESIV, les auteurs notent que les soldats participants n'avaient aucune connaissance d'une doctrine portant sur une organisation de section d'infanterie de douze personnes et trouvaient qu'une telle section était difficile à diriger. L'exemplaire disponible du rapport fait également état d'une consommation plus élevée de munitions (et d'une efficacité résultante moins élevée sur la base du [*Traduction*] « nombre moyen de coups efficaces tirés par ennemi tué ») pour la section de plus grande taille, mais sans faire le lien avec le simple fait qu'un plus grand nombre d'armes sont utilisées que dans le cas d'une section plus petite.

Même si l'ESIV n'a pas porté sur la capacité de sections comptant moins de huit soldats, il faut en retenir que la capacité fondamentale de la section de neuf soldats reposait sur ses deux groupes d'assaut de trois membres. Dirigés par un commandant ne faisant pas partie de ces éléments fondamentaux[25] et appuyés par les rôles possibles et variés des éclaireurs, ces trois groupes d'assaut de trois membres constituaient la base de l'organisation de section la plus efficace ayant fait l'objet de l'expérience.

OBSERVATIONS SUR L'ORGANISATION DES SECTIONS DES PAYS DE L'ABCA

La lente évolution du peloton comprenant quatre sections de sept fantassins comprises dans un peloton à pied jusqu'au peloton embarqué de trois sections de sept membres pouvant mener des opérations à pied s'est déroulée sur des décennies. Dans ces conditions, aucun commandant (et aucune cohorte d'état-major) n'a été chargé de voir à la mise en œuvre de plus d'un élément de cette évolution. Chaque changement était probablement perçu comme d'importance mineure et assorti d'éléments compensateurs (moins de sections, mais augmentation de la puissance de feu) ou exigé dans le cadre général de l'organisation (réduction de dix à huit, puis à sept soldats à pied par section en raison des responsabilités accrues des équipages dans des véhicules où l'espace réservé au transport de soldats

additionnels est limité). Forcément, aucun de ceux qui ont géré ces changements de nature évolutive n'était en mesure de superviser ou de prévoir l'issue finale de la transformation en cours qui allait réduire à soixante-quinze pour cent du nombre original les effectifs du peloton d'infanterie à pied[26]. L'évolution de la structure du peloton semble s'être davantage déroulée dans le cadre d'acquisition d'équipements plus modernes dont l'exploitation exigeait des effectifs que dans celui d'une étude cohérente et visionnaire du bataillon d'infanterie comme système de combat dans un contexte opérationnel.

Même si de vigoureux débats se poursuivent depuis la Deuxième Guerre mondiale au sujet de la taille et de l'organisation de la section d'infanterie, dans les armées de terre des pays de l'ABCA l'organisation de la section d'infanterie de huit soldats à pied divisée en deux groupes d'assaut plonge profondément ses racines dans celle de la section comprenant dix soldats, dont deux ont été réaffectés à l'exploitation d'un véhicule. Actuellement, à l'exception de l'escouade de l'USMC, qui comporte trois groupes d'assaut, chacune des organisations de section est virtuellement identique, jusqu'à la dotation en armes, par type (fusil d'assaut, lance-grenades M203 et mitrailleuse légère), dans chaque groupe d'assaut de quatre membres. Les véhicules de combat d'infanterie de la génération actuellement en service — notoirement des VBL 25/VBL III — sont assez spacieux pour transporter la section telle qu'elle est actuellement organisée, moins un soldat, pour faire de la place à un troisième membre d'équipage. Cette situation provoque un nouveau changement, soit la réduction des effectifs de la section à pied à sept soldats, sans examen en profondeur de l'organisation de la section. Il vaut ici la peine de réaffirmer que dans la conception doctrinale de l'Armée de terre canadienne, la section d'infanterie comprend dix soldats et que le véhicule vise à améliorer la manœuvre et fait partie de la section.

Les leçons apprises lors des récentes opérations en Afghanistan font état d'un vif intérêt, parmi les pays de l'ABCA, de doter un soldat de la section d'un fusil plus lourd afin qu'il puisse agir au besoin comme tireur de précision (le « tireur d'élite »). Cette proposition envoie aux unités d'infanterie mécanisée un signal selon lequel le tir de précision et l'utilisation efficace des coups visés n'ont pas été complètement remplacés par le volume du tir automatique[27].

Même si la doctrine tactique, quelle qu'elle soit, évolue de manière à mieux utiliser les véhicules, armes et équipements en service, il existe toujours un besoin sous-jacent de mieux comprendre les liens entre ces éléments et la doctrine. La doctrine guide la façon dont ces éléments sont utilisés. Les armées de terre de l'ABCA rationalisent la taille et la capacité de la section pour répondre aux potentielles capacités réduites que comportent certains véhicules de combat d'infanterie (VCI) proposés et existants de la prochaine génération. La réduction des effectifs de la section de dix à huit (ou sept) fantassins à pied (plus l'équipage du véhicule) a été justifiée par le fait que malgré tout, la puissance de feu résultante n'était que faiblement diminuée par l'adoption de nouvelles armes. Pour justifier l'évolution de la section, et contrer les critiques portant sur la réduction des effectifs du peloton et de la section, on entend souvent l'explication que le soldat d'aujourd'hui est généralement mieux entraîné et équipé, ce qui ajoute un effet multiplicateur du combat à l'équation. Cependant, en terrain complexe, en montagne ainsi que dans la jungle et l'Arctique, l'appui fourni par le véhicule en matière de puissance de feu, de protection, de mobilité et de logistique est neutralisé, ce qui laisse aux fantassins débarqués le fardeau de transporter ce dont ils ont besoin, selon la tâche.

La présence du véhicule de combat de l'infanterie, selon la majorité des scénarios tactiques théoriques et l'expérience opérationnelle récente, devait également assurer, à l'intention des plus petites organisations de section et de peloton, le maintien de l'équilibre entre la puissance de feu et la capacité. Les rationalisations soutenant cette assertion n'ont jamais été appuyées par le développement d'une évaluation fondamentale de la limite du concept.
En bout de ligne, la section de fusiliers doit toujours être en mesure de tenir le terrai[28]. Quelle est la taille minimale que peut avoir une section d'infanterie de sorte qu'elle puisse encore s'acquitter de ses tâches tactiques principales clés? À l'instar d'une évaluation fondamentale de la limite du concept, la contribution alléguée du véhicule (transport de troupes blindé ou véhicule de combat d'infanterie) n'a

Le facteur clé du développement d'un modèle pour établir la taille minimale de la section d'infanterie consistera donc à déterminer quelles sont ses tâches essentielles qui incombent à chaque organisation proposée.

jamais été retenue comme un besoin absolu. On a toujours présumé que le peloton d'infanterie retient toutes ses capacités fondamentales une fois débarqué et à distance de ses véhicules. Pour ce qui est des petites armées de terre comme celle du Canada, cette capacité généraliste fondamentale est au fondement de la souplesse nécessaire pour faire face à des menaces très variées. Les rationalisations effectuées ont été acceptées au fil des générations qui apportaient des changements mineurs aux structures et à l'équipement. Au combat, la tâche fondamentale de la section d'infanterie consiste à manœuvrer pour prendre un objectif et tenir le terrain[29]. Pendant les opérations de stabilisation, la tâche peut, par extension, évoluer jusqu'à assurer une présence. Le facteur clé du développement d'un modèle pour établir la taille minimale de la section d'infanterie consistera donc à déterminer quelles sont ses tâches essentielles dans chaque organisation proposée : infanterie mécanisée, infanterie à pied, infanterie légère, etc. Il faudra même aller plus loin en définissant quelles sont les différences fondamentales entre :

- L'infanterie panzergrenadier, dont les véhicules restent un élément essentiel de la puissance de combat;
- L'infanterie équipée de TTB/VCI, qui débarque et combat ensuite avec ou sans véhicules en appui[30];
- L'infanterie transportée par TTB, pour laquelle le véhicule n'est qu'un taxi duquel descendent des fantassins qui ne se battent qu'à pied.

La limite acceptable quant à la taille de la section change au fil de l'évolution des attentes fondamentales.

ATTRITION ET EFFECTIFS DE LA SECTION

Il faut se rappeler, dans le cadre de toute la présente discussion portant sur l'organisation et la taille de la section d'infanterie, que les effectifs mentionnés sont complets. Les nombres ne tiennent pas compte des inévitables diminutions des effectifs causées par les blessures, la maladie ou d'autres causes.

La version provisoire de « The Infantry Section and Platoon in Battle » produite en 2009 par l'Armée de terre canadienne traite de façon limitée de l'attrition : « Les effectifs et la structure du peloton peuvent changer dans le cadre de missions particulières et en raison de manques de ressources. À cause des blessures, le peloton dispose rarement de son plein effectif au cours des opérations. Lorsque l'effectif passe sous les 20 soldats, le commandant de peloton devrait songer à restructurer le peloton en deux sections et à rajuster les drills tactiques en conséquence[31]. » Dans sa formule actuelle, la section d'infanterie mécanisée canadienne dotée du VBL III comporte deux groupes d'assaut, un de quatre membres et un de trois membres. Lorsque cette section est débarquée, elle ne dispose que de très peu de souplesse en cas de perte. Dans la citation ci-dessus, il est recommandé que le commandant de peloton regroupe ses troupes en deux sections lorsque ses effectifs passent sous les 20 soldats débarqués[32]. Cette proposition laisse à penser que les sections de moins six membres commencent à perdre de leur efficacité tactique (trois sections de six membres, plus le commandant de peloton et l'adjudant de peloton, ou des sections plus petites encore si un détachement d'armes est maintenu). Cette assertion permet de conclure que l'efficacité tactique du peloton commence à être affectée et que le regroupement est recommandé lorsque les sections de fusiliers débarqués de VBL III perdent un seul membre, c'est-à-dire si leurs effectifs passent de sept à six soldats. Le regroupement implique la perte d'un des trois sous-éléments tactiques principaux du peloton et réduit le nombre de ses options tactiques. Il faudrait ici rappeler que les deux ou trois membres de l'équipage du véhicule font partie de la section et l'appuient. De plus, la section débarquée, selon la doctrine de l'infanterie canadienne, comporte huit soldats plus deux membres d'équipage[33].

L'étroite différence entre les pleins effectifs du peloton menant des opérations à pied et le niveau des effectifs à partir duquel le commandant de peloton doit procéder à la réorganisation fait de l'attrition un facteur crucial du maintien de la puissance de combat efficace du peloton. Pour atténuer l'impact de ce facteur, il faut rationaliser les effectifs doctrinaux du peloton d'infanterie. Toute structure doctrinale doit assurer l'équilibre entre les capacités de puissance de feu et la souplesse essentielle en ce qui a trait au nombre de soldats disponibles au regard du potentiel de pertes. À l'examen des effectifs de la section d'infanterie de l'USMC par rapport à ceux de l'US Army, on constate que la structure plus élaborée de l'USMC accorde à ce dernier une capacité d'absorption des pertes causées par les risques inhérents aux

intenses opérations d'assaut ou à la perte d'une péniche de débarquement. En réalité, la majorité des pays ne disposent pas de ressources en abondance et ne peuvent s'offrir de doter des postes qui visent à combler des pertes. Dans les scénarios d'emploi des forces, l'ennemi n'est pas seul à contribuer à l'attrition des effectifs de la section, il faut aussi tenir compte de la maladie, des périodes de congé, de la participation à des cours, etc.

Les capacités des véhicules imposent des limites à l'établissement des effectifs du peloton, mais ils ne limitent en rien ses effectifs réels. Si le peloton compte du personnel supplémentaire au moment du déploiement, il dispose de renforts pour remplacer les pertes de ses sections attribuables à des causes connues ou anticipées. Ces effectifs supplémentaires, à l'instar du concept du personnel laissé hors de la bataille (LOB) qui existait dans l'infanterie durant la Première Guerre mondiale et la Deuxième Guerre mondiale[34], pourraient être établis sur la base des taux d'attrition moyens (maladie, congé, etc.) documentés dans le but de pourvoir sans délai les postes vacants sans devoir s'en remettre à un système opérationnel de remplacement.

La section d'infanterie canadienne actuelle, lorsque ses sept soldats débarquent du VBL III, peut être considérée comme ne pouvant tolérer que d'une très faible réduction de ses effectifs avant que son efficacité soit affectée. Lors de la transition du TTB[35] au VBL III, la capacité du véhicule de section a largement été reconnue comme une limite imposée à la taille de la section, même si elle n'a que rarement fait l'objet d'examens critiques. Bref, il s'agissait d'une contrainte imposée par le véhicule.
Par comparaison, toute proposition d'emploi d'une section d'infanterie plus petite provoquerait une demande de justification proportionnellement plus grande pour s'assurer que des mesures d'atténuation seraient prises dans le but de réduire les effets de l'attrition.

TENDANCES AYANT UN IMPACT SUR LE COMBAT RAPPROCHÉ

La taille et l'organisation actuelles de la section d'infanterie à pied découlent d'un certain nombre de tendances convergentes.

Capacité de puissance de feu de la section. L'augmentation de la puissance de feu a également eu un impact sur la section. Elle a volontiers été offerte comme mesure d'atténuation de la réduction de la taille de la section. Par rapport à la puissance de feu de la mitrailleuse Bren et du fusil Lee Enfield, ou même du fusil FN C1 et du fusil-mitrailleur FN C2, le fusil d'assaut C7, la mitrailleuse C9 et le lance-grenades M203, sans compter les armes d'appui intégrales du transport de troupe blindé ou du véhicule de combat d'infanterie, offrent à la section d'infanterie moderne de huit soldats à pied accompagnée de son véhicule une puissance de feu beaucoup plus grande que celle dont disposaient ses prédécesseurs. Cet accroissement de la puissance de feu comporte cependant un désavantage; le soldat doit transporter au combat une charge de munitions plus lourde.

Effectifs nécessaires à la mécanisation. Un principe de l'infanterie (et l'Armée de terre) s'énonce comme suit : « Il faut équiper le soldat, non pas affecter des effectifs à l'équipement. » Depuis quelques années, la mécanisation constitue un important facteur, car elle exige des sections qu'elles pourvoient les postes d'équipage en personnel. Ce ne fut peut-être que pure coïncidence que le M113, et plus tard le VBL, ont permis de satisfaire à l'élément d'organisation de doctrine portant la section de dix membres, en autant que l'équipage était compris dans ce nombre. Toute tentative de maintenir les effectifs de section à pied d'avant la mécanisation aurait exigé un important accroissement du nombre de véhicules du bataillon, ou de la taille des véhicules, ainsi qu'une augmentation du nombre de membres d'équipage. Un seul véhicule de plus par peloton aurait exigé une augmentation approximative de 25 % du nombre de véhicules, ou une diminution de 20 % du nombre de pelotons embarqués (25 pelotons auraient alors exigé 125 véhicules au lieu de 100, et 100 véhicules n'auraient pu accommoder que 20 pelotons). À l'évidence, la pertinence de faire converger les coûts du programme des véhicules et les calculs portant sur la section de dix membres passant à huit ou à sept membres en plus de l'équipage n'a pu échapper à l'attention des planificateurs. Il est cependant indéniable que le VBL III a un effet multiplicateur sur le combat et qu'il confère une puissance de combat améliorée, y compris :

- une mobilité accrue aux fins du transport de la section jusqu'à son objectif;
- une meilleure protection et son corollaire de réduction des pertes potentielles;
- une puissance de feu améliorée en termes de volume, de variété, de portée, de létalité et de précision;
- une augmentation des avantages technologiques offerte par les systèmes intégrés de commandement, de contrôle, de communication et d'information du bord;
- une capacité de transport de munitions, d'approvisionnements et d'équipements spécialisés additionnels.

Cependant, rendue à l'objectif, la section d'infanterie descend du véhicule. Les opérations à pied sont l'essence même de l'infanterie. Les avantages offerts par le TTB ou le VCI à la section d'infanterie sont réduits ou perdus après qu'elle en est débarquée. La capacité de la section ne repose pas sur son véhicule; pour assumer son rôle, elle compte plutôt sur des effectifs débarqués suffisants. En réduisant les effectifs de la section, on diminue sa capacité de jouer ses rôles, d'accomplir ses missions et de s'acquitter de ses tâches.

Compétition pour l'obtention d'effectifs. Au cours des dernières années, les effectifs ont été accordés sur une base compétitive à l'échelle de l'Armée de terre canadienne et les bataillons d'infanterie ont conséquemment perdu des capacités d'appui intégré (peloton antiblindés, peloton de pionniers et peloton de mortiers). Les effectifs globaux du peloton d'infanterie sont malgré tout restés relativement stables depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il ne s'agit cependant pas d'un facteur à considérer lors de la conception d'une organisation. La question est de s'assurer que les effectifs sont suffisants.

Technologie. La technologie est mise à profit pour atteindre les pleins avantages stratégiques et tactiques d'une force mobile, agile et souple. Des progrès technologiques ont permis d'améliorer de nombreux matériels de base utilisés par l'infanterie. Même si certaines innovations (p. ex. dans le domaine des textiles utilisés pour confectionner les vêtements) ne paraîtraient pas hors du commun aux fantassins des années 1930, et que d'autres encore (p. ex. les fusils automatiques) pourraient aujourd'hui être perçues comme une évolution prévisible d'équipements hérités du passé, il reste que nos prédécesseurs seraient complètement dépassés s'ils étaient en mesure de constater les résultats des avancées technologiques. La capacité de la section d'infanterie est en effet accrue par l'utilisation d'équipements modernes complexes comme les appareils de vision nocturne, les systèmes de communication radio évolués et le GPS. Ces avancées technologiques sont cependant assorties de l'obligation d'entretenir, d'utiliser et d'exploiter au combat un véhicule de section et leur exploitation comporte un prix élevé à payer en matière d'instruction (c.-à-d. pour leur utilisation efficace au-delà des fonctions élémentaires), que ce soit en termes d'apprentissage ou de maintien des compétences. De fait, une grande partie des efforts du bataillon d'infanterie est centrée sur ses véhicules, comme dans le cas d'une unité de l'Arme blindée.

Ces avancées technologiques sont assorties de l'obligation d'entretenir, d'utiliser et d'exploiter au combat un véhicule de section… et nombre d'entre elles comportent un prix élevé à payer en matière d'instruction.

Exigences cognitives. Les nouvelles technologies exigent des compétences cognitives supérieures à celles auxquelles on s'attendait des fantassins des générations passées. De fait, la technologie ajoute à la complexité d'un environnement opérationnel contemporain déjà complexe en exigeant du personnel, et en particulier du commandant de section, de posséder une connaissance de la situation encore plus globale et détaillée; dans le cas de ce dernier, cette exigence s'ajoute également à celle de l'exercice des responsabilités intrinsèques de son commandement. Lorsque pris un à la fois, la gestion de ces derniers éléments est relativement facile. Quand ils doivent simultanément être pris en considération, ils constituent un poids considérable pour la section et son commandant. En réalité, lorsque les choses se complexifient, notre capacité culturelle de les cerner s'améliore dans la même mesure. « Le développement des capacités n'est pas uniquement alimenté par l'imitation ou la ressuscitation, [il l'est] également par des adaptations particulières et des innovations locales[36]. » Ceci a historiquement toujours été le cas. Ces nouvelles exigences doivent être cernées par du personnel d'analyse et de recherche opérationnelle de sorte que l'on puisse mieux les comprendre.

En résumé, l'évolution du peloton au cours des années 1980, 1990 et 2000 n'a entraîné aucune modification à la structure et à l'arsenal de base du peloton d'infanterie et n'a résulté qu'en des mises à niveau des armes et de l'équipement. Les bataillons équipés du M113 n'ont pas provoqué une évolution tangible de la structure et de la doctrine de l'infanterie mécanisée, car ils étaient composés de pelotons à pied dans leur forme originale qu'on avait dotés de véhicules. Lors de la mise en service du VBL III, les tactiques, l'instruction et les procédures ont été élaborées en fonction de l'utilisation délibérée du véhicule dans l'équipe de combat. Lorsqu'il est séparé de ses véhicules, pour quelque raison que ce soit, le peloton et ses capacités fondamentales restent les mêmes. Les véhicules ne sont qu'un prolongement de la section, dans son rôle de manœuvrer à pied et de tenir du terrain. Il en découle un renforcement du concept bien établi que le peloton d'infanterie, et ses sections, constituent des éléments de la doctrine relativement intouchables.

Les innovations technologiques et doctrinales sont annonciatrices de changement en matière de conduite de la guerre. Les développements potentiels en matière de nouvelles technologies continueront d'avoir une influence au niveau de section, non seulement dans le contexte du partage de la connaissance de la situation, mais également en ce qui a trait aux capacités en temps réel de fournir de l'information, incluant dans la dimension humaine. Pour s'assurer que le « soldat intégré[37] » est viable et pourra assumer tout le spectre de ses responsabilités, de nouveaux appareils de partage de l'information seront ajoutés à l'équipement que tous les soldats ou seulement des soldats désignés transportent déjà. D'énormes capacités d'énergie électrique et de transmissions seront requises pour le maintien en puissance de ces équipements. L'énergie électrique en sera le tendon d'Achille. Toute cette technologie repose sur l'approvisionnement en électricité. Cette dernière exigence sera plus facilement satisfaite si on s'attend à ce que la section mène ses opérations tout près de son véhicule, en l'utilisant comme source principale d'électricité, installation de sauvegarde des données et moyen de communication en dehors de la section. Quelle que soit la technologie utilisée, la nature de la guerre reste la même, et l'infanterie continuera d'être appelée à mener des opérations à pied, à établir le contact avec l'ennemi et à le détruire… comme par le passé.

Des expériences préliminaires portant sur les « ordinateurs vêtements[38] » élaborés à l'intention des soldats ont connu des ratés en raison des technologies existantes qui n'ont pas permis de développer des systèmes acceptables des points de vue du poids et de la convivialité de l'interface. La rapide révolution technologique en matière d'électronique personnelle (p. ex. iPhone 3GS) laisse également à penser que même si l'utilisation d'outils informatisés peut être envisagée pour les soldats, il est possible que l'élaboration de produits particuliers et l'identification de besoins précis ne soient pas assez poussées pour permettre la préparation d'une justification de la poursuite des développements au moment de convaincre l'establishment militaire de promouvoir le changement. Des avancées plus récentes et de portée plus générale ont permis le développement de technologies améliorées en matière d'informatique et de communications. De plus, la population est beaucoup mieux informée et elle est beaucoup plus familière avec les technologies, et c'est dans cette population que seront recrutés les futurs soldats.

Le marché des téléphones cellulaires a démontré le potentiel de miniaturisation des appareils électroniques personnels. Des versions robustes de tels appareils maintenant sur le marché offrent de meilleures possibilités de bon rendement dans l'environnement militaire. En présumant que les avancées technologiques pourront continuer à contribuer à l'appui des opérations de combat, des travaux additionnels sont effectués dans de nombreux domaines pertinents[39]. Des progrès importants réalisés dans les domaines des communications sans fil et des systèmes en réseau offrent également toute une gamme de possibilités dans l'environnement des opérations en réseau pour la section d'infanterie.

Grâce aux approches de gestion de réseau utilisées pour Internet, il est possible d'exploiter de nombreux réseaux de faible puissance partageant la même bande passante. Les systèmes individuels des soldats pourraient être programmés pour se connecter par défaut à leur véhicule de section. Dans l'éventualité où la connexion avec le véhicule de section ne pourrait être effectuée, le dispositif du soldat pourrait être programmé pour se connecter par défaut à un autre véhicule du peloton, de la compagnie ou, ultimement, à tout autre véhicule ami dans le but de maintenir le contact avec le réseau. Un tel système de connexion par défaut, permettant l'accès à des renseignements de nature délicate du niveau

établi conformément aux paramètres de réseau programmés par l'utilisateur (comme dans le cas des clés de chiffrement des réseaux radio), assurera les services d'un réseau souple qui ne couperait pas complètement le lien avec le soldat dans l'éventualité où son véhicule est exclu du réseau, pour quelque raison que ce soit. (Pour faciliter l'instruction et le développement des compétences portant sur un tel système, le soldat intégré devrait être reconnu par des nœuds de réseau de garnison qui pourraient être établis dans le but de faire la promotion de l'utilisation des dispositifs non seulement pendant les missions avec le véhicule de section mais également pour l'exercice habituel d'un ensemble de compétences dans le but qu'elles deviennent instinctives.)

En utilisant leur véhicule comme nœud de communication et principal dépôt de données, les soldats de la section peuvent y sauvegarder la majorité de leurs données et les télécharger sur demande. Cette procédure permettrait de réduire à l'essentiel la quantité de données à sauvegarder sur chaque élément individuel dans le but d'en garantir l'accès sur demande. (Les technologies comme celles du iPhone 3GS 32 GB donnent cependant accès à une incroyable quantité de données, d'applications et de possibilités de communication.) Les informations qui doivent être communiquées et qui peuvent être générées par les systèmes de communication, telles que la position établie par GPS pour chaque véhicule et membre du personnel, peuvent être colligées et transmises par le système du véhicule sans intervention particulière du membre de la section. À des fins de sécurité et de partage de l'information, les véhicules de section d'un peloton peuvent devenir des réseaux redondants de disques indépendants (RAID)[40] virtuels et autogérés sauvegardant automatiquement des données de façon redondante. Cette technologie devrait être considérée comme un élément habilitant. Cette configuration présente bien sûr un certain danger, car elle lie inexorablement le soldat au nœud que constitue son véhicule, provoquant une vulnérabilité critique et influant sur la souplesse de la section d'infanterie dans l'exécution de ses fonctions.

Le travail à proximité immédiate du véhicule de section présente l'important avantage de pouvoir disposer d'une source d'alimentation en électricité nécessaire au fonctionnement des équipements électroniques individuels et autres appareils électroniques. Cette dernière caractéristique peut comporter des services tels que le transport de piles de rechange, l'alimentation en courant de chargeurs de batteries ou même, à l'avenir, une capacité de recharge automatique de tous les dispositifs qui se trouvent dans le véhicule[41].

Caméra de combat IS2008-7405

Le facteur clé du développement et de l'accroissement du soutien en réseau du fantassin consiste à établir le niveau d'augmentation des exigences en matière de compétences et de cognition de sorte qu'elles ne deviennent pas des responsabilités principales en soi. Les activités d'automatisation des échanges de données, qui minimisent les activités de saisie aux moments critiques et maintiennent le réseau à l'appui des rôles principaux, devront toutes être gérées comme un aspect d'importance primordiale de l'évolution pour assurer qu'elles ne comportent pas plus d'inconvénients cognitifs qu'elles n'offrent d'avantages.

LA DIMENSION HUMAINE

Les exigences qui seront imposées au soldat de demain font l'objet d'une discussion dans la publication intitulée *Opérations terrestres 2021 : le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*. Il y est fait mention que « [l]e centre de gravité du soldat de demain est l'environnement du commandement[42]. » Il est prédit que la complexité des opérations militaires augmentera et les défis qu'aura à surmonter la profession des armes, pour obtenir le succès, consisteront à maintenir les capacités des soldats en matière de leadership à tous les niveaux. En conséquence, la section d'infanterie (et la Force terrestre dans son ensemble) « formera un soldat possédant un plus grand ensemble de connaissances et d'aptitudes[43]. » De fait, les nouvelles exigences ont depuis toujours conduit à la mise en œuvre d'efforts nouveaux. De telles nouvelles exigences ne requièrent pas une augmentation de l'effort académique, elles doivent plutôt être satisfaites par l'instruction et l'autodéveloppement découlant d'une formation fondamentale améliorée et de l'expérience des opérations. Dans le document, il est particulièrement intéressant de relever que « les compétences tactiques et les aptitudes individuelles et collectives au combat qui définissaient jusqu'ici le soldat comme un guerrier s'élargiront désormais pour inclure le "soldat diplomate" et le "soldat érudit" »[44].

Dans les faits, le soldat canadien a depuis toujours dû jouer les rôles de combattant, de diplomate et de personne instruite. Ce n'est que pendant la période de la guerre froide que fut accepté que certaines capacités du soldat s'atrophient au point où son image fut réduite à celle d'un combattant.

Les capacités cognitives du soldat d'infanterie ont largement été sollicitées au cours des deux dernières décennies. Des véhicules (y compris leurs armes intégrales et équipements accessoires), GPS, postes radio et armes de plus en plus sophistiqués ont tous imposés un fardeau à la section et à ses soldats. Des technologies bien conçues (télémètres laser, GPS évolués, etc.) ont grandement amélioré les possibilités offertes tout en n'exigeant qu'un entraînement simple. Les technologies bien conçues sont intuitivement utilisables, contrairement à celles qui ne le sont pas (comme les systèmes radio complexes) qui exigent du soldat qu'il suive une formation contraignante. L'accroissement des exigences particulières imposées au groupe professionnel militaire en matière d'apprentissage ainsi que de connaissances et compétences à acquérir (portant p. ex. sur des règles d'engagement détaillées et formalisées, les considérations culturelles, les postes de contrôle de la circulation et les dispositifs explosifs de circonstance) est amplifié par l'augmentation imposée aux fantassins en matière de connaissances et de compétences générales nouvelles[45].

Pendant ces deux dernières décennies, les mêmes normes d'éducation ont été maintenues pour le recrutement des soldats de l'infanterie. Pour ce qui est des soldats qui se joignent aux groupes professionnels militaires des armes de combat, cette norme consiste à avoir terminé une dixième année (3e secondaire au Québec)[46]. Les candidats doivent aussi réussir le Test d'aptitude des Forces canadiennes (TAFC). Historiquement, les candidats de l'infanterie ne devaient obtenir que l'un des plus bas pointages du TAFC pour être enrôlés. De fait, la majorité des candidats sous-officiers sont des diplômés d'un cours secondaire. Les FC sont conscientes du niveau des exigences cognitives imposées au soldat et des attentes à l'endroit de leur relèvement en fonction de l'environnement opérationnel du futur. Bien que les politiques actuelles en matière de personnel encouragent et appuient l'apprentissage permanent et la poursuite personnelle des études, elles ne produiront leurs effets maximums que si elles sont appliquées aux meilleures recrues choisies dans le cadre d'un minutieux processus de sélection initiale.

Historiquement, en situation idéale, la section de dix soldats à pied comprenait un commandant de section, un cmdtA, deux mitrailleurs et six fusiliers. De ces dix soldats, seuls le commandant et le cmdtA de section devaient avoir suivi l'instruction subséquente au cours de qualification élémentaire de fantassin pour être en mesure de faire leur travail (dans le scénario idéal, le cmdtA devait également détenir la qualification de commandant de section). Lors du roulement des titulaires dans les postes de leader, c'est parmi les six fusiliers de la section qu'était choisi le nouveau cmdtA (l'ancien cmdtA devenant en principe le nouveau commandant de section) ainsi que les soldats destinés à maintenir les compétences dans les postes de mitrailleur. (Remarquez que le fusil-mitrailleur FN C2 était fonctionnellement la même arme que le fusil réglementaire FN C1, ce qui limitait les exigences en matière de nouvelles compétences et connaissances pour les postes de mitrailleur.) À chaque occasion de roulement du personnel, le meilleur fusilier devenait le fusilier n° 1 aux fins de développement à titre de prochain cmdtA le plus probable de la section. À chaque changement de leaders, c'est des cinq fusiliers restants que devait provenir le fusilier n° 1, faisant en sorte que dans la section le ratio standard escompté d'avancement dans les postes était de un à cinq. Même en ne considérant qu'un niveau normal d'attrition (licenciement volontaire ou pour d'autres raisons, réaffectation inter-compagnies à la compagnie d'appui au combat ou à un poste des services de soutien, reclassement à un autre groupe professionnel militaire, etc.), la capacité de la section de produire ses propres remplaçants aux postes des leaders et des mitrailleurs n'était pas sérieusement entamée. Cette dernière capacité pouvait en effet permettre d'accepter la perte de deux ou trois fusiliers par roulement du personnel avec des soldats qui n'étaient pas retenus dans la ligne de succession, tant et aussi longtemps que le système d'instruction était en mesure de les remplacer par de nouveaux soldats prêts à acquérir de l'expérience pendant un nouveau cycle d'occupation des postes.

Progressons de quelques décennies jusqu'à l'époque de la section de VBL III. Les capacités fonctionnelles de ces sections se sont grandement accrues. La même section de dix personnes faisant aujourd'hui partie d'une unité mécanisée comprend maintenant un commandant de section, un cmdtA, deux mitrailleurs, un conducteur, un tireur, un chef d'équipage du véhicule (occupant le poste lorsque le commandant de section n'est pas dans la tourelle), et trois fusiliers, dont deux sont armés d'un lance-grenades M203. De ces dix soldats, au moins cinq doivent suivre des cours additionnels (leadership, armement ou véhicule) pour pouvoir accomplir leurs tâches. Quatre soldats à pied transportent des armes plus complexes que le fusil réglementaire. Un seul « fusilier » de la section n'est armé que du fusil réglementaire, et même les soldats nouvellement formés qui se joignent à la section sont susceptibles de se voir confier un lance-grenades ou une mitrailleuse dès leur arrivée en poste.

Les exigences en matière d'instruction sont devenues extrêmement importantes. La section comportant toujours les mêmes effectifs doit maintenant fournir des candidats pour pourvoir les postes des mitrailleurs, des conducteurs et des chefs d'équipage de la section et de ceux des structures supérieures à la section. Il est indéniable que les exigences cognitives actuelles et futures imposées par la technologie présentent un fardeau d'instruction continue important. Lorsqu'on ajoute à ce fardeau le besoin que le soldat comprenne les complexités de l'environnement ainsi que les attentes à son endroit dans ce domaine, la charge de l'instruction et de l'éducation devient exceptionnellement difficile à porter. En fin de compte, les exigences envers la section d'infanterie ne peuvent être vraiment satisfaites que si les soldats sont en mesure de faire de même. Essentiellement, le fantassin recru n'est enrôlé que pour pourvoir un poste de fusilier. Son aptitude et son potentiel sont aussi pris en considération. Après son instruction élémentaire, la progression professionnelle du militaire repose pendant le reste de sa carrière sur les aptitudes et les capacités dont il fait preuve.

VÉHICULES DU FUTUR

Dans le cadre des futures opérations adaptables et dispersées, on emploie des forces terrestres extrêmement adaptables (en termes de temps, d'espace et de but) dans tout l'espace de combat, dans le but de créer et d'exploiter des occasions, de maîtriser la cadence des opérations et de confondre l'adversaire dans sa compréhension de l'espace de combat. L'essence de l'ADO consiste à pouvoir faire agir dans l'ensemble du spectre, de façon coordonnée et interdépendante, des équipes très dispersées

dans toute l'étendue des plans moral, physique et informationnel de l'espace de combat. Dans l'avenir prévisible, la section d'infanterie continuera d'être le plus petit élément constitutif en mesure de mener de telles opérations. La capacité de tenir le terrain à pied est l'essence même de l'infanterie. L'intégration synergétique des véhicules du futur et des soldats constitue cependant un élément d'amélioration des possibilités au combat et offrira à l'infanterie les caractéristiques physiques additionnelles nécessaires suivantes :

- une amélioration de sa capacité de déploiement stratégique et de sa mobilité opérationnelle et tactique;
- une meilleure surviabilité de ses soldats (protection);
- un tir plus précis et une puissance de feu plus létale.

Pour atteindre cet objectif, ces véhicules devront posséder des caractéristiques équilibrées et être agiles et utilisables dans l'ensemble du spectre. Ils devront aussi mettre les technologies à profit dans le but d'assurer une létalité et une protection de hauts niveaux. Ils devront enfin satisfaire aux besoins d'interopérabilité et de modularité avec les autres membres de la famille des véhicules du futur et partager avec eux des composantes communes.

Les véhicules de combat d'infanterie et transports de troupes blindés doivent offrir un équilibre entre la mobilité, la protection et la puissance de feu. À cet égard, une limite est imposée à l'amélioration de chacune de ces caractéristiques. Il faut en effet maintenir les coûts par véhicule à un niveau acceptable, qui dictent à leur tour le nombre de véhicules qui peuvent être acquis avec les fonds accordés pour la réalisation d'un projet. Une limite de poids du véhicule doit également être respectée pour faire en sorte que la capacité de déploiement des véhicules est maintenue au niveau souhaité. Sur la base des perspectives offertes par les technologies d'avenir, il est peu probable que les véhicules du futur feront simultanément l'objet d'améliorations importantes de leurs caractéristiques dans les trois domaines. L'information disponible sur les concepts des potentiels véhicules de combat d'infanterie de la prochaine génération laisse prévoir que l'évolution probable des véhicules de section portera sur le maintien de la mobilité et de la puissance de feu à leur niveau actuel au profit de l'augmentation de la protection[47]. L'espace disponible pour les soldats menant des opérations à pied pourrait très bien être remis en question.

Depuis quarante ans, le plus important changement apporté à l'organisation de la section d'infanterie a été la mise en service d'un véhicule de section. La capacité de transport a été adoptée et subséquemment améliorée par l'acquisition successive du camion de ¾ tonne, du M113 et du VBL III, actuellement en service. La mise en service de chaque nouvelle génération de véhicule de section a permis d'accroître la protection du fantassin et d'introduire et d'améliorer la capacité d'appui-feu rapproché. Comme mentionné précédemment, les effectifs de la section de dix membres prennent place à bord de ces véhicules à condition de réaffecter des fusiliers aux postes de l'équipage du véhicule. En définitive, le véhicule de combat offre une puissance de feu, une mobilité et une protection accrues avec en prime une meilleure capacité de manœuvre comme système de combat intégré à la section de fantassins à pied. Même si, selon la doctrine, la section d'infanterie canadienne comporte dix membres, soit les effectifs requis reconnus pour qu'elle puisse jouer son rôle, en réalité, l'ajout d'un véhicule a engendré une diminution du nombre de soldats menant des opérations à pied. Les opérations actuelles et à venir reposent encore sur la capacité des sections d'infanterie à pied, particulièrement dans les environnements complexes. Il est d'autre part intéressant de constater que le Corps d'infanterie ne s'est pas opposé à la réduction du nombre de soldats menant des opérations à pied.

Il est très plausible que certains des véhicules de section d'infanterie de la prochaine génération n'auront pas la capacité d'accueillir toute une section ayant la structure actuelle. La mutation de soldats menant des opérations à pied en membres d'équipage est assortie de l'exigence que tous les changements apportés à l'organisation doivent comporter un résultat neutre du point de vue des années-personnes.

Véhicules de patrouille blindés tactiques (VPBT). Le Canada entreprend un programme d'acquisition de VBPT. Ce projet d'acquisition comporte différentes configurations du véhicule et la version transport de troupes blindé est pertinente dans le cadre du présent article. La documentation sur le VPBT[48] rendue publique par les Forces canadiennes mentionne que le véhicule, dans sa configuration de TTB, comportera un équipage de trois membres et transportera quatre soldats en mesure de mener des opérations à pied. Le VPBT a été conçu pour remplacer le RG-31 et le Coyote ainsi que pour compléter la capacité des G-wagens. Il n'est pas destiné à servir de véhicule de combat de l'infanterie et pourra n'être utilisé que par des groupes spécialisés dans les unités d'infanterie. Il est possible que le VPBT soit affecté au transport d'un groupe d'assaut de l'infanterie, mais les extrapolations de cette possibilité montrent qu'il faudrait doubler le nombre de véhicules transportant un peloton d'infanterie[49]. L'utilisation du VPBT comme véhicule de section ferait également en sorte d'augmenter les effectifs affectés à des postes de membres d'équipage, même si leur nombre était réduit à deux. Le VPBT peut comprendre deux ou trois membres d'équipage et transporter de quatre à six soldats en mesure de mener des opérations à pied.

Véhicules de combat rapproché (VCR). Le Canada veut également acheter de nouveaux VCR dans le but premier d'accorder à l'infanterie la possibilité d'accorder l'appui rapproché aux troupes de l'Arme blindée équipées du Leopard 2. Parmi les véhicules qui sont dans la course comme éventuels VCR (information obtenue de sources variées) :

Fabriquant	Véhicule	Caractéristiques	Équipage	Personnel menant des opérations à pied
Rheinmetall	Puma	VCI chenillé. Arme principale : canon automatique de 30 mm. Armes secondaires : mitrailleuse de 5,56 mm, missiles antichars, lance-grenades de 76 mm, lance-pots fumigènes.	3	6
	Boxer	VCI à roues (8 x 8). Arme principale : lance-grenades automatique de 40 mm ou mitrailleuse lourde de 12,7 mm.	3	8
BAE Systems Hagglunds	CV90	VCI chenillé. Arme principale : canon automatique de 40 mm ou canon automatique Bushmaster de 30 mm. Arme secondaire : mitrailleuse de 7,62 mm.	3	7
Nexter	VBCI	VCI à roues (8 x 8). Arme principale : canon OTAN de 25 mm. Arme secondaire : mitrailleuse coaxiale de 7,62 mm.	2	9

Nota : Les caractéristiques des véhicules sont publiées dans Wikipedia. Les véritables caractéristiques et l'armement peuvent changer avant toute prise de décision au sujet de l'acquisition.

Tout accroissement des capacités retenu comme une exigence dans le cadre du projet d'acquisition de ce véhicule (choisi parmi ceux du tableau ou ceux de tout autre fabricant qui se qualifie dans le cadre du projet) peut également provoquer une réduction de la capacité de transport des troupes en mesure de débarquer[50]. La simple augmentation du nombre de véhicules par peloton n'est peut-être pas une solution acceptable au regard des limites de financement que comportent les programmes de remplacement des véhicules. L'accroissement des groupes de véhicules de peloton comporterait également des exigences plus contraignantes en matière de commandement et contrôle et des défis tactiques plus importants à relever en raison de l'augmentation du nombre de véhicules des organisations de toutes les tailles (peloton, compagnie et bataillon).

Si une section doit descendre de son véhicule, et que le nombre de soldats à débarquer transportés par la section est considéré comme l'effectif minimum essentiel, alors toute diminution de ce nombre devrait être considérée comme créant une lacune d'importance critique. La taille de la section n'a cependant jamais été considérée comme une condition qui doit absolument être respectée. Comme déjà mentionné, la réduction des effectifs de la section a été acceptée à plusieurs reprises comme justification en contrepartie de l'augmentation de la mobilité, de la puissance de feu et de la protection. Le nombre de soldats menant des opérations à pied est fondé sur le rôle de l'infanterie : mener des opérations à pied avec un niveau minimal de puissance de combat[51].

INFANTERIE GÉNÉRALISTE C. INFANTERIE SPÉCIALISÉE

Il est toujours pertinent de réexaminer le niveau d'efficacité avec lequel nous entraînons le peloton et la section d'infanterie à exécuter les tâches que nous nous attendons qu'ils accomplissent dans des environnements de plus en plus complexes. Pendant de nombreuses années, l'instruction dispensée dans des écoles était confinée dans une conception relativement inflexible de ce que devaient être la section d'infanterie, son organisation et les fondements de son emploi tactique. Dans la dernière décennie, qui a été consacrée aux opérations de contre-insurrection (COIN), la majorité des activités d'instruction (généraliste) portant sur les compétences fondamentales et d'instruction (spécialisée) particulière à la mission se sont beaucoup complexifiées afin que les soldats, commandants et membres des états-majors apprennent quelles sont les attentes à l'endroit de la section d'infanterie dans les scénarios contemporains. Cette instruction est devenue plus exigeante du point de vue cognitif tout en restant tout aussi exigeante du point de vue physique. Fondamentalement, sans égard au type de campagne, la portée du rôle de l'infanterie n'a pas diminuée. Nous enseignons toujours les éléments fondamentaux, mais nous nous entraînons dans des scénarios variés portant sur les réalités de l'environnement contemporain.

L'Armée de terre canadienne a toujours considéré que son infanterie est généraliste et en mesure de relever tous les défis tactiques qui lui sont présentés au combat tout en restant assez souple pour mener des opérations dans l'ensemble du spectre. Dans cette optique, il n'y a eu aucune tentative importante de spécialisation dans les domaines pour ce qui est de son rôle, de son équipement ou de ses armes[52]. Bien que l'infanterie généraliste risque d'être moins bien préparée pour jouer des rôles particulièrement complexes, la solution moderne consiste à institutionnaliser de l'instruction complexe préalable au déploiement durant parfois plus longtemps que la mission opérationnelle[53] en soi. Cette solution ne peut cependant être adoptée que si le soutien politique et financier des opérations en permet l'adoption.

Lorsque la spécialisation était souhaitable, des attitudes ancrées depuis longtemps en ralentissaient ou en empêchaient la mise en œuvre. La spécialisation ne comportait aucune remise en question détaillée de l'organisation et des tactiques du peloton et de la section. Les doctrines élaborées à l'intention de l'infanterie aéroportée, aéromobile et mécanisée ne portaient que sur les niveaux de la tactique, de l'instruction et des procédures, pour ne répondre qu'aux éléments les plus pressants. Les principaux concepts doctrinaux n'ont pas changé parce que le rôle fondamental des militaires et de l'infanterie n'ont pas changé. L'infanterie ne s'est jamais départie de la doctrine tactique fondamentale initiale parce que les combats rapprochés se déroulent à pied.

L'Armée de terre canadienne est un instrument de puissance nationale sur lequel repose la défense du pays. Comme le Canada ne planifie pas de lancer une guerre, il est difficile pour ses forces armées d'effectuer des investissements de spécialisation, particulièrement lorsque aucune raison militaire ou stratégique ne le justifie. En conséquence, l'infanterie canadienne n'a jamais élaboré une doctrine spécialisée particulière puisqu'elle ne s'est jamais éloignée de sa doctrine d'infanterie généraliste d'opérations à pied. Dans les petites forces armées, la spécialisation engendre un poids additionnel en termes d'effectifs et de ressources financières et autres qu'il peut être tout simplement impossible d'affecter à des opérations soutenues. Au Canada, la doctrine de l'infanterie générale ne change pas parce que le rôle de l'infanterie ne change pas. La doctrine élaborée à l'intention de l'infanterie mécanisée parue dans le manuel B-GL-321-007/FP-002 *Tactiques de la compagnie de VBL (version provisoire)*, a été rédigée lorsque le VBL a été mis en service. Cette doctrine visait à combler les lacunes doctrinales

entre la section d'infanterie à pied (c.-à-d. avec l'appui optionnel du véhicule) et la section d'infanterie mécanisée nouvellement définie (c.-à-d. avec un véhicule comme composante intégrale de la puissance de combat de la section). Il ne fait aucun doute que les principes fondamentaux, y compris le feu et mouvement, les ensembles de compétences de base et l'emploi tactique général constitueront le niveau de référence commun aux fins de l'instruction. Pour ce qui est des domaines de la spécialisation, ils évoluent de façon à ce que la section d'infanterie mécanisée puisse travailler efficacement et en étroite collaboration avec son véhicule dans le cadre de toutes les opérations. Il faut parallèlement à ceci raffiner la connaissance du commandement à tous les niveaux pour que les compagnies d'infanterie soient mieux préparées à l'exécution des mêmes tâches dans certains environnements. Pour y arriver, la solution de l'Armée de terre canadienne consiste à se spécialiser par une formation polyvalente.

FACTEURS QUI TOUCHENT LA TAILLE DE LA SECTION D'INFANTERIE

Fondamentalement, la section d'infanterie ne devrait pas être considérée comme se trouvant à l'extérieur de l'organisation de la compagnie d'infanterie et de sa capacité d'appuyer les activités du peloton et de la section. Dans cette perspective, l'organisation de la section d'infanterie canadienne actuelle découle d'un ensemble complexe de circonstances et de compromis portant sur les capacités qu'elle devrait posséder. La section n'a de plus que rarement sinon jamais fait l'objet d'un délestage de capacités ou d'équipements acquis. Comme résultat, on obtient une section de huit soldats à pied lourdement chargée réunis en deux groupes d'assaut identiques et bien armés (ou de sept soldats répartis entre un groupe de quatre et un groupe de trois). Lorsqu'elle est débarquée et sans l'appui de son véhicule, elle n'a que peu de profondeur et elle ne peut en conséquence faire l'objet d'attrition sans être affectée par une diminution de ses capacités fondamentales de puissance de feu. Dans ces conditions, l'attrition fait également en sorte d'exiger un haut niveau moyen de compétence de la part de tous les membres de la section pour qu'elle soit en mesure d'acquérir et de maintenir l'expérience nécessaire à l'appui efficace de sa propre succession interne au leadership.

Il faudrait continuellement soupeser une variété de facteurs et il faut les équilibrer entre eux dans la section, quelle qu'en soit la taille. Une liste non exhaustive de ces facteurs est présentée ci-dessous.

Portée du commandement. La portée du commandement du commandant de section doit être gérable, même lorsque l'évolution rapide de la situation retient son attention de façon accrue. La norme généralement acceptée de l'Armée de terre du Canada en matière de portée du commandement de n'importe quel leader est de cinq subordonnés actifs[54]. Lorsque la section débarque, le commandant de section exerce initialement son commandement sur deux groupes et sur le véhicule de combat. Même si ces trois éléments restent toujours sous le commandement du commandant de section, lorsque l'intensité des combats augmente à proximité de l'objectif, il attribue une portion de l'objectif à l'autre groupe d'assaut. Habituellement, un groupe d'assaut accorde l'appui à l'autre groupe d'assaut, qui est chargé de prendre l'objectif. Quand le combat rapproché devient trop intense, l'assaut et l'appui peuvent être effectués au niveau aussi bas que l'équipe de tir. Les ordres de commandement de mission informent chaque soldat de l'objectif de l'opération. Il n'est donc pas nécessaire que le commandant de section exerce continuellement le contrôle direct de chaque élément.

La section embarquée et débarquée de l'US Army et de l'USMC ainsi que la section australienne de neuf membres séparent le commandant de ses éléments de combat subordonnés. Dans la section de l'USMC, le commandant de section commande trois groupes d'assaut de quatre membres et ne combat qu'au niveau de la section; il n'est ainsi pas obligé de commander la section tout en combattant avec un groupe d'assaut et une équipe de tir. De même, dans la section australienne de neuf membres, deux groupes d'assaut de trois membres et deux éclaireurs relèvent du commandant de section[55]. Le retrait du commandant de section du commandement d'un groupe d'assaut peut accroître sa capacité de prendre des décisions opportunes et lui permettre d'avoir un impact plus important plutôt que d'être impliqué, simultanément au commandement de sa section, dans un engagement décisif du niveau du groupe d'assaut ou de l'équipe de tir. Ce retrait du commandant de section des groupes d'assaut aurait un impact important et mériterait qu'on s'y attarde dans le cadre d'une analyse et de recherches opérationnelles.

Taille des éléments de la section. La section débarquée canadienne organisée selon la doctrine actuelle comprend deux groupes d'assaut de quatre membres et son rôle consiste à prendre une tranchée. L'acceptation de la section débarquée de sept membres des unités mécanisées canadiennes établit que le groupe de tir de trois membres est également considérée comme un élément de section efficace tant et aussi longtemps que les troupes sont protégées dans un véhicule avant le débarquement et que l'appui-feu rapproché du véhicule de section leur est accordé après le débarquement[56]. Comme mentionné précédemment, cette organisation a également été employée efficacement dans la section australienne de neuf membres et est vraisemblablement un des éléments employés par les unités *panzergrenadier* allemandes de six soldats à pied. Bien que la réduction de la taille des éléments de la section diminue la capacité de cette dernière de contrer les effets néfastes de l'attrition (quelle qu'en soit la cause) sur son efficacité opérationnelle, ces effets peuvent être atténués par la formation d'une réserve prête à remplacer rapidement les pertes. Pour ce qui est des tâches tactiques, il est possible que le groupe d'assaut doive au minimum être constitué de trois membres[57] et que la réduction de la taille de la principale sous-composante de la section à un binôme soit une position indéfendable. Lorsqu'ils ne sont que trois, les soldats doivent se partager les tâches fondamentales du mouvement, de l'appui-feu du soldat en mouvement et du maintien de la connaissance de la situation des environs, mais la marge est tellement mince qu'une telle organisation peut compromettre la capacité du groupe d'assaut d'agir volontairement. Dans la configuration où le commandant de section ne fait pas partie des groupes d'assaut, le véhicule de la section et/ou un éclaireur ou un tireur de précision de la section peut prêter main-forte aux groupes d'assaut au moment de l'exécution de leurs fonctions de base; il faut cependant reconnaître du même souffle que ces ressources connaîtraient alors une diminution de leur capacité de remplir leurs rôles principaux en dehors des groupes d'assaut. Dans le cadre de la section débarquée limitée à deux groupes d'assaut, la réduction de la taille du groupe d'assaut à un binôme pourrait être impossible parce qu'il ne pourrait plus remplir son rôle comme section d'infanterie. C'est ici qu'il faut établir la limite au-delà de laquelle deux véhicules sont nécessaires pour soutenir une section débarquée de taille efficace.

Compétences individuelles des soldats. Les exigences en matière de condition physique du fantassin n'ont pas changé et le nombre de compétences cognitives dont il doit faire preuve dans l'environnement de combat moderne a certainement augmenté. Si des précautions ne sont pas prises pour choisir les meilleurs candidats, des lacunes feront inévitablement surface dans les capacités des soldats d'infanterie moyens de fonctionner dans un environnement exigeant tout en démontrant le potentiel nécessaire pour assumer des rôles techniques et occuper des postes de leader. La possibilité que l'environnement opérationnel devienne encore plus exigeant du point de vue de la cognition, que de nouvelles augmentations des exigences soient imposées en matière de compétence des soldats et que surviennent des pertes de postes réservés aux fusiliers débutants pour faciliter leur apprentissage (ou comme poste permanent) rend l'identification du potentiel des recrues encore plus important pour éviter de miner l'efficacité potentielle de la section. Selon un argument avancé par certains selon lequel les soldats d'infanterie légère doivent être en meilleure condition physique que la moyenne, il peut être similairement nécessaire d'établir que les soldats de l'infanterie mécanisée moderne devra être plus intelligents que la moyenne pour qu'il puisse utiliser toute la technologie mise à sa disposition.

Poids de l'équipement que le soldat doit transporter. Traditionnellement, une augmentation du poids de l'équipement du soldat accompagne les innovations technologiques qui accroissent son potentiel létal. Le poids de l'équipement du soldat influence également directement l'agilité de la section d'infanterie en limitant potentiellement la vitesse de ses déplacements et la capacité de certains de mener des opérations à leur mieux en terrain couvert et au combat rapproché considérant les armes et la charge qu'ils transportent. En réduisant le poids de l'équipement personnel du soldat ainsi que des munitions et équipements accessoires de ses armes d'appui-feu, l'agilité de la section peut être accrue et elle peut mieux être préparée à mener des opérations sur le terrain sur lequel le véhicule la dépose. D'importants examens cruciaux et évaluations quantitatives ont été effectués dans le but de déterminer les charges efficaces minimales. [*Traduction*] « Sur la base d'opinions modernes formulées par des professionnels de la médecine, il est depuis longtemps établi que le soldat ne devrait pas transporter une charge de plus que 33 % que son propre poids… On évalue à environ 45 livres le poids que le soldat devrait transporter[58]…» Même si le poids de l'équipement que le soldat doit transporter constitue une

décision qui découle de l'appréciation effectuée par le commandant de peloton ou de compagnie, en présumant que l'infanterie doit toujours être prête à mener des opérations à distance de ses véhicules on provoque une lente augmentation du poids de l'équipement que le soldat doit transporter[59]. Dans le cadre des combats rapprochés, les armes d'appui les plus lourdes de la section peuvent n'offrir aucun avantage et ne pas être en mesure d'offrir leurs meilleurs effets. Les technologies de pointe permettent d'augmenter la puissance destructrice des armes tout en réduisant leur poids et leur taille. Dans ces circonstances, les soldats légèrement équipés, armés d'un fusil d'assaut, se déplaçant rapidement et réagissant selon les circonstances avec l'appui des systèmes d'armes de leur véhicule peuvent très bien constituer une meilleure solution. L'apport des véhicules est cependant limité en terrain complexe ou de qualité marginale.

Les nouvelles technologies font en sorte d'ajouter de nouveaux articles à l'équipement du soldat. Ils remplacent rarement des articles par des versions plus légères de ces mêmes articles et en ajoutent souvent de nouveaux qui augmentent la charge du soldat. Les comparaisons entre la charge du moment et les charges moyennes et maximales antérieures, même établies aussi récemment qu'à l'occasion des opérations menées à pied en Afghanistan, ne permettent pas d'établir des données de comparaison crédibles pour déterminer le meilleur rapport entre le poids essentiel et les capacités pour une section qui pourrait être employée dans un rôle fondamental substantiellement différent. Ceci est dû au fait que les évaluations passées datent d'avant la mécanisation ou qu'il s'agit d'hypothèses établies dans le cadre d'une conception ou d'une préparation en vue d'un rôle pour l'infanterie débarquée. Il faut se rappeler que le poids de la charge du soldat est déterminé par son commandant dans le cadre de son appréciation. Si on revient à l'hypothèse que le travail des sections d'infanterie peut impliquer une étroite proximité avec leur véhicule, il est permis de repenser la charge portée par chaque soldat.

Emploi tactique de la section. Les itérations passées et actuelles de la section d'infanterie ont été balisées par l'approche de l'instruction de leurs tactiques. Même si l'apprentissage du commandement de la section organisée en groupe de tir et en groupe d'assaut exige une compréhension de diverses options tactiques, les évaluations effectuées dans le cadre de l'instruction de cette organisation étaient souvent réduites aux simples manœuvres sur les flancs. L'organisation de la section de huit membres séparée en deux groupes d'assaut équivalents renvoyait à une tactique de section encore plus simple et solitaire, l'assaut direct par la section dans le contexte d'une attaque de peloton. Pour que soit considérée la possibilité d'une section à pied encore plus petite, même avec l'appui rapproché de son véhicule, il faut qu'un système d'emploi tactique plus souple soit envisagé. Mais une section plus petite offrirait moins de souplesse et de moins nombreuses options. Il nous faut nous éloigner des tactiques d'attaque de section modélisée et élaborer un concept plus souple de tactiques en petit groupe qui peuvent être adoptées par des éléments comportant n'importe quel nombre de soldats dans le rôle de la section d'infanterie[60].

Souplesse des tactiques. Avec l'adoption d'options tactiques et d'une approche plus ouverte de l'instruction, la section n'a plus besoin d'être limitée à une organisation en groupes d'éléments fixes, que ce soit du point de vue de sa taille ou de son personnel. Toutes les combinaisons de soldats de la section devraient être en mesure d'exécuter des variations des drills standards (couvert et mouvement, drills d'entrée, drills de nettoyage de pièce ou de tranchée, etc.) sans devoir changer son ordre de marche ou la position relative de ses membres. Des transitions fluides entre les drills et l'application du feu et mouvement selon les circonstances pourraient assurer que la section réagit de façon plus adéquate dans le cadre des opérations, ce qui pourrait permettre un retour plus rapide au couvert offert par le blindage protecteur et le tir du véhicule de section. Si les drills de section enseignés sont fondés sur une seule organisation fixe et ne comprennent qu'un nombre limité de tactiques, ils deviennent une méthode immuable d'employer la section.

Puissance de feu. La section d'infanterie à pied de huit membres comporte une puissance de feu considérable en comparaison avec ses prédécesseurs. Cette puissance de feu accrue a amélioré la souplesse tactique, accordant ainsi plus de liberté de mouvement et de manœuvrabilité à l'ensemble. Il est généralement reconnu que l'augmentation et le maintien de la puissance de feu sont des critères essentiels à appliquer à la section d'infanterie; on a même décidé que la puissance de feu des véhicules

de section peut être réaffectée sans délai à des tâches accessoires dans le cadre du plan tactique du commandant supérieur (s'il s'agit d'une déduction résultant du processus d'appréciation). La puissance de feu de la section d'infanterie peut être maintenue en affectant les armes intégrales du véhicule de section à la capacité de la section plutôt que de l'en séparer. En statuant que le véhicule de section constitue le principal élément de la puissance de feu de la section, on diminue le besoin de recourir aux armes d'appui par les soldats débarqués, réduisant d'autant la charge qu'ils doivent transporter, mais en les privant tout de même de la possibilité d'en appliquer les effets. L'utilisation de la puissance de feu du véhicule de la section impose cependant une limite sur la portée efficace des membres de la section débarqués de leur véhicule ainsi que sur la capacité du commandant de section d'exercer un commandement et contrôle efficaces pour coordonner la puissance de feu du véhicule avec le mouvement des éléments à pied.

Armes. Les armes transportées par les membres de la section sont fondamentalement liées à la puissance de feu de la section. Comme il en a déjà été fait mention, la combinaison des armes individuelles adoptée pour la section peut avoir un impact sur la mobilité des fantassins à pied, l'agilité dans le cadre des opérations et l'ampleur des rôles et des tâches auxquelles la section débarquée peut être affectée. L'incorporation des systèmes d'armes du véhicule de section à la puissance de feu intégrale de la section permet l'affectation du tir d'armes plus légères de plus de soldats à un objectif approprié.

Atténuation des effets de l'attrition. La capacité d'une section d'infanterie de contrer les effets de l'attrition et de maintenir ses capacités essentielles prend de l'importance au fil de la réduction de la taille de la section. Lorsque la taille doctrinale de la section diminue, il faut procéder à une augmentation conséquente de l'affectation d'effectifs de remplacement bien en avant, prêts à pourvoir sans délais les postes laissés vacants, même temporairement. Les sections les plus grosses disposant d'une importante puissance de feu intégrale sont en mesure de subir la perte d'un ou de deux soldats à court ou long terme sans que soit réduite de façon importante l'efficacité de sa puissance de feu par l'utilisation des armes plus lourdes de la section dans un cadre d'environnement opérationnel s'accommodant de drills. Les sections plus petites et moins lourdement armées doivent davantage s'en remettre à une combinaison d'habiletés, de souplesse tactique et d'environnement cognitif plus adaptable pour appliquer une moindre puissance de tir débarquée avec une meilleure précision sous le tir de protection du véhicule de section. Les sections plus petites disposent de moins de souplesse face à l'attrition, quelle qu'en soit la cause, et doivent pouvoir compter sur un système de renfort très performant pour assurer le maintien de leurs effectifs.

Tous les facteurs mentionnés précédemment sont interreliés et doivent être considérés au moment de déterminer la taille, l'organisation et les rôles de la section d'infanterie. À l'évidence, les résultats de la considération de chaque facteur peuvent avoir un impact positif ou négatif sur les autres facteurs, que ce soit en matière de sélection des recrues appropriées pour l'infanterie, de choix des armes ou de détermination de la taille de la section au regard des types de véhicule choisis ou de l'instruction portant sur l'emploi de la section d'infanterie. Aucune solution idéale ne peut être retenue sans que soient d'abord établis les facteurs à considérer à la lumière des critères applicables à un scénario donné. Dès le départ, toutes les analyses doivent être fondées sur la philosophie des opérations dans l'ensemble du spectre et sur l'obligation de manœuvrer, de prendre un objectif et de tenir le terrain (être présent) dans une structure de peloton. Même lorsque les critères ont été fixés, il est nécessaire de documenter le raisonnement à l'appui de ces dernières contraintes dans l'éventualité où des changements devaient affecter les principes sous-jacents, dans le but de déterminer de nouveau la valeur de chaque facteur d'établissement de la taille et de l'organisation de la section. Cette documentation doit faire partie de la méthodologie d'expérimentation.

Véhicules de combat d'infanterie (VCI) et infanterie menant des opérations à pied. Le rôle de tous les véhicules de combat d'infanterie est d'assurer la capacité de manœuvre à la section. Celui du véhicule de combat rapproché est d'offrir, en matière d'appui réciproque, de meilleures possibilités de collaboration avec l'Arme blindée (selon le terrain). Le peloton d'infanterie mécanisée est fondamentalement un peloton d'infanterie qui dispose de toutes les capacités, même quand il est

débarqué, et qui peut compter sur un moyen de transport offrant protection et une grande puissance de feu. La doctrine précédente prônait la séparation des compagnies d'infanterie mécanisée et de leurs véhicules en deux éléments de manœuvre s'accordant l'appui réciproque sur le champ de bataille. Selon la doctrine actuelle, les véhicules accordent d'emblée l'appui à la section. La puissance de feu et la mobilité du véhicule de la section y sont considérées comme des composantes de la section. Dans cette relation symbiotique, la section d'infanterie débarquée n'a pas à être systématiquement équipée pour accomplir chacune et toutes les tâches traditionnelles des fantassins à pied.

Dans le but de redéfinir cette relation entre la section et son véhicule et d'affirmer la symbiose qui la caractérise, accordons notre attention au concept allemand de *panzergrenadier*. Cette relation et son importance pour obtenir le succès sont décrites comme suit dans les manuels de campagne de l'Armée allemande :

Extrait de la publication HDv 231/100 portant sur les opérations de combat du bataillon *panzergrenadier*[61] :

> [*Traduction*] « Au combat, le bataillon est en mesure :
>
> - d'effectuer les manœuvres de feu et mouvement;
> - d'attaquer en collaboration avec les chars;
> - de passer facilement du mode de combat embarqué à celui du combat débarqué;
> - de collaborer étroitement avec les forces embarquées et les forces débarquées;
> - de faire preuve d'une grande mobilité au combat… [62] »

Nombre de fantassins menant des opérations à pied. Le projet de véhicule de combat rapproché pourra résulter en l'acquisition d'un véhicule de section plus petit transportant moins de soldats menant les opérations à pied. Si, en contrepartie de la réduction de la taille de la section, le véhicule de la section est conçu de telle sorte qu'il devienne son principal élément d'appui-feu, les fantassins à pied deviennent l'élément de manœuvre du combat rapproché sur l'objectif offrant la protection rapprochée à leur véhicule ainsi qu'une capacité d'observation additionnelle et des directives pour assurer la meilleure application possible de la puissance de combat du véhicule. La justification de la réduction de la taille de la section n'est bien sûr plus pertinente lorsque le véhicule n'est pas en mesure d'appuyer directement la section.

Comme l'accent est mis sur la capacité de protection accordée par l'appui-feu du véhicule, la section débarquée devrait être employée de façon à minimiser son exposition au tir ennemi ainsi que les engagements à longue portée dans le but de gagner l'échange de feu. Ceci, combiné à l'emploi principal des soldats à pied dans les étapes finales des combats sur l'objectif, justifie l'examen de l'utilité d'imposer aux soldats de transporter en permanence des armes individuelles toujours plus lourdes et d'une portée toujours plus longue. Le combat rapproché sera caractérisé par un équilibre entre l'agilité de chacun et celle des tactiques de petits sous-éléments, ainsi que par la vitesse de réaction et la puissance de feu. En conséquence, les bénéfices actuels de doter 50 % des soldats de la section d'armes plus lourdes que le fusil d'assaut, en plus de leur faire transporter la dotation en munitions requise, devront être réévalués.

Les soldats armés d'un fusil d'assaut compact disposeront du plus grand avantage pendant les déplacements en terrain couvert (bâtiments, systèmes de tranchées, etc.) une fois débarqués de leur véhicule blindé. À très faible portée, la C9 et le M203 peuvent devenir un embarras en raison de leur taille et de leur poids. Ces armes offrent certainement des avantages par rapport au fusil réglementaire lorsque leurs caractéristiques de puissance de feu peuvent être mises à profit, mais il faudra déterminer si la souplesse des sections mécanisées est facteur de l'affectation permanente de soldats à leur utilisation. Selon une autre configuration, tous les membres de la section pourraient systématiquement être armés d'un fusil d'assaut, mais la section pourrait également être dotée d'une mitrailleuse légère et d'un lance-grenades M203 qui ne serait pas monté sur le fusil d'un des membres de la section, pour utilisation lorsque le commandant le juge nécessaire.

Véhicule de section comme ressource de mobilité et d'agilité. Lorsque le véhicule de section est utilisé comme ressource de mobilité de la section d'infanterie plutôt que comme un simple moyen de transport jusqu'au lieu du combat il peut également permettre de réduire la charge transportée individuellement par les soldats. Le fantassin combat à pied sur l'objectif. Le commandant établit la liste de l'équipement essentiel pour l'opération selon la tâche à accomplir. Il est risqué de ne pas tenir compte de la supposition prévalente que les soldats doivent toujours être prêts à mener des opérations à distance de leur véhicule. Laisser de l'équipement dans les véhicules peut entraîner une perte de capacité ingérable pour la section.

DIFFÉRENTES SECTIONS, RÔLES DIFFÉRENTS[63]

Le programme des véhicules de combat rapproché est susceptible de mettre en service un véhicule de section d'infanterie disposant, à l'intention de la section débarquée, de moins de capacité que le VBL III. Il est très possible que le **véhicule de patrouille blindé tactique**, s'il est utilisé comme TTB/VCI, fasse en sorte que la section d'infanterie soit transportée par deux véhicules comportant chacun un équipage et des options additionnelles de coordination de leur puissance de feu respective[64] à l'appui de la section. Ces possibilités présentent un potentiel de divergence par rapport à ce qui a depuis longtemps été considéré comme l'organisation particulière désignée « la section d'infanterie ». Depuis toujours, dans notre corps, la section d'infanterie constitue une organisation unique employant des tactiques qui lui sont propres. La section du véhicule de patrouille blindé tactique (vraisemblablement dotée de deux véhicules), la section du véhicule de combat d'infanterie (menant possiblement ses opérations en étroite collaboration avec son véhicule) et la section du VBL III (retenant peut-être la capacité d'être chargée de fonctions de portée plus grande, lorsqu'elle est débarquée) pourront se voir confier des rôles principaux différents et pourraient en conséquence être organisées et armées différemment et exercer des options tactiques distinctes. Même si elles étaient structurées différemment aux niveaux de peloton et de compagnie, le rôle tactique de ces différentes sections demeurerait le même dans toutes nos forces. Il n'est pas prévu de mettre sur pied des sections d'infanterie en prévision d'activités particulières qui ne sont pas comprises dans leur rôle présent.

Caméra de combat AR2007-A072-0200

Toutes les sections d'infanterie doivent maîtriser le même ensemble de compétences tactiques de base. Comme il en a déjà été fait mention, la section d'infanterie est divisée en deux groupes. Au moment de prendre une tranchée, un groupe d'assaut manœuvre pendant que l'autre l'appuie. Une section plus petite serait-elle en mesure de mener efficacement des opérations? Bien sûr, mais seulement si sa structure et ses capacités lui permettaient d'accomplir les rôles et les tâches qu'on envisagerait de lui confier. Ajoutons que si la section n'est pas en mesure d'accomplir certaines tâches de base, il ne s'agit pas d'une section d'infanterie. La contrepartie potentielle de la garantie que le véhicule de section comblerait la lacune résultant de la réduction de la puissance de feu de la section débarquée est le soutien de l'hypothèse que les sections de plus petite taille ne peuvent être efficaces que tant et aussi longtemps que leur véhicule reste en appui rapproché. Même si la puissance des armes d'un véhicule est toujours supérieure à celle que peut accorder n'importe quel système au sol, elles comportent des contraintes en ce qu'elles ne peuvent tirer que dans une seule direction, elles n'offrent aucune redondance et elles ne sont pas en mesure de suivre la section partout où elle va. La section réduite peut franchir les limites qui lui sont attribuées en matière de capacité généraliste traditionnelle alors que son utilisation dans une structure opérationnelle et organisationnelle particulière n'offre le potentiel d'être efficace dans le cadre de cette structure que tant et aussi longtemps qu'elle dispose d'un appui efficace.

Poussons plus loin la réflexion. L'examen de la structure de la plus efficace section débarquée de chaque type de compagnie d'infanterie peut conduire à la formation de pelotons de taille différente et armés différemment. Ces différences ne devraient pas empêcher que puisse être confiées à n'importe quel peloton des tâches d'infanterie plus générales en plus de celles qui font partie du rôle fondamental qu'ils sont conçus pour exécuter le plus efficacement.

La formation de sections organisées différemment comporte des implications en matière d'instruction. L'approche historique de l'instruction des tactiques de section a souvent mené à l'enseignement simple et répétitif de la matière et à l'évaluation du succès de cet enseignement. L'enseignement portant sur une variété d'organisations possibles de la section exigera l'adoption d'une approche plus ouverte de l'instruction des tactiques de petit éléments et des critères d'évaluation ainsi qu'un effort particulier d'enseignement des étapes de résolution des problèmes et de prise des décisions. L'accent ne devra cependant pas être mis indûment sur l'utilisation de listes de vérification (comme celle utilisées à l'occasion des évaluations) comprenant un nombre limité de solutions tactiques. Une distinction doit être établie entre l'enseignement des compétences fondamentales et celles touchant les éléments particuliers de la mission. Au-delà de la recherche d'une solution efficace au problème tactique, le plus important critère d'évaluation ne devrait pas tant être le choix de la tactique utilisée que la façon dont le plan du commandant a été élaboré pour en arriver à une solution efficace en tenant compte de l'organisation de la section en main.

ANALYSE DES OPTIONS — DIFFÉRENTES SECTIONS, RÔLES DIFFÉRENTS

La structure de la section d'infanterie est fondamentalement restée inchangée même après plus d'une décennie d'opérations dans l'environnement non contigu de menace moderne. Les facteurs qui touchent directement l'organisation générale de la section tels que le nombre de soldats, les armes et l'articulation, peuvent chacun justifier un grand nombre de permutations possibles des organisations de la section[65]. Notre doctrine, par l'entremise des tactiques, techniques et procédures (TTP), appuie clairement la réalité sur le terrain en matière de souplesse tactique de la section. L'actuelle organisation en deux groupes d'assaut nous est familière, et la section ne pourrait pas vraiment être plus puissamment armée, même si sa structure est considérée comme étant relativement statique. En fait, c'est sa nature généraliste qui rend la section d'infanterie aussi souple. Toutes les nouvelles organisations proposées pour la section devraient être évaluées dans le cadre d'une simulation et d'exercices avec tir réel afin d'en évaluer la puissance de feu, la souplesse et l'efficacité. Il faut que de minutieux essais soient effectués dans le but de minimiser l'effet de la familiarité avec certaines organisations et tactiques, qui font tendre à favoriser indûment les nouvelles options qui ressemblent le plus aux anciennes.

Des configurations possibles de la future section d'infanterie sont présentées dans le tableau de la page suivante. Ces organisations de section illustrent une évolution vers des sections plus petites, dotées d'équipements moins lourds, reflétant la diminution de l'espace réservé aux soldats en mesure de mener des opérations à pied que pourront transporter les futurs véhicules. Au fil de la diminution des effectifs de la section, le rôle du véhicule et sa puissance de feu, considérés comme des ressources intégrales, prennent de l'importance. D'autre part, même si c'est l'agilité et la souplesse qui constituent les caractéristiques fondamentales qui permettent aux plus petites sections d'exécuter leurs tâches durant une période minimale d'exposition à l'ennemi, des armes de section plus lourdes devraient être disponibles au besoin pour répondre aux besoins du commandant.

Si la division de la section d'infanterie entre deux véhicules est retenue comme une option acceptable, les besoins en véhicules et les limites imposées aux années-personnes (AP) devront pouvoir être modifiés dans le cadre de l'organisation du peloton pour obtenir deux plus grosses sections. Dans six véhicules, le peloton pourrait déployer deux sections comprenant de huit à dix membres pouvant mener des opérations à pied ainsi qu'une équipe de commandement et un détachement d'armes. Un tel peloton pourrait être considéré comme comportant des sections lourdement armées (sections de la structure actuelle) ou comme des sections plus légères utilisées en étroite collaboration avec leurs véhicules. La portée du commandement et contrôle que doit exercé le commandant de section dotée de deux véhicules et de ses armes intégrées est substantiellement plus importante. Le retrait du commandant de section de son groupe de tir devient dès lors une considération essentielle.

Les faits historiques et les récentes opérations ont permis de démontrer que la taille optimale de la section d'infanterie est d'environ dix soldats à pied dans le cadre des opérations de combat. Tenant compte de l'instruction de nature générale fondamentale et de l'instruction particulière à la mission, la section de cette configuration constitue celle qui offre le plus d'agilité et d'aplomb pour l'exécution de n'importe quelle tâche. Si la tâche change, toute une gamme de facteurs doivent être considérés pour déterminer si une petite section, comparativement à d'autres ressources, est l'élément le plus approprié pour l'accomplir. Ces facteurs doivent être évalués à la lumière de toutes les contraintes incontournables (capacités du véhicule, AP disponibles, nombre d'unités à doter, etc.) qui forcent l'établissement du niveau de référence pour l'évaluation détaillée d'autres facteurs qui influencent la capacité de la section d'accomplir ses rôles et ses tâches. Ultimement, les opérations de l'infanterie se déroulent à pied.

Les sections de taille plus importante continueront d'être employées dans les circonstances où l'appui ininterrompu des transports de troupes blindés ou des véhicules de combat d'infanterie n'est pas disponible ou ne peut être garanti. En certaines occasions, il est possible que la section débarquée de sept membres actuellement en service dans les unités mécanisées ne comporte pas assez d'effectifs pour être en mesure de contrer les effets de l'attrition et de maintenir un niveau de capacité suffisant. Ceci justifie l'incorporation de la section à une structure de peloton. Les opérations actuelles se déroulent de telle manière que les soldats sont en mesure de prendre du congé ou peuvent s'absenter en raison de blessures. L'augmentation des effectifs de la section lui permet de se déployer sur un front plus large, d'accroître sa puissance de feu et d'offrir une plus importante capacité en l'absence de ses véhicules. La croissance prévue des exigences en matière de cognition et de compétences à l'endroit des soldats, et particulièrement à l'endroit des commandants de section, force l'exercice d'un effort soutenu en matière d'analyse et d'élaboration de méthodes d'appui à la gestion de l'information.

Les plus petites sections gagnent en efficacité lorsqu'elles se spécialisent et sont équipées et employées dans leurs rôles désignés. Cependant, si les plus petites sections se spécialisent au point où elles ne sont plus en mesure d'accomplir le rôle, la mission et les tâches de l'infanterie elles ne font bien sûr plus partie de l'infanterie. Les plus petites sections seront plus dépendantes du tir et de la protection accordés par le véhicule de combat d'infanterie ainsi que par leurs armes et équipements personnels. Les soldats qui sont armés et équipés légèrement, protégés par leurs véhicules, peuvent être rapidement déposés sur leur objectif et, une fois débarqués, faire preuve d'une bonne agilité en terrain complexe dans les limites de leurs capacités légères. La perte de leur véhicule, ou la perte de contact avec ce dernier, peut mettre cette petite section en danger ou même la rendre incapable d'accomplir sa tâche.

L'actuelle section d'infanterie doctrinale de dix membres constitue une organisation de compromis ayant fait ses preuves en ce qui a trait à l'affectation aux tâches ainsi qu'en matière de dotation en armes et en équipement tout en pouvant mener des opérations efficacement avec et sans l'appui rapproché des véhicules de section. En fait, les tactiques, techniques et procédures applicables à la section d'infanterie sont restées les mêmes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les facteurs de distance, de tempo et de décentralisation continueront vraisemblablement à prendre de l'importance pour ce qui est des opérations de la section. Le modèle a survécu aux récentes opérations de contre-insurrection[66] en raison de la courte durée des engagements et de la grande disponibilité de l'appui-feu et des ressources logistiques dont a profité la section de soldats à pied, sans oublier le robuste système de renforts qui a permis d'atténuer les effets causés par les pertes.

Cette section d'infanterie de nature générale, organisée et armée de façon standard, de laquelle on s'attend à ce qu'elle mène des opérations embarquées et débarquées dans l'ensemble du spectre des opérations, s'est adaptée à l'environnement opérationnel contemporain. Il faudrait cependant tenir compte du futur environnement dans lequel ont évalue que les activités des petits éléments d'infanterie se dérouleront dans le but de s'assurer que ce qui est actuellement accompli peut être mieux fait. Selon toute vraisemblance, les environnements de dispersion et l'isolation dans lesquels évoluent actuellement les sections d'infanterie ainsi que les opérations adaptables et dispersées auxquelles elles participent deviendront encore plus complexes[67]. La section d'infanterie devra être en mesure de manœuvrer indépendamment, avec ses propres éléments, dans un cadre intégré avec des ressources d'appui-feu indirect, des ressources aériennes et d'autres éléments de mission habilitant.

Caméra de combat AR2007-A072-0200

ILLUSTRATION DE CONFIGURATIONS DE SECTION D'INFANTERIE DU FUTUR

	Effectifs son	Équipage	Véhicule	Cmdt hors des gp assaut	Section à pied		Éclaireurs/ Tireurs de précision	Ames de section transportées dans le véhicule	Remarques
					Groupe d'assaut n° 1	Groupe d'assaut n° 2			
1. Statu quo	10 (7 menant des ops débarquées)	Cmdt éqp, Tireur, Conducteur	VBL III		Cmdt son, Fus, Grenadier M203, M lég	CmdtA son, Grenadier M203, M lég			• Sans hypothèse que le véh demeure avec la son débarquée.
2. Statu quo org en gp léger/lourd	10 (7 menant des ops débarquées)	Cmdt éqp, Tireur, Conducteur	VBL III		Cmdt son, Fus, Fus, Grenadier M203	CmdtA son, M lég, M lég			• Réorganisation optionnelle des gp assaut en seul gp pour concentrer la puissance de feu. • Sans hypothèse que le véh demeure avec la son débarquée.
3. Statu quo, cmdt hors gp assaut	10 (7 menant des ops débarquées)	Cmdt éqp, Tireur, Conducteur	VBL III	Cmdt son	Cmdt gp assaut, Grenadier M203, M lég	CmdtA son, Grenadier M203, M lég			• Cmdt son a une meilleure portée de commande-ment. • Sans hypothèse que le véh demeure avec la son débarquée.
4. Deux gp assaut de trois membres	9 (6 menant des ops débarquées)	Cmdt éqp, Tireur, Conducteur	VCR		Cmdt son, Grenadier M203, M lég	CmdtA son, Grenadier M203, M lég			• Six fantassins menant des ops débarquées. • Deux gp assaut équilibrés. • Son puissamment armée et lourdement équipée. • Sans hypothèse que le véh demeure avec la son débarquée.
5. Deux gp assaut de trois membres légèrement armés	9 (6 menant des ops débarquées)	Cmdt éqp, Tireur, Conducteur	VCR		Cmdt son, Fus, Fus	CmdtA son, Fus, Fus		M lég Lance grenades M203	• Souple, légèrement armée pour la vitesse et l'agilité. • Appui-feu intégral du véh aux ops son. • Complexe portée de commandement imposée au cmdt son. • M lég et M203 restent dans le véh à moins que le déploiement en soit ordonné.
6. Son doctrinale actuelle de huit membres dans deux véhicules (VPBT)	12 (8 menant des ops débarquées)	Cmdt éqp, Conducteur	VPBT		Cmdt son, Fus, Grenadier M203, M lég				• Sans hypothèse que le véh demeure avec la son débarquée.
		Cmdt éqp, Conducteur	VPBT			CmdtA son, Fus, Grenadier M203, M lég			

VOIE À SUIVRE

PRINCIPES OPÉRATIONNELS

L'Armée de terre doit tenter de prédire ce que sera l'environnement de sécurité de l'avenir et comprendre ce que sa force devrait être en mesure de faire pour y être efficace. Une structure de la force fonctionnant correctement et possédant la capacité de réagir aux potentielles menaces futures pourra ensuite être créée. La vision doit être fondée sur l'examen de la menace, l'évolution de la doctrine ainsi que sur des considérations technologiques comme éléments de départ du développement de la force du futur. Les responsables du développement de la force tentent de fusionner la synergie de nouveaux équipements avec de la doctrine qui n'a pas encore été mise à l'épreuve pour aider à déterminer quel serait le bon amalgame de structure, d'armes et de tactiques pour nos soldats. Dans le cadre des futures opérations adaptables et dispersées de l'avenir prévisible, le rôle de l'infanterie canadienne restera d'établir le contact avec l'ennemi et de le détruire ou de le capturer ou de repousser ses attaques par le tir, le combat rapproché et des contre-attaques. À cette fin, conformément à sa nature généraliste, elle doit se préparer à combattre dans un conflit de grande intensité et mettre sur pied une organisation qui est assez souple pour pouvoir réagir à n'importe quelle crise. Cette affirmation renforce le fait que le peloton d'infanterie et ses composantes, les sections, constituent des éléments relativement intouchables de la doctrine.

PRINCIPES ORGANISATIONNELS

La section d'infanterie est l'élément fondamental de la capacité de toutes les opérations terrestres. C'est également le plus petit élément en mesure de mener des opérations tactiques sous le commandement de son propre leader. Son organisation est fondée sur son rôle, sa mission, ses tâches et un ensemble d'outils déterminé dans le cadre d'une structure de commandement fonctionnelle fondamentale. Pour être efficace, la section d'infanterie doit optimiser son organisation à la lumière des critères interreliés qui suivent :

- **Capacité de maintien en puissance et surviabilité**. La taille de la section devrait découler d'une organisation lui permettant de satisfaire à certains critères essentiels établis à partir de son rôle, de sa mission et de ses tâches. Elle doit être en mesure d'attaquer (feu et mouvement) et de combattre et pouvoir absorber des pertes tout en continuant à fonctionner de la façon dont elle a été conçue. La section de dix membres, avec deux équipes de tir, constitue l'organisation optimale et elle peut facilement pourvoir à son propre maintien en puissance pendant 24 heures ou plus.
- **Capacité de contrôle**. Pour que le commandant de section puisse exercer efficacement le commandement et contrôle, la portée de son commandement exprimée en fonction du ratio leader-subordonnés directs ne devrait pas dépasser 1 à 5, et pas plus que 1 à 3 subordonnés directs actifs en même temps (p. ex. groupe d'assaut, groupe d'appui et véhicule d'appui). Les communications efficaces sont au fondement de la capacité de contrôle des éléments.
- **Manœuvre**. La section devrait être constituée de deux sections similaires, chacune étant en mesure d'agir comme base de feu ou force d'assaut, sans toutefois nécessairement être dotés des mêmes effectifs et des mêmes armes.
- **Puissance de feu et équipements**. Il est essentiel de considérer la dotation en armes et en équipement de la section pour en maximiser les possibilités et la structure organisationnelle. Les équipements disponibles ont d'importants impacts sur les capacités de la section de réagir aux conditions changeantes du champ de bataille. L'équipement doit être adapté au fil du développement de la structure et non pas dicter la structure de la section.

CARACTÉRISTIQUES ET LIMITES

- **Agilité tactique**. Les sections doivent être équipées et armées selon les tâches qu'elles ont à accomplir.
- **Mobilité tactique**. La mobilité du soldat est directement fonction du poids de la charge qu'il transporte. Sa charge ne devrait pas dépasser le tiers de son poids. Au combat rapproché, la meilleure protection du fantassin est sa capacité de se déplacer rapidement et sans être détecté en utilisant le couvert disponible et le tir de suppression.

- **Mobilité opérationnelle**. La section, en tant que composante du peloton, gagnera en vitesse (capacité de se regrouper rapidement) grâce à la mobilité accrue offerte par les véhicules.
- **Technologie**. La technologie vise à doter utilement et pratiquement chaque soldat dans le but d'augmenter son efficacité globale. Les responsables du développement des systèmes d'équipement doivent en conséquence utiliser une approche holistique lors de l'intégration de tous les équipements que transporte le fantassin de sorte qu'ils soient, dès l'étape de conception, adaptés à la dotation du soldat. Pour être utiles, les produits des nouvelles technologies ne doivent pas constituer une nuisance pour nos soldats.
- **Influence déterminante de l'information**. La section sera en mesure de ne considérer que l'information qui lui est essentielle pour combattre et libérer ses membres du spectre d'une planification logistique ratée. Les technologies de l'ère de l'information nous donnent une capacité accrue d'exploiter la vitesse à notre avantage pour vaincre sur le champ de bataille moderne.
- **Compétences du soldat**. À l'instar de leurs prédécesseurs, les soldats de l'avenir devront faire preuve de souplesse et de polyvalence. Ils devront faire preuve d'agilité mentale et d'ingéniosité dans leur recherche de méthodes optionnelles ne reposant que faiblement sur la technologie et qui seront adaptées à la situation. Ces compétences seront enseignées dans le cadre de l'instruction et exercées à l'entraînement.
- **Atténuation des effets de l'attrition**. L'organisation optimale de la section est celle qui comprend dix membres et deux équipes de tir similaires. La section doit pouvoir continuer à mener ses opérations de la façon dont elle a été conçue même après avoir subi des pertes en raison du combat ou pour d'autres raisons. Dès lors qu'elle n'est plus en mesure de procéder simultanément au tir et à la manœuvre avec ses deux groupes, la section est considérée comme inefficace.
- **Puissance de feu**. La plus importante caractéristique de la puissance de feu est sa létalité. La puissance de feu est la mesure du potentiel de suppression établi en tenant compte du nombre et des types de systèmes d'armes dont la section est dotée. La capacité d'établir la supériorité du tir facilite la manœuvre et la destruction rapide de l'ennemi. L'importance de la puissance de feu intégrale est déterminante pour établir la domination au combat rapproché.
- **Protection**. L'ajout d'équipements de protection, y compris du transport, peut grandement améliorer la surviabilité.
- **Logistique**. Lorsqu'elle est à pied, la section doit être en mesure de transporter la totalité de ses munitions, armes et équipements individuels et collectifs nécessaires à son maintien en puissance au combat. Même si un véhicule intégral à la section peut alléger le fardeau s'il peut rester à l'appui direct des troupes au sol, il est impératif de considérer que l'infanterie mène inévitablement des opérations à pied.

ÉLÉMENTS FONDAMENTAUX CONCLUSIFS

L'Armée de terre canadienne considère que l'environnement de sécurité de l'avenir implique l'élaboration d'une stratégie d'opérations adaptables et dispersées sur le champ de bataille non contigu et non linéaire moderne. De telles opérations décentralisées exigent de l'élément constitutif fondamental de la capacité des opérations terrestres, la section d'infanterie, qu'elle se disperse sur le champ de bataille. Cette dispersion exigera à son tour que l'organisation et la taille de la section lui donnent la capacité de s'acquitter de son rôle, de ses missions et de ses tâches et contribuera à la redéfinition continuelle de cette capacité. Des sections bien entraînées, adéquatement équipées et disposant de leurs pleins effectifs constituent les éléments indispensables qui permettront à la politique extérieure du Canada de tenir compte des 300 derniers mètres qui la séparent de l'atteinte de ses objectifs. Les nouvelles technologies contribuent certainement à améliorer la mobilité, la puissance de feu, la protection, la connaissance de la situation, les capacités de communications et la logistique de nos forces. Cependant, depuis 3000 ans, la nature des combats n'a pas vraiment changé et la section d'infanterie a toujours constitué un élément de doctrine relativement intouchable. La section à fait ses preuves à l'occasion de plusieurs mises à l'épreuve et remises en question. Dans l'avenir prévisible, la section d'infanterie devra encore établir le contact avec l'ennemi et le détruire.

AU SUJET DES AUTEURS….

Le Capitaine O'Leary s'enrôle comme soldat dans le Princess Louise Fusiliers en 1979. Il passe à la Force régulière en 1982 et obtient sa commission avec le Royal Canadian Regiment l'année suivante. Le Capitaine O'Leary sert avec le 1er bataillon et le 2e bataillon de son régiment, l'École d'infanterie ainsi qu'à titre de personnel de soutien de la Réserve/cadre de la Force régulière avec le 2e Bataillon, The Nova Scotia Highlanders (CB), et le Princess Louise Fusiliers. Entre autres postes, il occupe ceux de G3 Plan nationaux au Quartier général du Secteur de l'Atlantique de la Force terrestre, d'officier de contrôle des champs de tir du Centre d'instruction Meaford du Secteur du Centre de la Force terrestre, et d'officier d'instruction au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC), à Kingston. Diplômé du CCEFTC, le Capitaine O'Leary occupe le poste de capitaine-adjudant du Royal Canadian Régiment lorsqu'il prend sa retraite de la Force régulière en 2008. Il fait maintenant partie du 4e Bataillon, The Royal Canadian Regiment.

Le Major Victor Sattler se joint aux Forces canadiennes en 1988 dans le cadre du programme d'enrôlement direct en qualité d'officier. Il rallie ensuite le Princess Patricia's Canadian Light Infantry. Il occupe des postes d'état-major, y compris dans les domaines de la doctrine et de l'instruction de l'infanterie, au CCEFTC, au Collège des Forces canadiennes et comme J3 Vérification du contrôle des armements. Le Major Sattler participe entre autres aux opérations, missions et activités des forces suivantes : la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, des missions partout en Europe dans le cadre de l'implication de l'infanterie de l'Armée britannique dans les Forces mobiles du Commandement allié en Europe (Forces terrestres), la Force de stabilisation en Bosnie-Herzégovine, avec l'OTAN, ainsi que la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan. Le Major Sattler est diplômé en sciences politiques de l'Université Queen's, à Kingston, du CCEFTC et du Combined Arms Tactics Course de Warminster, au R.-U. Il est diplômé avec distinction du United States Marine Corps' Command and Staff College. Il occupe actuellement un poste d'état-major de la section conception de la direction des Concepts et schémas de la Force terrestre et suit un programme de maîtrise d'études sur la sécurité nationale.

NOTES

1. Le Lieutenant-général Andrew Leslie, commandant de l'Armée de terre, Conférence de l'Association des industries canadiennes de défense et de sécurité (AICDS), le 15 mai 2008.
2. Articulé dans un contexte moins dangereux dans le spectre des conflits, on trouve le libellé « assurer par sa présence la sécurité de la population » dans les opérations de contre-insurection.
3. Chris Shaw, « Adapting the British Light Infantry Section and Platoon Structure for the Contemporary and Future Operating Environment », *Small Wars Journal*, mis en ligne le 7 juin 2009, dans le site Web smallwarsjournal.com à l'adresse : http://smallwarsjournal.com/blog/2009/06/adapting-the-british-light-inf/.
4. Grade homologue de celui du sergent des temps modernes, le chef d'un *contubernium*, une escouade de huit légionnaires, le plus petit élément de l'Armée de terre romaine.
5. Consultez Bill Rawling, *Survivre aux tranchées : l'armée canadienne et la technologie, 1914–1918*, Outremont, Athéna éditions, 2004 et Paddy Griffith, *Battle Tactics of the Western Front: The British Army's Art of Attack 1916–1918*, Yale University Press, New Haven, CT, 1994. Vous y obtiendrez des explications plus précises sur l'évolution de la section. Selon la croyance largement répandue, les Allemands ont été les pionniers de l'utilisation de la section comme élément de manœuvre autonome pendant la Première Guerre mondiale et ils auraient continué à développer ce concept sous la Reichsheer, durant ses années à l'ordre de bataille, mais c'est faux. De fait, l'Armée impériale allemande ne procédait que lentement à des changements de structures de sa force, principalement en raison des contraintes imposées par son système militaire fondé sur les classes.
6. En consultant le récent ouvrage du Général Sir William Heneker, *Bush Warfare*, datant d'environ 1908, ceci s'est avéré dans les combats dans la jungle — la complexité de l'environnement a mené à la délégation des responsabilités des engagements.
7. À l'origine, l'infanterie britannique comptait quatre sections, mais ce nombre a été réduit à trois lorsque les renforts vinrent à diminuer. Les bataillons d'infanterie canadiens comptaient seize sections numérotées divisées en quatre compagnies, chacune désignée par une lettre (informations tirées de *Section Leading*, document publié par le *War Office* britannique, Londres, R.-U., 1928. Consultez également John English et Bruce Gudmundsson, *On Infantry*, Praeger Publishers, Connecticut, 1994.

8. Voir la définition donnée dans l'AAP-6. La manœuvre résulte du mouvement combiné à l'appui-feu. Sans l'appui-feu, on ne parle que du mouvement.

9. Les mitrailleuses ont été groupées en unités et sous-unités (c.-à-d. compagnies de mitrailleuses) jusqu'au niveau de peloton pour appuyer l'emploi indépendant des pelotons dans toute une gamme de rôles tactiques qui n'étaient pas requis durant le Première Guerre mondiale, c.-à-d. des « tâches de contrôle », qui seraient de nos jours désignées des opérations de stabilité tactique. Voir Lt Col Papineau, *Notes on Training*, Cinquième édition [n.p.], 1934.

10. De plus, des membres additionnels de la section étaient entraînés au tir pour prendre la relève au cas où le tireur principal serait blessé. Ce fut l'avènement de l'instruction toutes armes pour tous les membres des sections.

11. Dans cette configuration, un grenadier est même toujours considéré comme un fusilier.

12. L'instruction de combat dans les zones bâties (cbt ZB) exigeait couramment l'abandon de l'unique option d'assaut frontal.

13. Canada, Ministère de la Défense nationale, Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre, B-GL-310-001/AG-002 *Opérations terrestres 2021 : opérations adaptables et dispersées : le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*, Major Andrew B. Godefroy, rédacteur en chef, Kingston, Ontario, Bureau d'édition de l'Armée de terre, 2007, p. 2.

14. L'acronyme ABCA renvoie au programme de normalisation des armées de terre des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

15. US Army Field Manual 7–8. Pour un rappel historique de l'évolution de l'escouade de l'US Army, consultez la thèse de maîtrise de Brian Mennes, The United States Army Infantry Squad: Year 2015, Master's Thesis, Army Command and Staff College, Fort Levenworth, KS, 1999.

16. Article Wikipedia à l'adresse http://en.wikipedia.org/wiki/Organization_of_the_United_States_Marine_Corps consulté le 7 mai 2010 à 12 h 47 min 54 sec GMT.

17. Wikipedia, http://en.wikipedia.org/wiki/Section_(military_unit), consultée le 7 mai 2010 à 13:47:43 GMT.

18. Canada, Ministère de la Défense nationale, B-GL-309-003/FT-00 *Section and Platoon in Battle* (Version provisoire 2009).

19. Wikipedia, http://en.wikipedia.org/wiki/Section_(military_unit), consultée le 7 mai 2010 à 13:47:43 GMT.

20. L'EFV est destiné à appuyer les opérations de débarquement et celles qui suivent immédiatement le débarquement. L'USMC a cependant décidé qu'il serait souhaitable d'utiliser un véhicule tactique plus petit pour les autres types de mission. Pour ce faire, l'USMC diviserait son escouade renforcée en plus petits groupes. Cette dernière mesure permettrait l'utilisation de plus petits véhicules pour assurer la mobilité et augmenterait la surviabilité. Un seul véhicule endommagé ou détruit affecté au transport de dix-sept fantassins de marine réduit autant de combattants à l'inefficacité. En la partageant entre un plus grand nombre de véhicules, la surviabilité de l'équipe est accrue. Voir la page Web à l'adresse http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/ctv.htm consultée le 14 mai 2010.

21. B-GL-309-003/FT-001 *The Infantry Section and Platoon in Battle*.

22. Michale Barlow, Peter Morrison, Matthew Luck et Alistair Dickie. Constructing the Virtual Section, Land Warfare Development Centre, Armée de terre australienne, 2004.

23. La doctrine canadienne comprend également un détachement de deux éclaireurs au niveau de la section. Les soldats occupent tour à tour les postes d'éclaireur en raison des dangers qu'ils comportent et du stress mental et physique qu'ils engendrent. L'occupation permanente des postes d'éclaireurs est donc contestable.

24. La prochaine étape logique de cette expérience aurait consisté à déterminer si le groupe d'assaut de trois personnes est plus efficace que le groupe d'assaut de quatre personnes.

25. Ceci peut être vrai pour les tactiques en environnement dégagé, mais en terrain couvert, le commandement peut devoir recourir aux groupes de quatre personnes.

26. La réduction des effectifs du peloton par l'élimination des deux sections de mitrailleurs a été en partie compensée non seulement par la mise sur pied d'une troisième section de fusiliers, mais également par l'ajout du détachement des armes de peloton.

27. Ni, comme conséquence imprévue, par le remplacement du calibre de 7,62 mm par celui de 5,56 mm. L'écart de portée est identifié pour les opérations débarquées, à distance de l'arme d'appui du véhicule, aux portées de 300 à 600 mètres.

28. Sans capacité de tenir le terrain, la section d'infanterie ne différerait en rien de l'Arme blindée. En plus de cette extension logique du concept de « tenir le terrain », il faut assurer une présence, ne serait-ce que pour garantir que les lieux sont sécuritaires ou pour rassurer la population, p. ex. en restant debout à une intersection.

29. B-GL-309-003/FT-00 *Section and Platoon in Battle* définit un objectif comme étant une « tranchée ennemie ».

30. Dans la tradition de l'Armée de terre canadienne, les véhicules de l'infanterie restent généralement avec les sections d'infanterie. Si ce n'était pas le cas, ces véhicules ne seraient réduits qu'à un rôle de taxi qu'une autre arme ou un autre service pourrait potentiellement posséder et conduire.

31. B-GL-309-003/FT-00 *Section and Platoon in Battle.*

32. Le programme des besoins des soldats en matière d'information (SIREQ) appuie cette affirmation. Le rapport du programme SIREQ conclut qu'une section de six soldats ne peut être maintenue en activité si elle subit une seule perte.

33. B-GL-309-003/FT-00 *Section and Platoon in Battle*;
34. Du personnel LOB (de tous les grades) était porté aux effectifs de l'unité et était intentionnellement gardé à l'écart des combats dans le but de maintenir un bassin de personnel déjà intégré à l'unité pour refaire immédiatement ses effectifs en cas de pertes causées par des blessures ou pour d'autres raisons.
35. Règle générale, en plus d'un conducteur, le M113 transportait huit ou neuf soldats en mesure de mener des opérations à pied, et tout ce personnel faisait partie de la section.
36. Voir : « Éditorial — Des forces pertinentes au plan stratégique et décisives au plan tactique », *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 12.1 (printemps 2009)
37. Canada, Ministère de la Défense nationale, Direction — Concepts et schémas de la Force terrestre, *Les opérations terrestres en 2021 : un concept en devenir : études à l'appui du concept d'emploi de la force de l'Armée de terre de demain*, Andrew B. Godefroy et Peter Gizewski, directeurs de publication, Kingston, Ontario, Bureau d'édition de l'Armée de terre, 2009
38. « The Evolution of Army Wearable Computers », *Pervasive Computing* (octobre-décembre 2002), à l'adresse http://computer.org/pervasive.
39. « Warfighters demand greater processing power and reliability in rugged battlefield computers », texte en ligne à l'adresse http://www.optoiq.com/index/display/article-display/349240/articles/military-aerospace-electronics/exclusive-content/warfighters-demand-greater-processing-power-and-reliability-in-rugged-battlefield-computers.html.
40. Le terme « réseau redondant de disques indépendants » et son acronyme « RAID » (du terme anglais *Redundant Array of Independent Disks*) sont maintenant utilisés pour désigner la gamme des architectures de sauvegarde de données qui permettent de partager des données entre plusieurs disques durs et de s'y répliquer. Des architectures/arrangements différents sont désignés par l'acronyme RAID suivi d'un chiffre : RAID 0, RAID 1, etc. Les différentes configurations de RAID visent essentiellement à l'atteinte de deux buts : accroître la fiabilité des données et/ou la capacité d'entrée-sortie. Quand de multiples lecteurs correspondant à des disques sont installés conformément à la technologie RAID, on dit qu'ils sont en configuration RAID. Voir Wikipedia à l'adresse http://en.wikipedia.org/wiki/RAID.
41. [*Traduction*] « La firme Powermat offre une gamme complète de solutions pour recharger simultanément, et sans fil, de multiples appareils électroniques, y compris les téléphones mobiles, les dispositifs permettant d'écouter de la musique ou de jouer à des jeux électroniques, les cyberlivres, les GPS, les casques d'écoute et microphones combinés Bluetooth, les blocs-notes électroniques et ordinateurs portatifs. La technologie Powermat a été miniaturisée jusqu'au niveau où elle a pu être incorporée dans presque n'importe quel appareil, de même que dans les murs et la surface des tables. Cette technologie est rapide, efficace et sécuritaire et a révolutionné la façon dont ses utilisateurs rechargent et alimentent leurs appareils. » Voir la page Web à l'adresse http://www.powermat.com/us/about-powermat/.
42. B-GL-310-001/AG-002 *Opérations terrestres 2021 : opérations adaptables et dispersées : le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain*, p. 27.
43. *Ibid*.
44. *Ibid*.
45. Les développeurs de la force d'aujourd'hui sont pour la plupart nés avant l'avènement d'Internet. Ils se trouvent en conséquence sur le mauvais côté de la frontière numérique. Collectivement, nous semblons plus incertains de la capacité de nos soldats de comprendre les complexités des nouvelles technologies; en conséquence, cette inquiétude prend souvent trop de place.
46. Site Web Recrutement des Forces canadiennes.
47. Ces perspectives sont formulées sur la base des technologies actuelles.
48. Consultez http://www.forces.gc.ca/site/news-nouvelles/news-nouvelles-fra.asp?cat=00&id=3039
49. Selon le concept des forces légères exposé dans le dossier de développement des capacités et les plans actuels du Directeur — Développement (Force terrestre) (DDFT).
50. À moins que les caractéristiques établies par contrat stipulent une taille minimale.
51. Comme mentionné précédemment, il a été prouvé que la section doit compter au moins six membres pour être en mesure d'accomplir son rôle, soit de tenir le terrain et d'assurer une présence.
52. Cette affirmation n'est pas tout à fait vraie. L'Armée de terre canadienne a donné de l'instruction de spécialité dans les domaines des forces aéroportées et aéromobiles. L'infanterie mécanisée peut également être considérée comme une forme de spécialité. Mais l'Armée de terre canadienne est trop petite pour une spécialisation plus poussée. Il est également notable que nous n'avons jamais eu d'infanterie légère, seulement des bataillons comportant des contraintes d'équipement.
53. Cette façon de procéder doit également parfois être adoptée en considération d'autres facteurs tels que la gestion de l'ensemble des parcs de véhicules et de la disponibilité opérationnelle. Il reste cependant que si l'instruction préalable au déploiement est trop longue, sommes-nous dans une situation où l'instruction généraliste à l'intention de tous ajoutée à l'instruction de spécialité avant chaque tâche prend des proportions éléphantesques ou devient inefficace?

54. En règle générale, dans la gestion des affaires, il est reconnu que l'étendue des responsabilités dont la proportion est supérieure à quatre ou cinq pour un ne peut pas être efficace, quelque complète que puisse être l'éducation formelle. Rendez-vous à la page Web à l'adresse http://www.chally.com/benchnet.htm consultée à 14 h 9, le 5 août 2010. Les forces armées utilisent également la proportion de cinq pour un d'étendue des responsabilités, mais elles retiennent la proportion réduite à trois pour un en matière de portée du commandement opérationnel (c'est-à-dire pour ce qui est du nombre d'éléments subordonnés actifs qui s'acquittent de la mission de l'organisation). Les titulaires des postes (habituellement deux) d'état-major qui relèvent de chaque commandant sont des assistants qui procèdent au traitement de l'information pour contribuer à l'efficacité de la portée de commandement dans la proportion de trois pour un. Voir la B-GL-300-003/FP-002 *Le commandement dans les opérations terrestres*, chapitre 3, section 304, paragr. 2, p. 3–7

55. Lorsqu'ils ne sont pas utilisés comme tel, les éclaireurs peuvent constituer la réserve.

56. Ceci n'est peut-être pas assez clairement énoncé dans la publication 309–3.

57. Les véhicules de patrouille blindés tactiques (VPBT) et les véhicules de combat rapproché (VCR) sont susceptibles connaître une réduction de leur capacité de transport de soldats menant des opérations à pied.

58. Pour consulter un bon examen historique du poids de l'équipement transporté par le soldat, consultez Major G. Tylden, « The Accoutrements of the British Infantryman, 1640 to 1940 », *Journal of the Society for Army Historical Research*, vol. XLVII, n° 189 (printemps 1969). Également, Maj R.J. Vogel, Maj J.E. Wright et Lt Col G. Curtis, « Soldier Load: When Technology Fails », *Infantry*, vol. 77, n° 2 (mars–avril 1987) : [*Traduction]* « Sur la base des recherches déjà effectuées et de l'expérience au combat, l'Infantry School a déterminé que les fantassins devraient transporter les poids suivants : 45 pour cent de leur propre poids pendant les marches d'approche (pour le soldat moyen, approximativement 72 livres [32,7 kg]), et 30 pour cent de leur poids (environ 48 livres [21,8 kg]) pour une charge tactique dans une zone de combat. »

59. La doctrine de combat en zone bâtie traite de la souplesse dont les commandants disposent pour modifier l'inventaire de l'équipement du soldat.

60. La nouvelle version de la publication 309–3 traitera de ce sujet d'autre part certainement abordé dans la gamme des activités de stabilité comprises dans les opérations de l'ensemble du spectre.

61. Le dernier modèle du VCI Marder (1A1, 1A3) en service dans les unités *panzergrenadier* allemandes comporte trois membres d'équipage et cinq ou six fantassins menant des opérations débarquées. Il doit être remplacé par le VCI Puma, comprenant trois membres d'équipage et six fantassins menant des opérations débarquées.

62. HDv 231/100 (zE), *Das Panzergrenadierbataillon*, version du 1er mars 2001, Nr.1003. Page Web à l'adresse http://en.wikipedia.org/wiki/Panzergrenadier consultée le 6 août 2008.

63. L'Armée de terre canadienne a conclu qu'elle ne peut s'offrir la spécialisation de forces légères. La doctrine actuelle est orientée vers des bataillons d'infanterie symétriques. L'asymétrie, même à des niveaux de commandement plus bas, est considérée comme indésirable.

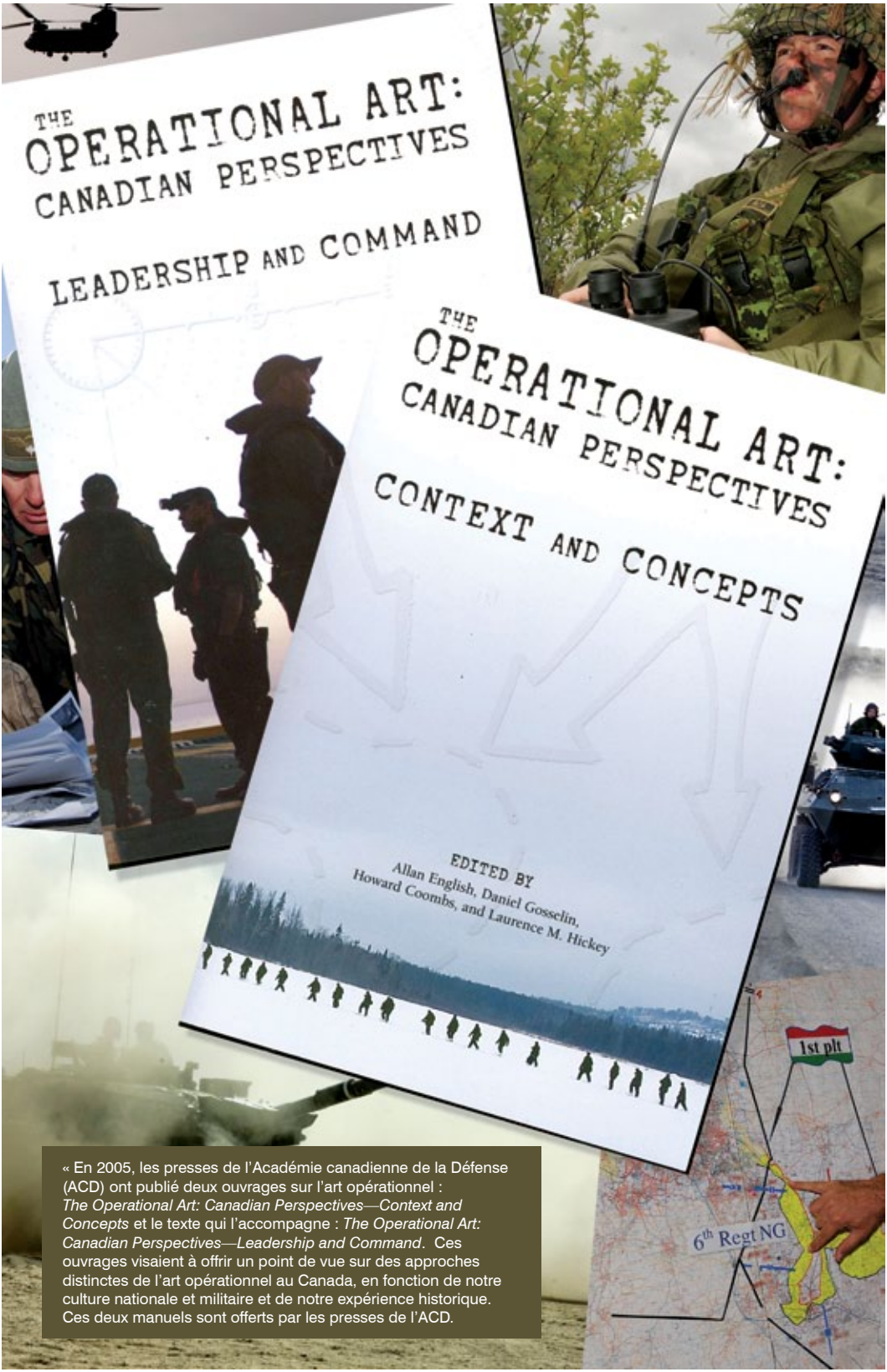
64. Des informations préliminaires indiquent que le véhicule de patrouille blindé tactique ne disposerait que d'armes d'autodéfense et d'aucune arme d'appui.

65. Cet argument peut s'appliquer au niveau de la sous-unité, mais c'est au niveau de la section qu'il faut le considérer aux fins de détermination de la capacité.

66. Dans le cadre d'opérations de contre-insurrection, les tactiques et les compétences de la section d'infanterie peuvent être diamétralement opposée.

67. Voir S. Biddle and J. Freidman, *The 2006 Lebanon Campaign and the Future of Warfare: Implications for Army and Defense Policy* (Carlisle, PA: Strategic Studies Institute, septembre 2008).

Source : Caméra de combat



« En 2005, les presses de l'Académie canadienne de la Défense (ACD) ont publié deux ouvrages sur l'art opérationnel : *The Operational Art: Canadian Perspectives—Context and Concepts* et le texte qui l'accompagne : *The Operational Art: Canadian Perspectives—Leadership and Command*. Ces ouvrages visaient à offrir un point de vue sur des approches distinctes de l'art opérationnel au Canada, en fonction de notre culture nationale et militaire et de notre expérience historique. Ces deux manuels sont offerts par les presses de l'ACD.

COMPLEXITÉ, CONCEPTION ET ART OPÉRATIONNEL MODERNE : ÉVOLUTION DES É.-U. OU FAUX DÉPART?

M. A. Elkus

La contre-insurrection et la campagne en Afghanistan demeurent les plus grands sujets de discussion dans les milieux militaires. Toutefois, un débat plus profond a été amorcé au sujet des fondements de l'art opérationnel et de la doctrine de l'Armée américaine. L'argumentation est axée principalement sur la doctrine de la guerre terrestre, même si les processus conceptuels dont il est question trouvent une application plus étendue. Le débat porte sur la méthodologie opérationnelle de la Conception (*Design)*, une doctrine américaine qui suscite en outre la curiosité d'autres forces terrestres.

Avec la publication du manuel de campagne (FM) 5-0 (*The Operations Process*), la Conception s'est inscrite dans la doctrine de l'armée américaine. Comme le General James Mattis le mentionnait récemment dans une note de service du U.S. Joint Forces Command (JFCOM), elle pourrait bien être en voie de s'incorporer à la doctrine interarmées[1]. Bien que la notion de Conception, qui découle généralement de la conception opérationnelle systémique (COS) du théoricien israélien Shimon Naveh, ait toutes les apparences d'une autre doctrine passagère, elle recèle des racines bien plus profondes.

La Conception se situe au carrefour de deux tendances convergentes — l'influence de la théorie de la complexité et les nouvelles réflexions sur le comportement social dans l'art militaire[2]. Les théoriciens militaires observent la guerre d'un nouveau point de vue conceptuel, éclairés par la science actuelle et les sciences sociales, et ils tentent de créer une doctrine opérationnelle qui soit forte d'une compréhension moderne du monde social. Ces concepts coïncident avec l'orientation conceptuelle américaine plus large et la façon d'aborder la guerre opérationnelle de l'« anglosphère » plus vaste. La Conception et ses cousines associées font partie de la première vague de concepts opérationnels éclairés par ces influences. Toutefois, l'incorporation de cette « première ébauche » dans les opérations est à la fois prometteuse et quelque peu risquée.

L'ART OPÉRATIONNEL EN TANT QUE VIRAGE COGNITIF

Pour mettre en contexte le débat sur l'influence de la science de la complexité et des sciences sociales sur l'art opérationnel, il faut d'abord parler du virage cognitif, dans le concept occidental de la guerre, qui sous-tend la notion de l'« art opérationnel » proprement dit.

James J. Schneider maintient que la manœuvre opérationnelle émerge du déclin de la « stratégie d'un seul point ». Ce mode d'opération était déterminé par le besoin de concentrer des troupes en masse en un lieu central en vue du combat décisif. « Dans des conditions classiques, les armées concentraient leur force physique en un seul point, agissant comme un pivot. » [*Tradruction*][3]. Par conséquent, la stratégie telle que définie par Antoine-Henri Jomini et d'autres dictait le mouvement de forces denses vers le combat et la tactique régissant ce combat. La stratégie du point unique a atteint son apogée avec le paradigme napoléonien du combat décisif. Les conséquences politiques, économiques et militaires de l'ère industrielle, comme le soutiennent Schneider et d'autres, ont donné lieu à des manœuvres opérationnelles plutôt que purement tactiques et ont fracassé les hypothèses de la « stratégie d'un seul point ». Le virage, souligne Schneider, était orienté vers des campagnes distribuées de grandes armées, utilisant des batailles individuelles pour brosser un tableau plus complet[4].

Les historiens ne s'entendent pas sur l'origine de l'« art opérationnel ». La plupart estiment que l'essor de la pensée et des pratiques opérationnelles remonte à la fin du 19e siècle, mais Claus Telp affirme, dans une récente monographie, que les racines de ce qui est considéré comme l'« art opérationnel » ont commencé à se manifester dès la période de transition entre l'ère de Frédéric le Grand et les campagnes

napoléoniennes[5]. Par contre, Schneider maintient que les répercussions de la révolution industrielle sur la puissance de feu, la mobilité, la capacité de maintien en puissance et la taille des armées ont considérablement changé la dynamique[6]. Milan Vego remarque en outre, dans son ouvrage sur la guerre opérationnelle, qu'en raison de ce changement, il fallait mener de grandes batailles et des actions tactiques plus modestes pour atteindre une série d'objectifs opérationnels intermédiaires conduisant à l'objectif stratégique[7]. Enfin, les objectifs politiques de la guerre ont été gonflés par le nationalisme et la ferveur populaire, ce qui a donné lieu à des conflits plus destructeurs. Toutefois, il ne s'agit que d'une nouvelle mouture de la même histoire, ressassée à l'infini dans des articles sur la guerre opérationnelle depuis les années 1980.

Le paradigme du contrôle offre un autre éclairage sur la guerre opérationnelle. Ce que nous comprenons comme l'art opérationnel est issu du besoin d'exercer un plus grand contrôle sur la conduite de la guerre. L'Admiral J.C. Wylie a saisi le paradigme du contrôle pour la première fois dans son ouvrage intitulé : *Military Strategy: A General Theory of Power Control*, où il aborde ce concept du point de vue de l'objectif consistant à imposer le contrôle sur l'ennemi[8]. Il est toutefois possible de l'appliquer à un cadre de référence plus vaste. La stratégie miliaire ne se résume pas à une simple méthode pour accomplir des buts politiques; c'est aussi un moyen d'imposer un minimum de contrôle sur le chaos du conflit. Par ailleurs, le besoin d'instruments de contrôle plus diversifiés et complexes augmente à mesure que le conflit prend, avec le temps, des formes différentes. Le concept de l'« art opérationnel » proprement dit n'est rien de plus qu'un mécanisme de contrôle créé de façon périodique à titre d'outil à la fois heuristique et fonctionnel.

Dans le contexte de la théorie opérationnelle, le besoin de contrôle n'était pas purement militaire : il était aussi politique et organisationnel. L'époque où le souverain galopait dans la plaine en dirigeant ses hommes à la manière de Napoléon, qui contrôlait seul tout le champ de bataille, était révolue[9]. Ceci explique en partie le changement du mot *stratégie*, pour englober la politique de guerre de l'État. Le contrôle de la politique et des trois niveaux de la guerre n'était plus entre les mains d'un seul souverain brillant — ou incompétent[10]. La croissance de l'état-major général, avec des pouvoirs de planification des campagnes, de même que les éléments de planification civils de haut niveau, ont fait de la guerre un processus plus bureaucratique. L'évolution de la dynamique tactique, à l'état embryonnaire au début du 20e siècle, nécessitait un style militaire nouveau qui, en plus d'intégrer une série d'actions tactiques successives aux opérations, supposait la coordination de ces actions à grande échelle pour créer un tout cohérent[11]. L'écrivain et théoricien israélien, Shimon Naveh, dont les idées éclairent les doctrines débattues actuellement, voit dans le niveau opérationnel un système complexe, régi par les tensions qui existent entre le commandement tactique de ses différentes pièces mobiles, et le but stratégique[12].

Dans la doctrine américaine et l'anglosphère globale, une terminologie et des concepts complexes se sont établis pour permettre d'exercer un contrôle instrumental sur la guerre opérationnelle. La planification de campagne standard utilise une interprétation de termes avancés par Jomini et Clausewitz, comme : centres de gravité opérationnels et stratégiques et lignes d'opération. Cette juxtaposition est ironique, car les deux théoriciens militaires se sont affrontés, parfois avec fracas, à leur époque. Cela n'a pourtant rien de bien étonnant; les besoins et les cultures politiques, organisationnels et institutionnels tendent à métamorphoser complètement les idées des théoriciens les plus sérieux et les plus solides. Aux concepts de Jomini et Clausewitz, s'ajoutent des éléments plus récents de la planification, dont le concept opérationnel des « cinq cercles » de John Warden, l'analyse de l'intérêt des objectifs et les lignes d'opération (LO) logiques, qui sont entrés dans le vocabulaire des opérations, sans compter le continuel débat sur ce que constitue exactement un centre de gravité (CG) et la façon dont les militaires peuvent le manipuler. La guerre opérationnelle étend de plus en plus ses tentacules, s'emparant en quelque sorte d'éléments associés à la stratégie[13]. Certains affirmeront que les éléments opérationnels et tactiques ont fini par prédominer la fonction stratégique qui coiffait auparavant le niveau supérieur de la planification militaire. Ce problème est particulier en Amérique, où la population tend à percevoir la guerre comme une sphère parfaite, intouchée par les relations politiques normales.

La terminologie opérationnelle ne relève pas de la science, mais elle n'est pas nécessairement artistique. Il s'agit d'idées applicables aux activités humaines, qui tiennent leur valeur de leur utilité pratique[14]. Elles sont en quelque sorte inspirées par la science, ce qui n'est pas attribuable uniquement au fait que les militaires aiment bien recourir à la science comme instrument. La science est la lentille à travers laquelle nous voyons bon nombre d'activités dans notre monde social depuis l'époque des Lumières, et ce monde inclut, de toute évidence, la guerre. Antoine Bousquet affirme avec conviction que les sciences de la mécanique, de la thermodynamique, de la cybernétique et des disciplines interdépendantes que sont la théorie du chaos et de la complexité peuvent servir de paradigmes analytiques pour examiner les virages dans la « grammaire » de la guerre, de Frédéric le Grand à la guerre de manœuvre[15]. À l'instar des concepts classiques de masse et du CG avancé par Clausewitz, la nouvelle discipline de la complexité tout comme les sciences sociales finissent par exercer une forte influence sur la théorie opérationnelle contemporaine.

SCIENCE DE LA COMPLEXITÉ, COMPLEXITÉ SOCIALE ET ART OPÉRATIONNEL

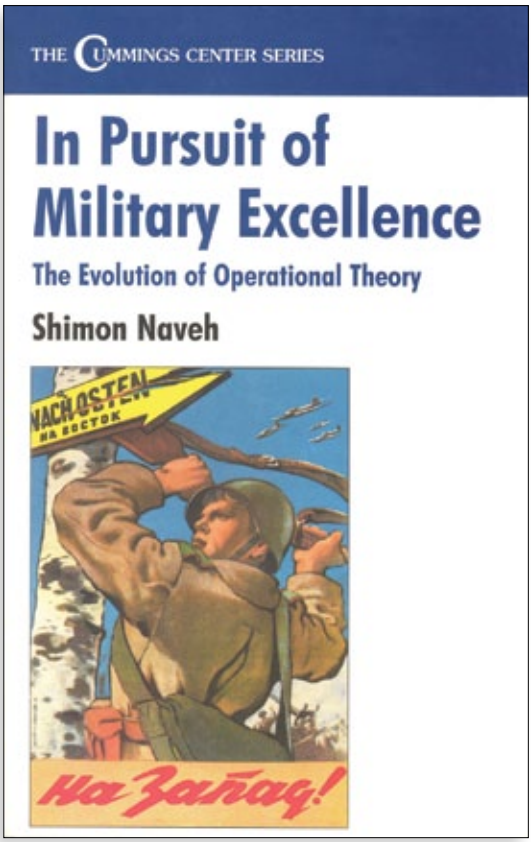
Comme le révèle le célèbre essai d'Alan Beyerchen sur Clausewitz et la nonlinéarité, les idées sur la complexité et la guerre ne sont pas nées de la science de la complexité proprement dite[16]. Même si Clausewitz n'est pas l'inventeur des disciplines interdépendantes des sciences de la complexité, Beyerchen affirme qu'il a « perçu et exprimé la nature de la guerre comme un phénomène énergivore supposant des facteurs conflictuels et interactifs qui, lorsqu'on s'y attarde, révèlent un mélange désorganisé d'ordre et d'imprévisibilité » [*Traduction*][17]. C'est pour cette raison que Clausewitz préférait l'étude des conflits dans leur ensemble plutôt qu'isolément, comme un système réunissant de nombreux éléments interactifs et qui est très sensible aux conditions initiales. La difficulté que présentent les sections plus théoriques de l'ouvrage de Clausewitz intitulé : « De la guerre » découle à certains égards de notre difficulté générale à visualiser un système holistique en raison de la façon dont nous sommes formés pour réfléchir aux problèmes, qui est principalement axée sur le réductionnisme. Aussi utiles que soient les « niveaux de guerre » comme outil d'analyse, ils amplifient le problème de catégorisation linéaire que Clausewitz cherchait à surmonter dans ses textes.

La théorie de la complexité comprend deux types de complexité : structurelle et interactive. Les systèmes complexes sur le plan structurel comme les automobiles sont constitués de différentes pièces complexes qui, à condition d'être toutes installées correctement, se comportent de manière linéaire et prévisible. Les systèmes complexes sur le plan interactif, toutefois, comprennent de multiples éléments indépendants dont les interactions les uns avec les autres changent le système de manière extrêmement difficile à prévoir[18]. Comme on le verra ultérieurement, une ville est un bon exemple de système complexe sur le plan interactif. Cette définition exagérément simple désigne un domaine naissant et qui est (sans mauvais jeu de mots) extrêmement complexe. Elle polarise toutefois l'imagination non seulement de la science, mais aussi du monde social et politique.

L'introduction des systèmes dans la pensée militaire est, à bien des égards, un produit un 20e siècle. Les premiers à lier les systèmes au contexte militaire ont été les théoriciens du bombardement stratégique de l'entre-deux-guerres; leur théorie consistait à freiner l'économie des pays industriels en cartographiant et en ciblant des nœuds industriels cruciaux. Sans utiliser le langage de la complexité structurelle, ils appliquaient un modèle complexe sur le plan structurel à un système complexe sur le plan interactif. Cette erreur fondamentale se répétera à maintes reprises dans les analyses militaires qui suivront. La science de la cybernétique, issue de l'après-guerre (en termes simples, la science de la rétroaction et du contrôle dans des systèmes fermés) est un autre exemple des débuts des systèmes dans la pensée militaire. Les concepts de la cybernétique ont éclairé la tristement célèbre analyse des systèmes du secrétaire de la Défense, Robert McNamara et la quantification obsessive qui a marqué le début de la stratégie de la Guerre froide[19]. Ce mode hautement axée sur la quantification a suscité une violente réaction, laquelle n'a pas suffi, toutefois, pour empêcher la formation des concepts qui ont modernisé les obsessions technologiques de McNamara lors de la Révolution dans les affaires militaires (RAM). Le passage de la cybernétique à l'étude de systèmes adaptatifs complexes et à la nonlinéarité représente toutefois une cassure par rapport à McNamara et la RAM.

L'étude la complexité, qui suppose une prévisibilité largement inférieure à la cybernétique, a coïncidé avec un l'abandon de l'analyse des systèmes de McNamara et un retour à Clausewitz et à l'étude de la théorie et des pratiques opérationnelles soviétiques et allemandes. Dans les années 80 et 90, les théoriciens militaires ont commencé à intégrer dans leur travail ce que Bousquet appelle la « chaoplexité ». La majeure partie de ces travaux visaient à réexaminer les théories et concepts militaires traditionnels du point de vue de la théorie de la complexité et de la nonlinéarité. À bien des égards, l'essai de Beyerchen sur Clausewitz et la nonlinéarité a été le principal document à signaler ce virage, car il constituait une révision radicale du grand philosophe militaire prusse. Certains adeptes de Clausewitz l'ont même accueilli comme la réalisation longuement attendue de la réflexion du vieux maître en matière de sciences naturelles.

Certains manuels du Marine Corps, particulièrement le MCDP-6 (*Command and Control)*, ont incorporé la théorie de la complexité dans la doctrine opérationnelle[20]. Les soldats et les Marines ne s'attardaient pas à la complexité, n'y voyant qu'un concept à la mode; ils cherchaient à utiliser les nouvelles approches de la science conformément aux principes sur la guerre auxquels ils avaient toujours cru. À titre d'exemple, la pratique décentralisée du commandement idéalisée par les manuels du Marine Corps, dans les années 80, s'harmonisait bien avec les nouvelles études scientifiques portant sur les systèmes d'auto-organisation[21]. Le MCDP-6 décrit l'organisation militaire comme un « système ouvert » qui interagit avec son environnement et avec l'ennemi : « À l'instar d'un organisme vivant, une organisation militaire n'est jamais à l'état d'équilibre stable; elle est constamment fluide, s'adaptant sans cesse à son environnement » [*Traduction*][22]. Comme les Marines ont toujours cru qu'ils opéraient au seuil du chaos, la théorie de la complexité servait de confirmation scientifique de leur éthos.



Le texte de Shimon Naveh, dans *In Pursuit of Military Excellence: The Evolution of Operational Theory* a peut-être été encore une fois le plus important en ce qui concerne l'application de ces nouveaux concepts. Non seulement Naveh a-t-il utilisé une conception moderne de l'application des systèmes dans sa recherche opérationnelle, il a aussi affirmé que la conception soviétique de l'art opérationnel était le meilleur moyen de la réaliser. Dans son ouvrage, il est démontré concrètement que les concepts systémiques s'appliquent à l'analyse conventionnelle. Le recours à de nouveaux concepts scientifiques pour revenir à de vieux concepts tenait en outre largement de Kuhn et révélait comment la complexité était en train de modifier le vocabulaire employé dans l'analyse de la défense. Le texte de Naveh a une grande influence et éclaire les discussions actuelles sur la doctrine de la guerre terrestre et l'art opérationnel.

Malheureusement, l'accent sur la guerre réseaucentrique et les opérations basées sur les effets (OBE) a aussi été marqué par les erreurs d'interprétation de la théorie de la complexité; si la rhétorique de la complexité y était considérée, ce n'était

pas le cas de la pratique[23]. À titre d'exemple, les OBE ont transposé les méthodes propres à la puissance aérienne, consistant à perturber en cascade des systèmes mécaniques fermés, pour viser des systèmes adaptatifs complexes comme les organisations militaires et même, les grands États-nations. Comme bien d'autres théories comparables sur la paralysie stratégique qui prédominaient à cette époque, les OBE utilisaient un concept réducteur de visualisation des systèmes pour frapper de manière décisive au moyen d'armes tirées à distance de sécurité. La guerre réseaucentrique employait un modèle cybernétique de commandement et de contrôle dont les vertus reposaient néanmoins sur la rhétorique de réseaux adaptatifs complexes décentralisés et auto-organisés. Bousquet souligne toutefois que l'accent de la guerre réseaucentrique sur le renseignement en essaim trahissait l'incompréhension de la capacité de s'organiser des insectes qui vivent en essaims et des autres systèmes adaptatifs complexes, qui ne possèdent pas d'image commune de la situation opérationnelle comme le suggère la littérature sur la guerre réseaucentrique. En outre, Bousquet trace avec conviction une ligne approximative entre la vision de la guerre du futur de McNamara et les rames informatiques de la guerre réseaucentrique[24]. Cet imbroglio théorique et pratique illustre la difficulté de transposer des concepts du monde civil à ce qu'Edward Luttwak appelle la « logique paradoxale » de la stratégie. Dans un ordre d'esprit moins philosophique, cela montre aussi une triste réalité : la culture de la stratégie influence largement la création des nouveaux concepts. Quelles que soient les origines de la théorie de la complexité dans les concepts réseaucentriques et d'OBE, elle a subi la distorsion de la culture institutionnelle jusqu'à en devenir méconnaissable.

Il est aussi intéressant de remarquer la symbiose entre les avancements scientifiques et la recherche militaire de paralysie stratégique. À partir de l'entre-deux-guerres, les théoriciens militaires ont commencé à voir, dans la technologie, la capacité de transcender ce qu'ils percevaient comme de l'attrition assassine pour passer au coup de main. La technologie et la science étaient non seulement des éléments habilitants, mais aussi une lentille conceptuelle permettant aux théoriciens de la paralysie stratégique d'établir un vocabulaire opérationnel. Les origines des OBE et de nombre d'autres concepts issus de l'ère de la RAM remontent au concept du théoricien de l'entre-deux-guerres, J.F.C Fuller, qui conçoit l'ennemi comme un corps humain constitué de différents membres et organes qui régissent sa conduite. L'atteinte du « cerveau » entraînerait un effondrement systématique. Les théoriciens du bombardement stratégique de l'entre-deux-guerres se sont longuement attardés sur le ciblage systématique des nœuds économiques et moraux dans leurs théories. Plus récemment, la théorie de la guerre parallèle et du ciblage des systèmes dans les campagnes aériennes modernes, avancée par John Warden, a modernisé cette métaphore biologique en y intégrant la technologie moderne et la pensée opérationnelle[25].

La deuxième vague de tentatives militaires visant à examiner la complexité, comme le regard sur la science non linéaire de l'après-Vietnam, coïncidait avec certaines difficultés militaires. Celles-ci ont incité à considérer des idées de la théorie sociale, qui pourraient être perçues comme analogues, du point de vue des sciences sociales, aux idées scientifiques mentionnées précédemment. L'important engagement dans les opérations de construction de la nation et de stabilité a suscité un intérêt pourles politiques publiques sur les « problèmes pernicieux ». Même si l'intérêt militaire pour les « problèmes pernicieux » est récent, la littérature sur le sujet remonte au début de l'après-guerre. Dans les domaines de l'économie, de la sociologie et de l'urbanisme, des théoriciens, de l'urbaniste Jane Jacobs à l'économiste Friedrich Hayek, mettent en doute l'aptitude des planificateurs centralisés à créer des plans descendants détaillés[26]. Dans le dernier chapitre de son ouvrage (*Déclin et survie des grandes villes américaines*), Jacob affirme que « les villes constituent des problèmes d'une complexité organisée […], car elles offrent des situations dans lesquelles une demi-douzaine ou même plusieurs douzaines de quantités varient toutes simultanément, tout en étant subtilement interconnectées »[27].

Comme le note Jeremiah Pam, c'est la complexité interactive qui rend les problèmes « pernicieux ». Peut-être que nous ne possédons pas les connaissances pertinentes sur les dynamiques sous-jacentes du problème, ces connaissances étant réparties entre de nombreux acteurs différents : la diversité des points de vue et des contextes qui les animent rend difficile la communication de ces connaissances de manière cohérente. Bien souvent, les professionnels avertis divergent vigoureusement d'opinion quant à la façon

de définir et de structurer le problème en soi[28]. Il ne faut évidemment pas oublier que Horst Rittel et les autres pionniers des « problèmes pernicieux » dans la théorie sociale parlaient de problèmes d'ordre *national* pour lesquels le gouvernement peut manifester toute la force de son autorité auprès de ceux qui, pour la plupart, acceptent cette autorité. Appliquée à la contre-insurrection expéditionnaire à l'étranger, auprès d'opposants issus de milieux culturels différents et d'une population civile qui n'accepte peut-être pas la légitimité de la force expéditionnaire, la complexité des « problèmes pernicieux » se multiplie.

La force motrice de l'analyse de la littérature civile nationale sur ce qu'on pourrait appeler librement la complexité sociale est le rejet du concept progressif du planificateur central éclairé. Les grands esprits intéressés à la politique publique ont consacré des décennies à analyser l'échec des grands projets gouvernementaux planifiés centralement, comme le montrent explicitement les travaux de Hayek sur l'économie et la politique. Le texte classique dans ce domaine est celui de James C. Scott (*Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed)*, un magnum opus qui fait la chronique des cafouillages épiques comme le programme de collectivisation soviétique[29]. Plus récemment, William Easterly, qui porte un regard sceptique sur les programmes d'aide, a vigoureusement remis en question le même type de développement descendant et les projets d'aide menés par les Nations Unies et les organisations non gouvernementales[30]. Le principe de cette littérature sur l'économie et la planification est que l'idée d'un planificateur gouvernemental central et bienveillant qui possède toute l'information pertinente pour concrétiser des projets à grande échelle simplement par l'effort, cette idée est un mythe. Malheureusement, de nombreuses études de cas, en occident et à l'étranger, confirment cette hypothèse. La littérature sur la complexité sociale vise à adopter une manière plus réaliste de voir et d'influencer le monde social, même si, le plus souvent, il n'est pas tenu compte de cette littérature dans les pratiques politiques et les débats publics.

On comprend facilement pourquoi l'analyse des « problèmes pernicieux » du domaine social suscite l'intérêt des rédacteurs de doctrine. Cela s'inscrit dans la théorie classique sur la nature de la guerre, comme on l'a déjà mentionné. Les incertitudes et les frictions de la guerre, particulièrement la guerre terrestre, ont des interactions complexes et ont toujours présenté un défi pour ceux qui cherchent à en établir la cartographie scientifique, même si nombreux sont ceux qui continuent leurs efforts dans ce sens. D'un point de vue plus pratique, la théorie de la planification élaborée à des fins nationales, comme le crime, de même que les problèmes internationaux qui sont caractérisés par des interactions complexes, comme l'aide au développement, comportent des problèmes similaires dans les environnements expéditionnaires qui, bien souvent, mettent en scène des coalitions complexes[31]. L'analogie n'est pas parfaite, mais il en existe une, entre le défi d'éradiquer une maladie dans une région en sous-développement et divisée sur le plan politique, et celui de diriger une contre-insurrection complexe — à la différence que la maladie ne tire pas sur les médecins, ni ne complote activement pour contrecarrer leurs plans.

En ce qui concerne les problèmes pernicieux et la doctrine, T.C. Greenwood et T.X. Hammes ont en outre expliqué de main de maître, dans un article de l'*Armed Forces Journal*, pourquoi la doctrine parfois réductionniste n'est bien souvent pas à la hauteur du défi des conflits expéditionnaires modernes. Greenwood et Hammes analysent la manière dont la doctrine des opérations interarmées néglige d'officialiser le problème avant que la planification linéaire ne commence. Leur article illustre comment des concepts civils tirés des mondes sociaux et des sciences peuvent raisonnablement s'appliquer aux problèmes militaires[32].

FORGER UN NOUVEL ART OPÉRATIONNEL : PROMESSES ET DIFFICULTÉS

L'histoire de l'art opérationnel dans les forces militaires occidentales modernes se fait maintenant très vieille. La renaissance intellectuelle des années 70 et 80 a ravivé l'Armée américaine, lui a apporté une nouvelle doctrine qui a permis la victoire lors de l'opération DESERT STORM (combat air-terre), de même qu'une perspective plus large du champ de bataille « étendu ». Nous connaissons tous l'essentiel de cette histoire. Il importe toutefois de faire quelques observations fondamentales pour ajouter aux discussions antérieures sur la complexité et la doctrine. Comme il a déjà été mentionné,

l'art opérationnel est principalement issu d'un virage cognitif, et la doctrine d'aujourd'hui se fonde sur des éléments de ce virage. L'espace de l'art opérationnel en formation actuellement est l'œuvre de l'art opérationnel des années 80 et 90.

Ayant peu eu besoin de l'art opérationnel, l'Amérique ne l'a pas utilisé pour la majeure partie de son existence. Jusqu'à la guerre de Sécession, l'ampleur et la complexité des combats terrestres étaient dérisoires d'un point de vue européen. Par ailleurs, le contexte politique de l'art opérationnel ne s'est manifesté qu'après le Vietnam. Les exposés américains mentionnent souvent le besoin de transcender les doctrines tactiques étroites comme la « défense active », pour contrer les effectifs supérieurs des forces conventionnelles du Pacte de Varsovie, mais cette interprétation ne contient pas les nuances intéressantes associées au développement de l'art opérationnel en Amérique, qui est étroitement associé à la résurgence des théories de Clausewitz, à la fin des années 70 et au début des années 80.

En résumé, Clausewitz est devenu un élément essentiel de la révolution intellectuelle qui a ouvert la voie à l'art américain, mais on est en droit de se demander jusqu'à quel point les mots du Prusse ont été bien compris. Comme le notait Hew Strachan, Colin Powell et Caspar Weinburger ont beaucoup apprécié la nouvelle traduction de *De la guerre* réalisée par Peter Paret; tout comme le Colonel Harry Summers, ils prisaient la clarté que semblait offrir cet ouvrage au sujet des liens entre la guerre, la politique, et les buts stratégiques[33]. Il n'est aucunement radical de souligner qu'en définissant la stratégie américaine purement par la force décisive, Powell et Weinburger l'ont laissée mal équipée pour composer avec les autres imprévus qui ne s'inscrivaient pas dans le modèle établi. Il semble toutefois, comme l'affirme Robert Cassidy, que l'accent sur l'art opérationnel ait aidé à réparer une zone de compétence militaire qui avait subi les assauts des analystes de systèmes civils, des agents irréguliers de la guerre et des supérieurs tour à tour obsédés par la micro-gestion et ineptes, typiques de l'ère du Vietnam[34].

Le niveau des opérations est donc devenu la clé de la création de ce modèle. Strachan note que bon nombre de soldats américains sont devenus obsédés par les maximes opérationnelles de Clausewitz et leur congruence avec les traditions militaires allemandes de rapidité et de caractère décisif, laissant de côté le dialogue plus abstrait du Prusse sur la nature de la guerre et de la politique. L'apogée a en quelque sorte été atteint avec la campagne de Tommy Frank contre l'Iraq, en 2003, dans laquelle prédominaient des thèmes étroitement opérationnels[35]. Le concept du CG — et l'interprétation qu'en a faite Paret — est aussi devenu crucial pour l'art opérationnel américain. Antulio Echevarria soutient que ce concept de CG est axé sur le centre de force de l'ennemi plutôt que sur ce qu'il considère comme une idée plus exacte du CG : un centre de connectivité qui retient ensemble les éléments de l'adversaire[36].

Le désaccord entre Echevarria et Paret est toutefois bien peu de choses comparativement à la divergence relative au CG dans la doctrine interarmées. Echevarria affirme que cette interprétation, qui lie le CG aux capacités et aux faiblesses, n'a rien du sens de l'« unité » ou de la « connectivité » avancé par Clausewitz. En négligeant ce critère essentiel, les forces américaines tiennent pour acquis que des centres de gravité existent là où ils sont peut-être absents : les éléments de l'ennemi ne sont peut-être pas suffisamment interconnectés pour former un CG. En pareil cas, l'analyse ne fait que mettre l'accent sur les capacités les plus critiques de l'ennemi[37]. En faisant de la recherche du CG le Saint Graal de l'art opérationnel, il est facile de perdre de vue les buts stratégiques que vise la violence. Echevarria, dans un essai mordant publié en 2003, affirme qu'il n'y a pas de style de guerre américain, seulement un « style de combat » américain, axé étroitement sur l'art opérationnel et la tactique[38].

Le Brigadier General australien Justin Kelly et le Dr Michael James Brennan maintiennent que l'interprétation américaine et de l'anglosphère de l'art opérationnel va plus loin. D'après Kelly et Brennan, en faisant de l'art opérationnel l'élément stratégique de la conception de la campagne, tout comme des séries d'actions tactiques reliées par une idée opérationnelle, on a élevé le concept du « niveau opérationnel » à un tout autre rang : celui de la stratégie. Évidemment, la question plus vaste est pourquoi cela s'est-il produit; Hew Strachan et d'autres se sont penchés sur la question des changements qu'a apportés le virage politique quant aux responsables des stratégies et des opérations[39]. L'argument linguistique et historique voulant que l'art opérationnel ait « dévoré » la stratégie est en quelque sorte

discutable, mais il souligne un point valable : la notion d'un niveau intermédiaire dans les grandes opérations et campagnes occupe un vaste territoire dans la théorie militaire occidentale. Cela laisse un grand espace pour un art purement militaire qui, pour des raisons d'ordre politique indépendantes des définitions de la doctrine, rompt les liens entre les opérations et leurs origines politiques plus larges. Dans l'examen de la genèse de la Conception et des doctrines reliées, il importe de noter tout d'abord que, pour des raisons structurelles, la théorie militaire occidentale est assortie d'une vaste « toile blanche » sur laquelle les artistes opérationnels peuvent peindre les nouvelles doctrines qu'ils imaginent.

Caméra de combat IS2009-0004

Le Lieutenant-colonel (Lcol) Syl Mongeon travaille avec d'autres militaires de divers pays au Centre des opérations interarmées multinationales (COIM), situé au Quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), à Kaboul

La théorie opérationnelle qui fait son apparition tente d'appliquer tout le poids cognitif de cette vaste toile aux défis militaires actuels. Les sciences et les sciences sociales sont d'autres mots qui peuvent servir à accomplir cette tâche. D'après le Major Ketti Davison, ce que les doctrines comme la Conception, la nouvelle discipline de l'« art opérationnel interorganisationnel » et même les très décriées OBE tentent d'accomplir, consiste à déborder du cadre mécaniste et des paradigmes de la planification enracinés dans la direction descendante imposée par les planificateurs centraux, pour s'ouvrir sur un nouveau monde de systèmes complexes[40]. Compte tenu de l'intérêt militaire croissant pour la complexité interactive, cette orientation était inévitable, même si la guerre mondiale contre le terrorisme a sûrement accéléré le processus.

Une épistémologie étendue est en outre inhérente à ce virage. Christopher Paparone, en parlant de la FM 3-0 de 2008 (*Operations*), a qualifié ce nouvel art opérationnel d'« opérations au bord du postpositivisme. »[41] Cette doctrine, maintient-il, s'écarte d'un paradigme propre à Jomini et issu de l'ère des Lumières, enraciné dans le démontage des problèmes en petits éléments, pour passer à un mode qui tolère mieux l'ambiguïté et qui permet de percevoir une situation dans son entier. Bien sûr, la Conception et ses cousines ne sont pas des doctrines postpositivistes, car elles ont encore une forme instrumentale. La théorie de la complexité, même si elle remet en question le positivisme, n'est pas entièrement postpositiviste. Elle s'inscrit encore dans la vision du monde scientifique et peut être analysée à l'aide d'outils et de méthodes scientifiques, avec tous les partis pris de la vision du monde scientifique que cela comporte. La Conception et ses doctrines cousines sont structurées dans le cadre des organisations militaires de l'ère industrielle, lesquelles sont aussi de nature hautement positiviste.

Il est évident que la Conception représente la première ébauche d'une nouvelle façon de comprendre la complexité et la complexité sociale dans les forces militaires de l'anglosphère. Le nouveau manuel de l'Armée de terre, FM 5-0 (The Operations Process), contient certains éléments permettant de soutenir la thèse de Paparone. Premièrement, il décrit l'« environnement opérationnel » comme « complexe et en constant changement », faisant référence en particulier à la complexité interactive[42]. Les « problèmes pernicieux », considérés comme des problèmes mal structurés dont la définition déconcerte même les professionnels qui partagent des idées similaires, sont au cœur du chapitre du manuel consacré à la Conception[43]. Une autre monographie plus ancienne portant sur la conception opérationnelle systémique (COS) mentionne, comme exemple d'environnement opérationnel complexe et en continuel changement, l'épisode peu glorieux de l'incursion de Napoléon en Russie, son incompréhension de la dynamique des systèmes dans lesquels il injectait de l'énergie l'ayant mené à son propre échec. La victoire tactique de Napoléon à Borodino était dénuée de sens, puisque la nature du système régissant le dénouement politique et militaire avait changé de manière à favoriser les Russes[44].

La formulation du problème dans son ensemble, à l'intérieur du contexte environnemental qui lui est propre, débouche à son tour sur une « approche opérationnelle » qui peut conduire le système vers l'état voulu[45]. Le cadre de la Conception s'intègre en outre au processus décisionnel militaire (PDM) standard. La clé de ce processus : la « visite du champ de bataille », l'interaction naissante de l'« œil du commandement » et du point de vue au niveau du sol, ainsi que la consultation d'experts civils pour recueillir des informations sur le contexte, que le quartier général ne possède pas habituellement[46]. Le « processus des opérations », métaphore dominante de la FM-5-0 pour décrire le processus de planification opérationnelle, est illustré lui aussi comme une sorte de système itératif[47]. Les différents thèmes du manuel visent à créer une vision opérationnelle plus grande en vue de l'emploi de la force dans les campagnes « hybrides » qui, d'après les décideurs politiques de la sécurité américaine, seront les conflits du futur. L'accent sur la dynamique des systèmes concorde en outre avec les explorations théoriques, basées elles aussi sur les systèmes, du maître à penser en matière de contre-insurrection, David Kilcullen, dans des documents comme *Countering Global Insurgency*. Kilcullen utilise les théories de Naveh et d'autres théoriciens des systèmes pour examiner les écosystèmes insurrectionnels, démontrant ainsi une convergence des doctrines et des théories respectives[48].

Évidemment, il importe de ne pas exagérer le caractère nouveau de la Conception. Contrairement au concept de COS dont elle est dérivée, la Conception était imbriquée dans le cadre du commandement du combat, qui existait déjà, et est explicitement dictée par le commandement. En outre, l'accent sur la conception de campagne s'inscrit dans la continuité de la renaissance opérationnelle de l'Armée de terre des années 80. L'expression « conception opérationnelle » n'est pas exclusive au mouvement actuel : on parlait déjà des éléments de conception des campagnes dès les années 80[49].

Que faut-il en conclure? Il va sans dire que le mouvement de l'Armée de terre vers un système de planification plus souple et holistique est prometteur. Il s'éclaire de leçons durement apprises, et reconnaît que la capacité cognitive est la clé de l'exécution des fameuses opérations dans l'ensemble du spectre (OES). Il s'agit pourtant de la première ébauche d'un paradigme en évolution qui n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Les promesses qu'il porte s'accompagnent de risques dans la théorie qui sous-tend le concept autant que dans son application à la pratique.

Premièrement, la nouvelle compréhension que se fait l'Armée de terre de la complexité interactive et structurée contribue largement à éliminer une perception inexacte du conflit. Toutefois, il n'est pas aussi radical qu'on pourrait le croire de souligner que les systèmes humains sont complexes sur le plan interactif. Comme on l'a déjà mentionné, Clausewitz a exprimé nombre d'idées sur la complexité et le conflit d'aujourd'hui, bien qu'il ait employé un vocabulaire conceptuel limité par son époque et son expérience. En outre, la plupart des commandants qui ont obtenu la victoire, dans l'histoire, sont ceux qui ont intuitivement compris la complexité du commandement du combat et la planification de campagne. Notre compréhension améliorée de la complexité et des problèmes pernicieux est donc le reflet du rattrapage de la science et des sciences sociales par rapport à l'observation du monde et la création d'un langage officiel pour décrire ce que nous comprenons déjà depuis longtemps. Ce que l'on accomplit avec la connaissance de la complexité est ce qui importe vraiment.

Deuxièmement, l'accent, dans le manuel, sur le « conflit persistant », qui est « de plus en plus imprévisible et soudain » et « mené par différents acteurs » est, au mieux, discutable[50]. Cela concorde avec une plus grande insistance, dans les documents de défense américains, sur la nature imprévisible et hautement complexe de l'environnement opérationnel contemporain. Vraiment? La Guerre froide mettait en scène de nombreux acteurs différents et était bien loin de l'affrontement linéaire ou simplifié qui est souvent évoqué dans les débats populaires. La bataille de la Passe de Fulda n'était qu'un des éléments d'un affrontement complexe qui opposait non seulement deux superpuissances, mais aussi un étourdissant dédale de mandataires et de processus systémiques plus vastes, comme la décolonisation, le déclin des puissances impériales, l'intégration économique et les changements dans les idées politico-religieuses balayant le monde[51]. Ces situations étaient tout aussi complexes sur le plan interactif que nos affrontements actuels, avec leurs gammes d'acteurs, dont les actions imprévisibles ont entraîné des changements dans les systèmes.

À l'encontre de cette thèse, on soutient que la mondialisation et les communications de masse ont changé la donne, ce qui n'est pas entièrement faux.[52] Les réseaux, la mondialisation et les communications de masse ont modifié des éléments du conflit à des niveaux multiples. La pensée et la recherche militaires, depuis 2001, se sont attardées aux problèmes multinationaux et à la complexité du conflit mondial : ce thème persiste. Les documents militaires opérationnels actuels, comme le paradigme australien de la « guerre complexe », sont à l'image des défis de l'adaptation à ces nouveaux courants. Mais à quand remonte le début de la « mondialisation »? Concrètement, l'idée que la carte était devenue « plate » était un produit de la pensée en termes de puissance aérienne du 20e siècle. Quant aux communications de masse, elles font partie de la réalité militaire et politique depuis l'avènement du télégraphe. Nous assistons à l'évolution et à l'affûtage de l'épée plutôt qu'à une véritable révolution.

Dans un contexte purement militaire, en mettant l'accent sur l'imprévisibilité croissante du conflit persistant, on peut aussi donner involontairement une impression simple de la guerre conventionnelle, en comparaison. Pourtant, la guerre conventionnelle est elle aussi complexe sur le plan interactif, car elle s'accompagne d'une gamme tout aussi variée d'acteurs, d'agents et de processus qui agissent de manière imprévisible. La planification des grandes offensives comme le gambit allemand, lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, suppose une grande complexité interactive; une vaste portion des innovations militaires de la longue période allant de la fin du 19e siècle aux années 30 visaient à contrôler la complexité interactive croissante des combats. Même au niveau tactique, les répercussions en termes de commandement et de contrôle de la manière d'exécuter, de maintenir et d'exploiter une percée étaient plus complexes que l'histoire populaire ne le mérite[53]. Nous devons nous efforcer de conserver une perspective historique, même dans nos innovations.

En outre, il semble que le but de la méthodologie de la Conception consiste à favoriser la souplesse cognitive et la créativité dans la préparation et l'exécution des campagnes et des grandes opérations telles que l'incursion en France du compte Von Moltke, en 1870, compte tenu de leur interface avec l'idée opérationnelle (schème). D'après Bradley J. Meyer, Helmuth Von Multke s'est servi de ses buts opérationnels… comme d'un objectif ou d'un état voulu vers lequel il a orienté ses opérations, corrigeant au passage son processus de décision opérationnel en fonction des circonstances[54]. Meyer utilise lui aussi une métaphore systémique pour décrire le concept cognitif qui sous-tendait sa campagne. D'une certaine façon, l'accent de la Conception sur la méthodologie est une tentative visant à répandre le génie d'un commandant exceptionnel de manière égale, à la façon du PDM. Mais est-il possible de répandre dans toute l'organisation ce que Clausewitz appelle le « génie » du commandant? C'est particulièrement vrai dans le contexte des organisations de l'ère industrielle telles que les grandes forces militaires.

Dans la pratique, il pourrait aussi être difficile de mettre en œuvre le type de cartographie opérationnelle des systèmes dont il est question dans le document. La cartographie d'un environnement opérationnel comme un système suppose l'intégration d'un certain nombre de facteurs et leur expression dans le contexte d'un système, ce qui, comme il a déjà été mentionné, est difficile, car les connaissances pertinentes seront dispersées parmi différents acteurs possédant des points de vue différents. La carte de la « planification dynamique de la contre-insurrection en Afghanistan », devenue tristement célèbre,

Caméra de combat IS2009-0003

Des militaires de divers pays travaillent au Centre des opérations interarmées multinationales (COIM), situé au Quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), à Kaboul

illustre la difficulté de tenter de clarifier les relations au sein d'un système[55]. Dans les sciences naturelles, il est également très difficile d'établir un modèle officiel pour les systèmes complexes. Ceci nous amène donc à la question connexe : les opérations complexes donneront-elles lieu à des stratégies complexes qui ne peuvent être mises en œuvre ou comprises dans tout le spectre? Jeremiah Pam craint que ce soit le cas, soulignant que le tissu de relations complexes et d'engagements de la coalition inhérents aux « opérations complexes » et aux paradigmes de l'« art opérationnel interorganisations » peut, en réalité, donner lieu à des plans complexes aux dépens de plans simples et efficaces qui sont faciles à comprendre[56]. Cet aspect est particulièrement important, car à la guerre, la distance et le « décalage » entre les concepts élaborés à l'interne dans la ville capitole et les réalités et les complexités mouvantes du champ de bataille, limitent inévitablement l'aptitude à maintenir des plans détaillés. Dans le cas qui nous intéresse, note Pam, la recherche sur les sciences sociales et l'histoire militaire montrent que des plans plus simples (pourvu qu'ils soient adaptés aux conditions locales) conviennent mieux aux situations complexes sur le plan interactif.

La paralysie stratégique et l'art opérationnel sont en outre des questions épineuses. Dans un contexte moderne, la pensée systémique est généralement associée aux théories de paralysie stratégique. Ces doctrines visent à découvrir un ensemble de nœuds ou de faiblesses qui permettent aux actions tactiques d'avoir un effet stratégique et de se passer de l'écrasante attrition qui caractérise même les grandes campagnes de manœuvres de l'histoire. Si l'art opérationnel cherche à découvrir une sorte de clé pour assurer l'immobilisation du système opérationnel de l'adversaire, l'échec sera certain. C'est ce qu'a produit la combinaison embrouillée d'OBE et de COS au Liban en 2006. La critique des OBE dans la campagne du Liban, en 2006, par le stratégiste israélien Ron Tira, est très éloquente. Les efforts d'Israël visant l'effondrement cognitif du Hezbollah par le ciblage à distance de sécurité de nœuds ennemis ont échoué parce que le Hezbollah a refusé de se prêter au jeu[57]. À leur décharge, les nouveaux paradigmes de la Conception et des opérations complexes sont éclairés par une compréhension bien plus réaliste de la nature des conflits de faible intensité que ne l'étaient leurs prédécesseurs. Pourtant, les événements de 2006 au Liban servent d'avertissement quant aux limites de l'approche indirecte.

On est en droit de se demander, par ailleurs, si l'application stratégique de la Conception et des concepts connexes à de grands projets de construction de nations dirigés centralement, se fait sans tenir compte de la théorie de la complexité et des sciences sociales qui en sont le fondement. Cette question, bien

que principalement stratégique, a des répercussions opérationnelles et tactiques. Si la première leçon fournie par la littérature sur la complexité (scientifique autant que sociale) est que les projets planifiés centralement échouent en raison de la complexité interactive du quotidien et des défis du triage et de l'utilisation des connaissances opérationnelles, comment ces problèmes sont-ils résolus par une nouvelle méthode de planification opérationnelle? Il est fort probable que les environnements opérationnels étrangers ne seront jamais compris avec la même acuité que les décideurs politiques nationaux peuvent mobiliser lorsqu'il est question de problèmes politiques nationaux. Malgré la fascination que suscite le développement des connaissances culturelles dans la théorie militaire actuelle de l'anglosphère, la doctrine de contre-insurrection dont elle est issue est le produit de relations coloniales à long terme qui cultivaient étroitement les connaissances autochtones.

Il est toutefois souligné que la Conception est un concept applicable à la guerre limitée. On maintient, dans les documents sur la Conception tels que *Commander's Appreciation and Campaign Design (CACD)*, que des expressions comme « état final » donnent une impression trompeuse de finalité par rapport à des problèmes militaires qui pourraient continuer de couver bien plus longtemps que prévu. Le terrorisme et la sédition peuvent être des exemples de ce genre de situation, particulièrement dans les États en « déroute ». La seule option dont disposent les planificateurs pourrait bien être de maintenir l'équilibre ou de trouver une solution « suffisante ». Le CACD propose des outils pour considérer dans une perspective plus réaliste les moyens limités et réels de gérer les problèmes pernicieux[58]. Cette conception qui consiste à trouver une solution minimaliste concorde bien avec la lassitude qui s'installe parmi les décideurs politiques, en ce qui concerne la construction des nations, et leur préférence croissante pour les méthodologies indirectes comme le ciblage de drones, les raids stratégiques et le renforcement des capacités militaires étrangères.

Les critiques de Kelly, de Brennan et de Vego concernant l'étendue potentiellement illimitée des nouveaux concepts opérationnels sont aussi importantes[59]. Est-ce que la Conception, avec sa perspective stratégique, s'inscrira dans la dynamique opérationnelle et stratégique que Kelly et Brennan ont tracée? Vego croit en outre que la nouvelle théorie opérationnelle est un pont artificiel entre la guerre opérationnelle et la politique, même si cette critique pourrait également se fonder sur la conception que se fait l'anglosphère de la guerre opérationnelle[60]. On ne peut passer sous silence la question plus banale de la façon dont les bureaucraties militaires ingéreront une doctrine dont le but déclaré est d'encourager la créativité opérationnelle, la visite descendante du champ de bataille et l'émergence. Greenwood et Hammes affirment avec pessimisme que les formalités administratives marqueront la fin de la Conception; le débat clair sur les problèmes pernicieux et la complexité, qui est amorcé dans le CADC, deviendra un modèle et ne sera plus qu'un processus alourdi par les acronymes, dont les pauvres officiers subalternes devront discuter dans leurs présentations en PowerPoint[61].

Reste la grande question que le nouveau mouvement de guerre opérationnelle partage avec ses cousins de la contre-insurrection. Dans quelle mesure cela s'applique-t-il au conflit conventionnel? Il va sans dire que toutes les guerres se ressemblent, mais les nouvelles doctrines opérationnelles se sont développées exclusivement dans le contexte des campagnes de guerre irrégulière. Même si elles trouvent leurs origines dans des traditions opérationnelles plus anciennes, leur inspiration est évidente. Les officiers de l'Armée de Libération populaire (ALP) qui planifient un débarquement sur les rives de Taiwan ne se préoccupent pas des problèmes pernicieux, et la complexité interactive n'a aucun intérêt pour un officier d'artillerie nord-coréen dont les canons sont pointés en banlieue de Séoul. Il est toutefois vrai que d'autres éléments fondamentaux de la Conception, notamment l'étude de Naveh sur la théorie opérationnelle, sont tirés surtout du contexte exclusivement conventionnel des campagnes soviétiques et allemandes de la Seconde Guerre mondiale. Malheureusement, la possibilité de généraliser efficacement la doctrine opérationnelle moderne dans tout le spectre du conflit demeure une question majeure à laquelle l'analyse théorique ne peut répondre. Cette question est liée au vaste débat stratégique sur l'avenir des conflits, la stratégie occidentale à l'ère de l'après-guerre froide, et à l'aptitude (ou à l'inaptitude) des forces militaires occidentales à s'entraîner en vue d'une multitude d'impondérables. Il est improbable que ce débat soit résolu sous peu.

CONCLUSION

Nous pourrions tirer des conclusions certaines au sujet de l'avenir de l'art opérationnel naissant à partir de ces concepts. Il est probable qu'il soit éclairé par la compréhension de la théorie de la complexité, particulièrement la complexité interactive, ainsi que par les concepts de la théorie sociale. Comme le note Paparone, il aura probablement une forme plus postpositiviste que les concepts antérieurs. Par ailleurs, il se situera de plus en plus à mi-chemin entre la politique et les préoccupations purement militaires. Il tentera d'intégrer les questions de « l'ensemble du spectre » au processus de planification opérationnel. Comme la Conception et les doctrines apparentées sont devenues soit une doctrine, soit l'objet d'études dans les collèges militaires de l'anglosphère, son évolution se poursuivra probablement à mesure que continuera le débat militaire. Seul le temps nous dira comment s'est faite son intégration dans le cadre de la guerre opérationnelle de l'anglosphère, en théorie et en pratique.

AU SUJET DE L'AUTEUR….

Adam Elkus est analyste spécialisé dans la politique internationale et de la sécurité. Il est actuellement rédacteur en chef adjoint du Red Team Journal. Ses articles ont paru dans les publications suivantes, entre autres : West Point Combating Terrorism Center Sentinel, Small Wars Journal, Defense Concepts. Il contribue actuellement projet ThreatsWatch du Center for Threat Awareness. M. Elkus poursuit des études supérieures en politique sur la sécurité à l'université Georgetown. Il participe au blogue Rethinking Security.

NOTES

1. « Vision for a Joint Approach to Operational Design », Note de service du United States Joint Forces Command, 6 octobre 2009.
2. Cet article se fonde sur une présentation donnée au Collège des Forces canadiennes le 26 mai 2010. L'auteur a en outre abordé cette question : Adam Elkus et Crispin Burke. « Operational Design: Promise and Problems », *Small Wars Journal*, 9 février 2010, http://smallwarsjournal.com/blog/2010/02/operational-design-promise-and/.
3. James J. Schneider, *The Structure of Strategic Revolution: Total War and the Roots of the Soviet Warfare State*, Novato, Presidio Press, 1994, pp. 12 et 13.
4. Voir James J. Schneider. « The Loose Marble—and the Origins of Operational Art », *Parameters* (mars 1989), pp. 85 à 99.
5. Voir Clause Telp, *The Evolution of Operational Art from Frederick the Great to Napoleon*, *1740–1813*, Londres, Frank Cass Publishers, 2005.
6. Schneider, *The Structure of Strategic Revolution*, pp. 14 à 22.
7. Milan Vego, *Joint Operational Warfare: Theory and Practice*, Newport, Naval War College Press, 2009, pp. 1 à 16.
8. Voir Joseph C. Wylie, *Military Strategy: A General Theory of Power Control*, Newport, Naval Institute Press, 1989.
9. Voir David Chandler, Napoleon, Operational Art and the Jena Campaign, dans : Micheal D. Krause et Cody R. Phillips, ed., *Historical Perspectives of the Operational Art*, Washington (D.C.), United States Army Center of Military History, pp. 27 à 69. Voir aussi Brigadier General Justin Kelly et Dr Michael James Brennan, *Alien: How Operational Art Devoured Strategy*, Carlisle Barracks, Strategic Studies Institute, 2009.
10. Vego, pp. I à 15.
11. Schneider, *The Structure of Strategic Revolution*, p. 31.
12. Voir Shimon Naveh, *In Pursuit of Military Excellence*: *The Evolution of Operational Theory*, Londres, Frank Cass Publishers, 1998.
13. Kelly et Brennan, *passim*.
14. Voir Jim Storr, *The Human Face of War*, Birmingham, Continuum Books, 2009.
15. Voir Antoine Bousquet, *The Scientific Way of Warfare: Order and Chaos on the Battlefields of Modernity*, New York: Columbia University Press, 2009.
16. Alan Beyerchen. *International Security,* 17, nº 3 (hiver 1992–1993), pp. 59–90.
17. Beyerchen, 70.
18. Jeremiah S. Pam. « The Paradox of Complexity: Embracing Its Contribution to Situational Understanding, Resisting Its Temptation in Strategy and Operational Plans », dans : Christopher M. Schnaubelt, ed. *Complex Operations: NATO at War and On the Margins of War*, Rome, NATO Defense College Forum, 2010, p. 3.

19. Bousquet, pp. 121 à 162.
20. Bousquet, pp. 185 à 244.
21. Voir John Schmitt. « Command and Out of Control », *National Defense University Website*, 1998, http://www.ndu.edu/inss/Books/Books_1998/Complexity,%20Global%20Politics%20and%20Nat%27l%20Sec%20-%20Sept%2098/ch09.html.
22. *MCDP 6: Command and Control*, Quantico: United States Marine Corps, 1996, p. 41, cité dans Bousquet, p. 202.
23. Dr Paul T. Mitchell. « EBO: Thinking Effects and Effective Thinking », *Pointer: Journal of the Singapore Armed Forces,* 33, no 1 (2007), p. 50, et Paul K. Van Riper. « EBO: There was No Baby in the Bathwater », *Joint Forces Quarterly,* 52 (1er trimestre, 2009), p. 82.
24. Bousquet, p. 218.
25. Voir James D. Kiras, *Special Operations and Strategy: From World War II to the War on Terrorism,* Oxon, Routledge, 2007, pp. 16 à 35 et 58 à 83.
26. Pam, p. 4.
27. Jane Jacobs, *Déclin et survie des grandes villes américaines,* Paris, Pierre Mardaga, 1991, p. 419.
28. Pam, p. 3.
29. James C. Scott, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press, 1999.
30. Pour consulter un document de base sur Easterly, voir William Easterly, *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good*, New York, Penguin, 2006.
31. Pam, p. 6.
32. T.C. Greenwood et T.X. Hammes. « War Planning for Wicked Problems: Where Joint Doctrine Fails », *Armed Forces Journal* (décembre 2009), http://www.afji.com/2009/12/4252237/.
33. Hew Strachan, *Clausewitz's On War: A Biography*, New York, Grove Press, 2008, p. 2.
34. Robert Cassidy. « Prophets or Praetorians? The Uptonian Paradox and the Powell Corollary », *Parameters* (automne 2003), pp. 137 à 142.
35. Strachan, p. 4.
36. Antulio Echevarria II. « Clausewitz's Center of Gravity: It's Not What We Thought », *Naval War College Review,* LVI, no 1 (hiver 2003), http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/navy/art4-w03.htm.
37. *Ibid*.
38. Echevarria, *Toward an American Way of War,* Carlisle Barracks: Strategic Studies Institute, 2002.
39. Voir Hew Strachan. « The Lost Meaning of Strategy », *Survival* 47, no 3 (2005), pp. 33 à 54.
40. Major Ketti Davison. « From Tactical Planning to Operational Design », *Military Review* (septembre-octobre 2008), pp. 33 à 39.
41. Christopher R. Paparone. « FM-3: Operations on the Cusp of Post-Positivism », *Small Wars Journal,* 28 (mai 2008), http://smallwarsjournal.com/blog/2008/05/fm-30-operations-on-the-cusp-o/.
42. FM 5-0, *The Operations Process*, Washington (D.C.), Department of the Army, 2010, p. 1–1.
43. FM 5-0, 3–2.
44. Lieutenant-Colonel William T. Sorrells , Lieutenant-Colonel Glen R. Downing, Major Paul J. Blakesley, Major David Pendall, Major Jason Welk et Major Richard D. Wallwork, *Systemic Operational Design: An Introduction*, Fort Leavenworth, School of Advanced Military Studies, U.S. Army Command and General Staff College, 2005, p. 20.
45. FM 5-0, p. 3–7.
46. FM 5-0, p. 3–4.
47. FM 5-0, p. vi.
48. Voir David Kilcullen, *Counterinsurgency*, Oxford: Oxford University Press, 2010, pour plus d'informations.
49. Major Xander Bullock, Lieutenant-Colonel Bruce Vitnor. « Design: How, Not Why », *Military Review* (mars-avril 2010), p.102.
50. FM 5-0, p. 3–4.
51. Voir Lawrence Freedman. « Frostbitten: Decoding the Cold War, 20 Years Later », *Foreign Affairs,* (mars-avril 2010), http://www.foreignaffairs.com/articles/66033/lawrence-d-freedman/frostbitten.
52. Pour consulter des recherches sur le sujet, voir Robert Bunker, *Non-State Threats and Future Wars*, Londres, Frank Cass Publishers, 2003 et *Networks, Terrorism, and Global Insurgency*, Londres, Routledge, 2005.

53. Williamson Murray et Allan R. Millet, *A War to Be Won: Fighting the Second World War*, Cambridge, Belknap Press, 2000, p. 21.
54. Bradley J. Meyer, « The Elder Moltke's Campaign Plan for the Franco-Prussian War », dans : B.J.C. McKercher et Michael A. Hennessy, ed., *The Operational Art: Developments in the Theories of War*, Westport (CT), Praeger Publishers, 1996, p. 30.
55. Voir Lieutenant-Colonel J.J. Malevich. « Winning the War Through Powerpoint: Dilbert Leads the COIN Fight? », *Fort Leavenworth Combined Arms Center Blog* (22 décembre 2009), http://usacac.army.mil/blog/blogs/coin/archive/2009/12/22/winning-the-war-through-power-point-dilbert-leads-the-coin-fight.aspx
56. Pam, p. 11.
57. Voir Ron Tira. « The Limitations of Standoff-Based Firepower Operations: On Standoff Warfare, Maneuver, and Decision », Jaffee Center Institute for National Security Studies, *Memorandum, 89* (2007), p. 31.
58. Greenwood et Hammes. « War Planning for Wicked Problems » approndit cette analyse.
59. Justin Kelly et Michael J. Brennan. « The Fort Leavenworth Hersey », *Joint Force Quarterly,* 56 (1er trimestre, 2010), pp. 109 à 116.
60. Milan Vego. « A Case Against Systemic Operational Design », *Joint Force Quarterly*, 53 (2e trimestre, 2009), p. 74.
61. Greenwood et Hammes. « War Planning for Wicked Problems ».

Caméra de combat IS2010-3028-6

Source : Caméra de combat

FONDEMENTS D'UNE SCIENCE MILITAIRE

M. V.J. Curtis

> *« C'est donc lorsqu'elles sont vraies que les théories ont tout l'air d'être le plus utiles, non seulement s'il s'agit de savoir, mais encore s'il s'agit de diriger la vie. »*
>
> *— Aristote*

Dans son ouvrage classique *De la guerre*, Carl von Clausewitz cherchait à présenter une théorie de la guerre qui décrirait tant les guerres d'Alexandre que celles de Napoléon[1]. Or, il a été rudement éprouvé par la nécessité de procéder par induction, c'est-à-dire d'épurer une multitude de données empiriques et descriptives indifférenciées pour en tirer des principes de base. Non seulement faisait-il œuvre de pionnier en s'attaquant à une compilation d'une telle envergure, mais encore il devait évaluer la validité, la portée et la complétude des renseignements qu'il amassait et sur lesquels il étayerait sa théorie. L'époque visée s'échelonnant sur 2 200 ans, Clausewitz devait composer avec des comptes rendus d'observateurs tous aussi différents les uns que les autres, définis par leurs propres expériences, leurs propres aptitudes à observer des guerres et des combats, leur propre opinion de ce qui revêtait de l'importance et était digne de mention et leurs propres raisons — pas toujours garantes d'objectivité — de se faire chroniqueurs de l'histoire. Bref, leurs récits n'étaient pas nécessairement destinés aux théoriciens qui viendraient plus tard y puiser des données empiriques.

À force de travail acharné, Clausewitz a livré un ouvrage de philosophie, truffé de principes, de définitions, de postulats et d'enseignements, mais dépourvu de l'ordre systématique qui caractérise une théorie cohérente. S'il avait vécu plus longtemps, peut-être en serait-il venu à articuler sa pensée autour de quelques postulats fondamentaux, puis à en faire une analyse assimilable à l'exégèse d'une science rationnelle. Or, il a subordonné les sujets de la logistique, de l'armement et du génie militaire à la théorie de la guerre.

L'autre grand théoricien du XIXe siècle est le Baron Antoine de Jomini. Pendant la majeure partie du siècle, son ouvrage *Précis de l'art de la guerre* a été la référence en Occident, sauf en Prusse[2]. Il renfermait une analyse plus normative que descriptive, dans le ton d'un travail de philosophie, mais se limitait à toutes fins pratiques aux organisations militaires des puissances occidentales des XVIIIe et XIXe siècles. Les conclusions de Jomini correspondaient à celles de Clausewitz, mais c'est l'ouvrage de ce dernier qui s'est démarqué après la défaite de la France dans la guerre franco-prussienne de 1870.

Ces deux ouvrages ont marqué l'apogée de l'élaboration d'une théorie militaire. Depuis, personne ne s'est sérieusement appliqué à formuler une analyse de la guerre et de l'art de la guerre qui soit plus générale, exhaustive et systémique, bref plus scientifique et philosophique. Il n'existe pas un seul ouvrage qui fasse le parallèle entre, d'une part, l'art et la science de la guerre et, d'autre part, le rôle que joue la connaissance scientifique des opérations militaires dans la prise de décisions en situation de guerre, qui expose la théorie militaire de manière scientifique ou qui établisse le lien entre la théorie militaire et la doctrine militaire.

Le présent article ne livre pas une théorie militaire en soi, mais il propose une théorie des plus générale comme point de départ essentiel pour formuler dans les règles de la science des théories militaires en bonne et due forme, qu'elles renvoient à Alexandre, à Napoléon ou à des commandants des temps modernes. Cette théorie générale est présentée comme un cas spécifique des sciences rationnelles que sont l'éthique et la politique[3]. D'abord, un examen de la politique internationale et de la place que peut y occuper la guerre mène à un premier principe : la guerre comme instrument politique. Vient ensuite une explication de la nature de la guerre et du rôle qu'y jouent les opérations militaires sur le plan dela science rationnelle qu'est l'éthique. Le premier principe de la guerre, énoncé dans un article antérieur, est alors révélé dans toute son évidence, et force est de conclure à la nécessité que la théorie militaire soit de nature téléologique, déontologique et non dogmatique[4]. Par souci de concision, nous n'argumenterons

que rarement et, le cas échéant, brièvement, le bien-fondé de nos propos. Nous donnerons plutôt des exemples s'il y a lieu.

Une fois jetées les assises de l'analyse des opérations militaires, il sera question de classifications, des liens de cause à effet qui les unissent et des fondements d'une analyse scientifique de chaque classification. Comme la science produit des connaissances scientifiques, l'analyse portera sur le rôle de la connaissance dans les arts militaires et le processus décisionnel militaire, lesquels n'ont aucun lien de cause à effet. Enfin, la discussion portera sur rapports entre la doctrine militaire, la connaissance militaire et le jugement pratique.

Bien qu'aucune théorie de la guerre ne sera mise de l'avant ici, les critères auxquels une telle théorie ou analyse devrait répondre pour être considérée scientifique seront définis. L'apport philosophique de Clausewitz fait déjà partie du domaine public; pour aller plus loin et tendre vers l'analyse générale, il faut passer de la philosophie à la science. Par conséquent, tout ouvrage qui visera dorénavant à approfondir notre compréhension des questions militaires devra être de nature scientifique dans la mesure du possible. L'intention n'est pas de nier l'importance des ouvrages philosophiques ni d'empêcher des témoignages et des mémoires d'enrichir nos connaissances; tout simplement, pour qu'une théorie militaire de base constitue un progrès au chapitre de l'analyse, elle doit être scientifique.

L'article se termine sur la suggestion de fondements qui serviraient à édifier une science militaire rationnelle. Ainsi, nous pourrions approfondir notre connaissance des opérations militaires d'une manière scientifique rationnelle en élaborant des théories et des analyses spécifiques que nous exprimerions au moyen des termes et de l'analyse contenus dans la théorie générale. Nous serions alors en mesure d'interpréter de manière rationnelle le processus décisionnel militaire et les pratiques inhérentes à l'art de la guerre, de la même façon que la science rationnelle de la politique internationale éclaire les actions des hommes d'État. Une explication détaillée de ce qu'est et n'est pas une science permettra de repérer d'éventuels dogmatismes et idéologies militaires, qui vont à l'encontre du premier principe des opérations militaires.

THÉORIE

Réduite à sa plus simple expression, une théorie est une proposition de causalité dont la validité et la signification sont indéterminées : S entraîne P. Elle peut être écrite ou non. Elle attire l'attention sur un lien particulier qui existe entre deux objets ou faits : S et P. L'expression de la théorie peut aller jusqu'à comprendre la définition de S et de P, lorsqu'il s'avère nécessaire d'expliquer de quoi il s'agit. En outre, le lien qui unit S et P laisse présupposer une matière commune qui les englobe.

Au fur et à mesure que la théorie prend de l'ampleur, elle en vient à s'étoffer de définitions, d'axiomes et de postulats concernant la matière en question, voire de théorèmes, qui sont des propositions fonctionnelles subordonnées découlant des axiomes et des postulats. Elle énonce des problèmes ou propositions problématiques types à résoudre. C'est au moyen de propositions problématiques que se confirment les données recueillies par observation. Par exemple, la loi d'Ohm sur la résistance établit un lien entre la tension, l'intensité du courant et la résistance. Ni la masse ni la durée ne représentent des variables importantes dans le contexte de la loi d'Ohm, contrairement à la tension, à l'intensité du courant et à la résistance. Quiconque signalerait la masse de l'équipement dans une expérience sur la loi d'Ohm trahirait son manque de compréhension du problème. La définition d'une théorie ou d'une analyse conceptuelle est donc essentielle à la fiabilité et à l'exactitude de l'observation scientifique.

En recherche scientifique, il importe de recueillir des données significatives en rapport avec la proposition à l'étude, c'est-à-dire qui renvoient à la proposition générale et peuvent aider à en déterminer la probabilité. Il importe aussi que les données soient fiables et exactes, bref, objectives. Ce qui distingue la recherche scientifique de la recherche historique est justement que ses propositions peuvent être mises à l'essai par différents chercheurs à différents endroits et moments, et toujours être validées. L'observation scientifique est fondée sur les concepts de la science, d'où la nécessité d'une théorie au préalable.

Il serait en effet difficile d'évaluer la validité de données non quantitatives. Pour un indice, quoique très approximatif, de l'exactitude et la fiabilité, on peut toujours se reporter aux compétences intellectuelles et à l'intégrité du chercheur, ou encore à ses ouvrages ou autres matériels[5]. Les connaissances, descriptions, narrations et caractérisations non quantitatives n'ont aucune signification étiologique, car elles n'appuient aucunement l'élaboration de formules ou de co-variations. À l'inverse, les propositions étiologiques n'ont pas besoin d'être quantifiées, car l'interdépendance des variables n'y est pas une question de degré mais plutôt de l'ordre du tout ou rien.

Clausewitz a appliqué son étude de l'histoire et des observations d'autres temps à sa propre expérience puis, par induction, a défini des principes qui généralisent une expérience valide. Ces principes forment la base rationnelle de sa théorie de l'art de la guerre. Ainsi, l'ouvrage de Clausewitz est riche d'inductions fondées sur l'expérience et de déductions fondées sur des principes.

L'élaboration d'une théorie se fait par processus rationnel : l'esprit transforme l'information. La science, pour sa part, est alimentée par l'avancement des théories et l'amélioration des techniques servant à les étayer. Encore faut-il que la science connexe existe. Les observations scientifiques sont fondées sur les concepts d'une science, non pas sur des connaissances de sens commun. Il ne suffit pas de mettre de l'avant une théorie. En vertu de la loi de la non-contradiction et du principe d'unicité de la vérité, une théorie doit concorder avec d'autres connaissances. Ainsi, la théorie phlogistique s'appliquant à la chaleur et la théorie de l'éther concernant la propagation de la lumière dans le vide sont toutes deux tombées en désuétude parce qu'elles ne cadraient pas avec des connaissances plus solidement ancrées.

De par sa structure, la science de la politique internationale permet d'interpréter à fond les actions d'hommes d'État en fonction des concepts qui la définissent. L'histoire militaire fournit des données empiriques sous forme de propositions descriptives d'opérations militaires. Clausewitz estimait cependant que les données historiques sur les guerres datant d'avant l'époque de Frédéric le Grand étaient d'une utilité douteuse, d'une part parce qu'il en mettait la validité en doute, en l'occurrence l'exactitude des faits, et d'autre part parce que les leçons tactiques, même valides, importaient peu à sa propre époque puisque les tactiques et opérations avaient depuis été adaptées aux progrès réalisés en armement, en administration et en logistique.

Ce qu'il y a de bien avec la science, c'est qu'elle procure des connaissances d'une validité et d'une portée déterminantes. La validité renvoie à l'exactitude et à la fiabilité : la valeur réelle des données. La portée renvoie pour sa part à la possibilité d'une interprétation systématique. Ni l'une ni l'autre n'est assortie de valeurs absolues qui permettraient de la mesurer.

FONDEMENTS ET PRINCIPES DE BASE DE LA THÉORIE MILITAIRE

Dans son livre *Politics Among Nations: The struggle for power and peace*, Hans J. Morgenthau déclare que la théorie réaliste des relations internationales a pour objet de conférer un ordre et un sens à un ensemble de phénomènes par ailleurs distincts ou inintelligibles.

Pour éprouver sa théorie, il pose les questions suivantes :

> *…les faits se prêtent-ils à l'interprétation de la théorie à laquelle ils sont soumis, et les inférences découlent-elles logiquement et inévitablement des prémisses correspondantes… la théorie est-elle conforme aux faits et cohérente?*

Pour faire la distinction entre vérité et opinion, il a établi que la vérité est appuyée par des faits éclairés par la raison.

Enfin, il a appelé à la prudence en évoquant le poids des conséquences d'actions politiques de rechange[6].

D'après la théorie *réaliste*, les pays font la guerre pour arriver à prendre ou à garder le pouvoir, tandis que selon l'école *légaliste-moraliste*, les pays font la guerre pour faire respecter le droit international ou la morale.

La guerre retient particulièrement l'intérêt en science politique et en relations internationales, non pas pour ses particularités opérationnelles, mais plutôt pour ses causes et ses conséquences. La dénotation du mot « guerre » englobe tous les moyens qu'un pays peut mettre en œuvre pour se montrer belliqueux à l'endroit d'un autre, tant les mesures diplomatiques que les blocus. Les opérations militaires constituent néanmoins le moyen le plus courant de faire la guerre. La guerre est donc un argument politique exprimé par une violence organisée, et la violence qui découle des opérations militaires constitue l'attribut distinctif de la guerre. La violence est à la fois le but et le produit des opérations militaires qui illustrent la guerre à son paroxysme. Deux entités politiques peuvent être en conflit sans donner dans la violence, auquel cas, faute de violence intentionnelle orchestrée par une entité politique, il n'y a pas de guerre telle quelle.

Qui dit guerre dit souffrance — il faut l'infliger et il faut la subir. La violence est source de souffrance. Or, la souffrance n'a jamais rien de bon; de fait, il s'agit d'une abomination qui pousse les gens à l'abaissement. En admettant que la guerre puisse apporter le moindre plaisir, ce dernier viendrait au prix de tâches douloureuses. Comme la guerre est porteuse de souffrance, elle n'est déclarée qu'à des fins nettement définies, ce qui est bien. La fin justifie alors la souffrance qu'implique le moyen. La fin est le bien que les belliqueux cherchent à obtenir au moyen de la guerre, et la réussite des opérations militaires est censée constituer le moyen direct d'atteindre la fin que vise la guerre. L'interdiction de la victoire ennemie est également considérée comme bien.

La souffrance de la guerre semble mener les belliqueux à capituler lorsqu'elle leur devient insupportable. La simple impression que l'opposant dispose de moyens illimités d'infliger de la souffrance peut suffire à obtenir la capitulation, car la forte possibilité ou la quasi-certitude d'avoir à souffrir intensément et indéfiniment peut convaincre les belliqueux de mettre un terme à leur résistance. Cependant, si la souffrance était maintenue sans raison après la capitulation, il pourrait y avoir reprise ou déclenchement d'une violente résistance. Comme nous l'avons déjà dit, c'est la souffrance qui empêche les gens d'agir honorablement. Or, la discipline, l'instruction, l'entraînement et l'accoutumance contribuent à conditionner les gens aux valeurs morales. La préparation militaire à la guerre comporte donc non seulement un entraînement à l'art militaire, mais aussi le conditionnement à la souffrance inhérente à la guerre.

Dans son sens positif, la victoire constitue le *summum bonum* de la guerre, quoi qu'un bien parmi tant d'autres pour l'État. La victoire représente effectivement une fin ultime. Elle se produit à un moment donné. Le bien qu'apporte une fin ultime se mesure à sa contribution au bien-être de l'ensemble de l'État, ce qui constitue une fin normative. Tout bien partiel est un moyen d'atteindre la fin normative qu'est le bien-être de l'État, tandis que le cheminement vers tous les biens partiels mis ensemble représente une fin normative en cours de réalisation. Par conséquent, la victoire a beau être le *summum bonum* de la guerre, la souffrance qu'elle nécessiterait peut s'avérer trop préjudiciable au bien de l'État pour en valoir la peine. Les belliqueux peuvent alors demander la paix ou cesser les hostilités sans avoir remporté la victoire telle quelle mais sans non plus risquer la défaite. Dans les cas où la survie même de l'État est en jeu, les représentants de l'État peuvent décider que la souffrance à subir est inacceptable; il peut donc y avoir disparition de l'État, mais survie de ses habitants.

Comme la victoire est le grand bien à ressortir de la guerre, les principes du bien et du mal s'appliquent nécessairement aux moyens mis en œuvre pour se l'assurer. La victoire prime sur la bienséance, c'est-à-dire que les règles à suivre sont définies en fonction de la conviction qu'elles mèneront à la victoire. Si la bienséance importait davantage que la victoire, c'est elle qui deviendrait le *summum bonum*. Or, la victoire est la fin ultime de la guerre, tandis que les règles établies pour y parvenir n'en sont que le moyen, d'autant plus qu'elles sont aléatoires et arbitraires. Comme la science repose sur l'absolu, et non pas l'aléatoire et l'arbitraire, la science militaire peut s'articuler autour de la victoire, mais pas de la bienséance.

La victoire est de l'ordre du relatif : nous parlons de remporter la victoire sur quelqu'un. Dans la victoire, il y a un vainqueur et un vaincu. La paix, quant à elle, est de l'ordre de l'état et suppose l'unité. La paix est

indivisible : deux pays en paix ont cette paix en commun. La paix peut découler de la collaboration entre pays; la victoire les oppose. Ainsi, la victoire étant relative, le bien inhérent à la guerre est un bien relatif, et non pas un bien absolu.

La science militaire devrait également traiter des mesures, appelées opérations militaires, qui entraînent ou combattent la violence organisée par des belliqueux en situation de guerre sans passer par la diplomatie, du moins sciemment. Pour Clausewitz, guerre et opérations militaires revenaient au même, la guerre devait être mise au service de la politique nationale et les aléas de la guerre pouvaient influer grandement sur la façon dont elle était menée. Jomini, pour sa part, classifiait les guerres selon leur objectif politique et la guerre revenait exclusivement à mener des opérations militaires[7]. La guerre en tant que telle n'a aucune cause déterminante ni matérielle. Les guerres prises individuellement, cependant, ont des causes efficaces, matérielles et définitives. Or, seules les guerres prises individuellement font l'objet d'analyses causales. Il en va de même pour la stratégie en tant que telle et la tactique en tant que telle.

La théorie militaire a pour but de procurer des connaissances des opérations militaires qui soient d'une validité et d'une portée déterminantes. Elle est fondée sur des axiomes, des définitions et des postulats. Le premier axiome de la théorie militaire est que toute opération militaire devrait être axée sur la victoire, c'est-à-dire soit l'emporter en bonne et due forme, soit éviter la défaite. Dans son interprétation déontologique, cet axiome signifie que toute opération rapprochant de la victoire doit être exécutée, et que les autres n'ont pas à l'être. Bien qu'une théorie puisse contenir une certaine quantité des données descriptives, elle doit être formulée selon une structure étiologique. En l'occurrence, une théorie militaire doit concerner les causes de la victoire.

Le processus qui consiste à conférer de l'ordre et un sens à une série de phénomènes par ailleurs distincts ou inintelligibles dans le contexte d'une matière — les opérations militaires — peut commencer par la classification du contenu de la matière et l'explication la plus complète possible de ces classifications et de leurs rapports entre elles. Un système empirique de classification a été élaboré par convention sur la base des guerres de Frédéric le Grand et de Napoléon; la tactique et la stratégie sont deux exemples de telles classifications. Le génie, la logistique et l'administration militaires peuvent en être d'autres. Il reste aussi d'autres possibilités de classifications, voire de systèmes de classification.

Le terme tactique désigne à la fois la discipline et la matière, tout comme le terme anatomie renvoie de manière ambigüe à une discipline de la médecine et à l'organisation des organes du corps humain. Les opérations tactiques sont le plus directement liées à la violence — bref, au combat — et illustrent donc le plus fidèlement les caractéristiques de la guerre. La discipline de la tactique précède chronologiquement celle de la stratégie, car il faut d'abord savoir quoi accomplir et comment s'y prendre avec les moyens disponibles, pour ensuite les utiliser rationnellement.

La tactique a trait au combat. Elle repose, elle aussi, sur des définitions, des axiomes et des postulats. Le premier axiome de la discipline de la tactique est que toute action ou opération tactique doit viser la victoire tactique, et la victoire tactique permet d'arriver aux fins de la campagne. Les petites victoires tactiques contribuent à leur tour à la fin définitive de la victoire tactique définitive. La victoire tactique est la cause directe de la victoire de la campagne. Voici un exemple d'un postulat tactique : un mouvement tournant tend à donner des résultats plus concluants.

La tactique peut en outre prendre deux formes : offensive et défensive. La tactique offensive sert à remporter la victoire positive, tandis que la tactique défensive sert à éviter la défaite. Un autre postulat de la tactique stipule que la forme défensive est intrinsèquement plus puissante que la forme offensive.

La tactique en tant que telle n'a aucune cause matérielle ou déterminante. Par contre, chaque tactique distincte est une forme d'utilisation de causes matérielles. Seules les actions tactiques distinctes ont des causes matérielles et déterminantes, d'où la nature circonstancielle et empirique de la tactique ou des systèmes tactiques. Ainsi, la théorie du combat élaborée par Shaka Zulu est partie du simple guerrier et de son arme personnelle et s'est amplifiée pour devenir la méthode par laquelle la tribu Zulu en est venue

à dominer l'Afrique australe au XIXe siècle. La façon de combattre des Mongols, reconnue à sa tactique de la cavalerie, relevait du jamais vu dans l'Europe du XIIIe siècle. Les combats des armées britanniques en France, plus précisément à Crécy, à Poitiers et à Agincourt, n'avaient pas grand-chose en commun avec les pratiques des Français. Il s'agit de méthodes révolues depuis longtemps; cependant, il en ressort qu'il n'y a rien d'obligatoire dans une méthode de combat. Il suffit d'une théorie implicite, même imparfaite ou incomplète; la théorie ciblée qu'utilisera une force militaire donnée n'est que fortuite, selon le moment, le lieu, la technologie, la géographie ainsi que l'expérience et le génie de son auteur.

Une théorie générale de la tactique s'applique à un problème tactique précis par le truchement de connaissances empiriques et des particularités de la situation. L'élément le plus rudimentaire du combat est le simple combattant : l'homme et son arme. La base des théories du combat a trait aux capacités et aux limites de l'homme et de son arme. L'échelon suivant porte sur le regroupement d'hommes armés, le suivant, sur le regroupement de groupes, et ainsi de suite. L'échelon supérieur concerne les groupes les plus vastes capables de combat articulé : les divisions, les corps et les armées. La doctrine militaire d'aujourd'hui présente des théories de combat.

Chaque théorie de combat particulière est circonstancielle, et les liens de cause à effet qui la caractérisent sont aussi circonstanciels. Le lien de cause à effet s'anéantit lorsque les hypothèses qui sous-tendent la théorie, à savoir sa base rationnelle, ne tiennent plus. Les circonstances d'une situation donnée font en sorte que les rapports étiologiques d'une théorie de combat ressemblent à ceux de la science rationnelle de l'éthique et de la réalité. Il faut user de jugement, d'intelligence et de sensibilité pour confirmer que les hypothèses liées à des énoncés circonstanciels tiennent dans une situation donnée avant de les mettre en application, sinon il y a risque d'erreur. La raison pour laquelle une théorie de combat ne peut pas mener au dogmatisme est que les situations circonstancielles peuvent fausser la base rationnelle d'une théorie. Or, quiconque se fonde sciemment sur un dogmatisme faussé enfreint le premier axiome de la tactique.

Sans théorie, le commandant ne peut plus compter que sur l'empirisme brut, qui met l'accent exclusivement sur l'observation, au détriment absolu de l'analyse. L'empirisme brut a ses dangers, et aucun exemple ne saurait mieux l'illustrer que la campagne de la cavalerie des États-Unis contre les Amérindiens de l'Ouest après la guerre civile américaine. En effet, la cavalerie engageait régulièrement le combat contre les Amérindiens dans des situations qui la désavantageait. Du point de vue empirique, ses faibles chances de réussite semblaient ne pas importer. À Little Big Horn, la cavalerie a fini par payer le prix de son irrationalité. Sa décision de combattre malgré tout ne l'a pas menée à la victoire. En fait, même lorsqu'elle remportait quand même la victoire, c'était en dépit de la mauvaise conjecture et non pas grâce à des circonstances favorables.

La science apporte la connaissance de l'universel, tandis que l'expérience et l'observation apportent la connaissance du particulier. L'ignorance du particulier est déplorable; l'ignorance de l'universel, elle, est monstrueuse et condamnable. Le commandant doit donc toujours avoir en tête une solide théorie de la tactique.

La tactique a beau précéder la stratégie dans le temps, dans les faits, l'ordre est inversé. En effet, la stratégie est liée à la campagne, et la campagne précède le combat du fait que le combat fait partie de la bataille; ainsi, la stratégie précède la tactique. La stratégie consiste à ordonner les opérations tactiques et d'autre nature de manière que la campagne soit victorieuse. Tant que la distinction entre la bataille et la campagne est claire et nette, celle entre la stratégie et la tactique l'est aussi. Si la première distinction vient à s'estomper, la deuxième s'estompe aussi. Mentionnons à titre d'exemple d'indistinction les opérations de franchissement de cours d'eau, les positions étendues et l'exécution de manœuvres avec de grands rassemblements de troupes.

La stratégie en tant que telle n'a aucune cause matérielle ni déterminante. Par contre, une stratégie particulière et une campagne particulière ont des causes matérielles et déterminantes. La base de toute théorie de la stratégie consiste en des définitions, des axiomes et des postulats concernant la campagne. Le premier axiome de la discipline que constitue la stratégie est que toute campagne devrait être axée

sur la victoire, c'est-à-dire soit l'emporter en bonne et due forme (sens positif), soit éviter la défaite (sens négatif). Une stratégie particulière est déduite des postulats de base d'une théorie, qui servent de prémisses principales, par le truchement de connaissances empiriques, qui servent de prémisses secondaires. Les postulats de nature générale relèvent d'une théorie générale, tandis que les postulats de nature particulière sont liés à une stratégie particulière. Les calculs quantitatifs nécessaires à une stratégie peuvent inclure des variables comme le temps, l'espace et l'effectif.

Clausewitz a formulé plusieurs postulats en matière de stratégie et conclusions qui en découlent logiquement. Par exemple, il a émis par induction le postulat selon lequel le facteur principal de la victoire consiste à établir sa puissance au point vital. De là, il a déduit que le plus grand nombre de troupes possible devrait participer à l'engagement au point vital. Il a en outre conclu qu'une entité belliqueuse devrait déployer la plus grande armée possible sur le terrain. Parallèlement, il a déduit que toutes les forces disponibles doivent jouer un rôle stratégique simultané et qu'il vaut mieux concentrer ses forces.

Au même titre que la tactique, la stratégie peut prendre deux formes : offensive et défensive. La stratégie offensive permet de gagner du terrain et d'atteindre un but positif, alors que la stratégie défensive permet de tenir le terrain et d'atteindre un but négatif. Le concept qui consiste à tenir le terrain n'empêche pas la division de l'espace en un espace essentiel — qui doit être conservé à tout prix — et un espace sacrifiable — qui peut être cédé sans nuire à la campagne ou à la guerre.

L'objet d'une stratégie particulière est de mener à la victoire par le truchement de la cause immédiate de la victoire. Ainsi, une stratégie particulière peut échouer si elle ne cerne pas la cause immédiate de la victoire ou si elle cerne autre chose que la cause immédiate. Les deux exemples qui suivent le montrent bien. Tout d'abord, la stratégie de Napoléon pour conquérir la Russie visait à forcer la main au tsar en se rendant occuper la capitale de la Russie et en infligeant la défaite à l'Armée russe en cours de route. Napoléon a bien exécuté sa stratégie, mais le tsar n'a pas cédé pour autant car son règne n'était pas menacé. La France n'occupait qu'une petite partie du grand pays qu'était la Russie, la présence des Français n'entravait pas vraiment les dispositifs de communication russes, et le peuple russe s'est soulevé pour appuyer son souverain. Bref, Napoléon a atteint son objectif stratégique sans toutefois remporter la victoire.

Ensuite, le Lieutenant-général Grant, des États-Unis, s'y est pris de manière semblable dans la campagne Overland. En 1864–1865, il a décidé d'occuper la capitale des Confédérés après avoir vaincu l'Armée de la Virginie du Nord, que commandait Robert E. Lee. Grant a lui aussi bien exécuté sa stratégie et a effectivement anéanti les Confédérés. La Confédération était bien plus circonscrite que la Russie, la campagne menée par le Major-général W.T. Sherman en 1864–1865 en Alabama, en Georgie et dans les Carolines avait gravement atteint les communications et l'économie du Sud et enfin, le Major-général George Thomas avait décimé l'Armée du Général John B. Hood à l'approche de Nashville, de sorte que la population du Sud n'en pouvait plus de la guerre. Le gouvernement de la Confédération était en déroute, ses points de résistance s'étiolaient et la détermination à poursuivre le combat a flanché. Bref, une stratégie particulière élaborée pour remporter la victoire en exploitant ce qui est considéré comme la cause immédiate de la victoire réussit à faire son œuvre. Par contre, s'il y a méprise sur la cause immédiate de la victoire, la stratégie est qualifiée d'échec, même si elle mène aux buts intermédiaires et au but ultime.

L'expression « cause immédiate de la victoire » est de nature étiologique et revêt ici un sens scientifique, en plus d'un sens commun lorsqu'il s'agit de faire preuve de bon sens pour transposer des fins et des moyens en des causes et des effets. La différence entre les uns et les autres est la même que celle qui existe entre l'universel et le particulier. Lorsqu'un belliqueux se retrouve absolument dépourvu de moyens de continuer à poursuivre son but, qui est d'éviter la défaite, il se trouve en fait à encaisse la défaite; faute de moyens, la défaite est inévitable. Ainsi, l'absence totale de moyens de résister est la cause qui a pour effet la défaite, à savoir la fin que vise la stratégie de l'opposant. Puisque cette conclusion est déduite des premiers principes, elle est de nature scientifique. La défaite peut toutefois découler aussi de causes

communes. Contrairement aux causes scientifiques, qui revêtent un caractère nécessaire et universel, les causes communes de la défaite sont circonstancielles et propres à un cas particulier. Le centre de gravité dont Clausewitz a traité, et dont la déstabilisation a mené au renversement de l'ennemi, est un exemple de cause commune; il est de nature circonstancielle et propre à un cas particulier, et il est déterminé par le truchement de délibérations plutôt que d'analyses scientifiques. Il y a donc deux types de causes immédiates qu'une stratégie peut viser pour infliger la défaite : scientifiques et communes. La meilleure des stratégies combine les deux, comme Grant l'a fait, contrairement à Napoléon.

Parmi les outils mis au service de la stratégie, qui sont en fait des variables de la théorie de la stratégie, mentionnons le temps, l'espace, les effectifs disponibles et la fonction qu'on leur confère. La stratégie a trait à la fonction des forces dans une campagne, par exemple le combat, les manœuvres, les manœuvres retardatrices et les déploiements. Pour comprendre comment le combat peut constituer une fonction, imaginez le vortex que crée l'insertion d'une barre d'agitation dans un bécher rempli d'eau. La cause matérielle du vortex est l'eau, car c'est en son milieu que la fonction — le vortex —existe. La cause déterminante du vortex est la barre d'agitation. Or, si les armées sont la cause matérielle et les commandants, la cause déterminante, alors le combat existe au sein de la matière que sont les armées sous l'impulsion des commandants, et ces deux causes tendent vers la cause définitive qu'est la victoire. Les fonctions évoluent dans le temps et dans l'espace.

La manœuvre est une fonction qui existe au sein d'une armée et que le commandant exécute en vue de la cause définitive qu'est la victoire. Le déploiement est pour sa part un aménagement de forces, fonction elle aussi propre à une armée, avant un engagement à l'appui d'une fin intermédiaire menant à la victoire. La manœuvre de retardement sert à éviter la défaite plutôt qu'à remporter la victoire dans son sens positif. La stratégie repose donc sur des fonctions qui visent directement ou intermédiairement la victoire ultime, et sa réussite consiste à atteindre la fin ultime qu'est la victoire en cernant correctement et en s'appropriant la cause immédiate de la victoire.

Chaque théorie particulière de la tactique ou de la stratégie propose un lien étiologique entre, d'une part, ses directives ou ses prévisions et, d'autre part, la victoire. Toute théorie de combat vise à cernerles moyens de remporter un combat donné. Toute théorie de campagne vise à contribuer à l'agencement des opérations de sorte à remporter une campagne en particulier.

Le génie, la logistique et l'administration militaires sont des sciences en soi. Les opérations qui s'y rattachent appuient à leur façon les opérations tactiques et stratégiques. Ces sciences traitent de questions empiriques propres à leur domaine qui éclairent des problèmes tactiques et stratégiques particuliers. L'avance de Napoléon sur la Russie a d'abord semblé géniale du point de vue stratégique. Napoléon n'a d'ailleurs perdu aucun combat en Russie. Cependant, des défaillances logistiques ont faussé certaines hypothèses de sa stratégie et ont par conséquent voué la campagne des Français au désastre historique que l'on sait. Par ailleurs, dans le cadre de l'opération Overlord, après la réussite tactique immédiate couronnant le débarquement de cinq divisions, la réussite stratégique reposait sur l'établissement le plus rapide des têtes de plage, lequel déterminerait ensuite la possibilité de rupture. Bref, la solution à un problème stratégique dépendait de la solution apportée à un problème logistique. La solution à un problème militaire particulier ne passe pas toujours par la tactique ou la stratégie, mais ces dernières fournissent un cadre intellectuel d'application et d'interprétation des connaissances propres à d'autres disciplines.

Les stratégies particulières portent parfois le nom du processus qui les caractérise ou de leur auteur. Si l'utilisation stratégique de forces militaires est perçue comme étant fondée sur des activités, alors la stratégie consistera à agencer les activités stratégiques en un processus qui culmine avec la victoire. Une stratégie d'attrition vise à remporter la victoire en épuisant les ressources matérielles de l'ennemi au moyen d'activités offensives brutales et fréquentes. Une stratégie fabienne a pour objet d'éviter la défaite et son processus est de refuser de combattre l'ennemi tout en le maintenant dans un état de tension dans un endroit éloigné de sa base. L'élaboration rationnelle d'une stratégie exige la connaissance des effets probables des activités stratégiques correspondantes, et la mise au point d'une stratégie gagnante exige du discernement pratique.

Les postulats des théories de la tactique et de la stratégie découlent d'un processus d'induction et sont des généralisations de l'expérience. L'induction aboutit à des principes d'une théorie rationnelle de combat, et le processus d'inférence permet de transposer la théorie ou l'analyse en tactiques et en stratégies particulières.

ART MILITAIRE ET ESPRIT PRATIQUE

La théorie militaire pourrait être définie comme existant sur papier de manière explicite et dans l'esprit du commandant de manière implicite. C'est par l'art et l'esprit pratique que le commandant applique la théorie militaire implicite. Alors que la science repose sur l'invariable, l'art et l'esprit pratique relèvent du circonstanciel. En outre, l'art a trait à la production, et l'esprit pratique, à l'action. L'action fait assurément partie de la production, mais elle joue aussi son propre rôle distinct.

L'art est un ensemble de moyens, de procédés conscients qui tendent vers une fin. Cette fin est la production, qui culmine en une œuvre d'art. L'art sert à créer quelque chose dont l'existence est circonstancielle et dont la cause originale tient de l'artisan. Les arts utilitaires comme l'art militaire sont une forme d'application de la science, mais l'art reste plus flou que la science.

La valeur pratique est ce qui guide l'utilisation des produits de l'art. L'art est donc subordonné à la valeur pratique. Quant à l'esprit pratique, il désigne un savoir rationnel et pratique dans un domaine d'activités. Quiconque jouit d'un esprit pratique peut discuter habilement de ce qui est favorable ou opportun pour lui et peut facilement faire porter ses calculs sur une fin propice qui ne s'inscrit pas dans les limites de l'art.

Dans les affaires militaires, c'est l'esprit pratique qui sous-tend le choix de l'emplacement des mitrailleuses de sorte que leurs zones battues couvrent les voies d'approche possibles d'une position donnée. L'esprit pratique du commandant n'a rien à voir avec le mode de fabrication des mitrailleuses ni les règles de la balistique qui définissent les zones battues; il lui sert plutôt à décider s'il doit mener une attaque particulière au moyen d'un barrage d'artillerie et, le cas échéant, de quel emplacement. Il ne concerne pas non plus la façon dont le commandant d'artillerie établira le barrage. L'esprit pratique sert à décider s'il faut mener une attaque de flanc par la gauche ou par la droite, si le terrain est défendable ou non, s'il vaut mieux diriger une invasion sur la Normandie au lieu du Pas de Calais, ou encore sur Inchon au lieu de Pusan.

L'esprit pratique suppose une analyse judicieuse qui mène à un choix parmi différents moyens d'action pratique. L'analyse judicieuse exige pour sa part des connaissances tant de données universelles que de données particulières. Il se peut donc qu'une personne d'expérience se montre plus pratique qu'une autre ne possédant que des connaissances universelles, car l'expérience s'assimile à la connaissance de particularités. L'analyse judicieuse absolue mène immanquablement à une fin absolue; l'analyse judicieuse particulière mène immanquablement à une fin particulière. L'esprit pratique du commandant est à son meilleur lorsque ce dernier possède à la fois des connaissances universelles — la science — et des connaissances particulières — l'expérience.

Les batailles, les campagnes et les guerres peuvent être vues soit comme une suite d'actions, soit comme une seule production. La différence entre les deux points de vue réside dans la manière : une production peut être empreinte d'une grâce que la suite ne possède pas. Un concerto de piano peut représenter une pièce de musique, qui aurait toute la grâce d'une production, ou une simple suite de notes. L'art admet l'excellence; l'esprit pratique, non. Dans le contexte de l'art, l'erreur volontaire est préférable à l'erreur involontaire; dans le contexte de l'esprit pratique, c'est le contraire. Dans le domaine militaire, une erreur au niveau de l'esprit pratique pourrait consister à choisir des moyens qui mènent à la défaite, et l'erreur involontaire est préférable à l'erreur volontaire. Une erreur au niveau de l'art militaire pourrait consister à sortir des sentiers battus, et il vaut mieux sortir des sentiers battus volontairement qu'involontairement.

L'architecture est un art et sa marque d'excellence est la construction d'édifices. L'esprit rationnel de l'architecte est alimenté par la science de l'architecture et l'expérience de la construction. La médecine est

un art et sa marque d'excellence est la guérison. L'esprit rationnel du médecin est alimenté par la science de la médecine et l'expérience de la guérison. Comme l'a déclaré Aristote :

> *« On ne devient pas non plus médecin, cela saute aux yeux, en lisant des traités de médecine! Et pourtant, ils s'efforcent, eux, de dire non seulement les thérapeutiques, mais la manière de soigner chaque catégorie de malades et de lui appliquer la thérapeutique indiquée, en distinguant les diverses formes de la maladie. Mais toutes ces prescriptions, utiles de l'aveu unanime aux gens compétents, ne servent de rien aux ignorants[8]. »*

Par analogie, l'*art* de la tactique est un ensemble de moyens, de procédés conscients qui tendent vers une fin dans le domaine de la tactique, et sa marque d'excellence est le combat. L'esprit rationnel du commandant est alimenté par la science de la tactique et l'expérience du combat. En soi, la connaissance du contenu d'ouvrages scientifiques sur la tactique ne mène pas à l'excellence au niveau de la production.

Le besoin d'intégrer l'expérience à l'art rejoint l'expression « posséder des connaissances scientifiques ». Une personne qui connaît la science mais manque d'expérience a acquis ses connaissances accidentellement, car elle ne peut être sûre ni de ses principes ni de ses conclusions. Ce qu'elle possède, c'est une connaissance descriptive de questions scientifiques, connaissance scientifique accidentelle. Or, l'expérience confirme la compréhension de la science et consolide les principes qui en découlent. Par conséquent, l'art s'acquiert à coups d'exercices pratiques. En mettant en pratique les façons de faire que nous avons apprises en étudiant l'art, nous apprenons à maîtriser l'art même. Nous devenons harpistes à force de jouer de la harpe, et nous devenons bons harpistes à force de bien jouer. Il en va de même pour l'art militaire.

En stratégie, la tactique est un art, et c'est l'utilisation des produits de l'art de la tactique qui importe, sans égard aux procédés de production. Le commandant doit donc veiller à ce que les forces qui relèvent de son commandement soient bien exercées dans leur art, car il a besoin d'en utiliser les produits.

L'*art* de la stratégie, pour sa part, est un ensemble de moyens, de procédés conscients qui tendent vers une fin dans le domaine de la stratégie, et sa marque d'excellence est la campagne. L'esprit rationnel du commandant est alimenté par la science de la stratégie et l'expérience de la campagne. En politique, la stratégie est un art, et c'est l'utilisation des produits de l'art de la stratégie qui importe, sans égard aux procédés de production.

Seules les personnes qui ont fait l'expérience d'arts particuliers peuvent porter un bon jugement sur des travaux artistiques et comprendre les moyens et les façons de les produire ainsi que l'harmonie que permettent certaines combinaisons. Dans le même ordre d'idée, les meilleurs juges de la conduite de la guerre et de campagnes sont les personnes qui en on fait l'expérience au niveau de commandement le plus élevé. Le propre de l'opinion est qu'elle peut s'avérer fondée ou non; les conclusions auxquelles en viennent les personnes susmentionnées en la matière sont des opinions d'expert. Les connaissances de ces personnes ne sont pas suffisamment répandues pour compter comme connaissances communes, pas plus qu'elles ne sont vérifiables au point de compter comme connaissances scientifiques.

L'expression « art opérationnel », ou mieux encore « art des opérations », est à la mode par les temps qui courent, mais elle ne s'inscrit vraiment ni dans la tactique, ni dans la stratégie. L'art des opérations relèverait plutôt de la science des grandes tactiques et de l'expérience des grandes tactiques, qui en fait ne sont pas des tactiques à proprement parler ni des stratégies en bonne et due forme. L'art des opérations devrait théoriquement mener à une victoire quelconque, mais comme la victoire au niveau des batailles et des campagnes est déjà impartie à d'autres arts, que resterait-il encore à remporter au niveau des opérations? Pareil vide a d'ailleurs déjà été soulevé[9]. Ce que le terme « art opérationnel » définit dans les faits est une méthode exceptionnellement adaptable de mener une campagne grâce aux plus grands regroupements tactiques — divisions, corps et armées — et à la mécanisation, de manière à évincer les grandes batailles de la campagne. L'ennemi est amené à capituler par la crainte de souffrir plutôt que par la souffrance telle quelle. Le paradoxe qui ressort d'une telle méthode est que c'est justement l'expérience de la souffrance qui confère son caractère décisif à l'issue des batailles et des guerres. Clausewitz estimait

que le combat et la peur qu'il suscite étaient justement le moyen pour une armée d'atteindre ses objectifs; en l'occurrence la possibilité bien réelle d'avoir à subir d'intolérables et interminables souffrances. En cas d'effondrement de la résistance sans souffrance, l'ennemi pourrait très bien recommencer à regimber après s'être remis psychologiquement, peut-être même avec les moyens qui lui auraient été laissés.

DÉCISIONS MILITAIRES ET ESPRIT PRATIQUE

S'il pouvait n'y avoir qu'une fin et qu'un moyen d'y parvenir, la prise de décisions se réduirait à choisir d'avoir recours au moyen ou non. Or, la réalité est rarement si simple. Même dans le monde militaire, la fin ultime a sa dualité : remporter la victoire en bonne et due forme ou éviter la défaite. En outre, non seulement les mêmes moyens peuvent servir à des fins différentes, mais aussi un seul moyen peut être appliqué à plusieurs fins en même temps.

L'exemple qui suit illustre l'action réciproque entre les fins et les moyens : le récidivisme chez les terroristes. Incontestablement, l'exécution sommaire de quiconque est accusé de terrorisme s'avérerait fort efficace dans l'éradication du problème que pose le récidivisme chez les terroristes. Un moyen moins efficace résiderait dans l'exigence de citer tous les accusés à procès devant jury pour qu'ils soient reconnus coupables avant de les exécuter. Ce moyen présente le risque que le jury innocente de véritables terroristes, mais en revanche, comme les personnes innocentes seraient disculpées, le nombre d'injustices serait moindre qu'en comparaison avec l'autre moyen. Un autre moyen encore moins efficace consisterait à incarcérer les prévenus reconnus coupables au lieu de les exécuter, car un terroriste emprisonné peut toujours s'évader ou être libéré, puis récidiver. Par contre, l'incarcération peut sembler moins cruelle que l'exécution; d'où la possibilité qu'un moyen moins efficace de réglerle problème l'emporte du fait qu'il convient à plus d'une fin. La décision quant au moyen à utiliser pour régler un problème particulier ne repose pas sur la connaissance, mais est guidée par la connaissance des effets probables qu'aura ce moyen.

La théorie militaire soutient que la fin ultime des opérations militaires devrait être la victoire. Or, même si un commandant choisit de remporter la victoire dans son sens positif, il peut opter pour un moyen qui sert également d'autres fins, par exemple sa propre gloire. Il peut retenir un moyen qui lui permettrait d'éviter la défaite si sa tentative de remporter la victoire positive échouait. Il peut se laisser influencer par la peur excessive de la souffrance, comme la souffrance et l'ignominie que le Maréchal Leopold von Daun a infligées à Frédéric le Grand pendant la Guerre de Sept ans, la peur de l'effondrement des appuis au pays, comme l'ont vécu le Lieutenant-général U.S. Grant et le président Abraham Lincoln en 1864, ou encore son expérience personnelle de la souffrance et du plaisir ou des facteurs affectifs associés à la souffrance et au plaisir. Bref, la théorie militaire peut prescrire ce qui devrait se passer, mais c'est l'esprit pratique du commandant qui détermine ce qui se passe dans les faits.

Les problèmes militaires peuvent être de deux types : pratiques et théoriques. Un problème pratique a trait aux solutions de rechange, et la solution consiste en une décision ou un jugement sur le moyen d'atteindre une fin quelconque. La solution à un problème pratique peut être solide ou non, judicieuse ou non, juste ou non, opportune ou non, intelligente ou non… Elle n'est jamais vraie ou fausse ou probable.

Un problème théorique, quant à lui, a trait à la connaissance, et la solution consiste en un énoncé qui est vrai ou faux ou probable. Quand Clausewitz a déclaré que toute la théorie militaire du monde ne saurait aider un commandant sur le champ de bataille, il faisait allusion à la distinction entre les questions d'ordre théorique et celles d'ordre pratique. Le commandant au combat a besoin de régler des problèmes pratiques; bref, il doit décider des mesures à prendre, souvent sans vue d'ensemble de la bataille. La théorie, source de connaissances générales, peut l'aider à cerner ses plans d'action, mais c'est à lui de choisir le plan à mettre en œuvre dans le cas particulier qui l'occupe. La fonction de l'esprit pratique est l'appréhension de la vérité en conformité avec le bon désir. Dans les opérations militaires, le bon désir est la victoire, et l'esprit pratique du commandant s'applique à appréhender la vérité dans le contexte des conditions sur le champ de bataille, du bien-fondé de rechercher la victoire dans son sens positif ou négatif, et des moyens qui mèneront à la victoire.

L'esprit pratique et le jugement guident l'application du moyen choisi pour résoudre un problème particulier parce que les problèmes particuliers sortent de l'ordinaire et présentent toujours des caractéristiques propres à la situation. L'intellect, la connaissance, n'ont en soi aucune force motrice; il faut les appliquer à une certaine fin, par exemple en exerçant son sens pratique et en répondant à un désir ou à un impératif moral comme remporter la victoire, pour pouvoir passer à l'action. Or, l'esprit pratique permet justement de choisir la *bonne action*.

L'esprit pratique permet facilement de s'éloigner du sentier tracé par la théorie. Pour commencer, la théorie porte sur des généralités; l'esprit pratique porte sur des particularités. La prise d'une décision rationnelle peut donc être considérée comme la déduction d'un syllogisme où la théorie apporte la prémisse majeure et l'esprit pratique, la prémisse mineure. Le manque d'expérience, le manque de connaissances scientifiques ou une erreur de raisonnement peut fausser une décision rationnelle. Un raté de l'expérience peut aussi empêcher d'arriver à une décision rationnelle si l'esprit pratique établit un lien erroné entre le cas particulier et le cas général auquel il renvoie. Le raté peut être imputable à l'ignorance du cas général, d'où une lacune au niveau des connaissances scientifiques. Il peut aussi venir du fait que dans le feu de l'action, les éléments du cas général n'ont pas été relevés dans le cas particulier, d'où une erreur de raisonnement.

L'esprit pratique peut également mener à faire fausse route dans le cas d'éléments universels contradictoires, par exemple « frapper quand l'ennemi est affaibli » et « frapper une fois concentré ». Le seul moyen de résoudre une difficulté passe par une vérité. Les problèmes pratiques s'accompagnent toujours de problèmes théoriques. Bien que la résolution rationnelle de problèmes pratiques repose sur la connaissance, à elle seule la connaissance ne peut pas nous pousser à analyser rationnellement un problème pratique, pas plus que la connaissance de ce qu'il faut faire ne pousse à l'action. Voici à quoi peut servir la connaissance des moyens :

- déterminer si un ou des moyens ont effectivement atteint une fin visée;
- déterminer si le moyen choisi mènera à la fin visée;
- déterminer la nature du moyen;
- déterminer à quel point le moyen est bien assorti à la fin visée;
- déterminer lequel de plusieurs moyens est le plus efficace;
- déterminer dans quelle mesure les moyens mis en œuvre nous rapprochent des fins visées;
- déterminer si les fins visées sont observables et mesurables.

La connaissance apporte les réponses à toutes ces questions, ce qui en fait des questions théoriques. Toutefois, peu importe l'ampleur des connaissances théoriques sur les moyens, celles-ci ne peuvent dicter le choix du moyen. Par ailleurs, faute de connaissances, force est de procéder par essai et erreur, méthode qui repose sur l'opinion et qui donne donc dans le vrai ou faux. Le théoricien vise donc une fin théorique : la connaissance. Le type de connaissance qu'il possède détermine le type de réponses qu'il peut apporter.

DE LA THÉORIE À LA SCIENCE

Pour illustrer notre propos, la présente section portera sur les maximes de Napoléon. Toute science commence par une théorie ou une analyse d'une matière. Elle regroupe des connaissances structurées de façon très précise : un ensemble de propositions. Les termes employés dans ces propositions sont les variables ou les concepts de la science. En science, le terme variable ne renvoie pas à des objets ou à des groupes de personnes en particulier. Les mots qui renvoient à des classes et à des noms aux caractéristiques universelles sont des symboles variables. Les termes peloton, bataillon, division et commandant de la théorie militaire sont des exemples de telles variables.

Toute proposition scientifique possède trois caractéristiques essentielles : (1) la généralité, qui va de soi; (2) la validité déterminante, qui exige une preuve sûre, et (3) la formalité, qui établit le lien entre

les variables. Une quatrième caractéristique peut s'ajouter aux trois qui précèdent : toute proposition scientifique fait partie d'un ensemble de propositions. Les propositions, et leur structure relationnelle et conceptuelle, expriment la théorie ou l'analyse[10].

Les maximes de Napoléon constituent des propositions générales en ce sens que chacune va de soi dans un cas spécifique et que la plupart ont une certaine formalité dans les liens entre les variables, mais dans l'ensemble, elles ne répondent pas à la caractéristique de corrélation car les variables d'une maxime n'ont aucun rapport fonctionnel avec d'autres. Elles manquent aussi de validité déterminante car elles expriment les observations et les opinions d'un seul homme. Elles n'ont pas non plus d'ordre systématique. Par conséquent, les maximes de Napoléon ne représentent pas une analyse, pas plus qu'elles n'énoncent de théorie scientifique, faute de corrélation. Il s'agit en fait d'un regroupement de généralisations sensées.

Une science peut être de deux types : rationnelle et empirique. La distinction entre les deux est la même qu'entre la déduction et l'induction. Une science rationnelle se fonde sur une certaine forme d'exposition analytique, à savoir une base rationnelle, qui comporte des définitions, des axiomes et des postulats. Ses propositions se prouvent par déduction au moyen de syllogismes à partir de propositions générales de la science. Une proposition scientifique rationnelle prouvée est vraie, pas simplement probable. Une science est dite rationnelle quand ses propositions sont non seulement corrélées, mais aussi ordonnées systématiquement. Comme exemples de sciences rationnelles, mentionnons la géométrie, la physique mathématique, la théologie, la politique et l'éthique. Les théories tactiques et stratégiques générales ont été présentées ci-dessus comme des sciences rationnelles.

Pour ce qui est de la science empirique, elle regroupe des connaissances obtenues par inférence après observation. Ses propositions ne sont pas ordonnées systématiquement. En science empirique, une proposition est désignée probable (et non pas vraie) après compilation de preuves empiriques qui appuient la proposition scientifique, comme dans le cas de la loi d'Ohm. Le mode d'analyse employé en science empirique ne dépasse jamais l'élaboration d'un ensemble de variables, et la connaissance empirique de la causalité n'est rien de plus que la connaissance des liens relatifs à un ensemble de variables. Comme la validité d'une proposition scientifique empirique repose sur la précision de son étiologie, la science empirique doit nécessairement être exacte, sinon elle n'est pas. Une science empirique pure est purement et simplement étiologique. Elle est plus qu'un mode de classification; elle sert à ordonner des classes qui sont interdépendantes et unies par un lien de cause à effet. La science empirique se doit d'être exacte, car tout écart de la loi empirique de la science vient soit d'une erreur de mesure soit de l'invalidation de la loi. En pareil cas, si la mesure est juste, alors la loi ne tient plus.

Les maximes de Napoléon ne forment pas la base d'une science empirique. Elles découlent bien par inférence de ses observations sensées, mais la précision de leur étiologie n'est pas déterminée. Certaines maximes peuvent servir à expliquer des phénomènes en rétrospective selon une démarche qui s'apparente à la science rationnelle, mais elles ne permettent aucune prévision quantitative des résultats. Or, la portée d'une maxime se vérifie justement par la comparaison des prévisions quantitatives aux résultats véritables.

Une science particulière peut posséder n'importe quel degré d'organisation et manifester des caractéristiques des deux types. Il peut même y avoir et une science rationnelle et une science empirique qui traitent du même sujet.

La physique et la chimie sont de bons exemples de science. Quand Sir Isaac Newton a voulu expliquer le mouvement des planètes, il a eu l'intuition d'analyser la gravité. Il a donc proposé l'existence de la gravité comme premier principe, énoncé ses trois lois du mouvement comme axiomes et de là, à l'aide de données empiriques sur le mouvement des planètes, il a tiré sa loi universelle de la gravitation, puis a démontré les lois du mouvement planétaire de Kepler. Les lois du mouvement de Newton s'appliquent à tout corps en mouvement, pas simplement à un ensemble donné de planètes qui gravitent autour d'une étoile particulière. Les lois du mouvement se confirment de manière empirique au moyen d'observations.

De fait, elles révèlent plus d'information que les expériences ne pourront jamais en confirmer. Enfin, les lois du mouvement de Newton s'expriment sous forme d'équations dont les variables (force, masse, durée, temps) reviennent dans plus d'une équation; elles sont corrélées. Newton a décrit sa méthode comme suit : « Je pose le principe, puis j'en tire le phénomène. » Son travail est un exemple classique d'exégèse relative à la science rationnelle, qui se transforme en science empirique à partir du moment où des données empiriques servent de variables dans les équations.

La physique empirique de Newton se trouve à être quantitative, c'est-à-dire que ses résultats s'expriment en chiffres. Par contre, la science ne doit pas nécessairement être quantitative. La chimie qualitative est une branche purement non quantitative de la science empirique qu'est la chimie. Les chercheurs en chimie qualitative se penchent sur l'identification des éléments, composés et groupes fonctionnels d'un échantillon de valeur inconnue, et les résultats immédiats de leurs analyses se résument à « oui » ou « non », ou à la limite, à « ceci » ou « pas ceci ». Les liens entre les variables se font par étapes plutôt qu'en continu.

L'interaction entre analyse théorique, observation et inférence est un trait essentiel de la méthode scientifique empirique. Les résultats de la recherche scientifique sont communiqués sous forme de connaissances descriptives, p. ex. un tableau de données établissant la correspondance entre l'intensité du courant et la longueur du fil. Ses conclusions, cependant, ne se traduisent jamais en connaissance descriptive mais en produits d'inférence, p. ex., la formulation de la loi d'Ohm. Les conclusions sont des propositions générales fondées sur un certain degré de probabilité.

Les sciences rationnelles que sont l'éthique, la théologie philosophique, la politique internationale et la science militaire sont pour leur part non quantitatives. Aussi semblent-elles moins « scientifiques » que la physique newtonienne. Elles s'appuient sur la connaissance descriptive de certains domaines, dont la validité n'est pas toujours connue, pour tirer des inférences. Quoi qu'il en soit, les activités sur lesquelles portent ces sciences sont interprétées et comprises selon les termes des concepts découlant de leurs théories. Quiconque prétend que ces disciplines sont des idéologies ou l'expression de simples opinions se méprend sur la nature de la connaissance, l'inférence et le sens des termes validité et portée.

Une idéologie est une théorie à laquelle les gens prêtent foi sans motif convaincant. Elle ne résiste pas à l'épreuve de la question « les faits appuient-ils l'interprétation de la théorie avancée, et les inférences découlent-elles logiquement et nécessairement de ses prémisses, bref la théorie est-elle cohérente en elle-même et par rapport aux faits? ». Pour l'idéologue, les idées l'emportent sur les faits. Une idéologie imite la méthode d'exposition de Newton mais manque de substance.

L'une des choses que la science n'est pas : une enquête statistique censée monter la corrélation entre deux phénomènes. Ce dernier genre d'étude fait les manchettes des disciplines médicale, environnementale et psychologique. Ces prétendues études sont en fait un sous-produit d'empirisme brut déguisé en statistique qui joue sur une faiblesse du jugement : sa tendance à supposer un lien de cause à effet entre des données qui ne s'y prêtent pas. Or, cette faiblesse entre en jeu quand vient le moment d'évaluer l'efficacité du moyen d'atteindre une fin, par exemple l'efficacité du moyen à employer pour remporter la victoire.

La logique erronée des enquêtes statistiques qui semblent lier deux phénomènes s'appelle *post hoc ergo propter hoc*. Corrélation n'est pas causalité. Quiconque connaît les caractéristiques de certains événements ou objets n'en connaît pas nécessairement les liens; et la supposition d'un lien de cause à effet sur la seule base de connaissances descriptives est une erreur de jugement monumentale. La science commence par une théorie et est élaborée par des observateurs compétents qui savent quoi chercher. Je parle d'observateurs au pluriel parce que l'une des caractéristiques de tout travail scientifique est qu'il peut être reproduit. Une enquête statistique qui n'est pas formulée pour confirmer une théorie particulière de cause à effet entre un fait et une chose, qui n'est pas menée par une équipe d'observateurs compétents exercés à savoir quoi chercher, et qui produit des résultats qui ne correspondent pas exactement à ceux d'autres travaux similaires effectués pas d'autres échoue au test de base de la validité

et de la portée scientifiques. Même si les données cueillies sont parfaitement valides, en l'absence de théorie, les résultats ne veulent rien dire. Au mieux, ils peuvent mener à une démarche plus précise et approfondie qui cerne les variables pertinentes dans le simple but d'évaluer la signification des résultats obtenus la première fois.

Le sens commun n'est pas une science. Il se laisse facilement berner par l'apparence de corrélation entre certains faits et choses, surtout lorsque le lien semble solide. Grâce à son sens commun, une personne cherche à adapter le moyen à la fin en interprétant ses observations à la lumière de son expérience du monde. La connaissance de sens commun est souvent indiquée pour des fins pratiques, mais le sens commun mène trop facilement à imputer le succès d'une démarche au moyen mis en œuvre, surtout en cas de réussite partielle. Plus les problèmes pratiques deviennent complexes, plus le bon sens peine à adapter le moyen à la fin.

La question de l'efficacité a déjà été soulevée précédemment. L'efficacité concerne l'adaptation du moyen à la fin et le lien entre un fait et un autre, alors que la connaissance de faits et de choses et de leurs caractéristiques ne se traduit pas par la connaissance d'éventuels liens. Si l'on demande dans quelle mesure le moyen « B » est efficace pour arriver à la fin « A », il ne suffit pas de décrire le moyen « B » et d'énoncer combien de fois il a permis d'atteindre la fin « A »; pareille connaissance descriptive est incomplète et ne permet aucunement d'établir un lien entre B et A. Pour définir un lien, il faut des connaissances d'ordre scientifique, bref des connaissances étiologiques.

De la même façon que la connaissance scientifique découle de la science, la connaissance de sens commun découle du bon sens. Or, la connaissance de sens commun n'est pas chose commune chez tous les hommes, pas plus que les hommes qui la détiennent ne la possèdent tous dans la même mesure. Les hommes ne sont pas tous aptes à décoder la connaissance descriptive, et les interprétations que font les hommes ne se valent pas toutes. Un expert dans un domaine peut manquer de connaissance scientifique s'il n'existe pas de science du domaine en question et donc pas de connaissance scientifique à proprement parler. Par contre, cet expert possède une connaissance relativement précise de son domaine, acquise au fil de longues études et observations, et il peut interpréter cette connaissance avec jugement[11]. L'opinion de cet expert peut donc revêtir une plus grande signification que la connaissance de sens commun.

Là où la connaissance scientifique établit un lien de cause à effet, la connaissance de sens commun en établit un entre le moyen et la fin. Or, moyen et fin ne sont pas synonymes de cause et effet. Les généralisations et opinions qui découlent du bon sens ne peuvent jamais être organisées en groupes de propositions connexes. Elles se retrouvent soit dans des regroupements indéfinis de généralisations, soit isolées. Les maximes de Napoléon constituent en fait un regroupement de ses généralisations de sens commun.

La connaissance descriptive porte sur des faits et des objets particuliers ou sur leur existence ou leurs traits caractéristiques; elle ne porte pas sur les liens entre ces faits et objets dans un rapport de moyens et de fins. La connaissance descriptive est constituée d'exposés narratifs, de descriptions ou de caractérisations qui renvoient strictement à des faits ou à des objets particuliers ou à des regroupements de faits ou d'objets particuliers. À l'inverse, une proposition associée à la connaissance scientifique ne renvoie jamais strictement à des faits ou à des objets particuliers, ni à des regroupements définis de faits ou d'objets particuliers. Une proposition scientifique est toujours une proposition générale.

Précisons nos propos au moyen d'un exemple. « L'éclair d'un lance-roquettes a été aperçu » et « un char a été détruit » sont des énoncés de connaissance descriptive. Pris isolément ou ensemble, ils n'ont aucune signification étiologique. « Un lance-roquettes du type qui a été aperçu peut détruire un char du type qui a été détruit » est une proposition étiologique générale qui peut conférer une signification aux propositions descriptives. Par contre, la supposition que le lance-roquettes a détruit le char est invalide si la destruction du char a précédé l'éclair. De fait, même si l'éclair a précédé la destruction, la validité de la supposition est indéterminée, car le char aurait très bien pu déclencher une mine au moment de l'éclair. L'observation sur le char d'un trou correspondant pourrait attester de la probabilité de la supposition,

et l'absence de dommage imputable à une mine ajouterait à cette probabilité. La découverte d'un second trou conférerait à nouveau le statut d'indéterminée à la supposition.

La connaissance étiologique peut donc être de deux ordres : connaissance scientifique ou connaissance de sens commun. Les généralisations du bon sens peuvent parfois apporter la solution à des questions étiologiques relativement simples, de la même façon que le rapport entre le moyen et la fin se traduit parfois en un lien de cause à effet. La connaissance de sens commun est incertaine, dans la mesure où elle ne permet pas d'analyser la corrélation de toutes les variables pertinentes. Faute de structure organisationnelle suffisante, elle ne peut pas mettre en corrélation les variables de situations complexes.

La connaissance empirique s'obtient donc par l'action. Dans la pratique, les programmes d'action transcendent souvent la connaissance existante et deviennent des épreuves qui peuvent alimenter la connaissance. Chaque guerre est une expérience du genre, un nouveau programme et, d'une certaine façon, une nouvelle épreuve.

DOCTRINE MILITAIRE

La doctrine militaire se fonde sur des propositions et est énoncée dans des livres. Les propositions de la doctrine militaire, contrairement à celles de la science, n'expriment pas la connaissance; elles expriment plutôt des jugements et des décisions pratiques. La doctrine militaire a trait à la prescription; elle ne décrit pas les opérations militaires au fur et à mesure, du moins pas à dessein. Les sujets de la doctrine militaire incluent l'organisation et l'utilisation des forces militaires, et une doctrine particulière peut contenir quantité de connaissances descriptives. La doctrine militaire n'est pas une fin en soi, mais un moyen parmi d'autres d'arriver à la fin ultime des opérations militaires.

La différence entre la « bonne action » dans l'exécution de la doctrine et la recherche de la victoire est que dans le premier cas, l'esprit pratique du commandant l'amène à se préoccuper d'abord de la doctrine, pas de la victoire. La distinction devient évidente quand des circonstances imprévues viennent fausser la base de la doctrine.

Le lien entre la doctrine militaire et la théorie militaire est le même que celui entre le génie et les sciences physiques et la mathématique empiriques. La question du contenu de la doctrine militaire trouve réponse en partie dans l'analyse rationnelle, la connaissance de sens commun, l'examen empirique et l'évaluation des conséquences des prescriptions par rapport à la fin ultime.

Les propositions de la doctrine militaire sont destinées à être interprétées dans le ton du commandement, mais elles peuvent aussi être vues comme des définitions et des propositions descriptives. Les propositions perçues comme des définitions s'assimilent à des propositions scientifiques, car les termes de la définition sont de nature générale et sont liés les uns aux autres de manière fonctionnelle. Descriptives, elles peuvent alors être vraies, fausses ou probables. Empiriques, elles décrivent ce qui a été fait dans certains cas, et converties en généralisations, elles entraînent des prévisions de ce qui se fera dans les opérations militaires de l'avenir. C'est donc dans le ton du commandement que les propositions s'inscrivent dans la doctrine.

La comparaison de différentes doctrines militaires pourrait donner lieu à une science rationnelle des doctrines militaires. Une telle science tâcherait d'établir comment organiser une force militaire et comment en diriger les opérations. Dans un contexte de comparaison, les particularités de toute doctrine ressortent. Si nous ne connaissons que la doctrine militaire d'une ou de plusieurs entités politiques, alors notre connaissance ne se résume qu'à de l'information dont la validité peut être établie selon les cas où la doctrine a été appliquée ou non; par contre, si notre connaissance réside dans la systématisation des prescriptions de la doctrine, fondée sur la définition et l'ordre des concepts de la doctrine militaire, alors notre connaissance prend la forme d'une science rationnelle.

La doctrine et l'application de la doctrine sont liées de la même façon que la loi et la justice. La loi est d'ordre général, et la justice est liée à un cas particulier. De la même façon que le jugement nécessaire

pour devenir juste s'acquiert au fil du temps et de l'expérience, il faut aussi du temps et de l'expérience pour apprendre à utiliser judicieusement les moyens pour atteindre certaines fins, et donc pour apprendre à utiliser judicieusement les prescriptions de la doctrine et les moyens militaires pour atteindre les fins militaires. La doctrine est parfois la généralisation de l'expérience vécue lors de la plus récente guerre, que les commandants appliquent à la situation du moment.

FACTEUR MORAL, BROUILLARD ET FRICTION

Quoiqu'en toute discrétion, la théorie soulève également ce que Clausewitz appelait le facteur moral de la guerre, qui réside dans la dichotomie entre l'armée comme cause matérielle et ses membres comme causes déterminantes. L'armée en guerre est censée être la cause matérielle que le commandant, en qualité de cause déterminante, utilise pour infliger la défaite à l'ennemi, laquelle set la cause ultime des opérations militaires. La défaite de l'ennemi est le moyen grâce auquel le vainqueur impose un changement dans les rapports entre les parties belliqueuses qui ont engagé la guerre. L'armée est formée pour servir d'instrument, bref de cause matérielle, sous les ordres du commandant, la cause déterminante. Quoi qu'il en soit, l'armée est composée d'individus, que la formation et l'expérience ont soudés en une armée, mais qui n'en demeurent pas moins autant de causes déterminantes en soi. Chacune de ces causes déterminantes possède son propre esprit pratique et son propre jugement qui la guident, et son esprit pratique est aussi façonné par l'émotion, le manque de connaissance, l'aspiration au plaisir, la peur de la souffrance et le manque d'expérience que celui du commandant peut l'être.

Il est arrivé qu'en plein combat, des soldats, des unités, voire des armées entières se ruent vers l'arrière en pleine cohue, ce qui illustre la perte de moral dont Clausewitz a traité. En termes théoriques, il s'agit de cas où la cause matérielle s'est transformée en causes déterminantes agissant indépendamment de la cause matérielle de la bataille, en l'occurrence le commandant. En termes pratiques, la transformation de la cause matérielle en causes déterminantes est une perte de cohésion. D'autres raisons que la perte de moral peuvent venir à bout de la cohésion d'une force militaire.

L'armée compte sur l'esprit pratique de chaque soldat pour remplir ses fonctions à la guerre. Il va de soi que chaque soldat doit avoir une idée de l'endroit où il doit se tenir, des objectifs sur lesquels il doit tirer, etc., pendant le combat. La dualité du soldat tient au fait qu'il est sa propre cause déterminante tout en étant au service de la cause matérielle qu'est l'unité dont il fait partie. Le moral contribue soit à renforcer, soit à affaiblir la détermination de la cause déterminante à se faire cause matérielle.

Le commandant, pour sa part, n'est que pure cause déterminante. Le moral agit sur son esprit pratique et sur son bon sens de la même façon que sur les autres, mais son effet ne rejaillit pas sur la cohésion. La friction et le brouillard qu'entraîne la guerre ne figurent pas dans la théorie, car ils ne correspondent pas à des opérations militaires. Pourtant, on pourrait imaginer que la friction découle en partie de la peur de la souffrance et que le brouillard traduit le manque de connaissance descriptive valide quant à la véritable situation au combat. Or, les deux thèmes sont d'ordre accidentel en ce qui a trait au déroulement des activités et, par conséquent, ne font l'objet d'aucune analyse systématique.

CONCLUSION

Voici donc jetés les fondements d'une science militaire rationnelle. Celle-ci a été présentée comme un cas spécifique de la science rationnelle qu'est l'éthique par le truchement de prémisses mineures de la connaissance empirique de la guerre. L'aspect politique de la guerre en constitue le premier principe et définit la guerre. L'élaboration de la théorie militaire a été élargie pour englober la description des liens qui existent entre la connaissance militaire et la prise de décisions militaires et pour montrer comment les liens entre la connaissance et la prise de décisions se traduisent en doctrine militaire. Les pratiques de l'art militaire sont également expliquées à la lumière de la théorie. Une explication approfondie de la nature de la science appuie la présentation de l'analyse fournie comme science rationnelle et énonce les exigences auxquelles il faudrait répondre pour qu'émerge une science militaire empirique. Cette science militaire empirique, que l'auteur s'est abstenu d'élaborer ici, devrait être quantitative et particulière.

À PROPOS DE L'AUTEUR…

M. Vincent J. Curtis, est âgé de 56 ans et détient une maîtrise ès sciences en chimie de l'université de Waterloo. Il entreprend sa carrière postuniversitaire comme chercheur scientifique à la Fondation de recherches de l'Ontario. À son départ de la Fondation, il lance une société qui offre des services de consultation scientifique et, plus tard, une entreprise industrielle. Il les dirige toujours toutes les deux. En 1987, il entame une carrière de rédacteur pigiste et publie des articles sur une vaste gamme de sujets dans des journaux et des revues populaires, techniques et spécialisés. Il devient ensuite journaliste correspondant et écrit sur la guerre contre le terrorisme à partir d'Iraq, de Guantanamo Bay, de Cuba et d'Afghanistan pour des journaux du Canada et des États-Unis. Ses écrits militaires ont été publiés dans le Journal de l'Armée du Canada, SITREP, et International Journal. M. Curtis collabore aussi régulièrement à la revue Esprit de corps. Il a réussi avec distinction le Programme de perfectionnement professionnel pour officiers du Programme d'études militaires des Forces canadiennes.

NOTES

1. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Éditions Ivrea, 2000.
2. Baron Antoine Henri de Jomini, *Précis de l'art de la guerre,* Éditions Champ libre, 1977.
3. Cf Aristote, *L'éthique à Nicomaque,* traduction par René Antoine Gauthier et Jean Yves Jolif, Publications universitaires de Louvain, 1958; Mortimer J. Adler *The Time of Our Lives* Holt & Co. 1996.
4. Vincent J. Curtis, *The Essential Questions of Military Theory,* Sitrep, Vol 69, nº 1, 2009.
5. J. Michael & M.J. Adler, *Crime, Law, and Social Science,* Kegan, Paul, Trench, Trubner & Co. 1933.
6. Hans J. Morgenthau, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace,* 6th Ed. Revised by Kenneth W. Thompson, Alfrerd A. Knopf, 1985.
7. Jomini n'a pas saisi la nuance philosophique selon laquelle chaque type de guerre devrait avoir sa propre théorie. L'approche de Clausewitz, selon laquelle la guerre est un instrument de politique, est la plus solide, même si la distinction est subtile.
8. Aristote, *loc. cit*.
9. Vincent J. Curtis, « Comprendre Schlieffen », *JAC*, vol. 6, nº 3, 2003.
10. Adaptation de J. Michael, M.J. Adler, loc cit.
11. J. Michael & M.J. Adler, loc cit.

Source : Caméra de combat

Source : Collection de l'auteur

MAINTIEN EN PUISSANCE DES DÉPLOIEMENTS IMPROVISÉS

Leçons retenues de l'opération HESTIA

Major D. Matsalla et le Lieutenant-colonel D. Rivière

INTRODUCTION

Aux yeux du public, il n'y aucun doute quant au succès de la mission Op HESTIA, laquelle comprenait l'intervention du Canada dans la foulée séisme survenu le 12 janvier 2010 en Haïti. Dans les jours qui ont suivi cet événement dévastateur, des centaines de militaires de l'Armée de terre, de la Force aérienne et de la Marine, tous sous la direction du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), étaient déployés dans les régions touchées afin de mener des opérations humanitaires efficaces au grand soulagement des publics tant haïtiens que canadiens. Comparativement aux missions de crises antérieures (telles que l'intervention à Sumatra lors du tsunami en 2004 ou celle en Turquie lors du tremblement de terre en 1999), l'intervention des Forces canadiennes (FC) fut rapide et de bien plus grande envergure que l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) habituelle composée de plus de 200 membres du personnel. La volonté et la capacité du gouvernement de répondre rapidement à une crise internationale ont été clairement démontrées, de même que la flexibilité des FC permettant l'intervention en grand nombre. Par conséquent, il est probable que les missions ultérieures se déroulent sur le même modèle.

Quoi qu'il en soit, vu des coulisses, ce succès initial est grandement attribuable au leadership efficace mis en place dès le début ainsi qu'aux forces conçues spécialement pour les déploiements rapides, plus particulièrement l'EICC et les forces du commandement de la composante aérienne (CCA) et du commandement de la composante maritime (CCM). L'EICC est parvenu à s'établir dans deux camps différents dans la région de Jacmel, à 100 km au sud-ouest de Port-au-Prince (PAP) et à commencer à fournir de l'aide humanitaire quelques jours à peine après la catastrophe. Le CCA a pu sécuriser une tête de pont aérienne à l'aéroport international de Port-au-Prince (AIPAP) avec un soutien logistique limité. Au même moment, le NCSM HALIFAX envoyait des compagnies de débarquement composées de 50 militaires l'une après l'autre pour distribuer des médicaments et de la nourriture dans les villages côtiers de Léogâne à quelque 40 km à l'ouest de la capitale haïtienne, démontrant ainsi l'incroyable agilité de la Marine canadienne.

Cependant, pour les forces de la composante terrestre, le maintien en puissance s'est avéré tout un défi. Durant les trois premières semaines, les troupes et le matériel arrivaient à l'AIPAP sans mesures adéquates pour le déchargement des aéronefs, ou pour l'organisation et la comptabilisation du matériel et du personnel. Les palettes d'avion étaient littéralement empilées dans l'aire de trafic sans mesures de sécurité appropriées, à l'aide d'outils de manutentions empruntés aux forces alliées. Pendant ce temps, les unités qui étaient parvenues à organiser le transport à l'extérieur de l'aéroport ne disposaient pas des systèmes de base nécessaires au soutien de leurs opérations, notamment les communications, l'eau potable et le carburant. Durant tout ce temps, l'élément de soutien de la force opérationnelle interarmées (ESFOI) — l'unique organisation ad hoc chargée du soutien de tous les éléments déployés, un concept qui n'avait pas encore fait ses preuves en contexte expéditionnaire — était toujours au Canada, loin dans la liste de priorités de déploiement et incapable de fournir tout le soutien requis. Ce n'est qu'au début février 2010, environ quatre semaines après le tremblement de terre, que l'ESFOI a pu commencer à fournir aux troupes de la force opérationnelle interarmées Haïti [FOI(H)] le soutien de base requis pour la réception de matériel et de personnel, assurer l'acheminement de l'équipement et mener des opérations de soutien. Même alors, la capacité de soutien n'était pas en mesure de satisfaire à la totalité des exigences de la FOI(H), car les éléments encore modestes de l'ESFOI étaient tiraillés par des priorités contradictoires.

Même si, d'un point de vue stratégique, l'opération fut un succès, il y a encore beaucoup à examiner et à retenir concernant les problèmes de maintien en puissance qui sont survenus sur les plans opérationnels et tactiques. Le présent article fait l'examen des défis liés au maintien en puissance associés au court déploiement des Forces canadiennes en Haïti rapidement mis sur pied, en vue de trouver des solutions pour les déploiements à venir. Nous tenterons également de voir comment le succès d'unités déployables au niveau de disponibilité opérationnelle élevée, telles que l'EICC, pourrait être appliqué à l'Armée de terre dans l'espoir de susciter des discussions pour les déploiements courts, ou en termes tactiques, improvisés.

LE DÉPLOIEMENT EN HAÏTI

Le tremblement de terre survenu le 12 janvier 2010 en Haïti est un événement catastrophique qui a touché un pays déjà aux prises avec une situation économique désespérée. L'épicentre était situé près de la ville de Léogâne, à environ 40 km à l'ouest de la capitale haïtienne, Port-au-Prince. D'après les rapports initiaux, le désastre avait fait entre 217 000 et 230 000 morts et plus d'un million de personnes déplacées, et détruits environ 280 000 maisons et bâtiments commerciaux[1]. L'intervention canadienne fut extrêmement rapide : un ordre d'avertissement a été donné dans les heures qui ont suivi l'événement pour le déploiement d'une force opérationnelle (FO) composée initialement des 300 militaires de l'EICC et d'un élément de la composante aérienne[2]. Il est devenu évident dès les premiers jours qu'une force plus importante serait requise pour fournir l'aide humanitaire, produire et distribuer de l'eau potable, réaliser des tâches de mobilité et de sécurité, appuyer les opérations de recherche et de sauvetage, fournir un soutien médical, et particulièrement, évacuer les Canadiens.

Collection de l'auteur

La destruction causée par le tremblement de terre survenu le 12 janvier 2010 en Haïti

Au moment du tremblement de terre en Haïti, les FC étaient déjà fortement engagées dans trois importantes opérations (la roto 8 de l'Op ATHENA en Afghanistan, l'Ex MAPLE GUARDIAN en Californie pour la préparation de la prochaine rotation en Afghanistan et l'appui aux Jeux Olympiques [Op PODIUM]), en plus d'autres engagements internationaux de plus petite envergure et de tâches nationales permanentes. Quelque 7000 soldats étaient déjà partis ou sur le point de partir dans le cadre des engagements du Canada, le bassin était donc très limité. De tous les Secteurs de la Force terrestre (SFT), le seul considéré comme ayant une certaine flexibilité était le Secteur du Québec de la Force terrestre (SQFT), lequel était en reconstitution à la suite du retour de la FO 1-09 de l'Afghanistan en novembre 2009. La contribution du SQFT à l'Op PODIUM était moins importante que celles des autres secteurs, et malgré quelques exigences nationales, telles que la Force opérationnelle de la Réserve stratégique et la compagnie de décontamination, il restait encore un peu de temps avant que ne commence la préparation de la FO 3-10 en avril 2010. Pour ces raisons, combinées au fait qu'Haïti est un pays de langue française, l'Armée de terre a envoyé un ordre d'avertissement au SQFT afin qu'il mette sur pied une force robuste pour intervenir à la suite du séisme.

À ce moment, la seule réserve au SQFT était une force de la taille d'un bataillon en disponibilité pour des opérations nationales (op nat) basée au 3e Battalion, Royal 22e Régiment. Une période de deux moins a été établie pendant laquelle le SQFT pourrait déployer le bataillon op nat — renforcé d'éléments de

commandement, de contrôle, de communications et de renseignement (C3I), du Génie, médicaux, de coopération civilo-militaire (COCIM) et de logistiques — pour la mission en Haïti. Par conséquent, le gouvernement a décrété un mandat de 60 jours pour l'opération, commençant le 16 janvier 2010, visant une force qui atteindrait ultimement 2000 soldats. La majeure partie de la composante terrestre a été constituée de personnel et d'équipement tout juste revenus d'Afghanistan en novembre 2009 et destinés au déploiement de novembre 2010. Même le quartier général interarmées (QGI) du théâtre était formé d'un amalgame de ressources de quartier général (QG) aux niveaux des régions et des formations.

Néanmoins, la composante terrestre a été assemblée à une vitesse sans précédent, et une semaine après le séisme, l'élément de reconnaissance élaborait un concept de l'opération (CONOPS) pour le théâtre que tout le contingent suivrait durant les semaines à venir. À ce moment, l'EICC, la CCA et la CCM étaient sur le terrain et jouissaient d'une dotation complète en effets et ressources de soutien. Des images de l'installation médicale de l'EICC à Jacmel et des compagnies de débarquement du NCSM ATHABASCAN sur les plages de Léogâne défilent alors sur les écrans de télévision au Canada, rassurant le public canadien quant à la contribution de leur pays. Il importait de montrer la présence militaire canadienne dans les jours suivant la catastrophe, car on montrait ainsi l'efficacité de la détermination des Canadiens. Remarquablement, le succès stratégique était déjà assuré.

Collection de l'auteur

La Force navale en Haïti

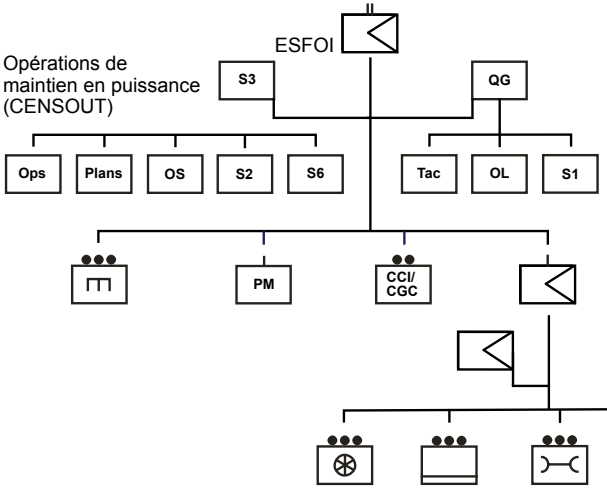
Collection de l'auteur

La Force navale en Haïti

L'ORGANISATION DU MAINTIEN EN PUISSANCE

Bien que les effets soutenus exigent le plus souvent une gamme complète de fonctions de maintien en puissance pour demeurer efficaces, l'organisation de l'ESFOI a subi d'importantes fluctuations dans les premiers jours suivants le séisme. À mesure que la gravité de la situation en Haïti devenait évidente, la force requise pour le soutien de l'opération a vu sa taille augmenter, et la composante logistique est passée en quelques jours d'un groupe logistique avancé (GLA) de 50 personnes à un élément de soutien national (ESN) officieux de 271 personnes qui fournissait un soutien général rapproché et limité à toutes les forces du commandement de la composante terrestre (CCT), ainsi qu'un soutien intégral aux unités qui en avait besoin. Toutefois, le piètre état des routes et le manque d'aéroports et de ports de débarquement

(APD/PDD) ayant une capacité convenable ajoutaient au fardeau des composantes terrestres du CCA et du CCM; les ressources devaient donc être gérées conjointement par les trois armées. C'est pourquoi le 18 janvier 2010 le commandant du Commandement de la Force expéditionnaire du Canada (COMFEC) a approuvé la création de l'ESFOI, qui visait à regrouper les ressources logistiques, médicales, de sécurité, des communications et du Génie de tous les services sous un même commandement, un concept qui pourrait être comparé à la structure du groupe de soutien de secteur (GSS) au Canada. Cette organisation, que le Commandement du soutien opérationnel du Canada (COMSOCAN) avait proposée non seulement pour l'Op HESTIA, mais aussi pour une capacité nationale pour l'Op PODIUM, visait à offrir une flexibilité permettant au commandant de reconfigurer rapidement les forces à mesure que progressait le déploiement. Bien que cette théorie ait reçu un bon appui, les éléments médicaux, de génie de combat et des communications ont finalement été déployés en tant que capacités distinctes étant donné leur rôle d'effets sur le terrain, plutôt que de soutien étroit aux troupes canadiennes. L'organisation qui en a résulté est présentée à la figure 1.



	Officers	NCOs	Troops
QG ESFOI	4	1	1
CENSOUT	9	2	7
QG Svc sout	3	1	0
Pon Tpt	1	4	53
Pon Appro	1	5	24
Pon Maint	1	5	48
Pon Camp	2	6	13
Cie PM	3	11	41
TCN	1	3	16
CMC	4	1	0
	29	39	203

Total 271

Figure 1 : L'organisation de l'ESFOI au 5 février 2010[3]

En l'absence d'une organisation de maintien en puissance dûment constituée qui soit en attente, l'ESFOI a été formé au moyen de ressources provenant de plus de trente unités partout au Canada, mais principalement du 5e Bataillon des services du Canada de la BFC Valcartier. Les sous-unités du bataillon étaient chargées de mettre sur piedgénérer des pelotons de services de transport, d'approvisionnement, de maintenance et de camp à partir de leur propre structure, afin de garnir le tableau d'effectifs et de dotation (TED) et de coordonner la fourniture de l'équipement et des véhicules. Ce n'est qu'une fois dans le théâtre que la compagnie de police militaire, la troupe du Génie construction et la cellule contractante interarmées (CCI) ont été regroupés avec les éléments logistiques pour former l'unité de 271 militaires au début février 2010.

Dans les trois premières semaines suivant le séisme, le trafic aérien aux environs de l'AIPAP était fortement restreint par les autorités aéroportuaires; elles n'autorisaient que l'atterissage et le décollage de vols transportant l'aide humanitaire (AH) et menant des opérations d'évacuation. Seule une quantité limitée de matériel a pu être envoyée par voie aérienne en sus de celui de l'EICC et du CCA et de l'équipement médical du 1er Hôpital de campagne du Canada (qui fut astucieusement envoyé en l'incorporant au matériel de la Croix-Rouge à London, en Ontario, dans des vols militaires en destination de l'AIPAP). Cependant, les véhicules et les conteneurs équivalent vingt pieds (EVP) du CCT (plus de 200) constituaient une cargaison bien trop volumineuse pour envisager tout autre moyen de transport que par voie maritime, qui est venu compléter le calendrier de livraison très chargé. Cette option comportait elle aussi des difficultés, puisque les installations portuaires de PAP avaient été

endommagées; le PDD situé à Barahona, en République dominicaine (DR) a donc été choisi, même si le seul moyen d'atteindre les troupes déployées dans la région de PAP à partir de cet endroit était une route de 200 km aux conditions précaires traversant une frontière internationale très dynamique. Le 20 janvier 2010, le premier de deux navires affrétés en permanence (NAP) a été réservé pour chargement dans la ville de Québec, ce qui donnait aux responsables de la mise sur pied d'une force (RMPF) quelques jours pour désigner, préparer et charger les véhicules et le matériel en vue du voyage de dix jours jusqu'à Barahona. Il était clair que la tâche d'accueil, de stationnement transitoire, de mouvement vers l'avant et d'intégration (RSOMI) de ce matériel depuis le PDD jusqu'aux unités en Haïti constituerait la première importante tâche de l'ESFOI, tâche qui permettrait de roder l'organisation.

Comme il a été mentionné, les premiers vols étaient consacrés aux priorités de déploiement, soit les effectifs, tels que l'EICC et les éléments d'avant-garde du CCA et du CCT; les places pour les rep de l'ESFOI se faisaient donc très rares. En fait, durant la première semaine, le seul membre de l'ESFOI dans le théâtre était le commandant adjoint (cmdtA), dont la tâche consistait à entreprendre la mise sur pied d'une infrastructure de maintien en puissance dans le théâtre, y compris le choix d'un emplacement pour l'ESFOI. Toutefois, le cmdtA a été si inondé de demandes des forces de campagne pour la coordination du soutien réel, comme la passation de marché pour des toilettes et de l'eau en vrac, qu'il n'a pu consacrer le temps nécessaire au CONOPS de maintien en puissance. C'est avec peu de ressources pour l'élaboration d'un plan et de rares communications entre le théâtre et le Canada que la composante logistique de l'ESFOI a regroupé ses forces en se fondant sur plusieurs hypothèses : le camp du théâtre serait centralisé, la protection du convoi et de la force du camp serait fournie et des ressources de transport considérables seraient disponibles pour les opérations dans le théâtre.

Malheureusement, ces hypothèses ont rapidement été infirmées. Le 23 janvier 2010, les éléments de manœuvre s'étaient établis dans sept différents camps à Léogâne, Jacmel et à l'AIPAP, et aucun d'entre eux n'était de taille à accueillir les 270 militaires de l'ESFOI. Pendant que des éléments de manœuvre étaient déployés par centaines en Haïti, la majorité de l'ESFOI était toujours en attente de vols au Canada. Le peu de membres de l'ESFOI qui était rendus dans le théâtre étaient si débordés par les besoins de soutien intégral et réel qu'ils n'étaient pas en mesure de se consacrer à la mise en place d'un site convenable pour la base de maintien en puissance. C'est pourquoi le concept de l'ESFOI n'a pu être confirmé avant que le gros des troupes commence à être déployé le 27 janvier 2010. À ce moment, le TED avait été établi par le COMFEC, et il était trop tard pour demander d'autres emplacements.

RÉPERCUSSIONS ET DÉFIS

L'arrivée tardive du soutien logistique général rapproché et limité dans le théâtre a créé pour la FO d'importants problèmes qui ne pouvaient que s'aggraver avec le temps. En l'absence de techniciens de service central de transport du matériel (SCTM) en nombre suffisant, d'équipement de manutention du matériel (EMM) et de connectivité aux systèmes d'information avant le 25 janvier 2010, le personnel de la section mobile des mouvements aériens (SMMA) empruntait de l'EMM aux troupes américaines pour décharger les palettes et les éparpiller dans l'aire de trafic sans égard à la sécurité. Sans aucune capacité de réception et de répartition, le matériel n'était pas compté ni distribué convenablement; les unités de manœuvre de la région distribuaient plutôt le matériel entre elles pour satisfaire leurs besoins. Les véhicules restaient dans l'aire de trafic durant des jours après leur arrivée par CC130, alors que des unités avaient besoin de services de transport à seulement quelques kilomètres de là. Dans les trois premières semaines qui ont suivi le séisme, les stocks de nourriture, d'eau et de ravitaillement de certaines unités étaient extrêmement bas, pendant que les palettes de vivres et d'eau étaient empilées dans l'aire de trafic. Il n'y avait pas de techniciens en approvisionnement pour en assurer le chargement ni moyens de transport pour les acheminer.

En plus du manque de personnel logistique, le manque de ressources de communication empêchait le FOI d'avoir une quelconque visibilité de la distribution du matériel et des besoins dans le théâtre. Il n'y avait aucun réseau dédié aux communications administratives outre quelques téléphones cellulaires locaux, et les unités ne connaissaient pas suffisamment bien le QG, ainsi que le personnel

et les procédures d'approvisionnement pour savoir où adresser les demandes. Qui plus est, le manque de connectivité empêchait la visibilité du matériel reçu dans le compte du théâtre dans le Système d'approvisionnement des Forces canadiennes (SAFC) et du matériel en transit dans le Système national de distribution et mouvement (SNDM). Ce n'est que lorsque son personnel fut déployé en nombre suffisant le 28 janvier 2010, que l'ESFOI a pu prendre en charge la réception et la livraison du matériel dans l'ensemble de la zone d'opération.

Ne disposant d'aucun soutien, l'unité n'avait pour seul recours que d'obtenir des capacités localement dans l'économie haïtienne très rudimentaire. Cependant, malgré les nombreux déploiements précédents dans le pays, l'ESFOI n'a trouvé aucune liste de fournisseurs ou d'entrepreneurs fiables. Le personnel de soutien intégral de l'unité devait littéralement faire du porte-à-porte pour obtenir des véhicules de location (souvent en piteux état), du carburant, des articles de magasins d'objets divers et des services de soutien réel avec de l'argent en dollars américains qu'ils avaient amenés avec eux dans le théâtre. Bon nombre de ses contrats initiaux ont été établis dans l'urgence, souvent en passant outre les autorités d'approvisionnement local; dans bien des cas, l'UCI a donc dû refaire à l'envers le processus de passation de marchés afin de légaliser ces ententes initiales. En l'absence de système bancaire en Haïti, des fonds supplémentaires pouvaient heureusement être obtenus par l'intermédiaire du compte du capital d'exploitation (CCE) à bord du NCSM HALIFAX juste au large du port de Jacmel. Le caissier du théâtre était en mesure de faire des allers-retours au navire pour retirer de l'argent et le redistribuer aux unités de la région.

Lorsque le gros de l'ESFOI commença à arriver le 27 janvier 2010, les unités de manœuvre étaient installées dans leurs camps et s'affairaient déjà sur le terrain malgré le manque de véhicules. Le principal défi lié au maintien en puissance était désormais le propre cantonnement de l'ESFOI. Si tard dans l'opération, la plupart des emplacements de premier ordre à PAP et à Léogâne étaient déjà occupés par des organisations non gouvernementales (ONG) et les forces alliées. N'ayant aucune zone de camp ou d'étape, les membres de l'ESFOI ont dû squatter le Camp Renaissance (CR) du QG à l'AIPAP, et ne disposaient pas de l'équipement et des infrastructures nécessaires pour fournir adéquatement du soutien. En seulement deux jours, l'ESFOI devait trouver un terrain pour procéder à la préparation de l'ensemble du matériel de la composante terrestre qui arrivait par NAP à Barahona, DR. C'est grâce à un contact du cmdt de l'ESFOI à l'autorité américaine pour les biens immobiliers de l'AIPAP que l'élément obtint une petite bande buissonneuse de pâturage inégal à l'extrémité ouest de la bande d'atterrissage de l'AIPAP. Malgré le soutien limité fourni par le pays hôte, le peloton des services au camp a conclu un marché pour l'excavation et la préparation du terrain en vue de la réception et du traitement de plus de 200 EVP et véhicules. Pour souligner ses débuts, le camp a été baptisé « Camp Nouveau-Né » (CNN). La figure 2 montre l'emplacement des unités de FC en Haïti le 28 janvier 2010.

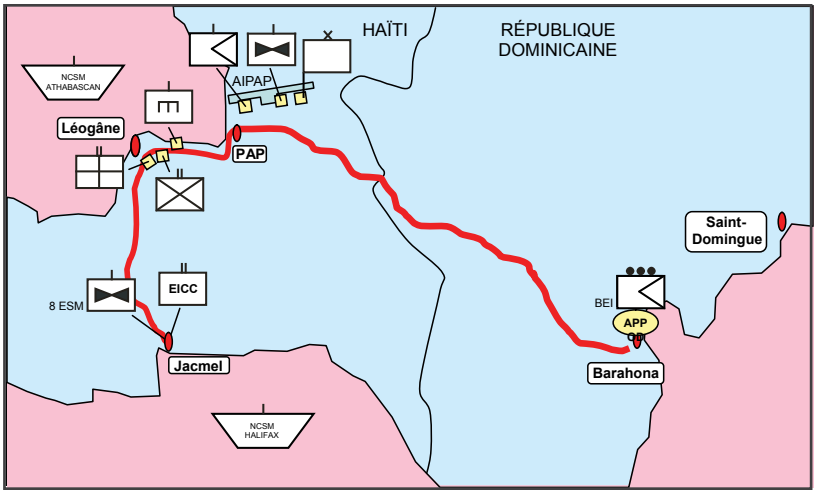


Figure 2 : La répartition des forces dans la ZOI le 28 janvier 2010

OP TAP TAP

L'Op TAP TAP[4] comprenait la réception de tout l'équipement transporté par le NAP au PDD de Barahona, son passage à la frontière haïtienne, son acheminement jusqu'au CNN et la redistribution subséquente et les mouvements vers l'avant aux unités en Haïti. L'opération comprenait également l'acheminement du reste du personnel de transport et de maintenance qui arrivait par avion directement à Barahona via Saint-Domingue, DR. Du 1er au 4 février 2010, quatre convois constitués d'environ 60 véhicules militaires (flotte verte) chacun et de véhicules civils obtenus par contrat (flotte blanche) transportant des conteneurs EVP ont traversé une frontière très dynamique pour se rendre au CNN, où les véhicules et les EVP ont été déchargés et mobilisés pour des déplacements subséquents vers les unités. Cette opération a permis à toutes les unités de la FOI(H), y compris l'ESFOI, de recevoir les véhicules, le matériel et les marchandises dont elles avaient désespérément besoin, et qui s'étaient faits si rares jusqu'alors. Elle a également redonné confiance en l'ESFOI, dont la réputation avait été quelque peu minée en raison de son manque d'efficacité opérationnelle jusque-là.

Collection de l'auteur

Collection de l'auteur

Collection de l'auteur

L'Op TAP TAP, qui consistait à réaliser le processus RSOMI pour tout le matériel arrivant à Barahona

Le premier NAP a permis aux unités d'avoir une importante quantité de véhicules et d'équipement, mais pas la totalité. Ce chargement représentait environ les deux tiers de l'équipement que les unités avaient jugé nécessaire durant les préparatifs en vue de l'opération, et une quantité considérable d'équipement important, mais de priorité moindre demeurait à quai au port de Québec. De plus, le personnel stratégique a ordonné la préparation d'autres catégories de matériel nécessaires au soutien de la mission, particulièrement si le mandat devait être prolongé (ce qui demeurait possible même une fois le mois de février 2010 bien entamé). Par conséquent, un deuxième NAP fut chargé à Québec à la mi-février 2010 et envoyé à la base d'étape intermédiaire (BEI) à Barahona pour être déchargé. Toutefois, l'Op HESTIA avait à ce moment

atteint la phase de récupération, et la planification commençait déjà pour le redéploiement et la clôture de la mission. Les troupes se passaient depuis plus d'un mois de cet équipement, et on a jugé qu'elles pouvaient continuer de le faire pour le peu de temps qu'il restait à la mission. L'Op TAP TAP a donc été réitérée du 20 au 24 février 2010, mais seulement pour apporter une fraction du matériel. À peine quelques semaines après l'arrivée du NAP 2 à la zone d'opérations interarmées (ZOI), l'ESFOI procédait au retour du matériel et des véhicules au port de Barahona (tâche affectueusement appelée « Op PAT PAT », soit l'inverse de « TAP TAP ») afin qu'ils soient préparés et ramenés au Canada.

SOUTIEN DE L'ESFOI À LA MISSION

Tâches du processus RSOMI. L'effort requis par l'ESFOI pour la planification et l'exécution du processus RSOMI, y compris l'Op TAP TAP I, l'Op TAP TAP II et finalement l'« Op PAT PAT », a monopolisé une grande partie de ses ressources. La presque totalité des ressources de transport et d'approvisionnement était consacrée à la réception, la préparation et le transport du matériel du PDD jusqu'aux troupes dans les bases avancées à PAP, Léogâne et Jacmel. Chacun de ses convois de 50 véhicules prenait environ sept heures pour parcourir cet itinéraire principal de ravitaillement (IPR) précaire de 200 km, occupant l'équipage durant deux jours. Ces convois étaient renforcés d'escortes de la police militaire pour répondre à la menace pour la sécurité ainsi que d'éléments de la maintenance pour assurer la récupération et de la cellule contractante pour gérer la vaste flotte blanche. Finalement, le petit QG de l'ESFOI se consacrait à la planification et à l'exécution du processus RSOMI, ce qui était remarquablement complexe.
Le passage sans heurt de centaines de véhicules et d'EVP à la frontière de la République dominicaine ne put être accompli que grâce aux liaisons constantes avec les autorités haïtiennes et dominicaines tant en créole qu'en espagnol. Les escortes et la sécurité ont été coordonnées au moyen de ressources internes, de ressources fournies par le groupement tactique, la police haïtienne ainsi que les forces armées de la République dominicaine. La coordination avec le BSI de Barahona était essentielle afin d'assurer la production de listes de chargement et de documentation douanières. Finalement, le plan exigeait une grande planification des contingences pour l'EVASAN, les opérations de récupération et de contrôle de la circulation, ainsi qu'une communication constante avec toutes les autorités pertinentes.
En plus du mouvement de matériel en provenance et en direction de Barahona, l'ESFOI devait assurer le déchargement des aéronefs en provenance et en partance de l'AIPAP, préparer le personnel et l'équipement, assurer le chargement de l'équipement et son mouvement vers l'avant jusqu'aux unités. Avec toutes ces tâches, le processus RSOMI a pratiquement monopolisé tous les efforts de l'ESFOI.

Tâches opérationnelles de l'ESFOI. En plus de veiller au processus RSOMI, l'ESFOI devait se pencher sur plusieurs autres tâches de niveau opérationnel, y compris l'activation dans le théâtre, le redéploiement et la clôture de la mission. Les organisations contractantes et celles du Génie se consacraient à la gestion des services sur le terrain et des services de soutien réel, y compris les déchets et les marchandises ainsi que la préparation des conteneurs pour le transport. La tâche de faire l'inventaire de tout le matériel dans le théâtre, qui est menée en Afghanistan dans le cadre d'imposantes visites d'aide technique (VAT) organisées précisément à cette fin, devait être accomplie par le peloton d'approvisionnement composé de 26 militaires qui participait déjà au RSOMI. La liaison avec les autorités sur le terrain (que ce soit les autorités aéroportuaires de l'AIPAP pour les unités déployées à PAP, ou les autorités des municipalités de Léogâne et Jacmel) lui incombait aussi.

Tâches tactiques de l'ESFOI. Enfin, l'ESFOI était également sollicité quotidiennement pour fournir un soutien rapproché aux opérations tactiques. Le TED qui avait à l'origine été conçu pour un camp centralisé devait maintenant être étendu à sept camps distincts (huit en comptant le CNN) dans trois régions géographiques (PAP, Léogâne et Jacmel), chacune exigeant un réapprovisionnement quotidiende toutes les formes de marchandises, ce qui comprend non seulement les approvisionnements de combat, mais aussi les matériaux de construction, de grands équipements et des vivres frais. Malgré les missions canadiennes précédentes en Haïti, le peloton d'approvisionnement a dû établir un réseau au sein de l'économie locale limitée afin de fournir des ordres d'acquisition sur place pour la FOI. Les pelotons de maintenance et de transport étaient souvent sollicités en vue de fournir un soutien intégral aux unités qui ne disposaient pas de leurs propres ressources; ils assuraient donc la maintenance et le transport des

soldats aux lignes de front. Pour les unités qui disposaient d'un soutien intégral limité, le soutien de l'ESFOI était sollicité sous la forme de demandes de réparation et de récupération (DRR).
Le peloton des services au camp fournissait quotidiennement des services de soutien administratif et d'appui à la vie quotidienne intégraux à toutes les unités déployées à l'AIPAP, en plus des tâches de haut niveau mentionnées précédemment. La PM devait intervenir quotidiennement à la suite d'accidents sur les routes précaires de la ZOI en plus de mener des douzaines d'enquêtes. La troupe de construction navale (TCN) assurait non seulement la maintenance du camp, elle a aussi construit des rampes de chargement et installé des abris, préparé la jetée à Jacmel et aidé à libérer des lignes de communications terrestres. Finalement, l'ESFOI a aussi participé à une tâche humanitaire de construction dans un grand orphelinat à PAP.

Collection de l'auteur

Collection de l'auteur

Le personnel de maintenance de l'ESFOI exécutant des tâches de soutien rapproché

Passation de marchés.
À l'origine, l'intention de la CCI était d'assurer la supervision de certains contrats globaux (tels que celui avec Blue Water Contracting) qui fourniraient la majorité du personnel requis pour l'établissement de contrats de soutien quotidiens. Par conséquent, l'équipe de CCI fournie par le COMSOCAN était petite, comportant initialement seulement trois membres, et ne possédait ni les connaissances générales ni les compétences linguistiques nécessaires pour faire face à l'économie haïtienne complexe, malgré sa vaste expérience dans le domaine de la passation de marchés. Toutefois, l'entente avec Blue Water Contracting n'a pas été concluante, et la CCI a dû établir son propre réseau de fournisseurs locaux afin de faciliter la fourniture à la FOI de services au camp, de transport, et d'équipements et de soutien du matériel. La CCI étant débordée durant les premières semaines, l'ESFOI a dû la renforcer de son propre personnel d'approvisionnement et de transport en vue de répondre aux demandes continuelles de la FOI. La passation de marchés en Haïti était une tâche colossale, mais grâce à l'affectation de ressources additionnelles, elle est devenue un outil facilitant efficace pour l'ensemble de la force opérationnelle.

Liaison. Dans les premiers jours qui ont suivi le séisme, le COMSOCAN a établi avec précision le besoin de trois officiers de liaison, lesquels ont été rapidement envoyés dans la ZOI. Ces officiers sont parvenus à établir et à maintenir des échanges continus avec les alliés, et ont participé à des réunions de groupes inter-organismes avec les autorités frontalières qui se sont avérées des éléments clés durant l'activation dans le théâtre, le processus RSOMI et les opérations de maintien en puissance. L'affectation d'un officier de liaison supplémentaire en provenance du GT 3 R22eR est devenue essentielle pour surmonter les grandes distances et les communications intermittentes entre les troupes de combat à Léogâne et l'ESFOI à PAP.

Sécurité au CNN. Les hypothèses utilisées pour l'élaboration du TED de l'ESFOI, selon lesquelles une sécurité intégrale serait fournie sur place, a rapidement été infirmées au CNN. Le camp était entièrement exposé sur trois fronts presque quotidiennement à l'infiltration par la population locale, ce qui a forcé l'ESFOI à accroître la défense du camp au moyen de ressources internes. Cette organisation surchargée de travail devait maintenant fournir, en plus de toutes ses autres tâches une surveillance 360 degrés, 24 heures sur 24, ce qui représentait une garde composée de pas moins de 12 techniciens à la fois. Plus tard, au début mars 2010, à la suite d'une série de vols importants, un peloton de défense et de sécurité (D&S) a été affecté à l'ESFOI pour compenser le manque de ressources de sécurité dédiées qui auraient normalement fait partie de l'organisation.

Collection de l'auteur

Camp Nouveau–Né (CNN)

La nécessité constante de concilier des tâches de niveau opérationnel, telles que le processus RSOMI et l'activation dans le théâtre, les tâches de soutien au niveau tactique et les tâches de D&S, aggravée par la prise de conscience que le TED était fondé sur des hypothèses invalides, a engendré un rythme de travail infernal pour l'ESFOI tout au long de la mission. De plus, les ressources étaient divisées entre chacun de ces niveaux de soutien, ce qui nuisait à la continuité du soutien, et rendait le personnel plus sujet aux erreurs et aux omissions. Idéalement, si les ressources adéquates avaient été disponibles aux premières étapes, l'ESFOI aurait pu s'organiser de manière à pouvoir consacrer des ressources soit à des tâches de niveau opérationnel, soit à des tâches de niveau tactique. Néanmoins, des améliorations possibles peuvent être suggérées pour les courts déploiements à venir.

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER POUR LES COURTS DÉPLOIEMENTS

Si l'on examine attentivement la doctrine canadienne en matière de déploiements interarmées, les problèmes rencontrés durant l'Op HESTIA ne sont aucunement surprenants compte tenu des facteurs intrinsèques à cette mission. Par exemple, les tâches d'activation dans le théâtre et de clôture de la mission étaient très bien comprises au niveau opérationnel à la suite de douzaines de missions mises sur pied par les FC par le passé. Toutefois, l'équipe d'activation dans le théâtre (EAT) du COMSOCAN n'était pas disponible, car la plupart des ressources nécessaires participaient déjà à l'Op PODIUM

et à d'autres engagements ailleurs dans le monde. L'équipe de clôture de mission (ECM) que le COMSOCAN aurait normalement déployée était déjà engagée dans des activités de plus grande priorité, notamment une VAT concernant des pièces de rechange en Afghanistan. Les besoins logistiques du théâtre en évolution rapide n'ont été véritablement compris qu'une fois la FOI, et donc l'ESFOI, déjà configurés, empêchant le déploiement de ressources de transport, d'approvisionnement et de D&S additionnelles ainsi que de suffisamment de personnel de la CCI ayant de l'expérience dans cette fonction précise. Par conséquent, afin de nous préparer à la prochaine mission, nous devons définir ces besoins à l'avance et établir des plans de contingence pour les situations où les ressources stratégiques et opérationnelles ne sont pas disponibles.

À des fins de discussion, prenons un modèle standard pour les déploiements opérationnels. Même si de nombreux modèles existent dans les documents de référence, la plupart se ressemblent beaucoup, nous utiliserons donc celui décrit dans l'ordre d'opération de l'Op HESTIA, et présenté à la figure 3, comme point de départ :

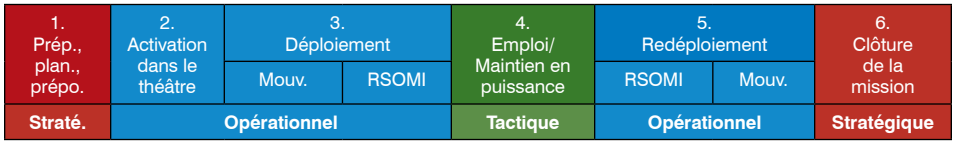


Figure 3 : Les étapes d'un déploiement typique[5], présentées par niveaux, ainsi que l'importance de l'effort qui leur est associé. (Nota : les couleurs représentent le niveau de l'activité)

Lorsque l'on mène un déploiement préparé, par exemple celui de Kaboul en 2002, chacune des étapes est exécutée de manière indépendante par une organisation dédiée ayant un ensemble de compétences très précis. La tâche de niveau opérationnel qu'est l'activation dans le théâtre, par exemple, est généralement réalisée par des organisations telles que le groupe de soutien interarmées (GSI), qui se déploie régulièrement et qui possède une expertise dans la passation de marchés, la réception de matériel et les services de génie. Le GSI maintient également une capacité déployable pour la réception et la comptabilisation du matériel, avec des postes de commandement (PC) conçus pour établir une connectivité dans les minutes suivant l'arrivée à un port de débarquement (POD), et entreprend des transactions de matériel pour la mise en place de bases dans le théâtre. Le soutien fourni par ces organisations opérationnelles permet aux RMPF de se concentrer sur l'exécution d'opérations tactiques. Dans la doctrine interarmées, cette équipe est souvent appelée l'équipe de logistique et de reconnaissance avancée (ELRA)[6].

Même si la figure 3 représente davantage un déploiement préparé, les responsabilités entre es tâches des niveaux opérationnel et tactique se recoupent souvent dans les courts déploiements. La nécessité de déployer les troupes rapidement signifie que certaines tâches d'activation dans le théâtre chevauchent l'arrivée des troupes. La nécessité d'intervenir rapidement lors d'une situation désespérée exige la présence des ressources de soutien intégral sur le terrain durant l'étape d'entrée initiale et par la suite de l'exécution du processus RSOMI pour le gros des troupes de la FOI. Un modèle qui pourrait être utilisé pour mieux décrire un court déploiement est présenté à la figure 4.

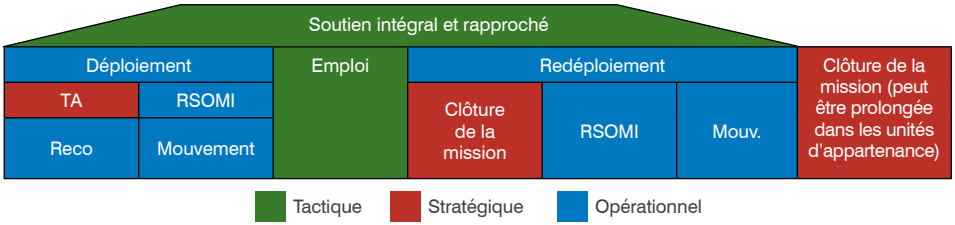


Figure 4 : Le déploiement de courte durée en pratique

Il est à noter que de tels déploiements consistent à acheminer des « portions » d'organisations ou des « ensembles », ayant des objectifs tant opérationnels que tactiques. En comparaison, remarquez la durée plus courte de l'étape d'emploi; la force consacre la plus grande partie de son temps aux activités de déploiement et de redéploiement.

Certaines organisations sont particulièrement efficaces pour réaliser de courts déploiements, car elles ont les capacités requises pour mener toute la gamme d'activités à toutes les étapes. L'EICC, l'escadron mobile de soutien et les navires de la Marine ont tous la structure, les ressources et les plans de contingence nécessaires pour entrer dans un POD étranger, procéder au déchargement et à la réception du matériel et du personnel, et préparer l'arrivée des troupes, et tout cela, en fournissant un soutien intégral adéquat. La mise en place est clairement définie bien avant le déploiement, et les réseaux de commandement et de contrôle sont bien établis, et les structures du personnel, du matériel et des finances sont préparées, font l'objet de répétitions et sont en disponibilité pour soutenir des missions d'une durée déterminée. C'est pourquoi l'EICC et la Marine ont connu autant de succès durant les étapes initiales de l'Op HESTIA, alors que la composante terrestre manquait d'approvisionnements de base.

Même si l'Armée de terre ne peut pas nécessairement adopter une structure semblable à celle de l'EICC ou d'un navire militaire, il est possible de tirer des leçons de ces organisations. Dans les paragraphes qui suivent, nous examinerons les éléments à prendre en considération pour la structure de la force ainsi que pour les étapes de déploiement, d'emploi et de redéploiement.

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER POUR LA STRUCTURE DE LA FORCE

Il est essentiel que chacune des sous-organisations soit consacrée aux tâches de niveau opérationnel ou de niveau tactique, pas aux deux. Lorsqu'un officier des contrats, une équipe de maintenance ou un spécialiste du génie est affecté à des tâches de niveau opérationnel données, il doit le demeurer pendant toute la durée de cette tâche afin de rester concentré sur celle-ci, d'assurer la continuité et d'éviter les erreurs. Une perte de contrôle sur le matériel, le personnel, les contrats ou les biens immobiliers dans le théâtre a des répercussions catastrophiques sur l'exécution des opérations et même sur l'opinion du public canadien, par l'intermédiaire des médias toujours présents. Il en va de même si des ressources requises pour du soutien intégral et rapproché sont affectées ailleurs à des tâches opérationnelles. Le maintien d'une visibilité sur le personnel et le matériel, tant en transit que dans le théâtre, est extrêmement difficile si ces ressources se voient constamment attribuer des tâches contradictoires; elles perdent alors la continuité. Enfin, il existe également une possibilité de conflit d'intérêts en ce qui a trait au contrôle du matériel si la même organisation reçoit le matériel à destination du théâtre et le comptabilise localement.

Lorsque le maintien en puissance est axé sur le déploiement et le redéploiement, la taille et la portée de la structure de la force changent tout au long de la mission. Pour maintenir la flexibilité, il est souhaitable de regrouper les éléments de maintien en puissance sous une même chaîne de commandement; l'ESFOI a d'ailleurs été créé dans cette optique. De façon conceptuelle, l'ESFOI devient l'organisme « guichet unique » pour toutes les questions de maintien en puissance. À mesure que le déploiement progresse, la configuration de l'organisation peut facilement s'adapter en fonction des besoins. Il est également suggéré de configurer la structure organisationnelle non pas en fonction de rôles professionnels, mais plutôt selon les fonctions de soutien dans l'étape donnée du déploiement, comme le montre la figure 5.

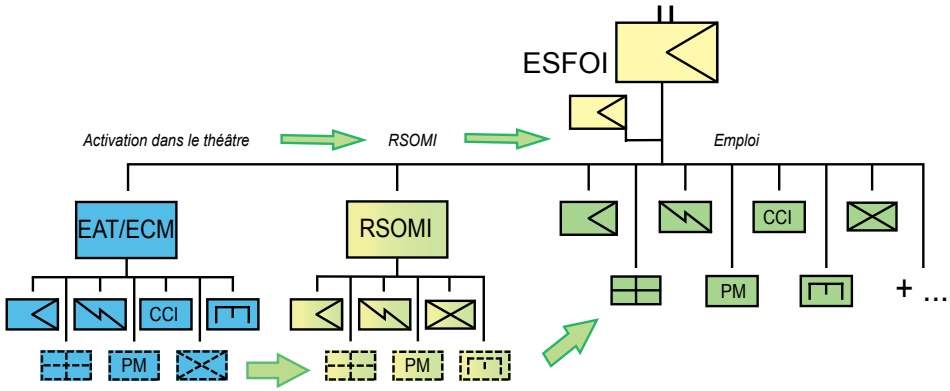


Figure 5 : Une structure de la force proposée pour l'ESFOI

Dans l'organisation proposée, certaines ressources demeurent consacrées aux trois principales catégories de tâches : l'activation dans le théâtre et la clôture de la mission (ces deux activités ayant des exigences similaires), le processus RSOMI et le maintien en puissance. D'autres ressources, celles indiquées comme des exemples par des lignes pointillées, peuvent être divisées entres les trois niveaux de tâches afin d'offrir une certaine flexibilité au commandant de l'ESFOI. Cette configuration permet aux organisations d'assurer une continuité des tâches en y affectant des ressources, tout en conservant une flexibilité permettant de réaffecter ces ressources en fonction des priorités du commandant.

Il est nécessaire de créer les fondements de la structure de la force durant la planification de contingence. Une autre situation qui fut observée durant l'Op HESTIA est le manque de structures organisées de personnel et de matériel en configurations prêtes au déploiement. Avant l'étape d'emploi dans le théâtre, une grande partie du matériel et du personnel doit être repérée et échangée entre des unités, souvent au moyen de transactions officieuses ou sur papier. Il est proposé de créer des éléments déployables semblables à l'EICC et à l'EMS, lesquels seraient composés de blocs de personnel et de matériel modulables consacrés à des tâches de maintien en puissance tant au niveau opérationnel que tactique. Ces blocs pourraient notamment être composés comme suit :

- Une ELRA, intégrée au groupe de reconnaissance, afin de configurer le théâtre. Il devrait comprendre des officiers de liaison (OL) avec des interprètes ainsi que des documents juridiques et diplomatiques, au besoin. Ceux-ci permettent d'établir la communication avec les organisations militaires et inter-organismes soutenues ainsi que les autres unités de soutien sur les lieux. Ils peuvent aussi obtenir des biens immobiliers et assurer l'accès aux éléments centraux critiques du théâtre. L'ELRA comprend également le détachement de contrôle des mouvements pour la réception du matériel et du personnel aux POD;
- Un détachement des transmissions léger, pour fournir un commandement limité, un contrôle et des communications, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du théâtre;
- Une CCI;
- Une EAT et une ECM, qu'elles soient mises sur pied COMSOCAN ou au sein d'un SFT;
- Un élément de soutien des services de santé (SSS) — rôle 1, pour le soutien intégral des forces déployées;
- Une équipe de réception du matériel;
- Une organisation RSOMI;
- Une protection de la force (pour une menace donnée);
- Une organisation de soutien rapproché ou un GLA;
- Un site logistique de l'avant (SLA) et un escadron mobile de soutien, possiblement regroupés sous l'ESFOI une fois l'activation de la mission terminée.

Durant une opération improvisée, ces blocs peuvent être assemblés en éléments de tailles et de configurations diverses selon les besoins du théâtre. Plus important encore, ces composantes de base de personnel, de véhicules, d'équipement et de systèmes de commandement et de contrôle, fourniront au moins les bases pour la planification et la préparation opérationnelles. En outre, on s'assurera ainsi que les fonctions critiques, telles que l'activation dans le théâtre, le contrôle des mouvements et la réception du matériel ne sont pas négligées.

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER POUR LES DÉPLOIEMENTS

Repérage des liens et des nœuds clés. L'occupation d'un théâtre exige une compréhension claire de la façon dont les troupes et le matériel circuleront dans ce théâtre. Le repérage de nœuds fixes (tels que les POD) et de liens (ou lignes de communication [L de C]) constitue une priorité de quartier général opérationnel et sera effectué presque immédiatement. Toutefois, même durant les étapes initiales d'une opération, lorsque l'on évalue le potentiel de POD et de L de C, il est possible de commencer des discussions avec l'organisation de soutien tactique (c.-à-d. l'ESFOI) au sujet de l'attribution de responsabilités pour chacune de ces L de C. Dans le cas de l'Op HESTIA, la figure 6 a été produite tôt au cours de la planification comme élément de discussion entre le COMSOCAN et l'ESFOI en vue de définir ces responsabilités, et l'on considéra cet outil de planification comme très efficace.

L'exercice a aussi permis de repérer d'autres modes d'opération novateurs. Par exemple, le repérage du PDD fonctionnel à Jacmel a permis l'élaboration d'un plan de redéploiement pour l'EICC comprenant une barge. Il a également permis l'utilisation de déplacements maritimes tactiques pour acheminer de grandes quantités de matériel à partir de Jacmel jusqu'à Barahona assez facilement et à un coût relativement peu élevé considérant le piètre état des L de C terrestres. Il est important de noter que ces déplacements ont été rendus possibles grâce à une initiative de la TCN de l'ESFOI qui a travaillé à la construction de la jetée.

En résumé, une préparation logistique adéquate de l'espace de bataille doit être menée et surveillée en tout temps, dans le cadre du processus de planification opérationnelle.

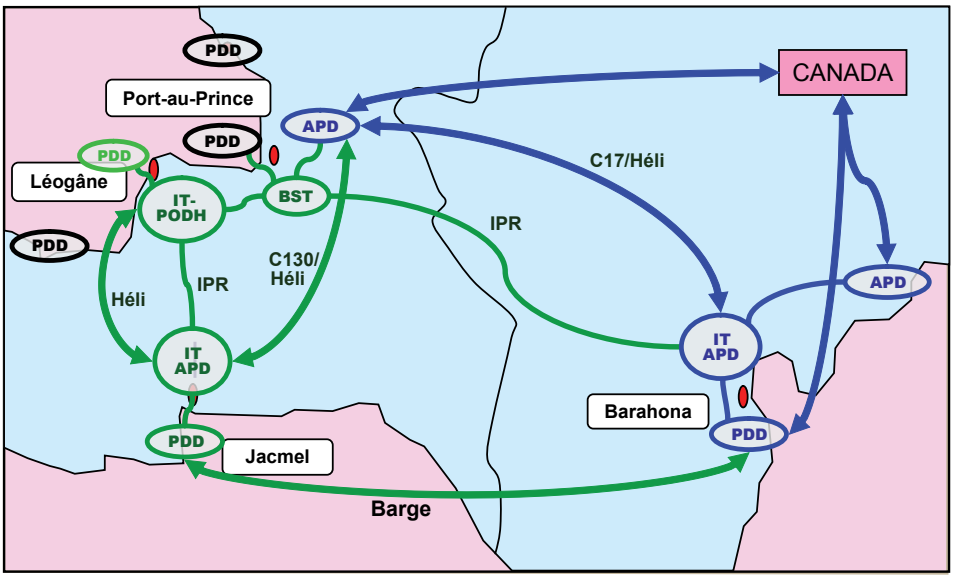


Figure 6 : Les L de C et les POD dans l'Op HESTIA. Nota : PODH = point de débarquement d'hélicoptères, IT = Infrastructure tactique

Positionnement. À la suite de l'établissement des POD et les L de C, un plan de mise en place des bases dans le théâtre doit être élaboré[7].

- **La base de soutien dans le théâtre (BST)**. Lorsque c'est possible, l'établissement d'une BST permet d'avoir un élément central principal par l'intermédiaire duquel les forces opérationnelles peuvent planifier l'arrivée de matériel et de personnel dans le théâtre, et permet d'avoir un point à partir duquel le soutien tactique peut être déplacé vers l'avant. Encore une fois, la planification initiale de l'Op HESTIA a été réalisée en fonction des hypothèses selon lesquelles les forces seraient centralisées dans une BST, de façon semblable à l'aérodrome de Kandahar (KAF) en Afghanistan.
- **La base de soutien intermédiaire (BSI)**. Lorsque le terrain ou la situation tactique ne permet pas la mise en place d'une BST, une BSI permet le déchargement et la préparation initiale de l'arrivée du matériel et du personnel. Relevant également de l'ESFOI, la BSI permet de transférer à l'organisation chargée du processus RSOMI le personnel et le matériel destiné aux unités avancées. Dans l'Op HESTIA, la BSI était située à Barahona, DR.
- **Les bases d'opérations avancées (BOA)**. Ce sont des bases dans lesquelles les unités avancées exécutent et planifient des opérations. Huit BOA (en comptant le CNN) ont été mises en place dans le cadre de l'Op HESTIA. C'est à partir de ces bases que les unités ont mené des opérations, et que l'ESFOI a été en mesure de renforcer ou d'augmenter selon les besoins les capacités de soutien propres à chaque emplacement.

Avant que l'arrivée des troupes et de l'équipement ne puisse se faire dans le théâtre, il doit y avoir au moins une structure limitée de mise en place de bases, ayant suffisamment de ressources pour accomplir des fonctions limitées de mise en place de bases, y compris l'acheminement du matériel, le déchargement, le soutien réel, les capacités de réception du matériel et du personnel, et l'atténuation des risques pour la santé (comme le retrait des toiles de veuves noires du CNN avant son occupation). Ces fonctions sont fournies par l'EAT aussi tôt que possible dans l'échéancier du déploiement.

Finalement, on a tendance à associer la mise en place de bases à la composante terrestre. Cependant, comme il a été démontré durant l'Op HESTIA, certaines fonctions peuvent être réalisées également sur des plateformes maritimes. Par exemple, l'absence de systèmes bancaires en Haïti exigeait la mise en œuvre d'un compte CCE à partir duquel des fonds en espèces pouvaient être retirés pour les rassemblements pour la solde et le paiement des contrats. La proximité du NCSM ATHABASCAN a permis à la force de tirer parti des installations à bord du navire et d'acheminer les fonds en espèces par hélicoptère jusqu'à la zone d'opérations. Les navires ont également été utilisés pour fournir des marchandises spéciales (comme des vivres frais et du carburant pour avion), et comme station réémettrice des communications pour les postes de radio tactiques. Nous pouvons également nous inspirer de l'unité expéditionnaire des Marines des É.-U, pour laquelle une formation d'attaque autosuffisante est en grande partie navale. Il ne faut pas sous-estimer le potentiel d'une capacité maritime de mise en place de bases.

Interrelations du maintien en puissance. La reconnaissance et l'occupation d'un emplacement pour l'unité de soutien de la FOI doivent tenir compte des interdépendances entre les sous-organisations. Lorsque des organisations requièrent une coordination quotidienne dans le cadre de leurs fonctions, elles doivent être placées près l'une de l'autre dans le camp. En outre, les éléments chargés des fonctions qui sont de nature typiquement dynamique ou qui comprennent les déplacements en dehors des limites du camp doivent être placés de manière à pouvoir y entrer et en sortir facilement. La figure 7 a été créée en se fondant sur l'observation des interdépendances entre les diverses sous-organisations de l'ESFOI. Ce diagramme pourrait être utilisé par l'équipe de reconnaissance d'une unité qui sera déployée avec un futur ESFOI.

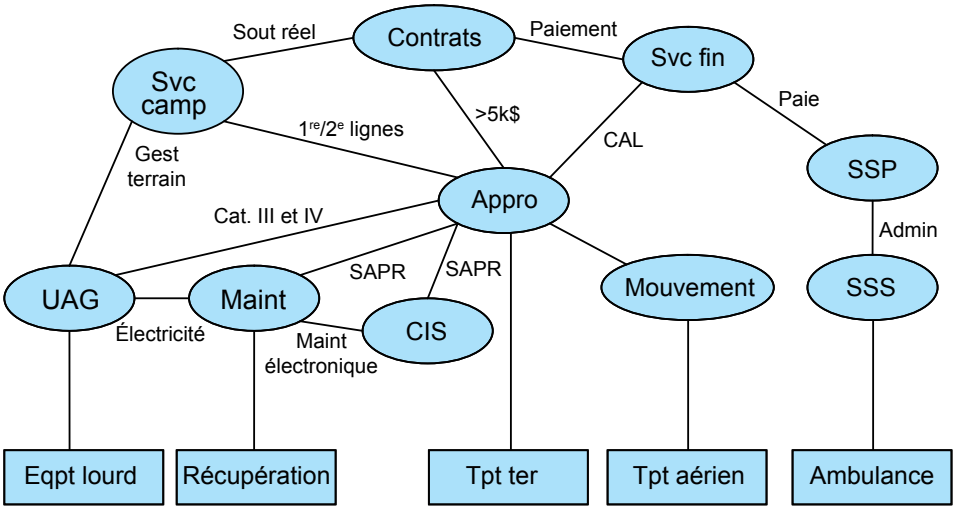


Figure 7 : Les interrelations entre les diverses fonctions de maintien en puissance

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER POUR L'ÉTAPE D'EMPLOI

L'élément clé à considérer pour l'étape d'emploi dans une courte mission est sa durée relative comparativement aux étapes de déploiement et de redéploiement, comme le montre la figure 4. Durant l'Op HESTIA, cette étape consistait en une très brève période entre le processus RSOMI pour le NAP 2 le 24 février 2010 et le redéploiement qui a commencé le 8 mars 2010, et qui coïncidait avec la fin de la visite très symbolique de la Gouverneure générale. En l'absence de tâches liées au processus RSOMI, cette période représentait le seul moment de calme relatif pour l'ESFOI, durant lequel il pouvait se consacrer à son propre inventaire, à sa sécurité et à des tâches humanitaires.

Dans l'ensemble, l'ESFOI devait être configuré comme une organisation consacrée principalement à des tâches de niveau opérationnel. Le soutien tactique, bien qu'essentiel, était secondaire pour ce qui est du temps et des ressources consacrées par l'ESFOI. À l'avenir, les organisations qui seront chargées d'organiser de courts déploiements devraient garder cette information à l'esprit.

ÉLÉMENT À CONSIDÉRER POUR LE REDÉPLOIEMENT

Comptabilisation du matériel. Les problèmes liés au contrôle du matériel étaient grandement attribuables au manque de ressources de réception et de visibilité durant son acheminement depuis le Canada, et pas nécessairement à un manque de contrôle de la part des représentants de l'approvisionnement des unités. Dès le début de l'opération, les unités déployées ne disposaient pas de directives quant à la gestion et la comptabilisation du matériel reçu, à savoir s'il serait transféré à un compte du théâtre ou s'il serait conservé dans les avoirs de l'unité. Les instructions qui auraient normalement été incluses dans les directives sur la distribution du matériel et des infrastructures n'ont été reçues que plusieurs semaines après le début de l'opération, et donc, il n'y avait aucune visibilité centrale du matériel acheminé dans le théâtre. Une fois la totalité des troupes et de l'équipement déployée, le quartier-maître régimentaire (QMR) a consciencieusement dirigé son attention sur l'établissement de son inventaire et le repérage de quantités manquantes ou en surplus ajoutées ou perdues en transit, en vue de faire le rapprochement de ces pertes au moyen de transferts temporaires. Lorsqu'on lui a posé la question dans le théâtre, le QMR a assuré à la chaîne de commandement qu'il avait une visibilité adéquate des stocks dans les comptes clients d'approvisionnement (CCA) de ses unités.

Ce n'est que lorsque nous avons commencé à planifier la clôture de la mission qu'il est devenu évident que tout le matériel dans le théâtre devait être transféré à un compte propre au théâtre (M905) avant de pouvoir être préparés pour le retour au Canada. Cette activité est typique des opérations préparées; avant le déploiement, lorsque les FC doivent avoir une visibilité de tout le matériel dans le théâtre au moment où il passe d'une rotation à une autre. Toutefois, dans ce processus, le matériel dont les unités avaient pris possession et duquel elles avaient une visibilité était entremêlé avec le matériel de tous les autres comptes des unités et de l'entrepôt et était fondé sur les listes produites avant le déploiement. Plus tard, il a fallu procéder au rapprochement avec l'ensemble du matériel dans le théâtre des écarts consignés dans des formulaires DND 638 — Prêt de matériel à un particulier ou ceux attribuables à la consommation de biens consomptibles, mais seulement à l'étape de fermeture du théâtre, et cette tâche a été accomplie par une équipe compétente affectée précisément à cette activité.

Cette approche de la gestion de l'approvisionnement est utile dans les missions prolongées lorsque le matériel est devenu des avoirs du théâtre, et peut donc être transféré d'un compte à un autre, et en être radié à la fin de chaque rotation. Toutefois, on pourrait soutenir que pour une mission de courte durée, la création d'un compte pour le théâtre ne fait que diminuer le contrôle du matériel au niveau de l'unité, à moins que l'on ne consacre suffisamment de temps à cette tâche avant le redéploiement. Lorsqu'un déploiement se limite à une seule rotation de détenteur de compte, comme c'est le cas pour l'EICC ou pour les navires militaires, il est suggéré de conserver le matériel dans les comptes des unités pour la durée de l'opération. Quoi qu'il en soit, les instructions concernant la comptabilisation du matériel doivent être communiquées à toutes les unités qui participent au déploiement le plus tôt possible.

Clôture de la mission. Lorsque le matériel doit être transféré à un compte propre au théâtre, il doit normalement être comptabilisé et rapproché par une ECM indépendante avant de pouvoir être renvoyé au Canada. Cependant, durant l'Op HESTIA, les ressources qui auraient normalement été chargées de cette tâche participaient déjà à l'Op PODIUM et à l'Op ATHENA, et seule une petite équipe de six personnes obtenue du COMSOCAN pouvait être mise à la disponibilité de l'ESFOI pour diriger les aspects de la gestion du matériel de l'ensemble des efforts de clôture de la mission. Il y a eu de nombreux débats pour déterminer si ces ressources devaient être conservées dans un emplacement central à PAP, ou si elles devaient être réparties dans les emplacements des unités afin qu'elles puissent effectuer leurs tâches avec le QMR sur place, d'une façon plus décentralisée.

Pour des raisons de manque d'espace à PAP, et pour tenter d'accélérer le processus, il a par la suite été décidé que le matériel devait être traité dans les emplacements des unités à Léogâne et à Jacmel. Toutefois, le besoin de connectivité avait été sous-estimé. Les outils utilisés habituellement par le bureau de contrôle de l'ECM pour effectuer l'inventaire des comptes et préparer les documents d'expédition, comme le système de téléchargement par lots (BUS), exigent une importante largeur de bande pour fonctionner convenablement, encore plus que l'ASFC et le SNDM. Sans connectivités dans les BOA, les équipes de production du matériel devaient échanger continuellement des listes électroniques par messager avec le bureau de contrôle situé au CNN, ce qui a entraîné des retards importants. Ce n'est qu'une fois les camps de Léogâne et Jacmel fermés et leur contenu ramené à l'AIPAP que les équipes ont pu concentrer leurs efforts sur un seul emplacement afin d'accroître l'efficacité.

Malgré les efforts de l'ESFOI, il était impossible de respecter les échéances pour le traitement de l'ensemble du matériel du compte M905 avant le redéploiement. L'augmentation des infiltrations dans les camps ainsi que la saison des pluies qui approchait à grands pas créaient des pressions pour que le contingent canadien soit retiré avant le 1er avril 2010, environ trois semaines avant l'atteinte d'un niveau acceptable de rapprochement selon les prévisions de l'ESFOI. Cette nouvelle exigence nécessitait la mise sur pied et la dotation d'une ECM à Montréal pour terminer le processus de rapprochement du matériel durant deux autres mois : le temps de recevoir le matériel arrivant par NAP au Canada, de refaire l'inventaire et de rapprocher les surplus et les manques. Au bout du compte, le temps consacré à l'effort de rapprochement est inversement proportionnel aux pertes matérielles. Comme le montre la figure 8, au-delà d'un certain point de rendement décroissant, le gain en contrôle du matériel ne vaut pas le coût du maintien en puissance de l'ECM.

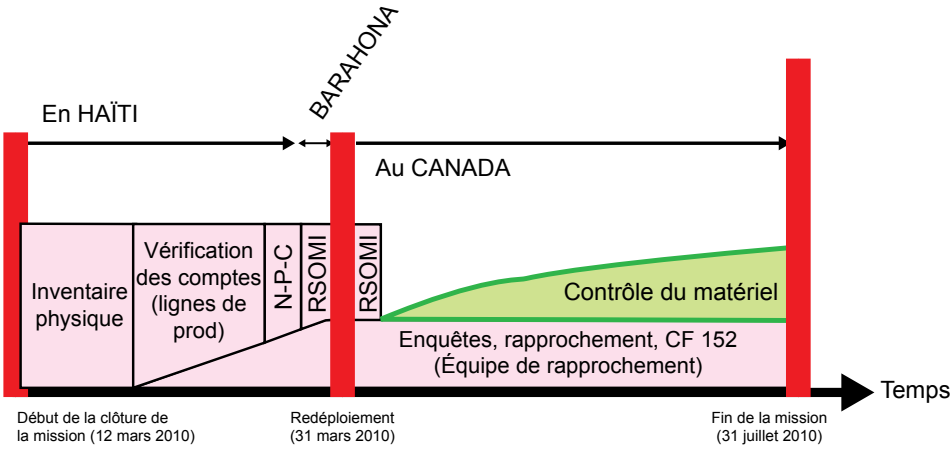


Figure 8 : Le processus de clôture de la mission, illustrant le fait que les sommes épargnées en perte de matériel diminuent à mesure que se prolonge la durée du rapprochement

La connectivité est devenue un mal nécessaire dans le processus de clôture de la mission, en raison de notre dépendance envers l'ASFC et le SNDM pour la gestion de l'inventaire et l'expédition des stocks. De plus, le bureau de contrôle doit être installé au même endroit que l'équipe de production afin de pouvoir effectuer convenablement l'identification, l'étiquetage, le rapprochement et le transfert du matériel dans chacun des sous-comptes du théâtre. Qui plus est, le contrôle du matériel exige un investissement en temps, et le rendement de l'investissement est ultimement réduit par le coût du processus de rapprochement du matériel. L'Op HESTIA a montré que ces trois principes étaient la clé d'une sortie sans heurt du théâtre.

L'Op HESTIA a aidé l'Armée de terre à mettre en évidence plusieurs leçons qui pourront être appliquées aux futures missions de courte durée, et ce, pour chacune des principales étapes de l'opération : la planification, le déploiement, l'emploi, le redéploiement et la clôture. Les auteurs ont fait ressortir des idées inspirées du déploiement de l'EICC et des navires militaires, lesquels peuvent être configurés afin d'être déployés rapidement, mener des opérations avec un soutien adéquat et être redéployés avec un maximum de contrôle sur le matériel. Il y aura toujours des facteurs qui empêcheront l'affectation de ressources précisément conçues pour l'activation dans le théâtre, la réception du matériel et la clôture de la mission; cependant, il y a d'autres options que les SFT peuvent examiner en vue d'accroître le contrôle des ressources.

CONCLUSION

Malgré les défis liés au soutien auxquels la composante terrestre a dû faire face au cours de l'Op HESTIA, on ne peut nier le succès de l'opération dans l'ensemble. L'utilisation au maximum des ressources de l'ESFOI pour les activités du processus RSOMI a peut-être eu des répercussions sur le niveau de soutien rapproché et intégral offert aux unités de la FOI(H); néanmoins, celle-ci est parvenue à obtenir du soutien autrement par la passation de marchés à l'échelle locale, la réaffectation de ressources, des ententes avec les alliés et des organismes d'attache au Canada, ou simplement l'apprivoisement de conditions de vie austères. Grâce à une ingéniosité et une flexibilité généralisées, la FOI(H) est parvenue à établir des liens durables avec des partenaires internationaux et à fournir un soutien exceptionnel à la population locale, à tel point que les chefs de communauté parlent encore avec nostalgie du soutien du Canada même plusieurs mois après notre départ. Les observations signalées dans le présent article visent à améliorer un système qui a déjà fait ses preuves et obtenu un succès remarquable.

Néanmoins, il incombe à la communauté du maintien en puissance d'assurer le meilleur soutien possible aux troupes déployées de tous les services et d'optimiser l'application des leçons retenues du déroulement

des opérations. L'absence de capacités dédiées et formées d'activation dans le théâtre et de réception du matériel, en particulier, a contribué au manque de contrôle sur le matériel tout au long de la mission et jusqu'à la fin des activités de clôture de la mission, lesquelles ont été prolongées de deux mois après le redéploiement au Canada. La concentration continue des efforts de l'ESFOI sur le processus RSOMI tout au long de la mission a accaparé des ressources qui auraient autrement été utilisées pour améliorer la qualité du soutien rapproché et intégral aux unités de la FOI, ce qui a montré la nécessité de consacrer une organisation à ces tâches de niveau opérationnel. La durée d'un **court** déploiement, comme celui dans le cadre de l'Op HESTIA, et le fait qu'il n'y ait pas de rotation de troupes, nous permet de considérer l'adoption d'aspects d'éléments de structure du matériel, des finances et du personnel que l'EICC et les navires de la Marine utilisent si efficacement durant leurs déploiements. En laissant aux unités le soin de comptabiliser et de gérer leur matériel, dans des comptes d'unité, nous disposons d'importantes ressources requises pour le rapprochement du matériel de tout le théâtre, tout en conservant un contrôle positif dans l'ensemble. Finalement, nous pouvons apprendre du succès de l'échange d'informations et de ressources entre les niveaux opérationnel et tactique.

Compte tenu du succès exceptionnel de l'Op HESTIA, on peut s'attendre à ce que le gouvernement du Canada n'hésite pas à s'engager à fournir des troupes considérables pour des opérations intensifiées d'intervention à la suite de crises internationales futures. D'ici là, l'Armée de terre doit planifier et se préparer, s'exercer et élaborer un plan de contingence advenant le cas qu'un SFT reçoive le mandat d'organiser une telle opération, y compris des ensembles de forces modulables qui peuvent facilement être assemblés afin de former une force interarmées selon l'intention et les priorités du commandant de la FOI et les effets qu'il veut obtenir. Et lorsque cette opération viendra, l'Armée de terre devra repérer les ressources clés de niveau opérationnel requises pour l'activation dans le théâtre et les affecter immédiatement aux tâches correspondantes. De cette façon, elle pourra continuer d'assurer le succès stratégique tout en améliorant le soutien opérationnel et tactique des opérations et des liaisons.

À PROPOS DES AUTEURS...

Le Major Devon Matsalla a agi comme commandant de la compagnie des services de soutien au sein de l'élément de soutien de la force opérationnelle interarmées durant l'opération HESTIA en Haïti, du 27 janvier au 1er mars 2010. Il est officier du génie électrique et mécanique et occupe actuellement le poste de commandant de la compagnie de maintenance du 5e Bataillon des services du Canada.

Le Lieutenant-colonel Daniel Rivière a agi comme commandant de l'élément de soutien de la force opérationnelle interarmées durant l'opération HESTIA en Haïti, du 17 janvier au 29 avril 2010. Il est officier de la logistique et occupe actuellement le poste de commandant du 5e Bataillon des services du Canada.

NOTES

1. 3350-165 (J5), Ordre de cessation de l'Op HESTIA, mars 2010.
2. Conversation avec le G4 Ops de l'Armée de terre, le 15 juillet 2010
3. Il est à noter que la cellule contractante interarmées (CCI) était souvent appelée la cellule de gestion des contrats (CGC).
4. Le terme TAP TAP fait référence aux petits autobus peints de couleurs vives utilisés pour se déplacer dans la ville de Port-au-Prince.
5. 3350-165/H16 (J5), Ordre d'opération de la FOI(H) pour l'Op HESTIA, janvier 2010.
6. Norman Wade, *The Sustainment & Multifunctional Logistician's SMARTBook*, 2e édition, (location, The Lightning Press, 2009).
7. 3350-165/H16 (J5), Ordre d'opération de la FOI(H) pour l'Op HESTIA, janvier 2010.

Source : Centre d'imagerie interarmées des Forces canadiennes (CIIFC)

UN ŒIL VIGILANT

Le Canada et les activités d'influence soviétiques dans l'Afrique de la guerre froide 1960 à 1963

Dr. S.M. Maloney

> *[Traduction]*
> *L'âme africaine fait rempart au communisme. L'âme irrationnelle, imprévisible et religieuse de l'Afrique résiste au pouvoir corrosif de la philosophie marxiste-léniniste, même quand il arrive que l'intellect africain l'accepte.*
>
> *— Walter Kolarz, « The Impact of Communism on West Africa » (1961)*

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, le Canada a contribué à protéger les intérêts occidentaux en Afrique, plus particulièrement ceux des pays de l'OTAN, alors que de nombreux pays s'engageaient dans la décolonisation et que le bloc soviétique ne cessait d'y étendre son influence. Pour ce faire, les organismes de sécurité nationaux du Canada ont évalué les renseignements recueillis auprès d'une foule de sources. Ces données permettent de se faire une bonne idée de la façon dont les Occidentaux percevaient la guerre froide dans le contexte africain et, plus précisément, de la nature des activités d'influence menées par le bloc soviétique au cours de cette période critique, tout en établissant les méthodes à employer pour les reconnaître, les observer et les contrer. Les répercussions qu'ont pu avoir ces opérations d'influence continuent d'avoir de l'importance de nos jours. Les intellectuels et les chercheurs contemporains ont tendance à négliger l'étude de ces méthodes et de leurs effets potentiels. La vision d'un allié non américain n'est souvent pas prise en compte dans une documentation en majorité d'origine américaine, où l'accent est mis sur les relations extérieures pendant la guerre froide. Il est donc impératif au plan historique de présenter une autre perspective qui ne soit pas dominée par les principaux protagonistes du débat en cours au sujet des problèmes actuels de l'Afrique et surtout des responsables de ceux-ci.

Par conséquent, le présent article a pour but d'éclairer un certain nombre de questions. D'abord, quels étaient les desseins au juste du bloc soviétique en Afrique au début des années 1960 et comment étaient-ils perçus par le Canada? Ensuite, pourquoi le Canada, un pays qui ne se souciait quasi exclusivement que des enjeux militaires et commerciaux entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, gardait-il un œil sur ce genre d'activités? Enfin, quel est le tableau d'ensemble que l'on peut brosser des mouvements de la guerre froide en Afrique à partir des activités de collecte et d'évaluation des renseignements du Canada? L'expansion fulgurante de l'appui du bloc soviétique aux pays, groupes et dirigeants africains, qui a contribué à l'omniprésente violence des années 1970, reposait sur des fondements jetées dans les années 1960[1]. Comprendre la nature de ces fondements et comment ils ont été posés sont des questions qui demeurent importantes.

Deux choses dominaient la politique étrangère canadienne au début des années 1950 : la mise en place du système de dissuasion de l'OTAN en Europe de l'Ouest et la guerre menée contre la Chine et la Corée du Nord en Corée. À l'époque, l'Afrique était totalement absente de la vision stratégique du Canada. Cependant, dans une analyse de la stratégie du Canada et de l'OTAN réalisée en 1954–1955, on concluait que l'Union soviétique et l'OTAN arriveraient à établir un système de dissuasion relativement stable en Europe de l'Ouest, mais que la rivalité entre le monde communiste et l'Occident allait déborder dans les régions qui émergeaient du colonialisme :

> *[Traduction]*
> *La menace et les méthodes des communistes varient d'une région à l'autre, tout dépendant des ressources disponibles et des faiblesses et contradictions qu'ils peuvent exploiter. La stratégie alliée doit par conséquent combiner des mesures politiques et économiques plutôt que militaires pour neutraliser les menaces indirectes que peuvent poser les communistes dans leur effort pour contourner le mécanisme de la dissuasion nucléaire[2].*

De fait, dès 1950, le Canada était déjà un partisan du Plan de Colombo, essentiellement une forme de Plan Marshall destiné à l'Asie, mais les Canadiens ne se préoccupaient pas encore vraiment de l'Afrique. Les choses ont toutefois changé à cet égard après l'élection en 1957 du gouvernement de John G. Diefenbaker. Diefenbaker, qui croyait fermement que les pays du Commonwealth devaient jouer un véritable rôle dans les affaires mondiales, en contribuant, entre autres choses, à atténuer l'influence communiste, et ce, sans être associés aux États-Unis, a amené le Canada à devenir plus présent en Asie, en Afrique et dans les Caraïbes[3]. La participation canadienne a pris de nombreuses formes, dont des programmes d'aide économique prototypes établis par le truchement du Bureau de l'aide extérieure[4] et un soutien accordé en matière d'instruction militaire aux pays du Commonwealth ayant nouvellement acquis leur indépendance, afin de les aider à se doter d'une armée de métier. Dans les années 1960, des équipes d'instructeurs de l'Armée canadienne ont été déployées au Ghana, au Nigéria, en Tanzanie et en Zambie. On leur avait confié des mandats de formation explicites, mais dans un contexte d'objectifs stratégiques imprécis selon lesquels on visait *grosso modo* à faire contrepoids aux missions d'instruction de la Chine, de l'Union soviétique et des pays de l'Est[5]. Le Ghana, le Nigéria, la Rhodésie, l'Afrique du Sud et le Mozambique étaient les principaux pays africains avec lesquels le Canada avait des liens commerciaux dans les années 1950 et 1960. L'Afrique du Sud était, et de loin, le plus important partenaire commercial du Canada, suivie par la Rhodésie et le Ghana[6].

Sous cette approche approximative et passablement brouillonne, on pouvait percevoir deux problématiques. En premier lieu, Diefenbaker était extrêmement préoccupé par le problème grandissant que posait la triade Afrique du Sud, apartheid et Commonwealth, et il espérait pouvoir intervenir dans le processus de médiation de ce conflit sur le front diplomatique. Selon lui, les jeux d'influence des Soviétiques, qui se jouaient sur fond de guerre froide, contribuaient à aggraver la situation, et si on ne faisait rien, le Commonwealth serait irrémédiablement ébranlé ou transformé en un mécanisme d'agression contre l'Occident.

En second lieu, la conflagration congolaise de 1960 constituait un problème tout aussi grave, et les observateurs canadiens y voyaient un conflit lié à la guerre froide qui risquait de dégénérer en un affrontement entre les deux superpuissances de l'époque. Le Canada avait décidé d'appuyer et de participer à la force de stabilisation de l'ONU envoyée au Congo, mais les Canadiens se sont rendu compte que le contingent onusien était ciblé par des éléments d'allégeance communiste ou armés et financés par les communistes, qui utilisaient des méthodes non conventionnelles. Ainsi, mentionnons le cas de ces treize aviateurs italiens qui, après avoir été capturés et tués, ont subi l'outrage du cannibalisme. Pensons aussi à ces militaires canadiens des transmissions qui, à huit occasions, ont été pris en otage et battus dans le but de convaincre le Canada de quitter la force de stabilisation[7]. L'usage que les Soviétiques faisaient d'avions « commerciaux » pour déployer des « techniciens des programmes d'aide » directement d'Odessa, en Union soviétique, au Congo, sans escale et sans préavis, soulevait également des inquiétudes. Aux yeux des Occidentaux, ce qu'il fallait comprendre, c'est que les Soviétiques pourraient profiter des activités d'aide internationale pour préparer une forme d'intervention, si l'envie leur en prenait[8].

En termes concrets, on a alors augmenté l'enveloppe budgétaire réservée à l'Afrique du Bureau de l'aide extérieure, organisme fondé par le Canada en 1960 pour gérer l'aide à l'étranger, alors que les fonds ont diminué pour d'autres régions du monde. On a également créé un organisme plus spécialisé, le Programme spécial d'aide à l'Afrique du Commonwealth (Special Commonwealth Africa Aid Programme, ou SCAAP), sous l'égide du Bureau de l'aide extérieure, et la plus grande partie des fonds acheminés par son entremise était destinée au Ghana et au Nigéria. En 1960, l'ambassadeur du Canada en France a de plus été dépêché en Afrique Occidentale Française, indépendante depuis peu, pour y mener une mission d'étude et déterminer en quoi le Canada pourrait y être utile en termes d'aide et d'assistance[9].

En raison de cet intérêt accru du Canada à l'endroit de l'Afrique et de ses sources de mécontentement, il a fallu donner plus d'ampleur au ministère des Affaires extérieures pour desservir cette nouvelle région d'intérêt. Parce que les efforts diplomatiques du Canada continuaient de porter avant tout sur

Centre d'imagerie interarmées des Forces canadiennes (CIIFC) CFC-67-84

les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Moyen-Orient, dans l'ordre, l'Afrique a été essentiellement mise dans le même sac que la Direction du Moyen-Orient. La Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient devait mettre les bouchées doubles. Les représentants canadiens étaient peu nombreux et éloignés les uns des autres en Afrique, ce qui était également vrai des sources d'information[10].

Les canaux d'échange de renseignements entre les pays de l'ABCA, nommément les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Australie, mis en place au moment de la Seconde Guerre mondiale, ont aidé le Canada à comprendre et assimiler les enjeux africains. En 1960, l'Australie a fait parvenir

au Canada une des premières analyses envoyées pour commentaires. Dans cette analyse, l'Australie estimait que l'octroi d'un prêt de 400 millions de roubles à l'Éthiopie marquait le début de « l'offensive d'aide économique du bloc soviétique en Afrique », car aucune initiative de cette envergure n'avait été observée auparavant. À partir de 1954, des accords commerciaux et d'autres types de relations économiques étaient apparus en Asie et au Moyen-Orient, et de l'avis des Australiens, c'était là « la première preuve tangible de l'irruption du bloc soviétique dans le secteur de l'aide économique » en Afrique. Les négociations en cours avec la Guinée autour d'une éventuelle entente économique inquiétaient aussi les Australiens.

Dans l'analyse australienne, les activités du bloc soviétique en Afrique mettaient en présence plusieurs éléments qui se chevauchaient : prêt remboursable en produits agricoles ou en devise forte, accords commerciaux bipartites d'exportation de biens et de matériel agricole en provenance de l'Europe de l'Est, aide technique permettant à des étudiants de bénéficier de bourses d'études pour étudier dans des écoles et centres de formation des pays du bloc soviétique ainsi que missions commerciales et liaisons diplomatiques. C'était un train de mesures de soutien remarquablement bien orchestré : lorsqu'une ex-puissance coloniale quittait un pays donné, les pays du bloc soviétique étaient prêts à entrer en action et à offrir des programmes d'aide élaborés[11].

De fait, l'étude indiquait que « dans un de ces cas, on avait trouvé l'occasion d'échanger des "idées" entre des ressortissants des pays du bloc soviétique et de l'Afrique », autrement dit, la possibilité d'inculquer ou de propager la version soviétique de l'idéologie communiste. Ainsi :

> *[Traduction]*
> *L'avalanche soudaine d'ouvrages et d'études soviétiques sur l'Afrique était une preuve tangible de cet intérêt accru à l'endroit du continent africain, tout comme l'était la création de chaires d'études africaines dans les universités des pays du bloc soviétique. Les Soviétiques appuient les conférences africano-asiatiques et toutes les manifestations de nationalisme africain. On sait bien que les communistes appliquent, comme ils le font en Asie, leur technique avérée qui consiste à associer communisme et nationalisme[12].*

Dans l'étude australienne, on soulignait que les efforts du bloc soviétique en Afrique se concentraient sur la Guinée, le Ghana, l'Éthiopie, la Libye, le Maroc, le Nigéria et le Soudan, mais aucune analyse détaillée des raisons qui justifiaient un tel intérêt pour ces pays particuliers n'y était fournie.

Ce que l'on ignorait au Canada et dans les autres pays occidentaux à l'époque, c'est que le KGB avait reçu l'ordre en 1960 de créer une nouvelle section pour superviser les opérations secrètes et d'influence en Afrique subsaharienne, dans la foulée des efforts déployés par Nikita Khrouchtchev cet été-là pour faire entrer seize nouveaux pays indépendants dans le giron de l'Organisation des Nations Unies (ONU)[13]. On pouvait présumer que l'un des objectifs de cet exercice s'inscrivait dans les jeux d'influence qui se jouaient à l'ONU, l'Union soviétique cherchant à obtenir des votes supplémentaires qui pourraient lui donner l'avantage dans la guerre diplomatique qu'elle menait à New York contre l'Occident, ce qui semblait logique compte tenu des agissements de l'Union soviétique dans d'autres régions du monde, notamment l'Asie.

Le projet de positionnement ultérieur de forces soviétiques sur la côte de l'Atlantique de l'Afrique était sans doute aussi à l'origine de cette attention. D'ailleurs, les Français craignaient que l'indépendance du Mali ne rende plus vulnérables les installations névralgiques situées au Sénégal, un pays limitrophe, ce qui aurait pu compromettre les plans de défense de l'OTAN dans l'Atlantique si jamais une guerre éclatait. La Guinée soulevait des inquiétudes similaires[14]. Incidemment, l'uranium français destiné à son programme d'armement nucléaire provenait de la Mauritanie, un autre aspect de la situation qui risquait de poser des problèmes si le Mali se retrouvait dans l'orbite de l'Empire soviétique.

Si on se fie à la documentation, il semble que les gens des Affaires extérieures ont commencé à s'intéresser de beaucoup plus près aux activités du bloc soviétique en Afrique à partir de la fin de l'année 1960 et du début de l'année 1961. La situation au Congo est sans doute à l'origine de cet intérêt accru, car

les Occidentaux étaient convaincus que Patrice Lumumba étaient sous l'emprise des Soviétiques, et que ceux-ci l'avaient incité à semer la pagaille; ils croyaient aussi que le Congo pouvait devenir la scène d'un affrontement entre les deux superpuissances, comme l'avait été Berlin auparavant[15]. Les relations entre Lumumba et Kwame Nkrumah préoccupaient les diplomates canadiens, qui n'appréciaient guère plus les liens sans cesse plus étroits qui se tissaient entre le Ghana et les Soviétiques. Le Canada avait envoyé des troupes au Ghana, qui s'entraînaient avec les militaires ghanéens, et des troupes ghanéennes étaient présentes au Congo aux côtés de membres des Forces canadiennes.

Les inquiétudes du secrétaire général des Nations Unies, Dag Hammarskjold, trouvaient un écho aux Affaires extérieures. Lors d'une conversation avec l'ambassadeur canadien Charles Ritchie, Hammarskjold :

> *[Traduction]*
> *(…) insistait sur les graves problèmes que posait et allait continuer de poser l'aide de la Russie aux pays africains. Il ne (…) croyait pas que pour la majorité des chefs d'État africains, l'acceptation des prêts et de l'aide soviétiques était synonyme d'une orientation procommuniste. Il était bien normal pour des pays sous-développés de prendre ce qui leur était offert dans les meilleures conditions possible pour eux (…) Le risque, c'est que même sans vouloir adopter les politiques communistes, ils seraient imperceptiblement entraînés dans cette voie à mesure que grandirait leur dépendance à l'aide soviétique*[16].

Étant donné l'importance centrale que l'ONU semblait revêtir dans l'approche canadienne des problèmes internationaux de l'époque, il était logique que le Canada soit à l'écoute des appréhensions du secrétaire général des Nations Unies.

Dans le cadre de leur processus d'apprentissage, les gens des Affaires extérieures ont directement reçu, par service spécial de messagerie, du haut-commissariat de Grande-Bretagne à Ottawa les analyses pertinentes du British Foreign Office (ministère des affaires étrangères du Royaume-Uni). Ces études n'étaient normalement distribuées qu'au sein du Foreign Office et dans l'enceinte de Whitehall. La façon dont ces documents ont été transmis témoigne éloquemment de la relation étroite entre le Canada et le Royaume-Uni.

Les conclusions de l'analyse britannique convergeaient avec celles des études australiennes, et on y déclarait que 1960 était « l'année de l'Afrique » et avait donné lieu à « une intensification considérable des efforts des pays communistes en termes de pénétration et d'influence du continent ». Les pays du bloc soviétique étaient aux premières lignes de cette poussée — Tchécoslovaques et Allemands de l'Est, dont la « droiture idéologique » ne pouvait être mise en doute, jouaient le rôle principal, pendant que les Polonais occupaient les seconds rôles. La Guinée était la « tête de pont » de toute l'entreprise, et les communistes y avaient fait des « percées spectaculaires ». Outre les relations commerciales et culturelles habituelles, on a mis à profit des partenariats entre des organisations est-allemandes, comme le mouvement de la jeunesse communiste d'Allemagne de l'Est, et le système éducatif de Guinée, alors que par ailleurs la Société de la Croix-Rouge est-allemande s'était associée au système de santé[17].

Aussi anodin que cela puisse paraître, dans les faits, « un soutien moral et matériel est accordé au vu de tous aux nationalistes algériens. Par le truchement notamment de la Croix-Rouge est-allemande, qui a acheminé 500 000 livres de matériel au Croissant-Rouge algérien. Le régime d'Antoine Gizenga à Stanleyville », devenue Kisangani depuis lors, jouit d'un appui similaire, plus particulièrement de la part des Tchèques, des Allemands de l'Est et des Vietnamiens. Ce dernier point est important, puisque le gouvernement congolais, qui était appuyé par l'ONU, combattait, avec l'aide de troupes canadiennes, les séparatistes dirigés par Gizenga (ex-lumumbistes). On soupçonnait également la Guinée de fournir des « armes, du matériel, du ravitaillement et des instructeurs aux forces du Front de libération nationale (FLN) algérien », dans le cadre de sa lutte avec la France, un pays allié du Canada au sein de l'OTAN[18].

La campagne de propagande du bloc soviétique était particulièrement préoccupante. Selon l'analyse britannique, « la puissante machine de propagande sino-soviétique fonctionnait à plein régime en Afrique; elle s'en prenait aux maillons les plus faibles des liens entre l'Occident et l'Afrique et déversait

un flot continu de sentiments anti-occidentaux. Cette propagande servait expressément à tirer partie des idées et émotions surgissant dans le sillage de forces comme le nationalisme, le panafricanisme, l'afro-asiatisme, l'anticolonialisme, le neutralisme, le racisme, le chauvinisme culturel et l'aspiration à l'indépendance économique ». Un véritable déluge de nouvelles revues et publications s'est abattu sur le continent, et les pays du bloc soviétique avaient ouvert des agences de presse à Accra, au Caire, à Conakry et à Rabat. La radio était toutefois l'outil de propagande par excellence. La programmation pro-soviétique en français, en anglais, en swahili et en portugais inondait les ondes[19].

Cet effort de saturation radiophonique a commencé par s'étendre sur 3,5 heures par semaine en anglais et en français en 1958 pour passer à 320 heures en dix langues en 1963. Comme on pouvait le lire dans un rapport, les émissions en swahili de la radio moscovite, d'abord diffusées sur une base hebdomadaire de 3,5 heures, l'étaient durant 28 heures par semaine à la fin de l'année 1962. Mais quel était le contenu de ces émissions?

> *[Traduction]*
> *Toutes les émissions produites par les communistes ont pour but de jeter le discrédit sur l'Occident et de présenter les pays communistes sous un éclairage favorable. Les actes et politiques des gouvernements occidentaux sont condamnés et leur bonne foi dénigrée, les politiques communistes sont portées aux nues, le mythe du néocolonialisme est propagé, et la solidarité communiste avec le nationalisme africain est proclamée*[20].

Des postes de radio de fabrication lettone étaient remis aux Africains dans le cadre d'un programme d'aide, et des appareils portatifs à transistor ont été distribués en quantité pour combler les besoins en attendant que la production en Europe de l'Est atteigne les niveaux requis. L'UNESCO appuyait le programme de distribution, dont l'objectif était de fournir cinq postes de radio pour chaque tranche de dix personnes. Les « gouvernements africains », pouvait-on lire dans une étude, « souhaitent que les postes de radio soient rapidement distribués à grande échelle, car ils sont particulièrement efficaces pour contrer l'analphabétisme et faciliter les communications avec les hameaux éloignés. L'auditoire potentiel de la propagande communiste s'accroît inévitablement sans cesse, surtout que les postes sont souvent branchés à des haut-parleurs sur la place des villages »[21]. La construction d'imposants émetteurs en Somalie, au Mali et en Guinée rendait tout cela possible.

Centre d'imagerie interarmées des Forces canadiennes (CIIFC) CFC-67-83

Les systèmes d'éducation des pays visés ont également bénéficié d'une part de l'attention. Divers livres et symposiums arborant des titres comme « African History, the Alleged Suppression of Africa's Cultural Heritage by Europe, and the Neglect of Health and Education during the Colonial Era » (Histoire africaine : élimination présumée de l'héritage culturel africain par l'Europe et détérioration de la santé et de l'éducation pendant l'ère coloniale), ont commencé à faire leur apparition. Les livres et les symposiums s'accompagnaient de la possibilité de faire des études supérieures à l'Université russe de l'Amitié des Peuples, sise à Moscou. Kwame Nkrumah a annoncé son intention d'y envoyer 3 000 étudiants « pour créer un équilibre avec les étudiants formés en Occident ». En termes d'activité secrète, les Soviétiques ont également fait circuler de faux « dossiers ministériels » américains et britanniques qui ont eu un « effet néfaste ». Dans un cas, on avait ciblé la Confédération internationale des syndicats libres, qui se situait hors de la mouvance communiste et était perçu comme un obstacle et un rival[22].

L'offensive tous azimuts du bloc soviétique en Afrique devait reposer sur des arguments idéologiques justifiant ce nouvel aventurisme. En 1960, I.I. Potekhin, Ph. D., un idéologue soviétique, publiait l'ouvrage *L'Afrique regarde vers l'avenir*.

Sans entrer dans des détails extrêmement pointus et d'un dogmatisme pénible, disons pour résumer que Potekhin affirmait que l'Afrique était prête à accueillir socialisme et communisme, compte tenu qu'elle n'avait pas de classe de propriétaires terriens (les colonialistes formaient une telle classe, et ils étaient quasi tous partis), que le socialisme avait la faveur des nouveaux dirigeants de l'Afrique, mais n'avait pas encore « atteint le stade de la théorie politique » et pouvait par conséquent être manipulé à partir de l'extérieur, et que la terre, en règle générale, appartenait déjà à « la tribu » dans la plupart des régions d'Afrique et était divisée entre les membres du groupe par les chefs tribaux, ce qui l'amenait à conclure que les germes du socialisme étaient déjà présents et que des forces extérieures pouvaient « aider » les Africains à les féconder[23].

Ce traité a semblé suffisamment inquiétant aux yeux des autorités britanniques pour qu'elles ordonnent à tous leurs hauts-commissaires à la grandeur du Commonwealth de « dénoncer ce plan directeur soviétique pour l'Afrique » en diffusant une autre vision de la situation. Parmi les contrepoints les plus importants et pertinents, mentionnons ceux-ci : « La présomption selon laquelle l'Union soviétique peut s'arroger le droit de guider les pays africains vers l'objectif prédéterminé du communisme constitue une interférence injustifiée dans les affaires internes africaines » et aussi « étant donné le niveau de développement de l'Afrique, des économies mixtes fondées sur une combinaison d'entités publiques et d'entreprises privées, dont les fonctions respectives sont utiles, offrent probablement le moyen le plus rapide d'assurer le progrès économique du continent[24] ». À la lumière de tout cela, on pouvait dire que l'Afrique était devenue, dans les faits, un champ de bataille manifeste où s'affrontaient les démocraties à économie de marché et la version soviétique du socialisme.

À dire vrai, il a fallu que Golda Meir martèle sa cause devant des représentants de l'OTAN, qui ont ensuite transmis le message au Canada. À l'époque, Israël était en train de mettre en œuvre sa « stratégie périphérique » qui devait lui permettre d'établir des relations agricoles, commerciales et militaires avec les pays voisins de ses principaux adversaires arabes, afin de contrer le pouvoir de ces derniers et de les amener à disperser leur attention[25] (il était ironique que l'Ouganda fasse partie de ces pays — c'est d'ailleurs pour cette raison qu'Idi Amin Dada arborait l'insigne ailé des parachutistes israéliens). Selon Golda Meir, « nous amorçons une nouvelle phase de la guerre froide », et « on est en droit de se demander si les pays occidentaux en font assez pour enrayer l'activité communiste en Afrique ». À son avis, la Guinée et le Mali étaient perdus pour l'Occident, mais le Ghana pouvait encore être sauvé[26].

Pendant que la crise congolaise s'aggravait en 1961, la Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient continuait de rester au fait du travail d'analyse du Foreign Office (FO) britannique. À ce moment-là, le FO produisait une série de rapports publiés à intervalles réguliers sous le titre « Communist Bloc Interest in Africa » (Les intérêts du bloc communiste en Afrique), dont le Canada recevait des exemplaires. Chaque nouvelle parution offrait une description des tendances en matière de politique, une analyse des textes de nature idéologique, les thèmes faisant l'objet de la propagande et un résumé

détaillé des principales activités. Pour le dire dans les grandes lignes, les analystes du FO jugeaient que, dans l'ensemble, « l'Afrique continue de jouer un rôle important dans les desseins grandiloquents de l'Union soviétique visant à mettre l'Occident K.-O., dans l'arène de l'ONU comme ailleurs, dans les dossiers du désarmement, de l'anticolonialisme et de la refonte des rouages de l'ONU »[27]. Les thèmes que serinait la propagande sur le front de l'ONU portaient souvent sur l'appui de l'OTAN au Portugal et à ses colonies et le rôle du Vatican en tant qu'« agent du colonialisme » au Congo, sans oublier les sévères remontrances à l'égard d'Israël, qui était qualifié de « marionnette de l'OTAN » en Afrique[28].

Dans ses rapports, le personnel du FO faisait de son mieux pour assimiler et traiter la quantité prodigieuse de publications que produisait le bloc soviétique sur l'Afrique, et dont la plupart contenaient en apparence le terme « néocolonial » dans le titre ou le sous-titre (l'exception étant semble-t-il le *Dictionnaire swahili-russe*)[29].

Enfin, en octobre 1961, l'appareil de sécurité national canadien a commencé à produire ses propres analyses plutôt que de se fier uniquement aux impressions de ses alliés. Une étude préliminaire intitulée « Soviet Non-Military Strategy in the Underdeveloped Area » (La stratégie civile soviétique dans le monde sous-développé) adoptait une approche passablement exhaustive et directe :

> *[Traduction]*
> *Le gouvernement soviétique fait de grands efforts pour accroître son influence dans les pays sous-développés en misant sur la 'coexistence sur un pied de concurrence'. Ce faisant, il utilise une panoplie d'instruments, dont au premier chef ses activités diplomatiques, l'aide économique, la propagande, l'action politique directe et la guérilla (…) il est toutefois difficile de déterminer avec clarté dans quelle mesure l'appréciation que les communistes font de leur situation a donné lieu à une stratégie bien définie ou jusqu'à quel point des tactiques, méthodes et techniques précises ont été élaborées*[30].

À la différence de la plupart des analyses de leurs alliés, qui mettent l'accent sur les particularités de l'idéologie et du verbiage communistes, les Canadiens soutiennent dans leur analyse qu'« une grande puissance politique peut reposer sur des bêtises conceptuelles, et la logique interne de la vision soviétique des pays sous-développés nous intéresse moins que son efficacité à titre de facteur déterminant et outil de la planification soviétique ». C'est pourquoi, d'un point de vue général, la tâche immédiate des Soviétiques était « de modifier la structure [économique et sociale] des pays sous-développés de façon à ce que leurs liens avec l'Occident deviennent aussi ténus que possible », afin qu'ils basculent dans le camp du « système socialiste mondial »[31].

Quelles méthodes seraient probablement employées? « Hormis la volonté d'éviter une guerre nucléaire, il n'existe en principe aucune limite aux moyens qui pourraient être mis en œuvre pour atteindre cet objectif. » Il y avait cependant certaines limites d'ordre pratique. Selon l'analyse canadienne, « l'action politique directe est jugée (…) inadéquate dans la plupart des régions ». Il y avait aussi des limites « à l'efficacité de la guérilla ». Sur le front économique, « la réticence de certains (…) pays à accepter la présence du personnel soviétique (…) » limitait ces efforts. L'enjeu fondamental et déterminant était « de concilier la nécessité d'éviter la guerre à l'objectif d'étendre l'influence soviétique le plus rapidement possible dans les régions sous-développées »[32].

Dans cette étude, on prétendait que l'approche soviétique avait pour but d'accomplir ce qui suit[33] :

- Élaboration de programmes permettant de détourner une part de plus en plus grande des échanges commerciaux des pays en développement vers les pays du bloc soviétique.
- Aide financière accordée sous des formes aptes à favoriser des modifications structurales de ces économies, afin qu'elles soient moins dépendantes de l'Occident.
- Incitation à assurer l'expansion du secteur public des économies du tiers monde.
- Démonstration par l'exemple des avantages d'appartenir au système socialiste mondial.

Le problème des analystes était le suivant : L'approche des Soviétiques était-elle systématique ou opportuniste? À prime abord, l'aide soviétique aux nouveaux pays indépendants semblait être consentie en fonction exclusivement des occasions qui se présentaient, mais les auteurs de l'étude ont aussi décelé une nouvelle tendance dans les agissements du bloc soviétique. De fait, les Soviétiques commençaient par établir une mission diplomatique, pour ensuite fournir un « soutien logistique de grande ampleur à n'importe quel pays engagé dans un conflit politique ou militaire avec l'Occident, après quoi l'aide économique était accrue ». Cette façon de faire a d'abord été observée à l'extérieur de l'Afrique. Les analystes ont fini par conclure que les premiers efforts des communistes étaient improvisés, mais que désormais, leur « politique est sans doute planifiée de façon passablement précise »[34].

La conclusion de l'étude canadienne était pessimiste :

> *[Traduction]*
> *Il est très possible que les pays sous-développés se tournent en grand nombre vers le bloc soviétique (…) on constate une forte propension aux gouvernements autoritaires de gauche; plus de pays cherchent à tisser des liens étroits avec l'Union soviétique, et les différends avec l'Occident se multiplient. Les [Soviétiques] sont en bonne posture pour exploiter cette conjoncture. Le profit que les communistes pourront en tirer dépendra dans une certaine mesure de l'efficacité des autres avenues que pourra offrir l'Occident comme de la volonté des gouvernements occidentaux de faire concurrence à l'Union soviétique à l'intérieur des frontières de chaque pays. Par le passé, on a souvent baissé les bras et laissé le champ libre (…) Si une telle tendance se maintient, il deviendra quais impossible de freiner l'expansion du système socialiste mondial*[35].

Selon cette optique canadienne, les tensions de la guerre froide avaient par conséquent en Afrique une coloration plus économique que militaire, en raison des contraintes imposées par le système de dissuasion (fondé sur l'armement nucléaire et conventionnel) qui avait été mis en place entre l'Occident et le bloc soviétique, ce qui venait confirmer l'analyse de 1955. On sous-entendait d'ailleurs dans l'étude que l'octroi de stocks impressionnants de matériel militaire soviétique aux pays en développement avait d'abord pour but de s'assurer que les forces armées du bloc soviétique disposeraient d'équipements dans ces régions du monde dans l'éventualité d'une troisième guerre mondiale, pas nécessairement pour que les principaux acteurs locaux s'en servent dans le cadre des conflits régionaux[36].

L'analyse canadienne ne disait malheureusement pas comment les « fronts » éducatif et social s'inscrivaient dans cet antagonisme. Pour l'essentiel, les Canadiens s'en remettaient au travail d'analyse des Britanniques dans ces domaines. Dans le rapport « Communist Bloc Interest in Africa » du FO publié à la fin de l'année 1961, on expliquait que les « publications sur l'Afrique avaient augmenté en nombre et étaient de meilleure qualité ». Beaucoup de ces documents portaient sur l'importance de contrer le « néocolonialisme », qui, selon les écrits soviétiques, était essentiellement le « contrôle indirect exercé par le truchement de moyens politiques, militaires, économiques et idéologiques » des colonisateurs sur leurs anciennes colonies. Grâce à cette pléthore de publications, il semble bien que la notion de « néocolonialisme » ait été diffusée à grande échelle partout sur le continent sous les habits d'un concept rassembleur. Les analystes ont également mis au jour « quelques tendances intéressantes. La "guerre de libération nationale" en Angola faisait l'objet d'une attention soutenue », et certains signes laissaient présumer que la situation au Mozambique suscitait un intérêt grandissant. Encore là, ces deux pays allaient devenir des bénéficiaires importants de l'aide soviétique lors des guerres qu'ils ont menées à la fin des années 1960 et pendant les années 1970[37].

Chose intéressante, dans l'analyse de la documentation soviétique qui a été réalisée au ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni, et qui a ensuite été acheminée aux Affaires extérieures au début de l'année 1962, on soulignait que les Soviétiques s'impatientaient devant la lenteur des progrès dans les régimes progressistes africains. Les nouveaux États étaient trop nombreux à refuser d'entrer dans le camp socialiste et se voyaient affublés de l'étiquette péjorative de « neutraliste », ce qui de l'avis des théoriciens, « profite dans les faits aux colonialistes ». C'était de toute évidence la version moscovite du « qui n'est pas avec nous est contre nous ». Augurant de ce qui allait se produire dans les années 1970, les analystes

estimaient que ces reproches « laissaient présager l'adoption d'une politique plus forte dans l'avenir pour se faire des amis et influencer le peuple africain, avec à la clé une aide économique soigneusement ciblée et supervisée (…) on peut également penser que cela s'accompagnera d'une intensification des activités subversives, dans le but de s'assurer que les bonnes personnes (communistes) obtiennent les postes voulus (influents), d'où elles seront en mesure de faire avancer l'agenda communiste »[38].

En 1961, on ne sait trop à quel moment de l'année exactement, le Comité sur l'Afrique de l'OTAN voyait le jour. Le Canada en était un des pays membres, mais les archives disponibles ne permettent pas de déterminer avec clarté quels étaient les sujets de discussion ou le mandat de ce comité. Le Comité sur l'Afrique offrait toutefois aux Canadiens une tribune sur laquelle ils pouvaient exprimer leur point de vue et leur politique, eux-mêmes formulés sous l'influence de l'analyse réalisée par la Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient. De fait, le message était essentiellement celui-ci : le « Canada est très préoccupé par cette vaste campagne dont le but est d'attirer ces nouveaux pays dans l'orbite communiste ». Les décideurs canadiens croyaient que la meilleure approche résidait dans de « solides relations d'amitié et de sympathie que l'on préserve et consolide grâce à notre aide ». Le Canada promettait à l'OTAN de fournir « une aide économique, financière et technique [ainsi qu'] une aide accrue en éducation sous toutes ses formes ». L'éducation était, du point de vue du Canada, « la forme de contribution la plus importante ». L'aide devait être acheminée par l'entremise des institutions spécialisées de l'ONU, du Commonwealth et des organisations de financement intergouvernementales, présume-t-on mais sans que cela soit explicite dans la politique, afin que l'aide puisse être « retirée ». Dans l'exposé de principe, on insistait sur ceci : « Il est essentiel que les jeunes pays africains ne se transforment pas en théâtre de la guerre froide (…) C'est en abordant le problème au moyen de méthodes novatrices que nous aurons le plus de chances de réussir à préserver l'Afrique de la menace communiste — à condition que ces nouvelles approches reposent sur un partenariat authentique au sein duquel les peuples africains ne sont pas simplement l'objet des efforts de développement mais des participants actifs à cet égard[39]».

Incidemment, l'importance que le Canada accorde à l'éducation sur les tribunes de l'OTAN s'enracine dans un terreau politique existant. Diefenbaker s'était fait le champion de ce qui allait éventuellement devenir le Programme de bourses d'études et de recherches du Commonwealth en 1960; un programme dont la portée géographique débordait les frontières de l'Afrique, et qui a acquis plus d'importance après 1960. Les mauvaises expériences qui avaient ponctué le Plan de Colombo en Asie, dans les années 1950, expliquaient, entre autres choses, l'intérêt du Canada en matière d'éducation. Au dire d'un observateur, « ça ne sert pas à grand-chose de mettre sur pied des projets d'immobilisations avant que ces pays ne disposent de gens compétents pour les mettre en œuvre et en assurer le fonctionnement ». Subséquemment, le SCAAP a été porté à mettre l'accent sur l'éducation. Par exemple, en 1967, on retrouvait 166 conseillers et 339 enseignants canadiens dans les pays africains membres du Commonwealth, et plus de 600 étudiants originaires de ces pays fréquentaient l'université au Canada[40].

Les analystes occidentaux de la situation africaine n'étaient toutefois pas dupes, malgré l'importance accordée à la situation actuelle. Pour Moscou, les dirigeants en poste n'étaient que des marchepieds. La génération suivante, qui allait être formée dans le système d'éducation, afficherait une orientation idéologique encore plus marquée :

> *[Traduction]*
> *Les successeurs possibles des dirigeants actuels commencent déjà à poindre à l'horizon, et c'est sur eux que les pays communistes ont jeté leur dévolu. Ce sont les jeunes Africains qui apprennent leurs leçons de marxisme derrière le rideau de fer ou en Occident. Une fois de retour dans leur pays, ces jeunes gens se voient confier des postes de deuxième ou troisième ordre, à partir duquel ils pourront éventuellement obtenir de l'avancement (…) on peut les retrouver dans les groupes jeunesse, au sein des mouvements étudiants, dans les syndicats et les services d'information*[41].

L'infiltration des médias par des étudiants formés dans les pays du bloc soviétique était particulièrement préoccupante. Il vaut la peine d'aborder cet aspect dans une citation plus détaillée :

> *[Traduction]*
> *L'Organisation internationale des journalistes d'allégeance communiste, dont le siège social est à Prague, s'est révélée, sur le champ de bataille idéologique de l'Afrique, plus efficace que n'importe quelle autre organisation internationale même beaucoup plus imposante sur le front communiste, comme l'Union internationale des étudiants (UIE), la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD) ou la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) (…) L'intérêt des communistes à l'endroit des organes de presse et des stations de radio de l'Afrique repose sur un calcul très délibéré. En arrivant à convaincre et à former les jeunes journalistes africains dans l'optique marxiste-léniniste, il sera d'autant plus facile de manipuler l'opinion publique africaine avec l'aide des quelques journaux, bulletins d'information et stations de radio existants*[42].

Dans le contexte de la guerre froide, parmi les enjeux éducatifs africains qui ont fait irruption sur le front diplomatique canadien, on pense à la pénible expérience de treize étudiants ghanéens qui n'en pouvaient plus de l'endoctrinement qu'ils subissaient à l'Université Patrice-Lumumba, à Moscou. Un de ces treize jeunes s'était plaint de son sort à une sténographe de l'ambassade du Canada avec laquelle il voyageait à bord d'un avion d'une compagnie aérienne commerciale, ce qui avait lancé certaines discussions au niveau des Affaires extérieures et du Comité d'information de l'OTAN quant à la façon dont la situation pourrait être exploitée. Il semble qu'à l'époque les organes de propagande de l'OTAN aient été la scène d'un débat passablement intense sur la pertinence ou pas pour les puissances occidentales de reconnaître les diplômes que les étudiants africains décrochaient dans les pays du bloc soviétique, lorsque ceux-ci décidaient de poursuivre leurs études en Occident. Était-il utile ou pas de refuser de reconnaître ces diplômes[43]?

Les Ghanéens ont permis au Canada et aux pays de l'OTAN de découvrir comment étaient formés et traités les Africains qui étaient envoyés en Union soviétique pour s'instruire et étudier :

> *[Traduction]*
> *On retrouve dans l'histoire de [John Noi] l'habituelle litanie de reproches des étudiants africains et asiatiques qui étudient dans un pays du bloc soviétique : manifestations obligatoires, impression d'être constamment épié, surveillance policière, examens futiles ou inexistants (…) Il soupçonnait lui-même une jeune fille avec qui il avait été jumelé pour qu'elle l'aide à apprendre le russe d'avoir en fait eu pour tâche de l'espionner, et il avait informé les autorités de l'Université russe de l'Amitié des Peuples qu'il n'avait plus besoin de ses services. Elle s'est alors tournée vers l'ambassade du Ghana pour avouer, éplorée, qu'elle était profondément amoureuse de Quist, qui, en homme impitoyable qu'il est, a déclaré qu'il ne la reprendrait pas* [44].

À l'instar du milieu universitaire nord-américain des années 1990, alors que le déconstructivisme était la philosophie à la mode,

> *[Traduction]*
> *les étudiants qui participaient de leur plein gré aux manifestations et aux réunions protestataires, dont les discours étaient préparés à l'avance par les autorités soviétiques, obtenaient sans problème la note de passage aux examens.*

À la différence toutefois des universités des années 1990 et davantage comme il était de mise dans le Sud des États-Unis dans les années 1950,

> *[Traduction]*
> *Quist a raconté que l'un de ses amis ghanéens avait été battu quasi à mort par des étudiants et des miliciens russes pour être entré dans un restaurant interdit aux étudiants de couleur (…)*

Quist a expliqué que 12 autres étudiants et lui voulaient dépenser le reste de leurs bourses d'études ailleurs et quitter Moscou. Le Canada serait-il prêt à leur donner un coup de main? L'analyse que les gens des Affaires extérieures ont faite de la situation nous aide à mieux comprendre en quoi l'éducation était un instrument de la guerre froide à l'époque. Certains d'entre eux voulaient exploiter la situation en créant un programme qui permettrait de « récupérer les étudiants africains déçus dès leur sortie du territoire soviétique », mais d'autres personnes soutenaient qu'« il nous serait plus profitable de faire venir en Occident d'autres étudiants directement du pays sous-développé en question ». M. Jean Fournier, le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, voyait la situation comme suit :

> *[Traduction]*
> *Il est facile de sous-estimer les risques dans ces circonstances. Il est notoire que les communistes ont réussi avec éclat à convertir à leurs vues bon nombre d'étudiants des pays sous-développés qui fréquentaient des établissements occidentaux. Les choses semblent toujours plus intéressantes vues de loin. Il pourrait être très salutaire pour [ces étudiants] de faire venir parmi eux des étudiants de la même nationalité ayant perdu leurs illusions communistes. Il serait sans doute utile en ce sens de faire venir dans un pays occidental ou un autre un ou deux étudiants de chaque région*[45].

Pendant ce temps, vers le mois d'octobre 1961, les Soviétiques consolidaient leur approche stratégique globale en Afrique, alors même que la crise berlinoise battait son plein. Ils savouraient la réussite d'une offensive diplomatique qui avait consisté à attaquer l'Occident sur la question du « colonialisme direct » qui, selon une analyse, « avait été récompensée par la condamnation de l'ONU de l'apartheid en Afrique du Sud, de la politique du Portugal dans ses territoires outremer et la politique française en Algérie », suivie d'une demande d'enquête sur les agissements de la Rhodésie[46]. L'effet cumulatif des efforts ainsi déployés pour obtenir une condamnation « internationale » a semé les germes des troubles qu'ont ensuite connus l'Angola et le Mozambique, qui ont mis de la pression sur le Portugal et ont en bout de piste débouché sur la révolution des œillets en 1974. Le conflit algérien avait déjà causé un grave préjudice interne en France, qui avait même dû composer avec des cas de désobéissance parmi ses militaires, en plus d'être la cible d'anciens combattants algériens qui s'étaient transformés en terroristes alors même qu'ils étaient engagés dans le processus de décolonisation en Afrique Occidentale Française. La situation en Afrique du Sud donnait mauvaise presse aux pays du Commonwealth sur tous les plans. Quelle en était l'incidence pour le Canada? Deux alliés de l'OTAN était déconsidérés, pendant que la crédibilité de l'organisation internationale dans laquelle le premier ministre avait mis tous ses espoirs, le Commonwealth, était sapée.

En vue de l'avenir, les Soviétiques avaient décidé de classer les pays africains en deux catégories : ceux soumis à un « contrôle direct » comme le sont les colonies et ceux soumis au « contrôle indirect » du « néocolonialisme ». Aucun État africain n'était socialiste encore, puisque tous les pays africains « participaient toujours de l'économie capitaliste mondiale ». On ne pouvait qualifier un pays africain de « socialiste » avant qu'il n'ait « adopté un programme correspondant au modèle socialiste et exempt de toute influence occidentale ». Cette nouvelle classification allait, espérait-on, obliger les nouveaux pays africains à opter pour un camp ou pour l'autre[47].

Les Soviétiques reconnaissaient de plus les pays « indépendants », mais ils les répartissaient en trois types. Les deux premiers types étaient les « démocraties nationales », d'une part, et les pays qui se déclaraient « socialistes sous une bannière nationale », d'autre part. La différence était la présence d'un front national dans les premiers mais pas dans les derniers. Ces derniers pays « atténuaient l'importance de la lutte des classes ». Les deux types de pays pouvaient être orientés vers le socialisme en recourant à diverses méthodes pour les soustraire au contrôle indirect. Le troisième type de pays était exclu d'emblée — il s'agissait de « régimes despotiques servant à protéger les intérêts de réactionnaires locaux, qui régnaient habituellement de connivence avec les puissances occidentales »[48].

On devait chercher à privilégier pour l'avenir une méthode axée sur la « démocratie nationale » dans les pays « indépendants »[49], donc se rabattre sur les méthodes traditionnelles du « front national ». Selon cette approche, les éléments du contre-pouvoir, qu'ils soient de gauche, de droite ou centristes, sont regroupés sous un même toit, le régime est renversé, les communistes purgent leurs compatriotes non communistes, puis ils prennent le pouvoir.

Tout cela devait évidemment être appuyé par les missions diplomatiques, les relations culturelles et l'aide économique soviétiques. Le travail de propagande devait venir étayer le tout. Après avoir analysé la chose de plus près, un thème de la propagande s'est particulièrement démarqué en appui de l'entreprise du bloc soviétique en Afrique, nommément, « la théorie soviétique [selon laquelle] l'Afrique possédait une culture très raffinée jusqu'à ce qu'elle soit "oblitérée" par le "colonialisme" et la lutte de libération nationale en cours en Afrique avait son envers dans une renaissance nationale. On comprend alors mieux l'intérêt grandissant des auteurs soviétiques pour la culture ancestrale de l'Afrique et la littérature et l'art contemporains »[50]. Et ce qui fait froid dans le dos, c'est le nouvel accent orwellien que Moscou a ordonné aux intellectuels de mettre sur les travaux aptes à confirmer cette vision :

> *[Traduction]*
> *[Le Parti communiste de l'Union soviétique] avait décidé que l'Institut africain de Moscou devait cesser de travailler à la critique du système colonial et donner la priorité aux problèmes économiques et sociaux actuels de l'Afrique et à l'étude du passé africain en collaboration avec les départements d'archéologie et d'histoire. Il est évident que c'est là la première étape vers l'acquisition du contenu requis pour réécrire l'histoire africaine, un travail que des [universitaires soviétiques réputés] ont décrit comme "une tâche politique s'inscrivant dans la lutte contre la menace néocolonialiste".*

En 1962, les analystes canadiens étaient arrivés à reconstituer le puzzle du système d'éducation et des centres de formation du bloc soviétique. L'Université Patrice-Lumumba à Moscou était « réservée aux étudiants de l'Afrique noire ». Ils recevaient des bourses d'études de la part du gouvernement soviétique. Le nombre de ces étudiants a d'abord été de 70 en 1959, et il avait grimpé à 500 en 1961. La formation syndicale était dispensée à Budapest, en Hongrie. De 40 à 50 étudiants africains environ y complétaient la formation toutes les quatre semaines. On retrouvait en Tchécoslovaquie « une école de formation politique pour les jeunes Africains », qui se cachait derrière la façade de l'Union internationale des étudiants. Un autre établissement, l'Institut des études économiques, « forme de jeunes Africains pour qu'ils puissent mener des opérations secrètes tant militaires que terroristes ». L'Allemagne de l'Est, probablement à l'image du modèle de la jeunesse hitlérienne, s'enorgueillissait d'offrir une « école secondaire pour Africains », sous l'égide des syndicats est-allemands, ainsi qu'une école de la « solidarité nationale », où étaient formés des « instructeurs politiques pour les jeunes Africains, et qui était sous le contrôle de la Fédération syndicale mondiale (FSM) et de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique ». Grâce à leurs relations, les gens du haut-commissariat du Canada à Accra ont accompli un travail remarquable à cet égard[51].

L'aviation civile s'est également mise à poser des problèmes aux yeux des analystes canadiens de l'Afrique. Comme nous l'avons vu, les Soviétiques avaient utilisé l'aviation civile à des fins de « transmission » pendant la crise congolaise en 1960. En 1962, l'activité aérienne des pays du bloc soviétique en Afrique causait de plus en plus de maux de tête aux Américains et aux Français, et ceux-ci ont demandé leur avis aux Canadiens à ce sujet. À cette époque, l'Union soviétique avait conclu des ententes avec la Guinée, le Mali, le Maroc et le Ghana, mais exerçait des pressions sur le Soudan, la Somalie, le Tanganyika et l'Éthiopie. Le département d'État des États-Unis avait demandé aux ambassadeurs américains de faire savoir que les objectifs soviétiques étaient « le prestige et une plus grande influence politique », et que les « aspects commerciaux étaient secondaires ». Surtout, cette forme de pénétration permettrait aux Soviétiques de se doter d'« un réseau de services aériens soviétiques [qui] apte à faciliter les activités d'espionnage et de subversion ». En outre, comme les Soviétiques n'étaient membres ni de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ni de l'Association du transport aérien international (IATA), il fallait « que les accords conclus avec eux comprennent des garanties contre les abus et l'exploitation (p. ex. en ce qui concerne la nationalité des membres d'équipage et le versement des fonds) »[52].

La question a été portée à l'attention de l'OTAN. Les Français proposaient une approche concertée des pays de l'OTAN à l'endroit des pays africains pour restreindre l'expansion de l'aviation commerciale soviétique. Les analystes de la Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient étaient favorables « à cette forme de pénétration en Afrique, et nous convenons que les gouvernements africains devraient être informés des dangers et des risques qu'il y a à ouvrir leur espace aérien aux appareils d'Aéroflot »[53]. Ils ont toutefois fait cette mise en garde : « une approche concertée devrait être évitée de crainte qu'elle

ne soit interprétée comme une tentative des Occidentaux d''importer la guerre froide' » en Afrique. « Nous pensons qu'il est préférable que chaque pays s'engage dans des représentations discrètes ». Les Britanniques en sont également venus à penser que pour ce qui concernait l'aviation civile, une « approche concertée de l'OTAN auprès des gouvernements africains comportait certains risques intrinsèques ». Le Canada était cependant prêt à communiquer le renseignement sur les activités de l'aviation civile soviétique en Afrique et à rester à l'affût[54].

Dans ce dossier, la politique du Canada à l'OTAN a été élaborée à la lumière de l'analyse de la Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient, et les représentants du Canada à Paris en reprenaient les arguments mot à mot. D'ailleurs, comme on pouvait le lire dans un rapport canadien, les Ghanéens sont « très mécontents de leur expérience de l'aide soviétique dans ce domaine; par exemple, la plupart des avions Il-18 qui avaient été fournis au Ghana étaient cloués au sol et allaient peut-être devoir être renvoyés en URSS », et quand les autorités soviétiques ont demandé que « seuls des Ghanéens ou des Soviétiques fassent partie des équipages affectés à la liaison Accra-Moscou, ils ont essuyé un refus ». Les pays africains n'avaient peut-être pas besoin des conseils de l'OTAN pour comprendre ce qui se passait[55].

Les discussions se sont poursuivies entre les analystes canadiens et américains de la scène diplomatique relativement aux limites de l'approche soviétique, qui avaient commencé à apparaître dès 1962, une fois le choc initial absorbé et après que les Soviétiques eurent éprouvé des problèmes tant au Mali qu'au Ghana. L'approche idéologique soviétique présentait deux aspects précis. Il y avait d'abord « la confusion que le contexte africain faisait naître dans des esprits nourris à la mamelle du communisme; rien sur le continent ne correspondait au modèle de développement de l'être humain qui leur avait été présenté comme valide partout et en tout temps (…) les particularités de la situation et du développement africains ne sont pas aussi troublantes pour les Occidentaux, puisqu'ils ne tentent pas de plaquer des idées préconçues sur l'Afrique ». Le second aspect était « l'absence de partis communistes indigènes ou d'un substrat à partir duquel de tels partis pourraient prendre forme ». Ils essayaient bien de mettre sur pied un parti communiste, mais il fallait y mettre le temps et l'énergie, et ce serait un « processus long et difficile ». En bout de piste, comme l'a fait remarquer un commentateur, « les habitants des nouveaux pays indépendants d'Afrique ne croiront pas automatiquement ce que les Occidentaux leur raconteront à propos du communisme; ils doivent se former leur propre opinion (…) Même s'il faudra continuer de surveiller avec vigilance les activités soviétiques en Afrique, on ne devrait pas s'inquiéter outre mesure d'observations de ce genre »[56].

CONCLUSIONS

Les Soviétiques et leurs alliés ont fini par se lasser du Ghana, du Mali et du Congo et s'étaient déplacés vers les pâturages plus verdoyants de l'Angola, du Mozambique et de l'Éthiopie à la fin de la décennie. Le tableau est devenu beaucoup plus sanglant quand des forces auxiliaires ont directement affronté des soldats du Portugal, de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud au cours des années 1970. Les effets à long terme des incursions du bloc soviétique dans l'univers de l'éducation, de la formation technique et des médias dans les pays africains n'ont toutefois pas fait l'objet d'un examen rigoureux. La somme impressionnante de temps, d'énergie et de ressources que Moscou et ses vassaux du bloc soviétique ont investie reposait sur une vision élaborée et ancrée dans l'idéologie. Il ne serait guère sensé de prétendre qu'aucun des Africains visés par cette activité intense et coordonnée n'en a été influencé. Pourtant, comment peut-on mesurer ces effets? Quels outils devrait-on utiliser? Nous, chercheurs et théoriciens, sommes-nous prêts à faire une évaluation objective de ces enjeux en regard des problèmes de l'Afrique contemporaine? Dans le présent article, on décrit comment certains pays occidentaux envisageaient la situation africaine. L'information obtenue auprès de sources soviétiques dans les années 1990 a permis de confirmer ce qu'on pensait. Encore là, les effets ne sont pas et ne peuvent pas être pris en compte dans ces analyses. Les économies africaines ont-elles été contaminées par la formation dispensée par les Soviétiques de l'ère communiste aux cadres intermédiaires dans les années 1960 et 1970? Qu'en est-il des attitudes envers les diverses puissances occidentales : ont-elles été erronément influencées par les récits historiques ou les programmes d'études soviétiques sur l'Afrique qui avaient été approuvés par les conseillers de l'époque? Nous devrions en fin de compte nous poser cette question : les malheurs

de l'Afrique découlent-ils tous des travers de la manipulation coloniale ou néocoloniale? Peut-on aussi croire que les influences de la période soviétique ont joué un rôle? Et quels ont été les obstacles locaux et nationaux auxquels les Soviétiques ont dû faire face? Il est plus que temps que nous nous efforcions de répondre à ces questions, et nous pensons, c'est du moins à espérer, que les travaux depuis longtemps tombés dans l'oubli des analystes canadiens de la scène africaine au cours des années 1960 nous ouvrent des pistes utiles en ce sens.

Centre d'imagerie interarmées des Forces canadiennes (CIIFC) CFC-67-83

NOTES

1. Comme exposé dans l'ouvrage de Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II: The KGB and the World*, Londres, Alan Lane, 2005, chapitres 23 et 24.
2. Archives nationales du Canada [ANC], RG 25, vol. 4495, dossier 50030-E-1-40 partie 1, 26 mars 1955, « The Strategic Concept of the Nuclear Deterrent ».
3. Voir H. Basil Robinson, *Diefenbaker's World: A Populist in foreign Affairs*, Toronto, University of Toronto Press, 1989, p. 3 et 4.
4. David R. Morrison, *Aid and Ebb Tide: A History of CIDA and Canadian Development Assistance*, Waterloo, Wilfrid Laurier Press, 1998, p. 45.
5. Voir Greg Donaghy, « The Rise and Fall of Canadian Military Assistance in the Developing World, 1952–1971 », *Canadian Military History*, vol. 4, nº 1, p. 75 à 83; Andrew B. Godefroy, « The Canadian Armed Forces Advisory and Training Team Tanzania 1965–1970 », *Canadian Military History*, vol. 11, nº 3 (septembre 2002), p. 31 à 47.
6. Voir « Canada in Anglophone Africa » *in* Peyton Lyon et Tareq Y. Ismael (rédacteurs), *Canada and the Third World*, Toronto, Macmillan, 1976, p. 96.
7. Sean M. Maloney, *Canada and UN Peacekeeping: Cold War by Other Means 1945–1970,* St. Catharines, Vanwell Publishing, 2002, chapitre 6. Voir aussi Erwin A. Schmidl, *Blaue Helme Rotes Kreuz: Das Osterreichische UN-Sanitatskontingnet im Kongo, 1960 bis 1963*, Wien, Studien, 1995.

8. Bibliothèque Dwight D. Eisenhower, documents de Christian Herter, caisse 13, dossier des conversations téléphoniques CAH, GDH masqué 1960, conversation téléphonique entre Herter et Kennedy.
9. David R. Morrison, *Aid and Ebb Tide: A History of CIDA and Canadian Development Assistance*, Waterloo, Wilfrid Laurier Press, 1998, p. 45, 48 et 49.
10. John Hilliker et Donald Barry, *Le ministère des Affaires extérieures du Canada, volume II : L'essor, 1946–1968*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, p. 173 à 175.
11. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 3 mars 1960, note de la Division du Commonwealth pour la liste de diffusion, « Soviet Aid to the Under-Developed Countries of Africa ».
12. *Ibidem*
13. Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II: The KGB and the World*, Londres, Alan Lane, 2005, p. 426.
14. ANC, RG 25, vol. 6991, dossier 5475-6-40, partie 5, 12 février 1960, message PERMISNY à l'USSEA, « Africa and the United Nations », One Guniea, voir Maloney, *Canada and UN Peacekeeping*, p. 106.
15. Comme décrit *in* Maloney, *Canada and UN Peacekeeping*, chapitre 6.
16. ANC, RG 25, vol. 6991, dossier 5475-6-40, partie 5, 26 février 1960, message PERMISNY aux Affaires extérieures, Ottawa, « Africa ».
17. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 20 février 1961, Foreign Office, « Communist Satellite Activities in Africa (Excluding Egypt, Sudan, and Libya) ».
18. *Ibidem*
19. *Ibidem*
20. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, juillet 1963, « Radio Barrage to Africa ».
21. *Ibidem*
22. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 20 février 1961, Foreign Office, « Communist Satellite Activities in Africa (Excluding Egypt, Sudan, and Libya) ».
23. 23 ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 11 avril 1961, Foreign Office, « A Soviet Blueprint for Tropical Africa ».
24. *Ibidem*
25. Voir Avi Shlaim, *Le mur de fer — Israël et le monde arabe*, Paris, Buchet-Chastel, 2008, chapitres 3 et 4.
26. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 25 mai 1961, message de l'OTAN à Paris aux Affaires extérieures, « Mrs Meir's Visit to Norway ».
27. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 16 mars 1961, Foreign Office, mémoire du Research Department, « Communist Bloc Interest in Africa No. 6 September to December 1960 ».
28. *Ibidem*
29. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 25 juillet 1961, Foreign Office, mémoire du Research Department, « Communist Bloc Interest in Africa No. 7: January to April 1961 ».
30. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 11 octobre 1961, « Soviet Non-Military Strategy in the Underdeveloped Areas ».
31. *Ibidem*
32. *Ibidem*
33. *Ibidem*
34. *Ibidem*
35. *Ibidem*
36. *Ibidem*
37. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 20 novembre 1961, mémoire du Research Department, « Communist Bloc Interest in Africa No. 8 May to Early September 1961 ».
38. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 8 août 1961, Central Research Unit, note documentaire n° 1,682, « A Soviet View of African Emergence ».
39. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, septembre 1962, « Suggested Introductary Remarks for the Minister Concerning The Second Report of the NATO Committee on Africa ».
40. Voir « Canada in Anglophone Africa » *in* Peyton Lyon et Tareq Y. Ismael (rédacteurs), *Canada in the Third World*, Toronto, Macmillan, 1976, p. 106.

41. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 17 décembre 1961, Central Reserch Unit, note documentaire nº 1,765, « The Impact of Communism on West Africa ».
42. *Ibidem*
43. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 15 juin 1962, note de Robertson à la section des relations culturelles, « NATO Information Committee-Recognition of University Degrees between Communist Block and Afro-Asian Countries ».
44. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 1962, mémoire pour dossier, « Conversation with John Noi Quist », 28 mai 1962, message du bureau du haut-commissaire au Ghana à l'USSEA, « Scholarships for African Students ».
45. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 14 juin 1962, note de l'USSEA à la division de l'information, « Educational Assistance for African Students in the Soviet Union and other Communist Countries ».
46. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 19 mars 1962, mémoire du Research Department, « Communist Bloc Interest in Africa No. 9 Mid- September to December 1961 ».
47. *Ibidem*
48. *Ibidem*
49. *Ibidem*
50. *Ibidem*
51. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 16 janvier 1962, note du haut-commissaire à Accra à l'USSEA, « Communist Penetration in Africa » et « The Main Soviet Specialists ».
52. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 16 mars 1962, note du Foreign Office à Addis-Abeba.
53. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 30 juillet 1962, note de la Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient à la Direction des affaires économiques, « Civil Aviation-Soviet Penetration in Africa ».
54. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 27 juillet 1962, note de la Direction de l'Afrique et du Moyen-Orient à la Direction des affaires économiques, « Civil Aviation-Soviet Penetration in Africa ».
55. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 2 août 1962, message des Affaires extérieures à Ottawa à l'OTAN à Paris, « Civil Aviation-Soviet Penetration in Africa ».
56. ANC, RG 25, vol. 5560, dossier 12774-40, partie 2, 13 avril 1962, note de l'ambassade du Canada à Washington à l'USSEA, « State Department Views on Soviet Activities in Africa ».

H.J. Coghill, Sergent d'armes à la Chambre des communes

Source : Bibliothèque et Archives Canada

DU RÉGIMENT DE PERTH JUSQU'À LA COLLINE DU PARLEMENT

Lieutenant-colonel Harry J. Coghill : soldat et sergent d'armes à la Chambre des communes

M. R. Vineberg

Au Canada, au début du XXe siècle, surtout dans les petites collectivités, la vie sociale est beaucoup axée sur le régiment de la Milice. L'implantation d'un colossal programme visant à bâtir de nouveaux manèges militaires à travers le pays permet la construction de nouvelles installations modernes pour les drills et les célébrations militaires. Le 28e Régiment de Perth situé à Stratford, en Ontario, profite lui aussi du programme. Son nouveau manège militaire, bâti en 1905 sur la rue Waterloo, devient rapidement un point de rassemblement important à Stratford. Le jeune Harry Coghill, nouvellement arrivé à Stratford, est naturellement attiré par le 28e Régiment, d'ores et déjà une noble organisation instaurée en 1856. Le service militaire l'interpelle; il est un organisateur-né; il est extraverti et il souhaite mettre en place un réseau social dans sa nouvelle ville. Son travail de tailleur, qu'il effectue en compagnie de son père et de son frère aîné, ne constitue pas pour lui une source de défi suffisamment stimulante. C'est pourquoi, en 1906, il joint les rangs de la Milice[1].

Il a alors 18 ans. Harry est né le 17 avril 1888, à Listowel, à environ 40 km au Nord de Stratford. Il est le deuxième d'une famille de sept enfants de James Coghill et de Caroline Phelps. Deux des enfants décèdent jeunes, mais Harry, son frère aîné Jay, son frère cadet Frank, et ses sœurs Dorothy et Marjory, ont plus de chance. Harry fréquente l'école de Listowel et plus tard celle de St. Catharines. Ses grands-parents maternels demeurent à Merritton, juste au Sud de St. Catharines. Très jeune, il habite avec eux tous les étés puis termine ses études secondaires dans leur ville. Durant cette période, sa famille déménage de Listowel à Stratford et son père y ouvre une boutique de tailleur. Après ses études secondaires, Harry déménage à Stratford et joint immédiatement la Milice active non permanente[2].

La résidence d'Harry, située au 102, rue Church, est située à quelques pas du manège militaire, à l'intersection Waterloo et Albert, et bien évidemment, la milice devient le centre de ses activités. Il réussit sa formation avec brio. En mars 1909, il est nommé lieutenant provisoire; quelques mois plus tard, on lui confère le grade. Le 1er mars 1914, il est promu au grade de capitaine au Régiment de Perth.

Le père et la mère d'Harry meurent peu de temps après leur déménagement à Stratford. Le frère aîné d'Harry prend les rênes de l'entreprise et laisse clairement savoir que les trois garçons ne pourraient pas gagner leur vie à la boutique. Frank déménage à St. Catharines et déniche un travail dans une banque, tandis qu'Harry reste à Stratford, comme vendeur itinérant pour Mickleborough and Muldrew, une compagnie qui vend des lainages anglais.

Vu la brillante carrière militaire d'Harry et sa carrière professionnelle plutôt banale, il n'est pas surprenant que lorsque la guerre éclate, il est l'un des premiers à s'enrôler dans le service actif. Il joint les rangs du 28e Détachement étranger de Stratford le 6 août 1914 et se retrouve rapidement à Valcartier. Originaire du Sud-Ouest de l'Ontario, il est recruté par le 1er Bataillon, il est affecté à la compagnie de quartier général et, le 22 septembre, il est nommé adjudant adjoint du 1er Bataillon[3]. Le Bataillon monte à bord du LAURENTIC à Québec trois jours plus tard[4]. À l'instar des quelques 30 autres navires transportant la 1re Division, le LAURENTIC demeure dans les environs de Gaspé jusqu'au 3 octobre en attendant

l'arrivée des quatre navires de la Marine royale chargés d'escorter le convoi. Au milieu de l'Atlantique, les navires obtiennent du renfort des navires NSCM GLORY et MAJESTIC et subséquemment du croiseur de combat NSCM PRINCESS ROYAL. Les navires à la tête du convoi arrivent à Plymouth le 14 octobre, ayant été détournés de Southampton, après avoir reçu des rapports de sous-marins allemands dans le canal maritime[5].

Harry sait pertinemment que son frère cadet, Frank, a vieilli d'un an et qu'il s'est lui aussi enrôlé dans le 1er Bataillon[6]. Or, une fois arrivé en Angleterre, Frank, qui a été promu tout d'abord comme sergent puis comme lieutenant, peut être transféré au Royal Flying Corps. Harry ne peut pas se douter que sa future épouse se trouve également dans le convoi, à bord du FRANCONIA. Eva Hambley vient tout juste de terminer ses études en sciences infirmières au Owen Sound General and Marine Hospital, et lorsque la guerre éclate, elle s'enrôle à titre d'infirmière militaire[7].

À son arrivée en Angleterre, Harry, à l'instar de nombreux autres Canadiens, est envoyé à Salisbury Plain. Le 1er Bataillon débarque le 18 octobre et arrive en train à Amesbury le lendemain. Il est affecté au Camp Bustard[8]. La vie sur la plaine est aride. Harry s'entraîne presque constamment, sous une pluie continuelle. À titre de capitaine-adjudant, Harry en a certes beaucoup sur les épaules, mais il doit également assumer le rôle de responsable de la paie suite à l'arrestation de l'officier attitré à ces fonctions.

Collection de l'auteur

Or, les congés occasionnels et les plaisirs de Londres servent de contrepoids. L'une des connaissances d'Harry à Stratford, Mademoiselle Gertrude French, est elle aussi infirmière militaire au sein du Corps expéditionnaire canadien. Elle a été mutée à l'hôpital St. Thomas à Londres. Les infirmières autorisées pratiquent dans leur propre salle et, dans la salle voisine se trouve l'infirmière Hambley. Harry est de passage à Londres en compagnie du Capitaine Chesham, lui aussi du 1er Bataillon, pour assister à un spectacle, et il invite l'infirmière French à l'accompagner et il lui demande de trouver une compagne pour le Capitaine Chesham. L'infirmière French cogne à la porte voisine et invite l'infirmière Hambley. C'est donc durant ce rendez-vous-surprise avec le Capitaine Chesham, qu'Eva Hambley rencontre Harry Coghill. L'Armée, sans le savoir, facilite les fréquentations entre Harry et Eva en la transférant à Beaufort Manor, à Salisbury Plain, à la fin d'octobre 1914. Elle est affectée à l'hôpital général no 2 puis plus tard transférée à Netherhaven. C'est durant son travail à Netherhaven qu'Harry la demande en mariage, au début de 1915. Mais ce n'est qu'une fois tous les deux en France qu'ils pourront unir leur destinée[9].

La 1re Division du Canada part au front. Comme à l'époque les capitaines-adjudants ne sont pas dépêchés en campagne avec leurs unités, le Capt Coghill est nommé quartier-maître du Bataillon.

Le 1er Bataillon lève le camp le 7 février et monte dans un train à destination d'Avonmouth, où il embarque sur l'ARCHITECT le 9 février et arrive à St-Nazaire tard le 11 février. À St-Nazaire, le Capt Coghill devient l'un des premiers blessés du bataillon lorsque son cheval recule dans un véhicule et qu'il est projeté; il a une fracture aux côtes. Il ne se rend alors pas compte de l'état de ses blessures, ou ne veut pas l'admettre, et décide d'aller au front avec le Bataillon[10]. Le 15 février, le Bataillon arrive à son cantonnement à Merris, juste au Nord-Ouest de Lille, mais on lui ordonne rapidement de se rendre à Armentières le lendemain[11]. Le Capt Coghill ne peut plus nier sa blessure, et il souffre maintenant de pleurésie. Le 18 février, il est admis à l'Hôpital stationnaire canadien nº 2 à La Trouquet (sur la Manche, à environ 40 km au Sud de Boulogne), où il est traité. Il reçoit son congé de l'hôpital le 10 mars, juste à temps pour le premier combat du 1er Bataillon. Le 1er mars, le Bataillon occupe des tranchées à Fleurbaix; il est immédiatement victime de bombardements et de tirs de tireurs d'élite pendant qu'il joint les rangs. Il est relevé par le 3e Bataillon le 5 mars, et relève à son retour le 3e Bataillon le 9 mars. Harry allait entreprendre sa première grande opération militaire dans quelques heures.

Pour les Canadiens, la Bataille d'Ypres débute à Neuve-Chapelle, et s'étend du 10 au 12 mars. La Bataille est lancée tôt le 10 mars. Le 1er Bataillon, qui fait parti de la 1re Division canadienne, est maintenant sous commandement britannique et est placé sur le flanc gauche du 4e Corps britannique. Dans le journal de guerre du Bataillon, on peut lire « avons reçu l'ordre de retenir l'ennemi sur son terrain tandis que la 4e Division *[sic]* a attaqué Neuve-Chapelle à notre droite. Poursuivez une fusillade intense, à l'aide de l'artillerie, toute la journée » [*Traduction*]. Trois soldats du 1er Bataillon sont morts au combat et cinq sont blessés. Les hostilités du lendemain ressemblent à celles de la veille; toutefois, les Allemands utilisent de nouvelles artilleries lourdes pour combattre les Canadiens. Malgré tout, seulement deux soldats du Bataillon sont blessés. Le 12 mars, les Allemands entreprennent une contre-attaque tous azimuts, et ciblent principalement les positions britanniques. Les Allemands subissent toutefois de lourdes pertes durant cette opération. Le 1er Bataillon est une fois de plus bombardé, mais les conséquences sont négligeables, quoiqu'un soldat soit tué. Le 13 mars, le 3e Bataillon relève à nouveau le 1er Bataillon et ce dernier se retire dans son cantonnement, qui se trouve dans la réserve divisionnaire. La première expérience de combat du Capitaine Coghill est une réussite. Entre-temps, on se rend compte que les unités ont encore besoin de capitaines-adjudants, et le Capt Coghill agit à titre de capitaine-adjoint du Bataillon durant de nombreuses périodes entre le 16 mars et la fin de mai 1915.

Le 17 mars, la rotation se poursuit et le 1er Bataillon prend possession des tranchées appartenant au 3e Bataillon. Bien que les autres opérations menées dans la région de Fleurbaix soient relativement tranquilles, le 1er Bataillon perd tout de même deux soldats au combat, dont un lieutenant, et trois hommes sont blessés. Le 27 mars, la 8e Division britannique prend la relève des Canadiens et ces derniers sont déplacés dans les effectifs de réserve, à Estaires, à environ 8 km derrière les lignes de combat. Le 3 avril, dimanche de Pâques, le Bataillon brise la routine et assiste à un office religieux plutôt que de marcher sur la route derrière la ligne, de tendre des fils barbelés ou de creuser des tranchées. Rapidement, le Bataillon reçoit les ordres de changer de cantonnement. Les militaires nettoient leur cantonnement, rassemblent leurs effets personnels et, le 6 avril, partent en direction d'Oudezeele, à quelque 30 km au Nord d'Estaires.

Tandis que la 1re Division canadienne relève la 11e Division française sur le saillant d'Ypres entre le 14 et le 17 avril, le 1er Bataillon demeure derrière les lignes jusqu'au 18 avril, jusqu'à ce qu'il commence à se déplacer vers la Belgique, tout d'abord dans la section Proven puis dans la section Vlamertinghe, tout juste 3 km à l'Ouest d'Ypres. Il y demeure jusqu'au 22 avril, jour où les Allemands ont recours pour la première fois au chlore gazeux. L'attaque au gaz, qui a lieu tard en après-midi, vise les troupes territoriales françaises qui occupent la partie Nord du saillant. Leur ligne cède, permettant aux Allemands de progresser au Sud derrière le nuage vert de gaz. Les lignes alliées perdent un très grand nombre de soldats, et la ligne arrière de la 1re Division canadienne et les deux divisions britanniques sont également menacées. En effet, sur 2,5 km, à l'Est du canal Yser, les Allemands se butent seulement à une position de mitrailleuse française. Heureusement, les Allemands ont atteint leur objectif — ils ont creusé une ligne au Sud de Pilckem. S'ils s'étaient avancés, ils auraient possiblement complètement entouré trois divisions alliées. Pour créer une nouvelle ligne, le Général Sir Horace Smith-Dorrien, officier général commandant (OGC) de la Deuxième Armée britannique libère la 1re Brigade d'infanterie canadienne de la réserve.

Le 23 avril, à 2 h 20, les 1er et 4e bataillons reçoivent l'ordre de traverser le canal Yser en passant par Brielen, juste au Nord d'Ypres, et d'attaquer le village de Pilckem. À 9 h, ils sont sur le terrain et à 10 h ils sont en position, devant Pilckem, à seulement 300 m des premières lignes allemandes, où ils demeurent en poste pour e reste de la journée. En après-midi, une contre-attaque générale est déclenchée et les Canadiens s'avancent jusqu'à 200 m des lignes ennemies. Ce soir-là, à 23 h 30, les Canadiens sont relevés et se retirent à environ ½ km au Sud des tranchées des renforts qui ont été creusées durant la journée. Ils doivent obligatoirement tenir ces positions afin d'éviter la progression allemande, mais les conséquences sont lourdes. La plupart des pertes du 1er Bataillon durant la bataille d'Ypres ont lieu ce jour-là. Or, même dans les tranchées de renfort, les militaires subissent un bombardement destructeur jusqu'au 24 avril.

À l'Est, tandis que la bataille est entamée en vue de la possession de la ville de St-Julien, les Allemands engagent leur deuxième attaque au gaz. Les 8e et 15e Bataillons canadiens, non protégés par le gaz, portent le poids de cette attaque, mais la ligne alliée en général accuse une grave infériorité par rapport aux Allemands et doit battre en retraite à la suite de ses pertes à St-Julien. Afin de renforcer la ligne, à 19 h, le 24 avril, le 1er Bataillon reçoit l'ordre de s'engager plus profondément dans le Salient, en marchant vers Fortuin, juste au Sud de St. Julien. À cet endroit, il creuse afin de soutenir une contre-attaque de St-Julien le 25 avril. Il y demeure toute la journée; il est relevé à 20 h et reçoit l'ordre de se désengager sur la rive ouest du canal Yser et de s'y positionner. Il occupe une position défensive jusqu'au 28 avril où il se désengage à Vlamertinghe. Le commandant du 1er Bataillon, le Col F. W. Hill termine sa description de la journée dans le journal de guerre en notant « Pertes encourues du 23 au 30 avril : officiers — 3 tués, 7 blessés; autres grades — 56 tués, 306 blessés, 34 portés disparus. La plupart de ces pertes ont eu lieu le 23. Tous les grades se sont donnés corps et âmes et leur dévouement au devoir et leur constance ont été remarquables. »

Les 2 et 3 mai, le Bataillon est déplacé à Bailleul, à quelque 15 km au Sud-Ouest de Vlamertinghe, pour bénéficier d'une période de repos bien méritée. Le 5 mai, le Général Smith-Dorrien rend visite aux officiers du Bataillon et les remercie personnellement du travail qu'ils ont accompli le 23 avril. Il affirme : « On a évité le pire grâce au travail acharné de la Division canadienne [*Traduction*]. » Le dimanche 9 mai, le Bataillon tient un service commémoratif pour ceux qui sont morts à Ypres. Le Capt Coghill continue de souffrir de sa blessure, et le 20 mai, il est envoyé à l'Hôpital stationnaire no 1 à Le Tréport, sur les côtes françaises, à quelque 30 km au Nord-Est de Dieppe; il rate donc la bataille de Festubert.

Le 14 mai, le Bataillon se déplace à Callone et le 19, à Le Touret, en préparation de l'offensive planifiée à Artois, sans le Capt Coghill. La bataille de Festubert débute le 15 mai, mais le 1er Bataillon ne se joint à la ligne que le 22 mai, et prend le contrôle d'une partie du front tenu par le 8e Bataillon. La plupart du travail consiste à prolonger le réseau de tranchées pendant les bombardements. Il demeure sur la ligne jusqu'à ce que le Bataillon britannique mette un terme à la bataille le 25 mai parce qu'elle est non concluante. Le 31 mai, le 1er Bataillon est relevé par le 8e Bataillon, le Black Watch, et est déplacé derrière les lignes à La Croix-de-Fer, où il y reste jusqu'au 10 juin.

Entre-temps, à l'Hôpital no 1, le Capt Coghill passé un rayon X; on découvre alors un « cal vicieux » suite à une complication de la fracture des côtes. Il subi une résection d'une côte et il est en convalescence pendant un mois, après quoi on lui accorde un congé de trois semaines. Durant cette période, il est promu au grade de major.

Le 10 juin, le 1er Bataillon reçoit l'ordre de réserver des positions près de Givenchy-lès-la-Bassée. C'est à cet endroit, le 14 juin, que le Bataillon échange son fusil Ross, une arme au tir plus précis, mais capricieuse, contre le fusil Lee-Enfield, une arme moins précise, mais beaucoup plus fiable. Le lendemain, le 15 juin, il met le fusil Lee-Enfields à l'épreuve. Il prend place sur la ligne offensive où, à 18 h, il lance l'offensive canadienne. Il s'agit de la première bataille d'envergure où les Canadiens ont le temps de bien se préparer et cela devient leur signe distinctif, et leur tactique porte ses fruits dans les étapes initiales de la bataille. Un bombardement de deux jours précède la progression et le 1er Bataillon se trouve dans les tranchées avancées allemandes à 18 h 10 et dans les tranchées de deuxième ligne peu

de temps après. Malheureusement, la progression ne se passe pas aussi bien sur ses flancs et le Bataillon doit faire marche arrière, d'abord aux tranchées avancées allemandes et, à 21 h 30, aux tranchées de première ligne britannique. Durant le repli, l'officier responsable des mitrailleuses du Bataillon, le Lt F. W. Campbell, de concert avec le seul membre survivant de son unité, le Sdt H. Vincent, fait avancer un canon en direction des Allemands et continue de faire feu jusqu'à ce qu'il soit tué. Le Sdt Vincent continue de tirer jusqu'à ce qu'il manque de munitions, moment où il réussit à ramper jusqu'à la ligne canadienne. Le Lt Campbell se voit décerner la Croix de Victoria (V.C.) à titre posthume, et le Sdt Vincent reçoit la Médaille de conduite distinguée (D.C.M).

La Bataille est un dur coup pour le 1er Bataillon. À 1 h, le 16 mai, on lui permet de se retirer de la ligne, de transporter ses blessés et d'enterrer les morts. On dénombre 378 blessés, dont 20 officiers, desquels 10 ont été tués, 8 sont blessés et 2 sont portés disparus. Au sein des autres grades, 58 ont été tués, 218 sont blessés et 82 sont portés disparus. Le 17 mai, le Bataillon marche vers le cimetière de Beuvry pour y conduire 6 de ses officiers. Par la suite, le Bataillon se déplace à son cantonnement à Gonnehem, où il y demeure jusqu'au 25 juin. Puis, il se déplace à Ploegsteert, à environ 5 km au Nord d'Armentières, où il prend la relève du 8e régiment de fusiliers le 27 juin. Les jours se suivent et se ressemblent : le Bataillon passe du temps sur la ligne et bénéficie par la suite d'une période de repos derrière les lignes. Le Bataillon se trouve à environ la moitié de son effectif; heureusement ils ne se retrouvent dans aucune action d'envergure pendant cette période. Le 6 août, dans le journal de guerre (annexe B), on dénombre seulement 14 officiers et 408 militaires d'autres grades à l'effectif du Bataillon. On y lit également qu'un officier a été « transféré au dépôt de remonte »[12]. Il s'agit du Major Coghill.

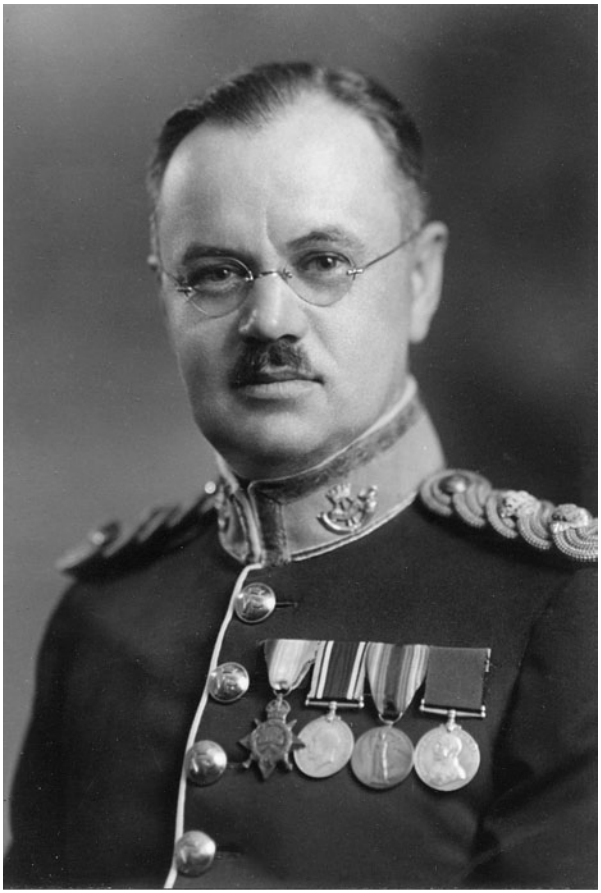
Entre-temps, Eva a elle aussi été affectée en France, et le 17 mars, elle se rend à l'Hôpital général canadien nº 2, également à Le Tréport. Durant son congé, le Major Coghill peut rendre visite à Eva à Le Tréport jusqu'à ce qu'elle retourne en Angleterre, en août. Pendant ces années-là, elle devait évidemment renoncer à sa carrière d'infirmière si elle veut se marier. À la fin de son congé, le Major Coghill n'est toujours pas remis de ses blessures et on estime qu'il n'est plus apte au combat. C'est la raison pour laquelle il est transféré au dépôt de remonte canadien, à titre de responsable de la paie, en juillet 1915. Or, en août, il doit être à nouveau hospitalisé en Angleterre. Après son séjour à l'hôpital, il est nommé commandant de camp et quartier-maître à l'École militaire canadienne, à Shorncliffe, près de Folkestone, le 18 septembre 1915.

Harry et Eva, qui sont maintenant tous les deux en Angleterre, peuvent maintenant se marier. Ils unissent leur destinée à l'église méthodiste Grace Hill, à Folkestone, le 17 septembre. En janvier 1916, ils retournent au Canada. Eva, une ancienne combattante démobilisée, est admissible au passage gratuit pour le Canada. Le couple réserve leur place sur le paquebot Allan HESPERIAN, dont le passage était prévu le jour de Noël 1915, mais le navire est victime de torpillage le 4 septembre et coule durant le remorquage deux jours plus tard. Le couple doit donc réserver une traversée sur le paquebot du CPR METAGAMA, qui arrive à Saint John le 30 janvier 1916[13].

De retour au Canada, en février 1916, le Lcol C.W. MacLean demande au Major Coghill de l'aider à mettre sur pied le 207e Bataillon d'Ottawa-Carleton. Le Lcol MacLean nomme le Major Coghill son capitaine-adjudant le 1er mars 1916. À l'automne, il est promu commandant adjoint du 207e Bataillon et obtient le grade breveté de lieutenant-colonel. Passage d'un article paru dans le *Ottawa Journal :*

> *[Traduction]*
> *Le régiment était communément connu sous le nom de « Athlètes de MacLean », car un très grand nombre d'athlètes de la région s'y sont joints et sont allés à l'étranger. Les aptitudes organisationnelles du Colonel Coghill se manifestaient de façon frappante dans la mobilisation du bataillon; il est d'ailleurs devenu un ami personnel aux yeux de plusieurs. Il était toujours prêt à faire tout en son pouvoir pour le confort et l'efficacité du bataillon dans son ensemble et pour chacun des membres.*[14]

Le 26 juin 1916, les Coghill deviennent les bienheureux parents de leur premier enfant, Elizabeth (Betty). Lorsque le nouveau bataillon est prêt à partir outre-mer, le Col Coghill intègre tout de même les rangs et se rend à sa zone d'étapes à Amherst, en Nouvelle-Écosse, en janvier 1917, avec la ferme intention d'aller au front. Toutefois, de nombreux militaires sont malades au sein du Bataillon, et le départ du Col Coghill est reporté en mai. Entre-temps, en mars, le Col Coghill est rappelé au Quartier général de la Milice à Ottawa. Il s'y présente le 7 mars et le 16 avril, il entre en fonction comme aide-adjudant adjoint — général (responsable des services personnels, autres grades) et aide-adjudant adjoint — organisation. À la fin de la guerre, il décide de rester dans l'Armée. Il a maintenant deux enfants, et son fils, Donald, est né en 1918. Il a pris la bonne décision. En 1919, il est promu Lieutenant-colonel (grade effectif) et en février 1920, il est nommé directeur délégué de l'organisation. En 1921, il est affecté au Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI) pendant que l'Armée poursuit son retour à la nomenclature régimentaire traditionnelle abandonnée au début de la guerre par le Ministre de la Milice et de la Défense, Sam Hughes. Le Col Coghill et Eva acquièrent une spacieuse maison au 188, avenue Carling (maintenant avenue Glebe) pour y loger sa famille qui continue de s'agrandir. Ils achètent également plus tard un chalet à Norway Bay, situé à quelque 70 km à l'Ouest d'Ottawa, sur la rive québécoise de la rivière des Outaouais.



Collection de l'auteur

Le Col Coghill devient un vrai citoyen de sa ville d'adoption. Il se joint au club rotary d'Ottawa en 1922. Il est un passionné de golf, où il s'y adonne au Club Rivermead. Il devient plus tard son président. Il est directeur de la Foire d'hiver d'Ottawa durant un certain nombre d'années et il est membre de l'Association de l'exposition du Canada. Il est plus tard nommé au Collegiate Institute Board. Bien qu'il ne pratique pas ouvertement sa religion, il appuie son église. Sa femme se souvient que le ministre du culte de leur paroisse lui avait dit : « Harry, vous êtes un pilier de cette église — un pilier extérieur, certes, mais un pilier quand même! »[15]

À ce moment, le protocole gouvernemental est en grande partie délégué à l'Armée, et au début des années 20, le Cabinet du Premier ministre et le Gouverneur général s'appuient régulièrement sur les aptitudes organisationnelles du Col Coghill. Au terme d'une cérémonie, le Vicomte Willingdon rédige personnellement une lettre de remerciement au Col Coghill, et lui dit : « Ce fut un triomphe et l'ensemble de la cérémonie s'est déroulée sans anicroche et les résultats vous sont grandement attribuables. Permettez-moi d'ajouter qu'il est intéressant d'avoir des aides aussi compétents pour m'aider à m'acquitter de mes responsabilités. »[16]

Les aptitudes du Col Coghill sont reconnues lors du Jubilé de diamant de la Confédération de 1927 où il agit à titre de maître de cérémonie pour les célébrations à Ottawa. On le voit sur une photo marcher aux côtés du premier ministre Mackenzie King sur la Colline du Parlement, le 1er juillet 1927[17]. Il est également en grande partie responsable de l'organisation de la visite à Ottawa le 2 juillet de l'Ambassadeur itinérant spécial des États-Unis en marge du Jubilée de diamant, Charles Lindbergh. Dès que le premier ministre apprend l'écrasement tragique d'un avion piloté par le Lt Thaddaeus Johnson, un des pilotes qui accompagne Lindbergh, le Col Coghill devient sa personne-ressource[18]. Le premier ministre ordonne la tenue de funérailles militaires, et il confie au Col Coghill son organisation dans les vingt-quatre heures. Le *New York Times* consacre un article à trois colonnes aux obsèques qui se tiennent à Ottawa et relève que « Un héros de guerre exceptionnel, le Colonel Coghill, de Princess Pats, a dirigé » le cortège funèbre[19]. Retenu aux obsèques, le Col Coghill rate la naissance de son troisième enfant, Caroline. Le devoir avant tout.

Le Col Coghill est également responsable d'orchestrer la visite de trois semaines durant l'été au Canada du Prince-de-Galles, de son frère, le Prince George, et de Stanley Baldwin, le premier ministre britannique[20]. Parmi ses responsabilités, il doit notamment accompagner la suite royale et s'assurer que tout se déroule en douceur, et toute se passe effectivement très bien. Il s'occupe également de la visite, en 1928, de la secrétaire d'État britannique pour les Dominions, Mme Leo Amery. Dans une lettre qu'elle rédige à la fin de la visite, Mme Amery remercie généreusement le Col Coghill « Ce fut un immense plaisir (et extrêmement utile) de vous avoir parmi nous durant cette splendide visite de ce remarquable Dominion. Nous sommes très heureux de vous avoir rencontré et d'avoir bénéficié de votre présence […] ». Avant de clore sa lettre, elle fait l'éloge du « sens de l'humour » du Col Coghill, de sa bonhommie et de son robuste bon sens. »[21] À l'occasion de la visite du premier ministre britannique en 1929, Ramsay MacDonald, le premier ministre King rédige personnellement ses consignes au Col Coghill. Il lui indique : « J'ai dit à M. MacDonald que le gouvernement vous avait demandé de ne ménager aucun effort afin de voir au confort et au plaisir de lui et de son parti. »[22] Le Col Coghill a manifestement bien suivi les consignes. À la fin de sa visite au Canada, dans sa lettre de remerciement adressée au premier ministre King, le premier ministre MacDonald écrit : « Votre Colonel Coghill fut d'une aide très précieuse; il a été une bénédiction pour nous durant notre séjour chez vous. Il n'a jamais ménagé d'efforts pour nous servir et il a tout fait en son pouvoir pour assurer notre confort. Nous vous sommes très reconnaissants de nous l'avoir envoyé. »[23]

Bibliothèque et Archives Canada

Le premier ministre King souhaite récompenser le Col Coghill pour ses services dévoués et, en 1929, il lui présente deux options : le nommer sergent d'armes à la Chambre des communes ou commandant du Collège militaire royal du Canada (CMR). Selon son épouse, il aurait préféré occuper le poste de commandant du CMR, mais comme il n'a pas de diplôme universitaire, cette nomination est peu probable. Toutefois, le processus de nomination politique est long et, entre-temps, le Col Coghill est transféré à London, en Ontario, en tant qu'adjudant adjoint et quartier-maître du District militaire nº 1, en date du 1er octobre 1929. La famille plie bagage, vend sa maison de l'avenue Carling et déménage à London. Mais pas pour très longtemps. À la suite de sa défaite en 1930 contre les conservateurs de R. B. Bennett, le premier ministre King prend une dernière mesure en présentant avec instance la nomination par décret du Col Coghill en tant que sergent d'armes. Dans le journal de King du 29 juillet 1930, il relate sa conversation avec Bennett, le lendemain de l'élection. Il l'informe de deux nominations qu'il a faites et lui recommande vivement de les appuyer, malgré le fait qu'il s'agisse de nominations libérales. L'une d'elle est la nomination de Vincent Massey en tant que Haut-commissaire du Canada à London, et l'autre, celle du Col Coghill. Il affirme à Bennett que « Coghill [était] l'homme des cérémonies. »[24]

Le Col Coghill est effectivement l'homme de la situation. En fait, il est l'homme sur qui compter lors des cérémonies. Le 31 juillet, le Ottawa Journal annonce sa nomination en tant que sergent d'armes. Le journaliste voit juste :

> *[Traduction]*
> *Ce sont sans aucun doute ses responsabilités d'organisation à l'échelle nationale qui ont valu la nomination du Colonel Coghill à la Chambre des communes. Lorsque le gouvernement désire organiser des cérémonies obligatoires dans la région de la Capitale ou ailleurs, c'est au Colonel Coghill que revient la difficile tâche d'organiser et d'orchestrer les cérémonies. Il organise de main de maître les cérémonies militaires en marge des rentrées parlementaires, des réceptions d'État et des prorogations des sessions parlementaires, habituellement en tant qu'officier supérieur de service de brigade.*
>
> *Le Colonel Coghill agit de maître de cérémonie, aux côtés du comité national, du volet militaire du programme des célébrations du Jubilée du diamant de la Confédération.*
>
> *Lorsque le Prince-de-Galles et Stanley Baldwin, à l'époque premier ministre de la Grande-Bretagne, ont visité le Canada il y a quelques années, le Colonel Coghill a préparé leur itinéraire et a accompagné ces distingués personnages afin de s'assurer que tout se déroule sans heurt. En outre, lors du passage du Colonel L.C.M.S. Amery, Secrétaire d'État aux colonies, au Canada, le Colonel Coghill a personnellement dirigé la visite*[25].

Le Col Coghill devient sergent d'armes à la Chambre des communes le 26 juillet 1930. C'est ainsi qu'un an après son déménagement à London, la famille Coghill revient à Ottawa. Malheureusement, la grande maison de l'avenue Carling doit laisser place à une plus petite maison, mais tout de même spacieuse, à un coin de rue de la précédente, au 308 First Avenue. Il se réfugie au chalet familial, à Norway Bay, pour s'évader. À cet endroit, les cérémonies et les uniformes font place aux chandails à manches longues, aux fixe-chaussettes ou au maillot de bain. Il adore passer du temps au chalet avec sa jeune famille.

Le titre de sergent d'armes remonte à plusieurs siècles. Le premier sergent d'armes, l'accompagnateur personnel du roi, est affecté à la Chambre des communes britannique au XVe siècle. Son rôle public est très cérémonial, il doit notamment transporter chaque jour la masse à la Chambre des communes, symbole d'autorité et d'ordre. Traditionnellement, le sergent d'arme avait pour mandat de maintenir l'ordre dans la Chambre et dans les tribunes. Toutefois, le sergent d'armes canadien agissait également d'administrateur de la maison, et était responsable des services et de la sécurité dans la Chambre des communes — principalement les tâches d'un sous-ministre adjoint, privé. Et en 1930, la tâche devait être intimidante.

À mesure que la dépression s'aggrave, le gouvernement Bennett perd de sa popularité et la Colline du Parlement devient la scène de nombreuses grandes manifestations. De concert avec son homologue du

Sénat, le gentilhomme huissier de la verge noire, le Col Coghill travaille inlassablement pour maintenir la sécurité sur la Colline. Le président de la Chambre des communes de la journée, cite « Il a effectué ses tâches avec diligence et efficacité; [et] il possédait une connaissance approfondie des gens et des affaires du Canada […]. Un sergent d'armes doit obligatoirement faire preuve de tact considérable, posséder des aptitudes administratives et connaître les travaux de la Chambre; le Colonel possédait toutes ses qualités : une personne joyeuse, généreuse de sa personne, capable d'alléger les difficultés et de garder les membres et le personnel de bonne humeur. »[26] Il arrive au bureau tôt le matin tous les jours, et comme il y a des séances en soirée, il ne rentre jamais à la maison avant 23 h. Il adore son travail, mais les effets négatifs commencent à se faire sentir.

De surcroît, lorsque le premier ministre Bennett réussit à faire venir la Conférence économique impériale à Ottawa en 1932, il confie bien évidemment son organisation au Col Coghill. Il s'agit d'un projet colossal; des délégations issues de chaque dominion et colonie sont attendues. En sa qualité de secrétaire administratif, le Col Coghill doit approuver chaque détail de la conférence. Durant les mois précédents la conférence, il tient deux rôles, celui de sergent d'armes à la Chambre des communes et celui d'organisateur de la conférence. La conférence à elle seule, qui amènera d'importantes délégations nationales dirigées par le premier ministre, est terriblement éprouvante pour le Col Coghill. L'organisation est un marathon qui dure un mois, du 21 juillet au 20 août, durant un été très chaud et humide à Ottawa. Bien que les participants à la conférence accomplissent très peu relativement à la dépression mondiale qui empire, l'organisation elle, est qualifiée de superbe. Une fois de plus, le Col Coghill a accompli son travail, mais au prix de sa santé. De nombreuses années plus tard, son épouse a affirmé « que sa santé n'est jamais redevenue très bonne après la conférence. »[27]

Après la Conférence économique impériale, le Col Coghill doit normalement reprendre le cours normal de sa vie, mais c'est plutôt le début de la fin pour lui. Les longues journées passées à la Colline du parlement continuent de peser lourd, et sa santé se détériore de plus en plus. L'été suivant, le Col Coghill s'efforce de maintenir un rythme de vie normale, mais en septembre, il ne peut plus se rendre au travail. Or, il travaille de la maison. Ses médecins diagnostiquent de « l'hypertension artérielle maligne », une condition qui affecte son cœur et ses poumons. Le dictionnaire médical Dorland définit l'hypertension maligne comme « un type d'hypertension sévère au pronostic sombre, caractérisé par de l'œdème papillaire (œdème et hyperémie du disque du nerf optique, habituellement associés à une augmentation de la pression intracrânienne) du fond d'œil, de lésions vasculaires hémorragiques, l'épaississement des murs des petites artères et des artérioles et une hypertrophie ventriculaire gauche » [*Traduction*][28]. Le pronostic n'est effectivement pas bon. Ses médecins lui interdisent catégoriquement de travailler et affirment que ce sont ses interminables heures de travail et le surmenage qui ont mené à sa condition[29]. Le 2 octobre, il obtient un congé de six mois[30].

Puis, au début d'octobre, il développe une hémorragie de l'œil, ce qui le fait énormément souffrir. Il prévoit aller dans le Sud pour profiter un peu de chaleur et se reposer. Ses enfants plus âgés, Betty et Donald, sont confiés à de la parenté à Stratford et à Wiarton, afin qu'ils puissent continuer d'aller à l'école pendant que leurs parents sont en Floride. La cadette doit aller habiter avec des amis à Ottawa, mais comme elle n'a que 6 ans, elle pourrait accompagner ses parents. Malheureusement, l'état de santé du Col Coghill ne lui permet pas de faire le voyage.

Le 30 novembre 1933, le Général Sir Arthur Currie, commandant du Corps canadien durant la Première Guerre mondiale, meurt à Montréal. Ses funérailles militaires ont lieu le mardi 5 décembre. Le Col Coghill doit certainement grandement regretter de ne pas pouvoir organiser les funérailles; il s'agit alors du premier événement d'état majeur depuis une décennie qu'il n'organise pas. Il ne peut pas se douter que les prochaines funérailles d'État au Canada seraient les siennes.

Noël 1933 est une période triste et ennuyeuse pour la famille Coghill et ses amis. Betty et Donald passent Noël en famille, mais rentrent à la maison peu de temps après. Caroline est également à la maison pour Noël, mais elle ne retire aucune joie à déballer ses cadeaux dans la chambre de ses parents devant son père qui est gravement malade. Des personnes qui ont côtoyé le Col Coghill à diverses étapes de sa vie appellent à la maison, souvent simplement pour venir tenir compagnie à la famille, car le Col Coghill

n'est pas suffisamment bien pour les recevoir. Le leader de l'opposition, Mackenzie King, qui a toujours été un admirateur de « Cog », surnom que lui donnent ses proches collaborateurs, rend visite au Col Coghill au jour de l'An. Dans son journal, il note « À 22 h, j'ai appelé Mme Coghill, parlé aux sœurs du Col, à son fils et à sa fille. Le Colonel était inconscient à l'étage. Il risquait de mourir à tout moment »[31].

Mackenzie King voit juste. Le Lcol Harry Judson Coghill meurt vers 9 h le mardi 9 janvier 1934. Il a seulement 45 ans.

Plus tard dans la même journée, Mackenzie King prend le temps de rédiger une lettre de sincères condoléances à Mme Coghill. Il écrit :

> *[Traduction]*
> *[…] Je suis profondément attristé pour vous, votre fils, vos filles et les sœurs du Colonel. Vous le savez, j'en suis certain.*
>
> *Je ne peux qu'espérer qu'une puissance supérieure viendra mettre un baume sur vos cœurs à ce moment; et que chacun saura tirer une leçon du passage de la Bible « la paix de Dieu qui surpasse toute intelligence ».*
>
> *J'ai le sentiment d'avoir perdu un vrai ami, une personne dévouée. Il a été pour le Parlement et pour le pays l'un des agents de la Couronne les plus efficaces et les plus fidèles. Le Colonel était hautement respecté, et je dirais même aimé, par les membres de tous les partis politiques de la Chambre des communes. Il occupait un poste élevé et honorable, et il a laissé un nom qui sera honoré dans son association avec nos institutions parlementaires.*
>
> *J'espère avoir l'occasion de vous revoir très bientôt, vous, vos enfants et les sœurs du Colonel. D'ici là, sachez que toutes mes pensées sont tournées vers vous et que les mots me manquent pour exprimer la sympathie que j'éprouve pour vous dans ce grand deuil*[32].

Mackenzie King était profondément bon. Il assiste aux obsèques le 11 janvier et inscrit dans son journal : « Une très grande foule était présente à l'église et tout le long de la procession […]. »[33]. Il rend par la suite visite à la famille éplorée à son domicile, tout comme le premier ministre Bennett et le gouverneur général, le comte de Bessborough, pour ne nommer que ceux-ci[34].

Le Col Coghill a droit à des funérailles nationales militaires. La barre est certes très haute pour les organisateurs d'une cérémonie si solennelle s'ils veulent atteindre les normes fixées par le Col Coghill. Or, d'après les nombreux points de vue émis dans le *Ottawa Journal* et le *Ottawa Citizen*, ils relèveront le défi[35]. Comme le fait remarquer Mackenzie King, les gens se sont déplacés en très grand nombre pour rendre un dernier hommage au Col Coghill. D'après le journal *Citizen*, ils étaient près de 1 800, et la Glebe United Church n'était certes pas adaptée pour accueillir une si grande foule. De nombreuses personnes sont restées à l'extérieur durant le service.

Le service militaire est précédé par un service privé pour les proches parents qui a eu lieu à 11 h, au 308 First Ave. Le Major Révérend T.J. Thompson, qui a été l'aumônier du 207e Bataillon, anime le service privé ainsi que le service public à l'église Glebe United. Le corps du Col Coghill, vêtu de l'uniforme d'un colonel du PPCLI, est par la suite transporté à l'église où il a est exposé de 11 h 30 à 14 h 30. Une fois le cercueil fermé, il est couvert du drapeau de l'Union royale et on y dépose son casque blanc du PPCLI et son épée de cérémonie.

Tous les membres de la famille immédiate d'Harry Coghill sont présents, à l'exception de Caroline, qui n'a que six ans. On a décidé qu'elle devait rester à la maison, bien qu'elle voulait être présente. Sont donc présents, sa veuve, Eva; sa fille aînée, Betty, âgée de 17 ans; et son fils Donald, âgé de 15 ans. Tous ses sœurs et frères survivants se sont également déplacés : son frère Jay, désormais fabricant de vêtements à Stratford; son frère cadet, Frank, capitaine d'aviation dans la Force aérienne (FA); et ses sœurs, Dorothy et Marjorie.

La liste entière des personnes présentes est publiée dans le journal. La représentation militaire et civile à la cérémonie font foi de l'estime portée à l'égard du Col Coghill. Le cortège funèbre civil est dirigé par le très honorable Sir George Perley, premier ministre intérimaire; deux ministres du cabinet; le leader de l'opposition, William Lyon Mackenzie King; le président et le greffier de la Chambre des communes, ainsi qu'environ six députés. Le maire d'Ottawa et la plupart des membres du conseil sont présents. La liste ne se termine pas là. L'Armée est représentée par le chef d'état-major général, A.G.L. (Andy) McNaughton, ainsi que par le Brigadier A.C. Caldwell, quartier-maître général; le Brigadier C.F. Constantine, adjudant général; le Capitaine de corvette E.R. Mainguy, représentant la Marine royale canadienne; et le Commandant d'escadre G.O. Johnson, représentant l'Aviation royale du Canada. Une douzaine de généraux et de colonels à la retraite sont présents, mais aussi de nombreux autres grades dont les vies ont été touchées par le Col Coghill. La garde d'honneur est dirigée par le Lcol MacLean, l'ancien commandant de son Bataillon, et compte plus de 150 anciens combattants du 207e Bataillon.

La cérémonie ne dure pas plus d'une demi-heure. L'éloge funèbre de M. Thompson, bien qu'émotif par moment, est authentique :

> *[Traduction]*
> *Nous devons garder le souvenir d'un homme doté d'un sens très développé pour l'amitié. Durant sa vie mouvementée, il a entretenu de nombreux contacts et dans tous ces rapports, il a su fait preuve de tact et d'obligeance, ce qui lui a valu l'affectation de ceux qui le connaissaient bien. Sa capacité d'être efficace, son don unique pour l'organisation qui l'a rendu si utile pour anticiper les problèmes […] ont fait de notre ami un modèle pour quiconque dans la fonction publique. Sa mort laissera un grand vide : la perte de son sourire joyeux, son accueil amical, sa façon de déplacer des montagnes pour aider son prochain*[36].

Après le service, selon l'une des plus grandes traditions militaires, le cercueil est transporté hors de l'église puis est déposé sur l'affût d'un canon de la Gendarmerie royale du Canada, pendant que le peloton de tir du Corps royal canadien des transmissions présente les armes. Puis, le long cortège débute son lent déplacement, à partir de l'église Glebe. Les tambours voilés de la Musique des gardes à pied du gouverneur général maintiennent majestueusement le pas. Après l'affût de canon, arrive la monture du Col Coghill, sans cavalier, les bottes du défunt à l'envers dans les étriers. Le cortège s'avance dans l'allée, jusqu'au Manège militaire de la place Cartier, où le cercueil est placé dans un fourgon automobile puis transporté le long du canal, en passant par Sandy Hill, jusqu'au cimetière Beechwood. Arrivé à la tombe, le peloton de tir tirent 3 salves, et la « Dernière sonnerie » suivie de « Réveille » sont jouées par le clairon pendant que le corps du Lieutenant-colonel Harry Judson Coghill est descendu dans son dernier lieu de repos. Bien que le lot familial se trouve dans une partie plus ancienne de Beechwood, le Lcol Coghill serait sûrement content d'apprendre que le cimetière militaire national du Canada est situé juste de l'autre côté de sa pierre tombale.

Les jours et les semaines qui suivent le décès du Col Coghill, sa veuve reçoit des hommages, de partout au Canada et à travers le monde, sur l'empreinte qu'a laissé son mari durant sa carrière, et principalement pendant la Conférence économique impériale. Stanley Baldwin envoie notamment une lettre de condoléances le 18 février :

> *[Traduction]*
> *Je n'ai appris qu'hier la peine qui vous afflige et j'ai été profondément attristé par la nouvelle.*
>
> *Votre mari a fait preuve de gentillesse, de courtoisie et d'attention exemplaires durant la conférence et il a su gagner non seulement notre estime, mais également notre affection.*
>
> *Je vous prie d'accepter mes condoléances les plus sincères. L'amitié que nous avons développée durant ces épuisantes semaines restera à jamais gravée dans nos mémoires à mes collègues et à moi*[37].

L'article nécrologique publié dans le *Ottawa Evening Journal* le jour de sa mort, qui comptait le passage suivant, servait parfaitement d'épitaphe pour un mari et un père tendre et un serviteur dévoué de sa nation :

> *[Traduction]*
> *Dans les fonctions militaires qu'il a occupées, à Ottawa et ailleurs, et depuis qu'il assume l'important rôle au parlement du Canada, le Col Coghill a bâti une réputation de capacité exécutive, ce qui lui a valu l'affection des leaders de la nation. Son décès représente une lourde perte pour son pays d'origine, lequel il a servi en temps de paix et de guerre*[38].

À PROPOS DE L'AUTEUR

Robert Vineberg vient de prendre sa retraite après avoir servi pendant 35 ans dans la fonction publique fédérale où il a été, de 1996 à 2008, Directeur général — Citoyenneté et Immigration (Région des Prairies et des Territoires du Nord-Ouest). Il détient un baccalauréat en histoire de l'Université de Toronto ainsi qu'une maîtrise en histoire canadienne et un diplôme d'études supérieures en administration publique de l'Université Carleton. Il est actuellement agrégé supérieur de recherches à la Canada West Foundation.

NOTES

> *Nota concernant son nom :*
> *Bien qu'il soit parfois enregistré sous le nom de « Henry » Judson Coghill, il a été baptisé sous le nom de « Harry » Judson Coghill.*

1. Bibliothèque et Archives Canada (BAC), *Soldats de la Première Guerre mondiale – CEC* Coghill, Harry Judson, RG 150, versement 1992–93/166, boîte 1839 – 19, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/cec/001042-119.01-f.php?&id_nbr=108216&interval=20&&PHPSESSID=p6k8nes4u7i1es30ourk0juv21 (extrait le 11 novembre 2009).
2. Notes de l'auteur des entretiens avec Eva Coghill, durant certains jours en 1973 (entretiens avec Eva Coghill).
3. *War Service Return* of Harry Judson Coghill, 2 octobre 1919. Original conservé par C.P. Scott (titulaire d'un doctorat), sa fille. Sauf avis contraire, les dates de service de guerre figurant dans ce document ont été tirées du document *War Service Return*.
4. BAC. *Journaux de guerre de la Première Guerre mondiale*, 1er Bataillon, septembre 1914, p. 4, http://data2.collectionscanada.ca/e/e043/e001073431.jpg (extrait le 11 novembre 2009).
5. Col. G.W.L. Nicholson. *Le corps expéditionnaire canadien 1914–1919,* Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1963, pp. 33–36.
6. BAC. *Soldats de la Première Guerre mondiale — CEC*, Coghill, Frank Street, RG 150, versement1992–93/166, boîte 1839 – 16, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/cec/001042-119.01-f.php?&id_nbr=108213&interval=20&&PHPSESSID=6hm1r8q4n1i891lhte8umpllh7 (extrait le 11 novembre 2009).
7. BAC. *Soldats de la Première Guerre mondiale — CEC*, Hambley, Eva May, RG 150, versement 1992–93/166, boîte 3969 – 28, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/cec/001042-119.02-f.php?image_url=http://data2.archives.ca/cef/gpc005/373781a.gif&id_nbr=443252 (extrait le 11 novembre 2009).
8. BAC. *Journaux de guerre de la Première Guerre mondiale*, 1er Bataillon, septembre 1914, p. 5, http://data4.collectionscanada.gc.ca/netacgi/nph-brs?s1=1st+Battalion&s13=&s12=&l=20&s9=RG9&s7=9-52&Sect1=IMAGE&Sect2=THESOFF&Sect4=AND&Sect5=WARDPEN&Sect6=HITOFF&d=FIND&p=1&u=http://www.collectionscanada.gc.ca/archivianet/02015202_e.html&r=1&f=G (extrait le 11 novembre 2009).
9. Entretiens avec Eva Coghill.
10. BAC, RG 150, versement 1992–93/166, boîte 1839 — 19, *War Service Record, Lt. Col. H. J. Coghill*, fiche des blessures, service actif, 20 juillet 1918; feuilles médicales, 8 mars et 8 août 1915; rapports de la commission médicale, 2 août 1915.
11. Pour un compte rendu du rôle du 1er Bataillon, voir la BAC, *Journaux de guerre de la Première Guerre mondiale*, 1er Bataillon, février 1915, pp. 5–6; mars 1915, pp. 5–9; avril 1915, pp. 7–25; mai 1915, pp. 5–10; juin 1915, pp. 4–31; et Nicholson, pp. 49–115 *passim*. Nicholson compte également d'excellentes cartes sur la bataille.
12. Le dépôt de remonte canadien est l'unité du Corps expéditionnaire canadien responsable de fournir et de maintenir une réserve de chevaux afin de remplacer ceux blessés, tués ou tout simplement épuisés.
13. Entretiens avec Eva Coghill.
14. *Ottawa Journal*, le 9 janvier 1934, p. 19.
15. Entretiens avec Eva Coghill.

16. Lettre de Willingdon à Coghill, le 21 février 1927, 1927 dans BAC, *fonds documentaire Coghill*, MG30 E 514 1.
17. BAC, PA-027560.
18. BAC. *Le journal personnel de William Lyon Mackenzie King*, 2 juillet 1927, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/king/001059-119.02-f.php?&page_id_nbr=10554&interval=20&&&&&PHPSESSID=gai1vc3rrfp5mtbj13lgceg6s6 (extrait le 12 novembre 2009).
19. "Canada in Mourning for American Flyer," *New York Times*, 4 juillet 1927, p. 16.
20. BAC. *Le journal personnel de William Lyon Mackenzie King*, 14 juillet 1927, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/king/001059-119.02-f.php?&page_id_nbr=10575&interval=20&&PHPSESSID=gai1vc3rrfp5mtbj13lgceg6s6 (extrait le 12 novembre 2009) et Government of Canada, *Visit to Canada of His Royal Highness, The Prince of Wales, His Royal Highness, Prince George, The Right Honourable The Prime Minister of Great Britain, 1927, Detailed Arrangements,* dans BAC, *fonds documentaire Coghill*, MG30 E 514 1.
21. Lettre de Mme Amery à Coghill, le 1er février 1928, dans BAC, *fonds documentaire Coghill*, MG30 E 514 1.
22. Consignes écrites de Mackenzie King à Coghill, le 12 octobre 1929, *fonds documentaire Coghill* à BAC, MG30 E 514 1.
23. Lettre de Ramsay MacDonald à Mackenzie King, 25 octobre 1929, fonds documentaire Coghill à BAC, MG30 E 514 1. Afin d'organiser la visite de MacDonald, le Col Coghill a été dépêché au district militaire n° 1, à London, par G. J. Desbarets, le sous-ministre de la Défense nationale, seulement cinq jours après être entré en fonction dans son nouveau poste. Lettre de Desbarets à Coghill, 5 octobre 1929, fonds documentaire Coghill à BAC, MG30 E 514 1.
24. BAC, *Le journal personnel de William Lyon Mackenzie King*, 29 juillet 1930, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/king/001059-119.02-f.php?&page_id_nbr=12394&interval=20&&&&&&&&PHPSESSID=gai1vc3rrfp5mtbj13lgceg6s6 (extrait le 12 novembre 2009).
25. *Ottawa Journal*, 31 juillet 1930.
26. George Black, président de la Chambre des communes, cite dans le *Ottawa Citizen*, 10 janvier 1934.
27. Entretiens avec Eva Coghill.
28. Dictionnaire Merck, « hypertension maligne » (en anglais) : http://www.mercksource.com/pp/us/cns/cns_hl_dorlands_split.jsp?pg=/ppdocs/us/common/dorlands/dorland/four/000051312.htm (extrait le 12 novembre 2009).
29. Entretiens avec Eva Coghill.
30. *Ottawa Journal*, 9 janvier 1934, p. 19.
31. BAC, *Le journal personnel de William Lyon Mackenzie King*, 1er janvier 1934, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/king/001059-119.02-f.php?&page_id_nbr=12394&interval=20&&&&&&&&PHPSESSID=gai1vc3rrfp5mtbj13lgceg6s6 (extrait le 12 novembre 2009).
32. Lettre de condoléances de Mackenzie King à Mme Coghill, 9 janvier 1934. (L'auteur possède une copie de la lettre.)
33. BAC, *Le journal personnel de William Lyon Mackenzie King*, 11 janvier 1934, http://www.collectionscanada.gc.ca/base-de-donnees/king/001059-119.02-f.php?&page_id_nbr=12394&interval=20&&&&&&&&PHPSESSID=gai1vc3rrfp5mtbj13lgceg6s6 (extrait le 12 novembre 2009).
34. Entretiens avec Eva Coghill.
35. *Ottawa Journal* et *Ottawa Citizen*, 12 janvier 1934.
36. *Ottawa Journal et Ottawa Citizen*, 12 janvier 1934.
37. Lettre de condoléances de Baldwin à Mme Coghill, 18 février 1934. (L'auteur possède une copie de la lettre.)
38. *Ottawa Journal*, 9 janvier 1934, p. 1.

RÉFÉRENCES PHOTOGRAPHIQUES

1. Photo de passeport — H. J. Coghill, 1914 — collection de l'auteur.
2. H.J. Coghill en compagnie du premier ministère King, 1er juillet 1927 — BAC, PA-027560.
3. H.J. Coghill dans son bureau en tant que sergent d'armes — BAC-e007913145.

Source : Musée canadien de la guerre

LE MAJOR ARTHUR LOCKHART « GAT » HOWARD, DSO

Sergent K. Grant, CD

En entendant l'expression « mitrailleuse *Gatling* », il serait certes pardonnable d'évoquer les images de westerns populaires américains, où l'on voit des membres de la cavalerie en plein combat contre les Indiens, actionnant rageusement la manivelle d'un ancien modèle de mitrailleuse. Pour les plus jeunes qui ne se souviennent pas des westerns classiques, ce sont les scènes du plus récent film de Tom Cruise, *Le Dernier Samouraï*, qui leur viennent sans doute à l'esprit; ces scènes qui montrent des soldats japonais en uniforme bleu, actionnant manuellement les canons rotatifs de laiton, fauchant les samouraïs à cheval qui chargent sur eux. Les images sont saisissantes. Le son des décharges rapides et répétitives de mitraille convaincrait un fantassin bien entraîné de se mettre à couvert dans l'abri le plus proche. De nos jours, la réputation et la capacité des mitrailleuses sont bien connues de par le monde. Cependant, il en était autrement pour les participants des guerres de la seconde moitié du 19e siècle, alors que les cartouches de papier et que les fusils à chargement par la bouche étaient considérés comme des technologies de fine pointe; à cette époque-là, on ne connaissait pas la mitrailleuse, qui aurait fait figure de science-fiction.

Il est permis de croire que la première mitrailleuse capable de soutenir une cadence de tir élevée fut inventée en 1861 et brevetée en 1862, soit un an plus tard, par le Docteur Richard J. Gatling. Il ne s'agissait pas véritablement d'une arme automatique, le tireur devait tourner la manivelle pour la faire fonctionner. Néanmoins, quand on la chargeait avec la nouvelle douille en laiton, elle représentait une grande avancée technologique. Bien que l'idée d'utiliser des mitrailleuses fût d'abord mal accueillie par les leaders plus traditionnels de l'armée, en 1880, d'autres fabricants comme Maxim et Mitrailleuse avaient déjà copié et amélioré le prototype, tandis que la popularité de cette arme grandissait partout dans le monde.

LA RÉBELLION DE 1885

Les années 1880 sont turbulentes pour le Canada, et c'est pendant cette période que Arthur Lockhart Howard, le sujet de la présente biographie, entre véritablement en scène.

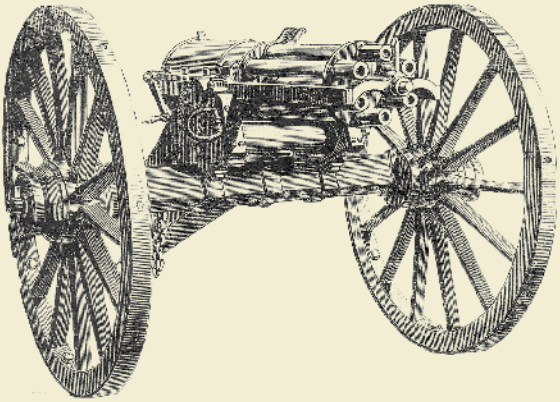
Sa naissance remonte au 16 février 1846. Il aurait servi pendant cinq ans dans l'Ouest au sein de l'Armée américaine et, selon des sources non confirmées, il aurait également participé à la guerre de Sécession[1]. Dans les années 1870, il s'installe à New Haven, au Connecticut, qui est le centre américain de fabrication de munitions. Il y ouvre un petit atelier d'usinage. À 33 ans, il a la réputation d'être un habile machiniste. Il approvisionne l'industrie d'équipements spécialisés dont il est parfois l'inventeur. On lui délivre plusieurs brevets.

En 1877, il cesse de faire cavalier seul et accepte un poste de contremaître pour la *Winchester Repeating Arms Company*. De plus en plus, il est connu comme l'un des meilleurs fabricants de cartouches à balle pour armes de chasse à chargement par la culasse. En 1880, il se lance en affaires avec un partenaire. Ensemble, ils fondent une entreprise de fabrication de cartouches pour fusils de chasse. Neuf mois plus tard, les installations sont entièrement détruites par un incendie et Howard est forcé de travailler pour la *U.S. Cartridge Co*. (auparavant, l'un de ses plus gros clients) à Lowell, au Massachusetts. Il crée la section des cartouches à balle pour carabines de sport à chargement par la culasse. Deux ans plus tard, il fonde à nouveau une entreprise qui, cette fois, fabriquera des cartouches à balle papier et du matériel pour fusil.

Mais Howard n'oublie pas son service militaire. En 1885, il est officier dans la garde nationale du Connecticut, responsable d'entraîner les troupes au tir à la mitrailleuse *Gatling*. En sa qualité de lieutenant, il commande le peloton de mitrailleuses du deuxième régiment, ce qui lui permet d'acquérir une connaissance approfondie de l'arme.

En 1885, Louis Riel, à la demande des Métis, revient au Canada pour faire valoir leurs droits auprès du gouvernement du Dominion. Lorsque le soulèvement semble inévitable dans le Nord-Ouest canadien, l'officier général commandant (OGC) de la Milice du Canada, le Major-général Fredrick Middleton, tient les propos suivants : « Il serait souhaitable que l'on puisse disposer de deux ou trois mitrailleuses *Gatling*; par conséquent, j'en recommande l'acquisition dans les plus brefs délais [*Traduction*][2]. » Après de hâtives négociations avec le représentant de Colt au Canada, le gouvernement canadien commande deux mitrailleuses *Gatling* et 10 000 munitions pour chacune de ces armes. Depuis 1867, la mitrailleuse *Gatling* était fabriquée, par le biais d'un contrat, par la compagnie *Colt Firearms*. En raison de l'urgence de la situation, la compagnie accepte de prêter deux armes au Canada pendant que les armes achetées sont en cours de fabrication. La compagnie offre également les services du Capitaine A.L. Howard[3].

LA MITRAILLEUSE *GATLING*



« La mitrailleuse de batterie *Gatling* »
Source : *Illustrated London News,* le 23 mars 1867

En 1862, pendant la guerre de Sécession, le Docteur Richard Gatling a breveté la mitrailleuse Gatling. L'arme à manivelle alimentée par chargeur disposait de six canons évoluant autour d'un axe central. Elle était montée sur un affût à deux roues. L'un des prototypes atteignait une cadence de tir de 200 coups minute, un record pour l'époque. Le Dr Gatling croyait sincèrement que la guerre se terminerait grâce à cette arme : les gens craindraient tellement les carnages dont elle pourrait être la cause que ce serait la fin de toutes les guerres.

Les premiers modèles étaient fabriqués de cylindres d'acier chargés de poudre noire mise à feu par une amorce à percussion. Le chargement des cartouches s'effectuait par gravité grâce à la caisse d'alimentation, ou chargeur, placée sur le dessus de l'arme. Chaque canon possédait son propre mécanisme de mise à feu. Les cartouches de papier ont été remplacées par les cartouches de laiton, à la suite de leur invention. Ces dernières étaient semblables aux cartouches modernes de même type.

En tournant la manivelle, on faisait tourner le pivot. Les cartouches, maintenues dans la caisse d'alimentation, tombaient une à une dans les rainures de l'élévateur. Chaque canon tirait un coup par révolution, toujours à peu près à la même position. Après le tir, la came ramenait le mécanisme de mise à feu et par la même occasion la cartouche utilisée, qui tombait sur le sol. Les canons, le support et le cylindre à verrou étaient des pièces séparées, montées sur une plaque solide évoluant autour d'un pivot central, à son tour monté sur une structure oblongue stationnaire.

En 1893, on adapte la Gatling M1893 afin qu'elle soit en mesure de fonctionner avec les munitions à poudre sans fumée. Les nouvelles M1893 étaient dotées de six canons et atteignaient une cadence de tir maximale (initiale) de 800 à 900 coups minute.

Trois de ces armes acquises par le Canada ont par la suite été installées sur des navires après la Guerre des Bœrs.

On dit que le Docteur R.J. Gatling, l'inventeur de la première mitrailleuse fonctionnelle (voir barre verticale), aurait affirmé que Howard n'était pas un employé de l'entreprise. Néanmoins, Howard arrive au Canada, transportant deux mitrailleuses *Gatling*, en qualité de vendeur-démonstrateur.

Howard se rend d'abord à Ottawa où il remet ses lettres de présentation, puis dans l'ouest[4] de la Saskatchewan où il a l'intention de faire la démonstration de ses armes, plus précisément à Swift Current. Le 12 avril 1885, il installe une mitrailleuse devant un marre et tire contre des canards. Aucun canard n'est touché, mais les spectateurs sont néanmoins grandement impressionnés[5].

Howard devient alors lieutenant sous les ordres du Général Middleton. L'une des deux armes qu'il transporte avec lui est confiée à une autre unité, mais Howard, armé de la première mitrailleuse, ne perd pas de temps : il joue déjà des rôles décisifs au cours de nombreux engagements, y compris celui de Batoche. Selon les témoignages, pendant le dernier engagement de quatre jours, Howard apporte encore une fois sa mitrailleuse pour sévir contre l'ennemi; ce faisant, il sauve les troupes du Dominion de l'échec le plus total. Mais bien qu'il ait joué un rôle essentiel dans la campagne, il n'a jamais reçu de paie comme soldat[6]. Qui plus est, on pense que son grade de lieutenant n'était que purement symbolique, et qu'il le détenait simplement car on voulait permettre à un citoyen américain de participer à l'opération. Il ne reçoit pas non plus de concession de terre, contrairement aux autres participants de l'expédition.

Selon certains, Batoche aurait été la plus importante des batailles livrées sur le continent nord-américain durant laquelle la mitrailleuse *Gatling* joue un rôle déterminant. La personnalité peu conventionnelle de Howard et ses exploits lui ont valu une grande réputation (en plus d'une promotion au grade de capitaine) ainsi que de nombreux amis et admirateurs, y compris Rudyard Kipling, qui s'est servi de Howard comme modèle pour l'une des ses nouvelles. Vers la fin de campagne, Howard avait une telle réputation sur le champ de bataille qu'on rajoute le sobriquet « Gat » (diminutif de Gatling) à son nom; ce sobriquet le suivra jusqu'à la fin de ses jours.

Déterminé à rester au Canada, ou se doutant peut-être d'une occasion d'affaires, Howard devient sujet britannique et fait pression auprès du gouvernement du Dominion afin d'obtenir un contrat de fabrication de munitions. Il fait valoir — et avec raison — que le Canada est entièrement dépendant des munitions de la Grande-Bretagne, et que si un jour cet approvisionnement venait à cesser, le nouveau Dominion serait démuni. Par la suite, il joue un rôle essentiel dans la fondation de la *Dominion Cartridge company* à Brownsburg, au Québec. Comme il possède une vaste expérience de la fabrication de munitions, la tâche lui incombe de faire construire l'usine et d'y rester à titre de directeur dans le cadre d'un contrat de six ans[7]. C'est ainsi que, en sa qualité de principal actionnaire de la compagnie et évoluant dans un marché en émergence, Howard s'enrichit. Lorsque son contrat prend fin en 1892, il fonde une usine à Capelton, au Québec, et en devient le directeur. Cette usine produit du fulminate de mercure, un explosif primaire qui sert à amorcer la déflagration d'autres explosifs constituant les amorces à percussion et les détonateurs.

LA GUERRE DES BŒRS

En 1899, quand éclate la Guerre des Bœrs, Howard a déjà passé presque vingt ans à travailler au Canada à la création d'usines de munitions. Lorsque le Canada annonce sa volonté de déployer un contingent en Afrique du Sud, Howard offre d'envoyer à ses frais une batterie de quatre mitrailleuses. Son offre généreuse est déclinée, mais Howard est nommé lieutenant dans la Réserve des officiers de l'Armée canadienne et, un an plus tard, soit en 1900, il se rend en Afrique du Sud à titre d'officier mitrailleur au sein du Deuxième contingent canadien, où il commande la section des mitrailleurs sous les ordres du Général Lessard.

Sur le champ de bataille, Howard refait rapidement sa réputation d'homme intrépide et sans peur, quoiqu'un peu trop téméraire. Edward Morrison, qui sert en Afrique du Sud comme lieutenant dans l'artillerie de campagne royale canadienne, décrit Howard comme « la bête noire » des commandants « car à tout moment il peut se trouver dans un pétrin qui nécessite l'envoi de nombreuses troupes pour

l'en sortir [*Traduction*] ». Et il rajoute : « Compte tenu de son âge et de son physique, c'est une merveille d'énergie et d'endurance, et *Gat* est apprécié de tous [*Traduction*]. » Howard vivait à la hauteur de sa réputation : on le retrouvait souvent très en avance sur le gros des troupes, ne reculant qu'à contrecœur lorsque des Bœrs étaient à distance de tir de ses mitrailleuses[8].

Au cours d'un engagement, trois jours après avoir chassé les Bœrs de Belfast[9], une ville située à l'est de Pretoria, Lessard est à la tête d'une force constituée exclusivement de Canadiens, dont soixante Dragoons, le groupe de « Gat » Howard (équipé de mitrailleuses Colt) et la demi-section gauche de la batterie D commandée par le Lt Morrison (équipée de mitrailleuses Maxim). Lessard s'apprête à mener une incursion de neuf miles au nord-ouest de Belfast. À seulement deux heures du campement, des éclaireurs entrent en contact avec des Bœrs stationnés à deux ou trois endroits, à sept miles au Nord de Belfast. Aussitôt que les troupes commencent à tirer, l'artillerie de Morrison entra en action. Le crépitement des *Colt* ne semble jamais vouloir s'arrêter. Comme ses hommes s'en sortent plutôt bien, Lessard décide d'avancer de kopje (petite côte) en kopje, bien plus loin qu'il n'avait d'abord prévu. C'est ainsi que vers 15 heures, il se rend compte de la nécessité d'arrêter. À sa grande consternation, il apprend qu'il est plus facile de donner un ordre que de le faire observer.

Le problème? « Gat » Howard qui, par témérité, refuse de s'arrêter. Lessard avait envoyé Howard et sa troupe sur les lieux d'une ferme dans une vallée à sa gauche, mais Howard, entendant des tirs à sa droite, avait décidé de traverser la vallée pour se joindre aux combats. Ne connaissant pas les plans de Howard, les hommes à l'origine des tirs s'étaient déjà retirés. Entre-temps, Howard était tombé sur un groupe de Bœrs et, dans la mêlée, un soldat avait été grièvement blessé, cinq chevaux étaient morts et trois autres avaient subi des blessures. Howard et le reste de ses hommes, cependant, avaient réussi à se mettre à couvert derrière des rochers et s'étaient servis de leurs *Colt* contre les assaillants.

Lessard ordonne à Howard de se retirer sur-le-champ, et envoie un groupe de Dragoons à sa rescousse. Mais sans l'aide des canons de campagne de Morrison, que Lessard avait renvoyés à la base non escortés, et qui étaient détestés par les Bœrs, la tâche n'est pas facile. Ne craignant plus l'artillerie, les Bœrs sortirent comme des fourmis de derrière les rochers à la poursuite de « Gat » et du groupe de rescousse. Il faut plus de deux heures pour extirper Howard et ses hommes, qui, malgré leur situation critique, ne sont pas pressés de revenir. Prenant leur temps pour se retirer, Howard et ses hommes s'arrêtent occasionnellement pour prendre part au combat, laissant Lessard exaspéré.

Le refus de Howard de vouloir quitter le champ de bataille était typique de son approche à la guerre. Il profitait de chaque occasion qu'il avait de s'acharner, en déployant ses armes, sur l'ennemi qui le détestait royalement pour cette raison. Cette approche, toutefois, lui vaut louanges et récompenses. Le 7 juillet 1900, notamment, le Lcol Anderson écrit dans son compte rendu : « J'aimerais encore une fois souligner les exploits de cet officier; il a fait un travail exceptionnel à l'aide de sa mitrailleuse. À Leewburg, le 7 juillet, le Lt Howard se rendit sur la ligne de feux armé de sa mitrailleuse… et, de façon tout à faire spectaculaire, il contribua à repousser l'ennemi. Quand les militaires sur la ligne furent débordés et obligés de se retirer, Howard se retrouva avec trois chevaux blessés : le sien, celui de son sergent et celui qui tirait l'arme, dont le porte-canon avait été touché deux fois. Howard fît descendre la mitrailleuse de son affût et partit avec l'arme sous le bras… Le sang-froid du Lt Howard pendant l'action est remarquable. On peut toujours compter sur Howard et sur sa mitrailleuse… [*Traduction*]»[10].

Ce genre de bravade, cependant, entraîne à l'occasion des conflits avec ses supérieurs. Lorsque le Général Lessard le réprimande pour avoir désobéi aux ordres et mis sa vie en danger, Howard rétorque qu'il est fin prêt à donner sa vie, que cette guerre ne se gagnera pas en restant au campement et qu'il n'est pas un partisan de l'inaction[11].

Vers la fin de l'année 1900, Howard pense à retourner au Canada avec les *Royal Canadian Dragoons*. Pourtant, il écrit à son fils qu'à la demande de Lord Kitchener qui le prie de demeurer en Afrique du Sud encore six mois, il a décidé de rester. Il ne voulait manquer aucun combat. La vie à Montréal était simplement trop ennuyeuse si on la comparait à la vie trépidante qu'il menait en Afrique du Sud.

C'est ainsi que Howard est promu major par intérim. On lui demande de monter une unité de 125 hommes, et de les recruter principalement parmi les vétérans canadiens; cette unité devient couramment connue sous le nom de *Howard's Scouts* ou *Howard's Scouts and Colt Battery*. Elle est équipée de six canons Colt[12].

Le moment n'aurait pas pu être mieux choisi. Pendant la guerre, plusieurs centaines d'hommes avaient quitté leur unité canadienne après l'expiration de leur contrat d'un an et ils cherchaient un autre emploi en Afrique du Sud. Certains avaient joint les rangs de forces irrégulières comme les *Brabant's Horse*, *Kitchener's Scouts*, *Roberts's Horse* ou les *Howards Canadian Scouts*, qui étaient de petits groupes montés, disposant d'une grande mobilité, qui avaient des tâches d'éclaireurs et des attributions spéciales.

Howard fait grande impression. Il est mince, nerveux, porte la moustache et une barbichette blanches. Logé au Grand Hotel de Cape Town, il passe sans tarder à l'action. Il rend visite à diverses unités canadiennes en vue de choisir les meilleurs éléments parmi de nombreux volontaires motivés. Il recrute le Captaine Charlie Ross, un ancien constable de la P.C.N.-O qui se trouvait comme Howard à la bataille de Batoche, qu'il avait nommé commandant adjoint.

Les unités encouragent également ce recrutement. L'avis suivant apparaît dans un ordre courant :

> *Lord Kitchener désire urgemment former un corps de petite taille composé d'éclaireurs canadiens. Ce corps existerait pour une courte période pendant laquelle tous les hommes seraient nommés caporaux ou soldats, selon le mérite. Ils seraient payés conformément au taux de la colonie. Tout homme qui désire s'enrôler dans le corps ou la batterie d'armes Colt commencera sa formation sous les ordres du Lieutenant Howard, RCD. Ils doivent donner leur nom demain matin*[13].

Comme le montre cet avis, les vétérans canadiens se voient offrir le grade de sergent ainsi que sept shillings par jour (deux de plus que leur solde habituelle), sans compter tous les défis qui les attendent. La perspective est particulièrement attrayante pour les membres de certaines des unités d'artillerie les plus sédentaires. Chaque recrue reçoit également trois chevaux, l'un servant de monture et les deux autres de guide, ainsi qu'une généreuse allocation vestimentaire, qui permet d'acheter un fouet, des culottes de cheval, des tuniques kaki faites sur mesure, des bottes de cuir mi-jambe à lacets et des éperons d'argent. Chaque homme doit transporter deux longs et lourds canons *Colt* .45 à six cartouches ainsi qu'une carabine, qui, on s'en doute, est fournie par l'usine Colt grâce aux contacts de Howard.

En janvier 1901, Howard a enrôlé quatre-vingt-huit vétérans canadiens, parmi lesquels se trouvent certains des soldats les plus rudes, les plus habiles et les plus aguerris. Fait notable, les *Canadian Scouts* sont une unité spéciale, du fait que tous ses membres non officiers ont été nommés sous-officiers. On croyait nécessaire de prendre ces mesures pour attirer des combattants qualifiés qui accepteraient de livrer bataille pendant encore six mois après la fin de leur contrat initial d'un an.

Dès que Howard termine de monter son unité, il envoie les hommes dans le Nord du pays par train, dans un camp d'entraînement plutôt confortable, à l'est de Pretoria. Ils y restent pendant moins d'un mois. Pendant la formation, on les rattache à une batterie de mitrailleuses *Colt*. Ils reçoivent un entraînement intensif sur les aspects techniques et le maniement de ces armes, et ils apprennent à s'occuper des chevaux. Par contre, on ne porte pas beaucoup d'intérêt aux conventions militaires habituelles. Il y a peu d'inspections courantes, mis à part les tâches dans les écuries. Et il n'y a jamais, au grand jamais, d'exercices futiles. Les hommes appellent leur chef « Gat », et ils sont fiers d'appartenir à une unité composée d'hommes indisciplinés, joueurs et gros buveurs, dédaignant le salut.

Sous les ordres du Général E.A.H. Alderson de l'infanterie à cheval, les éclaireurs de Howard se mettent en action en janvier 1901.

Howard continue de faire honneur à sa réputation, en étant un leader habile et coloré. Sous son commandement, les éclaireurs canadiens obtiennent les éloges des Britanniques pour l'implacable ténacité avec laquelle ils font campagne et, ce faisant, s'attirent la haine des Bœrs.

Pendant les trois mois qui suivent, la colonne de Alderson fait campagne dans l'Est du Transvaal. Elle suit le Général French jusqu'à la frontière du Swaziland, en effectuant un grand mouvement de ratissage; cette action permet de capturer pratiquement toute l'artillerie de l'ennemi. C'est au cours de cette campagne que les éclaireurs de Howard travaillent en petits groupes, ou servent d'écran au gros des troupes. Leurs actions font honneur à leur réputation : ils sont agressifs, audacieux, téméraires et sans peur. Mais cette réputation a un prix élevé. Bien que Jack Randall, l'un des sergents du groupe, ait beaucoup exagéré en affirmant qu'il ne restait plus, quatre mois plus tard, que quatre des cinquante-six éclaireurs qui avaient joint les rangs du groupe en décembre, il faut admettre que le nombre de pertes dans cette unité était anormalement élevé et sans commune mesure avec les pertes subies par la colonne, qui étaient presque nulles.

Howard est un leader habile qui ne connaît pas la peur. Ses supérieurs le remarquent. Il reçoit des honneurs à plus d'une occasion pour ses actes et pour celles de ses éclaireurs, et ses faits d'armes sont souvent cités dans les mémoires et les journaux de guerre de ceux qui sont entrés en contact avec lui. Mais la plus belle reconnaissance, sans doute, lui aura été montrée le 27 septembre 1900, alors qu'il était major dans le contingent canadien : on le nomme Compagnon de l'Ordre du service distingué (DSO), en reconnaissance de ses services pendant les opérations menées en Afrique du Sud[14]. Howard meurt avant de pouvoir recevoir sa médaille.

Médaille de l'Ordre du service distingué pour service digne de mention en temps de guerre

Il est bien connu que les éclaireurs canadiens se livraient à une tâche extrêmement dangereuse, et qu'ils le faisaient avec tant de courage que le sacrifice de leurs vies en sauva de nombreuses autres. Il en coûta d'ailleurs la vie à leur commandant de cinquante-cinq ans. Le matin du 18 février, Howard et son planton, le Sergent Richard J. Northway, un prospecteur anglais de trente ans ayant servi dans les fusiliers montés du Canada, vont bientôt perdre la vie. Les circonstances entourant leur mort sont un peu confuses. Aux dires du Lieutenant B. Moeller, le jour du 17 février, Howard et ses hommes étaient partis faire la reconnaissance d'un terrain accidenté extrêmement difficile à traverser; il leur fallait passer par des vallées et des gorges profondes, et la bruine leur rendait la tâche encore plus difficile. Ils seraient tombés par surprise sur un groupe de Bœrs, des tireurs d'élite. Les éclaireurs durent se disperser et certains d'entre eux auraient pris position sur « une crête rocheuse, directement devant un immense kopje dont la paroi escarpée était recouverte de broussailles [*Traduction*] »[15]. Fidèle à ses habitudes Haward ne se serait pas contenté d'attendre que la situation évolue. Le matin suivant, Howard, Northway et leurs éclaireurs indigènes se seraient mis en marche vers l'avant afin d'effectuer la reconnaissance de quatre chariots ennemis stationnés dans la vallée en contrebas. Mais c'était un leurre. Quand les hommes sont arrivés dans la vallée, les Bœrs ont ouvert le feu. Les trois hommes ont été abattus.

Moeller soutiendra plus tard que Howard et Northway « furent lâchement assassinés après avoir… déposés leurs armes [*Traduction*] »[16]. Selon une autre version plus dramatique de l'histoire, Howard ne serait pas mort immédiatement, mais aurait d'abord seulement été blessé. Il serait tombé par terre, visage contre le sol, et ce serait dans cette posture que les Bœrs l'auraient trouvé. Ceux-ci, convaincus de la mort de Northway, n'auraient pas déplacé son corps. Toutefois, ils auraient retourné le corps de Howard. Lorsque que l'un deux l'auraient reconnu, ils se seraient « penchés sur lui et se seraient mis à tirer sur son corps, coups après coups, comme une bande de sauvages. Ils auraient ri de ses soubresauts lorsque les balles l'atteignaient. Ils l'auraient tiré de si près qu'ils lui auraient brûlé son uniforme [*Traduction*] »[17]. Cette histoire semble une grossière distorsion des faits. Peut-être même qu'elle a été fabriquée de toutes pièces. C'est le Major A. Beattie, l'aide de camp de Alderson, qui a trouvé le corps de Howard. Selon ses dires, il n'aurait été touché qu'à trois endroits : au bras, à la mâchoire et à l'estomac.

Le Major Beattie et les autres éclaireurs de Howard sont, on le comprend bien, bouleversés par la mort de leur commandant bien-aimé. Ils ont tous sans exception la larme à l'œil. Avant de faire envelopper les corps pour les transporter en ambulance au camp principal, le Captaine Charlie Ross, le commandant adjoint de Howard, rassemble ses hommes autour du corps de « Gat », et leur ordonne de lever le bras droit et de jurer qu'ils ne « feraient jamais plus de prisonniers bœrs », un engagement qui, le dirait plus tard Sergeant Randall, est scrupuleusement respecté. Le Sgt Wherry, cependant, exprime les choses de cette façon : « cette dernière tricherie de la part des Bœrs a rendu chacun de nous encore plus convaincu de refuser de prendre des prisonniers, même quand ils se rendent. Et comme l'a si bien dit James Fitzjames : « Le sang afflue vers mon cœur, je perds mes mots. J'entame chaque jour avec la mort inscrite au fond des yeux, dans le creux de mes mains, dans mon cœur, et je la réserve pour chaque Bœr que je rencontre [*Traduction*][18]. » Selon Randall, qui était porté à exagérer, entre trois cents et quatre cents Bœrs auraient payé pour le groupe qui a assassiné le Major Howard en le criblant de balles. Qu'il s'agisse ou non d'une exagération, la version des faits de Randall et de Wherry montre bien l'esprit de l'unité.

Il ne fait à peu près aucun doute que Howard et son unité ont enflammé l'imaginaire du public canadien. Voici une citation tirée du *Treherne Times* de Treherne au Manitoba : « La dépêche du *War Office* annonçant la mort du Major « Gat » Howard a peut-être semé plus de tristesse au pays que toute autre nouvelle provenant du front depuis le câble mémorable reçu par le *Globe* de Toronto annonçant la terrible mais glorieuse histoire de Paardeberg [*Traduction*][19]. »

Après la mort de Howard, Ross assume le commandement des éclaireurs canadiens jusqu'à la fin de la guerre. Sous son leadership, les *Canadian Scouts* conservent leur réputation de groupe habile, fiable, téméraire et aguerri. À la fin de la guerre, au moins quatre membres canadiens de cette force irrégulière de petite taille, notamment Ross lui-même, reçoivent la médaille de l'Ordre du service distingué.

En raison du nom qu'elle portait, de son style de leadership, de sa réputation et de son effectif initial composé en grande partie de Canadiens, l'unité appelée les *Howard'Canadian Scouts* était admirée par de nombreux Canadiens, même si, techniquement, l'unité ne faisait pas partie du contingent canadien. De la même façon, les historiens ont toujours considéré que les activités de ce groupe ont eu lieu dans le cadre de l'effort de guerre canadien.

La tombe de Arthur Howard est située dans le cimetière de Rustfloats, à neuf miles au nord-ouest de Piet Retief, dans l'Est du Transvaal près du Swaziland. Sur sa tombe est gravé : « En mémoire du Major A.L. Howard, mort au combat le 17 février 1901 [*Traduction*][20]. » Depuis la Rébellion du Nord-Ouest jusqu'à la Guerre des Bœrs, Arthur « Gat » Howard s'est montré un leader habile, compétent et charismatique. Sans peur au combat, talentueux en affaires, il initie la force militaire canadienne à l'utilité de la mitrailleuse, contribue à l'essor de l'industrie des munitions au Canada, et, ce faisant, devient un héros populaire.

Pour ceux qui aimeraient poursuivre les lectures sur Howard et les *Canadian Scouts*, l'ouvrage suivant est fortement recommandé : Jim Wallis, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts in South Africa*.

SOURCES

Miller, Carman, *Canada's Little War*, Toronto, James Lorimer & Coy. Ltd., 2003

Miller, Carman, *Painting the Map Red*, Ottawa, Canadian War Museum, 1993

Steele, Samuel B., *Forty Years in Canada*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson ltd. 1972 (réédition)

Wallace, Jim, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts in South Africa 1900–1902*, London, Trafford Publishing, 2008

The Canadian Journal of Arms Collecting; Vol. 5 no. 2 (non daté), Vol .29 No. 2 (mai 1991 et Vol. 1 No. 4 (nov 1963)

RESSOURCES EN LIGNE

www.angloboerwar.com, consulté le 12 octobre 2010

www.goldiproductions.com, consulté le 10 octobre 2010

www.warmuseum.ca, consulté le 12 octobre 2010

www.wikipedia.org, consulté le 10 octobre 2010

www.archives.org, consulté le 12 octobre 2010

NOTES

1. Wallace, Jim, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts in South Africa 1900–1902*, London, Tafford publishing, p. 12.
2. BAC, RG 9, Milice et Défense, série II-A_1, 130, dossier 09430, tel que cité dans Wallace, Jim, *Knowing No Fear:The Canadian Scouts In South Africa 1900–1902*, London, Tafford publishing, p. 12.
3. Ce paragraphe est tiré de Wallace, Jim, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts In South Africa 1900–1902*, London, Tafford publishing, p. 12.
4. Talbot, A.G., tiré de l'article sur Arthur Lochead Howard paru dans *The Canadian Journal of Arms Collecting*, Vol. 5 No. 2.
5. *Ibid*, p. 12.
6. Talbot, A.G., provient de l'article sur Arthur Lockhead Howard paru dans le *The Canadian Journal of Arms Collecting* Vol. 5 no. 2, p. 60.
7. *Ibid*, pp. 59–60.
8. Ce paragraphe est tiré de Wallace, Jim, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts in South Africa 1900–1902*, London, Tafford publishing, p. 15.
9. Les seize prochains paragraphes, à moins de note contraire, sont un résumé de l'ouvrage *Painting the Map Red: Canada and the South African War 1899–1902,* écrit par Carman Miller, pp 260–261 et 446–449.
10. Tiré d'un texte sur le Major Arthur L. HOWARD affiché à cette adresse : www.angloboerwar.com, consulté le 12 octobre 2010.
11. Tiré du site Web www.angloboerwar.com, consulté le 15 octobre 2010.
12. Wallis, Jim, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts in South Africa 1900–1902*, London, Tafford publishing, p. 16.
13. Ordres courants du Bataillon canadien de fusiliers à cheval, November 27, 1900, tel que cité dans Wallace, Jim, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts in South Africa 1900–1902*, London, Tafford publishing, p. 19.
14. London Gazette, 27 septembre 1901 (pas de numéro de page).
15. Texte provenant du journal personnel du Lt Moeller affiché à l'adresse www.archives.org, consulté le 12 octobre 2010
16. *Ibid*.
17. *Ibid*.
18. Lethbridge News (Toronto, Ontario), mai 2, 1901, p7 Col 1, "Captain Howard's Scouts," tel que cité dans Wallace, Jim, *Knowing No Fear: The Canadian Scouts in South Africa 1900–1902*, London, Tafford publishing, p. 135.
19. *Ibid*, p. 62.
20. Talbot, A.G., de l'article sur Arthur Lockhead Howard paru dans *The Canadian Journal of Arms Collecting* Vol. 5 no. 2, p. 60.

Source : Caméra de combat

Les chiens sont attelés et l'équipe du Ranger Gérald Azure est prête à partir

Source : Corporal Bill Gomm

EXERCICES DANS L'ARCTIQUE DU 38E GROUPE-BRIGADE DU CANADA

Colonel R. Poirier, commandant du 38e Groupe-brigade du Canada

Le 38e Groupe-brigade du Canada (38 GBC) a entendu parler pour la première fois du concept de Groupe compagnie d'intervention dans l'Arctique (GCIA) en décembre 2007, dans un courriel provenant du quartier général du Secteur de l'Ouest de la Force terrestre (SOFT) demandant si nous étions intéressés à participer. Nous avons rapidement répondu en envoyant une proposition conçue conjointement avec la 17e Escadre Winnipeg. En effet, le commandant de la 17e Escadre, le Colonel Scott Howden, souhaitait vivement que Winnipeg soit la tête de pont aérienne du concept. Le SOFT n'avait pas fourni de précisions dans sa demande, nous avons donc dû procéder à une appréciation de la situation.

APPRÉCIATION DE LA SITUATION

Mis à part les tâches répondant aux normes de base d'aptitude au combat d'un peloton et d'une compagnie, nous n'avons pas cerné de tâches particulières à exécuter en terrain inhospitalier et en milieu hostile. Nous avons présumé que l'objectif consistait à se réapproprier des aptitudes de travail dans l'Arctique en hiver, milieu caractérisé par des distances considérables et un manque d'infrastructure importants. La mobilité nous a semblé un élément clé de réussite, et Winnipeg, le lieu idéal pour installer le GCIA. En effet, la Base abrite une escadre de la Force aérienne importante et un escadron de C130. Elle est également la base de soutien de 95 p. cent du 38 GBC et la formation d'appartenance de la 440e Escadre Yellowknife. De plus, l'Aéroport international de Winnipeg donne accès aux trois Territoires canadiens, particulièrement au Nunavut, et quatre grands transporteurs commerciaux y offrent des vols vers le Nord.

L'entraînement nous a paru un autre élément clé, et le 38 GBC, un choix évident, car il évolue dans le climat hivernal le plus difficile du Canada. Ainsi, lorsque le lac Winnipeg est gelé, les conditions

naturelles (le vent et la glace) sont identiques à celles du Haut-Arctique. Étant donné que l'Arctique est une région géopolitiquement très en vue, le GCIA devrait recevoir diverses ressources matérielles et financières, et la Réserve de l'Armée de terre pourrait bénéficier de moyens importants pour le maintien de l'effectif et le recrutement.

MISE EN ŒUVRE

Au début de 2008, le commandant du SOFT a retenu notre proposition et celle du Royal Winnipeg Rifles en tant qu'unité-cadre. Le GCIA est l'unité qui exécute la tâche et la brigade est celle qui dirige l'exercice. Au moins 400 soldats devront participer à l'instruction, car, en tenant compte d'un niveau de préparation normal et d'un préavis de mouvement raisonnable, nous pourrons déployer un groupe-compagnie formé de plus de 100 membres.

Étant donné que nous ne pouvions pas nous appuyer sur de précédents entraînements ou d'autres références, nous avons procédé à une analyse de mission d'un GCIA fictif. Nous avons déterminé qu'il n'existait aucun besoin en matière de défense, mais que des besoins en matière de politique et de sécurité pourraient être nécessaires. Ces dernières années, les entraînements servaient à perfectionner les compétences en combat en temps de guerre et nous avons quelque peu perdu celles concernant la guerre en hiver, mais à ce moment-là, je ne savais pas jusqu'à quel point.

Comme dans tout le Canada, le Nord a plusieurs saisons, mais nous avons décidé très vite de braver dame nature et de nous attaquer au Nord en hiver, pour deux raisons. Tout d'abord, il n'est pas possible de mener un exercice l'été, car tous les leaders de la Réserve disponibles pendant cette période se consacrent aux cours individuels; ensuite, une compagnie capable de travailler par 50° Celsius en dessous de zéro peut le faire par 15° C, mais pas le contraire. Nous avons choisi de tourner autour du pot, ce qui a donné lieu à un plan de campagne de quatre ans.

Caporal Bill Gomm LC2010-0133

Le Caporal Marc Lemire accélère sur une étendue ouverte du sentier de glace

PLAN DE CAMPAGNE

Tout s'est alors enchaîné rapidement. Pour la première année du plan, en décembre 2008, nous sommes partis pendant l'hiver pour mener l'exercice NORTHERN BISON (Ex NB) 2008. L'ancien commandant du SOFT, le Brigadier-général Mark Skidmore, nous avait donné comme seule restriction de ne pas marcher sur les plates-bandes de la Force opérationnelle interarmées (Nord) [FOIN]. Nous avons donc choisi de mener l'entraînement à Churchill, au Manitoba, qui se trouve au nord du 59e parallèle, et qui fait partie de la région froide qui longe la côte ouest baie d'Hudson, et qui s'étend dans la région de Kivalliq au Nunavut. De plus, Churchill possède un bon aéroport et est accessible par le train, ce qui réduit les coûts de transport.

J'avais quatre objectifs pour la compagnie. Le premier était de se rendre sur place, ce qui demandait une logistique particulière, et à tout le moins de prévoir la location de l'équipement. Le deuxième objectif était de mener un exercice sur le terrain. À cette fin, nous avons décidé d'enseigner la deuxième partie de la formation de base à la guerre hivernale et d'y ajouter celle propre à la section et au peloton. L'exercice nécessitait aussi la participation d'acteurs clés tels que le 4e Groupe de patrouilles des Rangers canadiens (4 GPRC), des spécialistes des transmissions, du personnel médical, l'exceptionnelle équipe des Twin Otter de Yellowknife et le personnel de la ville de Churchill. Le troisième objectif était le retour, et le quatrième, la rédaction d'un rapport post-exercice détaillé.

J'ai commis trois erreurs de planification : je pensais les s/off supérieurs et les officiers bien mieux préparés aux opérations hivernales; je n'ai pas cerné tous les problèmes que pourraient générer simultanément la tenue d'un cours et la direction d'une compagnie pendant un exercice dans l'Arctique; finalement, j'ai alloué trop peu de temps de préparation aux troupes.

Caporal Bill Gomm LC2010-0063

Base d'opérations avancée de l'exercice NORTHERN BISON

PREMIER EXERCICE — EXERCICE NORTHERN BISON 2008

Notre arrivée à Churchill a été laborieuse. Une partie de l'équipement avait été envoyée par le train et nous avions confié le plus gros du matériel à un C17 Globemaster III, mais il est tombé en panne sur l'aire de trafic de l'aéroport de Winnipeg. Nous étions déjà à bord et nous y sommes restés quatre heures

avant que le mécanicien de bord nous demande de sortir de l'avion. Nous avons alors décidé de prendre un vol commercial, et au bout de quelques heures, la compagnie aérienne Calm Air a transporté quelques soldats et de l'équipement à Churchill. Comme l'exercice se déroulait au centre communautaire local, le problème de transport a coûté à tout le monde un retard de 24 heures.

L'exercice s'est déroulé du 15 au 19 décembre, et les températures moyennes à Churchill, en dessous de la moyenne cette année-là, étaient de -45°C avec de forts vents côtiers. La compagnie s'est rendue à une base d'opérations avancée (BOA) à 20 kilomètres au sud-ouest de la ville de Holcroft Lake, où se trouvait un groupe de supervision de l'exercice, dont la base est à Churchill.

Quand les températures ont atteint -57°C, les soldats ont commencé à éprouver de sérieux problèmes. Le manque de compétences en opérations hivernales a conduit à un relâchement de l'attention lors des drills du niveau de section et de la maintenance de l'équipement. Nous avons optimisé notre présence sur le terrain et réparti les commandants, qui étaient trop peu nombreux. Nous avons aussi fait appel à nos amis de la 34e Division d'infanterie de la Garde nationale du Minnesota. Ils ont été formidables, mais si leur arrivée a compliqué inutilement la planification des opérations. En fin de compte, le temps de préparation réduit pour rattraper le retard pris dans le transport nous a fait commettre un impair classique : les soldats se sont retrouvés sans leur fourbi. Et par la suite, comme nous n'avions plus l'aéronef, plusieurs d'entre eux ont dû voyager pendant deux heures de Churchill à la BOA assis sur les toboggans de l'avion, ce qui a accru leur désarroi.

Malgré ces problèmes, nous avons mené l'entraînement, effectué des patrouilles et procédé à un exercice de tir d'armes légères rudimentaire. Juste avant Noël, pratiquement toute l'équipe est reparti à Winnipeg à bord d'un C17 et d'un avion commercial, et certains sont restés deux jours de plus pour préparer le transport en train du reste de l'équipement.

Le rapport post-exercice a été rédigé de façon très détaillée. Nous avons conclu que la préparation des soldats et de l'équipement avait été insuffisante, et que les soldats comme leurs chefs n'ont pas eu la possibilité de préparer leur propre équipement. Nous avons reconnu que nous aurions dû porter plus attention à la formation de la compagnie et à l'intégration des sections et des pelotons.
La compagnie aurait dû se regrouper dans une aire de stationnement avant de partir sur le terrain. De plus, le personnel de contrôle de l'exercice était trop nombreux. D'ailleurs, il comprenait des éléments de soutien qui appartenaient à la compagnie. Nous aurions également dû demander plus tôt l'appui des affaires publiques et rédiger un plan d'affaires publiques plus étoffé. Par ailleurs, nous avons souffert d'un manque de coordination dans plusieurs domaines, notamment dans les services de santé. Nous avons beaucoup apprécié la collaboration du 4 GPRC et la 440e Escadre, qui ont été des éléments clés de l'entraînement. Nous avons également noté une émulation entre les membres des sections et les Rangers, ce qui n'est pas surprenant sachant que les Rangers s'en sortaient bien alors que les troupes avaient froid. Toutefois, n'oublions pas qu'un Ranger n'est pas un militaire de la Première Réserve, et vice versa. Les Rangers sont des multiplicateurs de force, et nous avons pris conscience que les pelotons doivent apprendre à travailler sans eux, au besoin, et ce, sans que cela ne nuise à leur respect mutuel et à leur coopération. Quant à l'approvisionnement et au transport, ils ont posé plusieurs problèmes. La consommation de carburant par jour et par personne était de 20 livres (9 kilos) alors que la charge maximale d'un cométique tiré par une grande motoneige est d'environ 1 000 livres (453 kilos).
Le carburant ajoutait donc une charge non négligeable, tout comme l'eau qui représentait un supplément de 8 livres (3,6 kilos) par jour et par personne (un gallon = 3,7 litres, soit environ 8 livres). L'eau doit être conditionnée sous forme de blocs d'eau potable gelée. La nourriture de tout le personnel représentait également une source de problèmes. Enfin, des BV 206 ou des véhicules du même type nous auraient été plus utiles que les motoneiges que nous avions louées : leurs chauffeurs transis de froid et ils avaient la lourde tâche de tracter des toboggans sur un terrain difficile. En fait, nous aurions eu besoin d'avoir des chefs ayant suivi le cours de conseiller dans les opérations dans l'Arctique.

L'expérience nous a confirmé que la mobilité est un facteur primordial des opérations dans l'Arctique. Nous n'avions pas assez de motoneiges et nous devions transporter les personnes dans des toboggans et des cométiques, ce qui était difficile autant pour le conducteur que pour les passagers.

Un entraînement de la Réserve, qui avait été programmé à une heure fixe et pour une durée précise n'a pas pu être repoussé. L'ensemble de l'exercice a failli être compromis lorsque le C17 est tombé en panne. Étant donné que l'exercice sur le terrain devait durer seulement cinq jours, la perte d'une journée, surtout dès le début, a provoqué beaucoup de complications, car les activités perdues n'ont pas pu être rattrapées. Heureusement que la région ne manque pas de transporteurs commerciaux, cette solution de rechange deviendra notre ressource pour les prochains exercices. En résumé, nous aurions eu besoin de plus de motoneiges, de toboggans et de cométiques. Des BV 206 ou des véhicules du même type nous auraient été très utiles, et le soutien des Twin Otters aété d'un grand secours.

Caporal Bill Gomm LG2010-0082

Deux soldats du 2e Peloton retournent à leur bivouac après avoir appris à dépouiller et à dépecer un orignal

La mobilité du GCIA se divise en quatre phases. Le premier est la mobilité stratégique, qui permet d'emmener les soldats et le matériel dans le Nord. Le deuxième facteur est la mobilité opérationnelle, que n'avons pas utilisée, et qui consiste à faire circuler les soldats et le matériel partout dans le Nord. Le troisième facteur est la mobilité tactique « à grande échelle », qui concerne le transport des éléments tactiques depuis l'aéroport de débarquement (APD) vers toute destination, même très éloignée, où se déroule l'opération, ainsi que les axes de ravitaillement principaux. Le dernier facteur est la mobilité tactique « à petite échelle », qui permet d'exécuter les tâches en se déplaçant à pied ou en motoneige. Nous avons donc réalisé le plan de campagne des quatre années suivantes en fonction du rapport post-exercice.

DEUXIÈME, TROISIÈME ET QUATRIÈME ANNÉES

La deuxième année, une compagnie entière se rendrait à Churchill pour effectuer des tâches militaires depuis une BOA, et ce, afin que la compagnie termine la formation, le rodage et l'établissement de normes commencé plus tôt, et que nous puissions valider ce qui a été initié par l'État-major de l'Armée de terre.

La troisième année, une compagnie effectuerait des mouvements tactiques d'envergure à partir d'Arviat, au Nunavut, vers Churchill, ce qui représente 300 kilomètres (186 miles). Ce concept s'appuierait sur une compagnie composée de nombreux soldats aguerris qui mettraient leurs connaissances au service d'un exercice au niveau de la compagnie. Le déploiement d'un quartier général de bataillon réduit (dont les membres proviendraient de l'équipe de commandement de la composante terrestre de la FOIN) serait également effectué dans le cadre de l'exercice.

La quatrième année, le plan de campagne atteindrait son apogée, car la compagnie procéderait à sa première incursion dans le Haut-Arctique, à Resolute Bay, par exemple et la FOIN choisirait un lieu de déploiement de l'état-major de commandement de composante terrestre pour le 38 GBC.

En 2009, le 38 GBC a reçu les 25 motoneiges Arctic Cats que le 4 GPRC avait utilisé pendant l'exercice WESTERN SPIRIT. Ces véhicules, en bon état et faits pour tracter plutôt que pour rouler vite, étaient parfaits pour nous. Nous avons aussi reçu un grand nombre de « super toboggans » en fibre verre et avons fabriqué deux de nos cométiques. Nous avons adapté les super toboggans des Rangers à nos besoins opérationnels et avons réuni un équipement varié. Nous n'avons reçu aucun BV 206 ou véhicule de ce genre.

Caporal Bill Gomm LG2010-0129

Les motoneiges utilisées pendant l'exercice NORTHERN BISON sont garées le long de la rive de la baie d'Hudson

DEUXIÈME EXERCICE — EXERCICE NORTHERN BISON 2009–2010

À l'origine, l'Ex NB 09 devait avoir lieu en décembre 2009, mais des restrictions budgétaires ont entraîné des incertitudes et nous avons décidé de reporter l'exercice à l'année suivante, et selon le second exercice, à l'Ex NB 09–10. En février 2010, nous étions de nouveau prêts à nous rendre à Churchill.

L'Ex NB 09–10 a débuté avec deux fins de semaines de préparation qui portaient sur l'intégration des sections et le leadership de la compagnie, et comprenaient notamment des cours de guerre en hiver, de conduite de motoneige et de BV-206. La 17e Escadre nous a prêté ses BV 206 et les sections ont préparé leur propre équipement. Les soldats ont effectué une épreuve de tir avec l'arme personnelle pour le fusil Lee-Enfield de calibre .303 et le fusil de chasse, qui sont les armes réglementaires. Enfin, la compagnie a procédé à des exercices de reconnaissance.

Pendant la semaine du 8 février, l'équipement a été envoyé par train à Churchill et un détachement précurseur a été déployé. Le gros des troupes est arrivé à Winnipeg le vendredi 12 février, et a été emmené dans le Nord à bord d'un avion commercial le lendemain. La compagnie s'est immédiatement s'est rassemblée au centre communautaire de la ville, où les éléments tactiques ont chargé leur fourbi dans les super toboggans et ont vérifié leur tenue avant de partir pour la BOA. Un Twin Otter de la 440e Escadre a emmené le gros des troupes, ce qui a évité de se servir des 25 motoneiges pour transporter le personnel (il aurait fallu faire des allers-retours de quatre heures, et une motoneige transporte seulement 25 personnes à la fois). Le dimanche 14 février au matin, la compagnie au complet était arrivée à la BOA et les deux pelotons étaient prêts à effectuer l'instruction en rotation. Chaque peloton a procédé à des exercices de patrouille embarquée et à pied, de tir aux armes légères et de transmissions ainsi qu'à des manœuvres sur la glace marine et autour de hummocks, des monticules de glace marine. Par ailleurs, les Rangers ont dirigé une instruction de survie : chaque peloton a chassé un orignal et des lagopèdes. Les Rangers ont également enseigné aux pelotons comment pêcher sous la glace à l'aide d'un filet maillant. L'entraînement s'est fait par étapes, donc la cadence pouvait être réduite en cas de problèmes ou de mauvais temps.

En plus des visites habituelles de militaires, dont le commandant adjoint du SOFT et moi-même, la compagnie a également reçu pendant deux jours un membre de l'état-major de la direction de l'instruction de l'Armée de terre et des représentants de médias importants de Winnipeg. Les journalistes pouvaient rendre visite aux troupes et assister aux activités librement, et en retour, j'ai pu entretenir une relation privilégiée avec eux. La visite des médias nous a donné une bonne visibilité régionale et nationale pendant les Jeux olympiques d'hiver de 2010, mais nous n'avons pas pleinement et adéquatement utilisé les ressources nécessaires pour cette visite. Cependant, l'organisation était meilleure que l'année précédente et allait encore s'améliorer l'année suivante.

Caporal Bill Gomm LG2010-0120

Glenn Pismenny et Susan Tymofichuk se préparent à faire un plateau. Mme Tymofichuk est journaliste et présentatrice à CTV Winnipeg et M. Pismenny est photojournaliste à CTV

Le redéploiement à Churchill s'est fait par étapes parce que nous n'avions pas assez de motoneiges et que le Twin Otter n'était plus à notre disposition. De retour en ville, la compagnie a fait une présentation et une démonstration à la communauté.

L'Ex NB 09-10 a été un franc succès, mais je ne suis pas en mesure de déclarer au commandant du SOFT que la capacité opérationnelle initiale a été atteinte, car des entraînements de dernière minute n'ont pas pu avoir lieu et certaines exigences en matière d'état de préparation n'ont pas été satisfaites. Cela dit, nous pouvons affirmer que nous avons une compagnie qui, avec son propre équipement, est capable d'opérer dans le Nord en hiver. Nous avons tiré des leçons plus précises lors de l'Ex NB 09–10. Nous avons pris le temps de préparer les soldats et l'équipement, et notamment d'effectuer un rassemblement de toutes les troupes à l'ADP avant le déploiement à la BOA, ce qui a bien marché. Les unités de soutien qui formaient les sections propres à l'Arctique (les Saskatchewan Dragoons) ou le peloton propre à l'Arctique (Groupe tactique d'infanterie de Winnipeg) ont mieux tiré leur épingle du jeu que les autres unités qui ont utilisé, au besoin, le logiciel de planification et de suivi des tâches des Forces canadiennes (PSTFC). Lors de la planification, les dates d'exercice doivent absolument être fixées douze mois à l'avance, et ce, peu importe les questions financières. L'exercice doit être divisé en étapes pour pouvoir y apporter des modificatifs si la réalité du terrain le nécessite. Il faut être flexible et prêt à accélérer la cadence ou à la ralentir en fonction du temps, du terrain et du personnel (expérience et leadership). Nous avons besoin de BV 206 ou de véhicules du même type. Le Twin Otter de la 440e Escadre a eu une panne mécanique

qui a duré trois jours, puis a été cloué au sol en raison du mauvais temps une journée de plus, nous obligeant à procéder à un réapprovisionnement par voie terrestre. S'il avait fait plus froid, le personnel de la logistique aurait subi des contraintes énormes et aurait pu être en danger, car il a fallu effectuer des trajets de quatre heures aller-retour pour se rendre à la BOA. Nous aurions pu établir la BOA plus près de l'aéroport, à Shilo également, ce qui aurait économisé temps et argent, mais les objectifs d'entraînement nécessitaient l'emplacement choisi. Quant aux affaires publiques, c'est une ressource à ne pas négliger. Nous avons formé des GCIA pour répondre à des intérêts géopolitiques, nous devons donc prendre soin de communiquer nos bons résultats, et de façon professionnelle. À cette fin, il est important d'affecter des ressources spécialisées et d'impliquer toute la chaîne de commandement. En ce qui concerne les communications radio, elles ont besoin d'être améliorées. Les appareils sont alimentés par des batteries, et celles-ci se vident rapidement par temps froid. Le problème est le même pour les systèmes de positionnement global, qui de surcroît fonctionnent lentement lorsque les températures sont basses. Le poste radio portatif haute fréquence a bien fonctionné de Winnipeg à Churchill, et de Churchill au quartier général de la compagnie. Puis, les communications sont devenues moins fluides, excepté sur les excellents postes radio AN/PRC 138 HF. Les téléphones satellite offraient une bonne solution de rechange. Quant aux services médicaux, leur intégration dans notre processus de planification peut être améliorée. Pour cet exercice, les complications provenaient du fait de devoir assurer plusieurs commandements majeurs à la fois. Comme pour l'Ex NB 08, nous nous en sommes bien sorti parce que le personnel médical sur place était très compétent. L'infrastructure médicale à Churchill étant limitée, un processus de planification s'impose, notamment pour assurer l'efficacité des évacuations sanitaires. Par exemple, en cas de blessure importante, la victime ne doit pas tarder à être évacuée et il ne vaut mieux pas utiliser un toboggan tiré sur la glace. Par ailleurs, le processus de planification doit absolument prévoir de l'équipement et des pièces de rechange. Il faut emmener des techniciens de véhicules et prévoir que la compagnie puisse rapidement faire demi-tour pour effectuer les réparations mineures sur les motoneiges Arctic Cats pour ne pas dépasser un taux de véhicules hors d'usage de 4 p. cent (une motoneige sur 25).

Caporal Bill Gomm LG2010-0097

Le Sapeur Shawn Black et le Soldat Joël Gagné retirent un poisson pris dans un filet maillant. Le Sap Black est ingénieur au Fort Garry Horse et le Sdt Gagné est affecté au Queen's Own Cameron Highlanders of Canada

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que nous avons réussi l'exercice : nous disposons de la moitié de l'équipement; nous avons confiance en nous, mais ne sommes pas désinvoltes; enfin, nous sommes entraînés sans être des spécialistes. Le 38 GBC se réapproprie des compétences en matière de guerre en hiver, et après avoir mené deux exercices sur les quatre que comporte le plan de campagne, il dispose d'un cadre de leaders aguerris.

Cet exercice a permis de tirer des leçons. D'abord, en raison de la complexité croissante du commandement des entraînements dans l'Arctique, le 1er Groupe de soutien de secteur et le commandement de soutien opérationnel du canada (COMSOCAN) doivent participer au processus de planification. Le 38 GBC doit concentrer ses efforts sur l'autonomie du GCIA, et pas sur les mouvements stratégiques ou les questions de réapprovisionnement, qui seront nécessaires dans le futur. Nos formations supérieures de soutien doivent participer au processus de planification des mouvements stratégiques sur longue distance dans le Nord et au prépositionnement de l'équipement. De plus, nous devons aller dans le secteur de la FOIN et travailler de concert avec le commandant et l'état-major de Yellowknife.

PROCHAINES ANNÉES

Après 2013, nous pourrions mener l'exercice en été, ce qui nécessiterait d'autres moyens de locomotions pour s'entraîner au milieu des rivières, des lacs et peut-être du littoral. L'attribution de bateaux était un des sujets de discussion lors de l'étude sur le rôle, la mission et les tâches de Réserve de l'armée de terre, et il faudra quelques années pour obtenir les embarcations supplémentaires de base et spécialisées nécessaires aux opérations dans l'Arctique pendant l'été. Par conséquent, si nous devons mener un exercice d'été en 2014, la Réserve de l'armée de terre aura besoin des bateaux d'ici à 2010 pour disposer de suffisamment de temps pour s'entraîner en conséquence. Et d'ailleurs, nous avons conclu qu'il vaut mieux confier l'exercice à une autre unité du 38 GBC : nous lui attribuerons son propre équipement d'ascenseur à bateaux et sa propre capacité de reconnaissance au lieu d'ajouter des bateaux supplémentaires à l'équipement exhaustif et au tableau de dotation en vigueur de l'unité-cadre.

Si nous ne recevons aucune directive contraire, nous continuerons à suivre notre plan de campagne et, à l'hiver 2011, nous conduirons un mouvement en tous terrains. Si nous parvenons à graver ces expériences dans les mémoires de nos soldats pour des dizaines d'années et si nous donnons à notre pays la capacité d'intervenir dans le Nord, alors nous aurons mené notre mission à bien.

CRÉDITS AUTEUR...

L'auteur désire remercier de leur généreuse contribution à l'élaboration du présent texte les personnes suivantes :

Le Lcol Mike Gagne, Chef d'état-major; le Lcol Brett Takeuchi, Commandant du Groupe tactique d'infanterie de Winnipeg; le Capt Amber Bineau, Officier des affaires publiques de la Brigade; l'Adjuc Gord Crossley, un ami et SMR de la Brigade.

The Wall
(Le Mur)

William MacDonnell
MCG 19970054-001
Collection d'art militaire de Beaverbrook

L'EXPÉRIENCE YOUGOSLAVE

Alors qu'elle est dirigée par Josip Broz Tito, la Yougoslavie, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1980, est considérée comme une véritable puissance industrielle régionale et comme un succès économique au sein du bloc soviétique. Elle affiche un taux de croissance annuel moyen du produit national brut de 6,1 p. 100 et un taux d'alphabétisation de 91 p. 100, son espérance de vie est de 72 ans et l'accès aux soins médicaux y est gratuit. En 1984, la ville de Sarajevo accueille les Jeux Olympiques d'hiver, et la Yougoslavie, selon tous les critères, se classe parmi les pays industrialisés.

À l'instar du Canada, la République de Yougoslavie est composée de différentes provinces (autrefois des pays indépendants) rassemblées en un seul parlement, l'Assemblée nationale. Pendant ses années au pouvoir, Tito décourage tout sentiment ethnique et nationaliste. Mais dix ans après la mort du dirigeant en 1980, la Yougoslavie se trouve accablée par sa dette extérieure, l'inflation, le chômage ainsi que la montée de forts sentiments nationalistes d'indépendance.

Au début des années 1990, la Slovénie et la Croatie tiennent leurs premières élections multipartites en près de 50 ans. Les réformistes communistes perdent au profit de partis en faveur de la souveraineté nationale au sein de la Yougoslavie. S'ensuivra le morcellement de la Yougoslavie, qui s'amorce le 25 juin 1991 quand les représentants des républiques de Slovénie et de Croatie déclarent leur indépendance devant l'Assemblée nationale yougoslave. Deux jours plus tard, l'Armée populaire yougoslave pénètre dans le territoire slovène pour tenter de conserver le contrôle des stations frontalières de la région. De violents combats font rage pendant les deux semaines suivantes, au terme desquels la milice territoriale slovène l'emporte sur l'Armée populaire yougoslave.

Le 7 juillet 1991, lors d'une troisième visite des représentants de la Communauté européennes en Yougoslavie, un accord de cessez-le-feu est négocié entre la Slovénie et le reste de la République de Yougoslavie. En vertu de cette entente, connue sous le nom d'Accord de Brioni, des observateurs sont chargés de surveiller le cessez-le-feu et le retrait des forces yougoslaves de Slovénie. La Mission de surveillance de la Communauté européenne (MSCE) est alors mise sur pied. La participation du Canada à cette mission, baptisée opération BOLSTER, débute le 9 septembre 1991 avec l'arrivée des trois premiers officiers du contingent. Ils seront rejoints par le reste de l'équipe à la mi-novembre, ce qui portera à onze le nombre de militaires en déploiement pour cette mission.

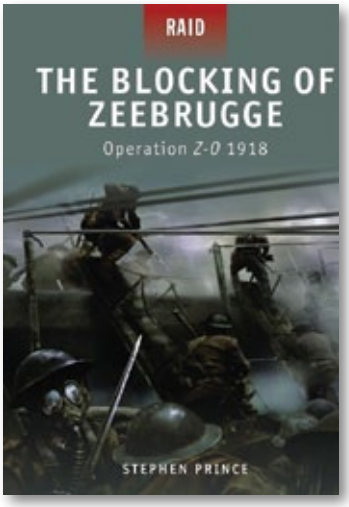
Peu après, en mars 1992, les Nations Unies mettent sur pied la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) qui sera encadrée, pendant les trois années de son mandat, par 29 résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies qui étendront et renforceront le rôle de l'ONU en ex-Yougoslavie.

L'année 1995 est ponctuée de plusieurs événements importants en ce qui a trait à la présence de l'ONU en Yougoslavie. À la fin mars, par exemple, le mandat de la FORPRONU prend fin et sa mission est reprise par quatre organes différents : l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance (ONURC), la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU), la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) en Bosnie-Herzégovine et le Quartier général des Forces de paix des Nations Unies (QG–FPNU). En décembre de la même année, est ratifié l'Accord de paix de Dayton qui prévoit le déploiement de la Force de mise en œuvre (IFOR), et un an plus tard, de la Force de stabilisation (SFOR).

L'opération BOLSTER marque le début de dix années d'engagement dans le conflit en ex-Yougoslavie pour le Canada, au cours desquelles ce dernier lancera plus de 60 opérations individuelles auxquelles participeront plus de 48 000 soldats.

L'œuvre de William MacDonnell intitulée « le Mur », qui a été peinte en 1995, représente un véhicule M113 du Princess Patricia's Canadian Light Infantry en patrouille à l'extérieur d'une enceinte murée typique de la Croatie.

Pour commander des reproductions d'œuvres de la collection du Musée canadien de la guerre, ou pour obtenir des renseignements à ce sujet, veuillez vous adresser au service de reproduction d'images, au 1, place Vimy, Ottawa, K1A 0M8; télécopieur : 819-776-8623; courriel : imageservices@warmuseum.ca.



THE BLOCKING OF ZEEBRUGGE: OPERATION Z-O 1918

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

PRINCE, Stephen. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, couverture souple, 64 pages, ISBN : 978-1-84603-453-4

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

Les étudiants et les historiens militaires pensent souvent que les raids militaires exécutés pendant la Première Guerre mondiale étaient uniquement le fait de l'armée de terre. Malgré les apparences à cet effet, cependant, c'est aussi au cours de cette période qu'ont eu lieu les premiers raids amphibies modernes. Parmi eux, aucun n'est sans doute plus célèbre que l'opération Z-O, c'est-à-dire l'audacieuse attaque de la Marine britannique contre les ports belges de Zeebruges et d'Ostende alors occupés par les Allemands.

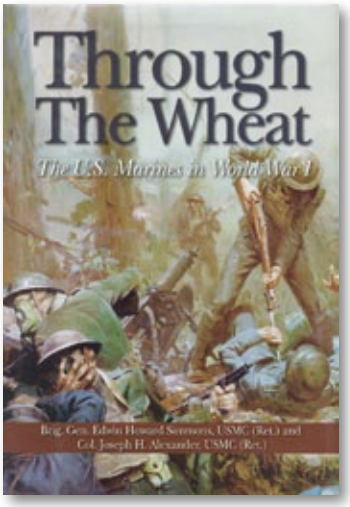
Stephen Prince, historien au Service historique de la Royal Navy, a signé ce dernier ouvrage paru dans la nouvelle série de livres publiés par Osprey sur les raids militaires bien connus. Dans le style typique de cet éditeur, le volume concis de 64 pages comprend une introduction, une description du contexte du raid et l'énoncé de la stratégie qui a abouti à son déclenchement et à la planification détaillée de son exécution. Suivent une narration vivante du raid, une analyse de son efficacité et des suggestions de lectures sur le sujet.

Les raids contre Zeebruges et Ostende sont considérés comme faisant partie des événements les plus importants de l'histoire de la Royal Navy et de l'histoire militaire britannique générale dans le contexte de la Première Guerre mondiale. Le plan, connu tout simplement sous le nom d'opération Z-O, venait de l'exaspération de la Royal Navy face à la capacité constante de la flotte allemande de faire des ravages dans la Manche et de menacer aussi les navires marchands et neutres plus loin en mer. Comme les destroyers et les sous-marins allemands partaient régulièrement des ports belges occupés, la Royal Navy a donc décidé, au début de 1918, qu'à des fins stratégiques et pour stimuler le moral, elle tenterait d'interdire à l'ennemi l'utilisation de ces ports.

Le plan du raid était simple. Se servant de navires de guerre britanniques vétustes comme d'un barrage autopropulsé, des marins de la Royal Navy et des Royal Marines tenteraient de surprendre les défenseurs allemands dans chaque port pendant la nuit et, avant que ceux-ci puissent réagir, ils dirigeraient les vieux bâtiments dans les écluses et les chenaux respectifs et les y couleraient délibérément. Si la manœuvre réussissait, ces chenaux seraient fermés pendant des mois, ce qui priverait effectivement la marine allemande de la capacité de menacer ensuite ouvertement la côte anglaise.

L'auteur a bien réussi à exposer brièvement ce raid complexe et éprouvant, et il faut le féliciter de ne pas perdre l'attention du lecteur dans le chaos qui a caractérisé le raid contre Zeebruges. Malheureusement, l'éditeur semble plus disposé à faire les coins ronds récemment, car la qualité globale de l'iconographie de cet ouvrage et d'autres livres récents a diminué. Je possède et j'ai aimé des livres publiés par Osprey depuis près de deux décennies; je constate que les illustrations de plus en plus bâclées entachent le produit final; dans le passé, l'iconographie était souvent ce qui distinguait ces livres de ceux des concurrents.

Malgré tout, le livre *The Blocking of Zeebrugge* devrait satisfaire ceux qui collectionnent les livres de cet éditeur; par ailleurs, le sujet est un ajout appréciable à cette série qui grandit rapidement. Je recommande l'ouvrage à ceux qui s'intéressent à la Première Guerre mondiale et aux opérations amphibies ou navales.



THROUGH THE WHEAT: THE U.S. MARINES IN WORLD WAR I

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

SIMMONS, Brigadier General E.H. et ALEXANDER, Colonel J.H., Annapolis, Naval Institute Press, 2008, couverture rigide, 296 pages ISBN : 978-1-59114-791-6

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

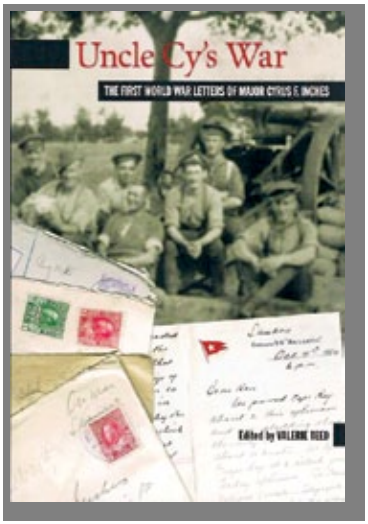
Pour les combattants amphibies normalement éparpillés dans les avant-postes du monde entier pour protéger les États-Unis d'Amérique, les champs verts et boueux de la France et des Flandres ont dû paraître les plus étrangers des théâtres de combat. Pourtant, c'est là, dans les pâturages enclavés de France, que le United States Marine Corps (USMC) a livré une terrible bataille, dans un endroit appelé Bois de Belleau, un nom qui reste à jamais couvert d'opprobre dans la légende et les traditions du USMC.

Le livre *Through the Wheat: The U.S. Marines in World War I,* est signé par deux auteurs en raison du décès prématuré du Brigadier-général Edwin Simmons, autrefois directeur émérite du Service historique du Marine Corps; cela a obligé le Colonel Joseph Alexander à mettre la main à la pâte pour terminer l'ouvrage. Le Général Simmons, ancien combattant décoré de la Seconde Guerre mondiale et des guerres de Corée et du Vietnam et auteur du roman récemment publié sous le titre *Dog Company Six*, s'est passionné toute sa vie pour les anciens combattants de la Grande Guerre qui lui avaient donné son entraînement initial dans le Corps. Il s'efforçait de faire une étude sérieuse sur le USMC pendant la Première Guerre mondiale, mais en raison de son âge avancé et de sa santé fragile, il n'a pu mener son projet à bien. Heureusement, avec l'aide du Colonel Alexander, ce dernier a finalement pu être achevé.

Le livre *Through the Wheat* compte 14 chapitres et il décrit bien la gamme diversifiée de tâches et de missions confiées au USMC pendant la Première Guerre mondiale; celles-ci allaient des affectations dans les avant-postes tels que Haïti et la République dominicaine jusqu'au service dans l'aviation, en France. Au cœur du texte figurent bien sûr de solides récits des batailles du Bois de Belleau, de Soissons, de Saint-Mihiel, du Mont Blanc et de la Meuse-Argonne. Bien que le style soit parfois aride, les auteurs présentent tous les points saillants et s'assurent bien d'inclure dans la narration toutes les légendes et les personnages intéressants du Marine Corps.

En soi, le livre traite fondamentalement bien du sujet, mais il comporte aussi des faiblesses et des lacunes. Sur le plan rédactionnel, on relève de nombreuses répétitions; par exemple, les auteurs rappellent constamment au lecteur le moment où l'installation insulaire d'entraînement du USMC a changé de nom pour s'appeler Parris au lieu de Paris. En outre, ils tendent souvent à passer soudainement d'un sujet à un autre, dans un chapitre, sans tenter aucunement d'établir en douceur un lien entre les deux. Parfois, on a l'impression que des pseudo-renseignements historiques sur le Corps sont tout simplement intégrés dans le texte sans raison apparente ou sans que les auteurs en expliquent la pertinence ou l'importance dans le contexte. Enfin, les auteurs souffrent d'une forte « myopie stratégique » et perpétuent le mythe américain selon lequel le cours de la Première Guerre mondiale a été renversé par les combats tactiques locaux livrés par les Américains au Bois de Belleau et à Soissons. C'est à croire que l'Armée impériale allemande n'avait aucune intention de capituler avant l'issue de ces petits combats, qui auraient donc sauvé Paris et incité beaucoup plus le Grand état-major allemand à abandonner la lutte que, disons, la bataille d'Amiens!

Si le lecteur peut passer outre à la rhétorique stratégique, il trouvera dans *Through the Wheat* un récit agréable des expériences d'une force militaire occidentale légendaire sur le front de l'Ouest. Je recommande ce livre en guise d'introduction à une étude plus sérieuse du sujet.



UNCLE CY'S WAR: THE FIRST WORLD WAR LETTERS OF MAJOR CYRUS F. INCHES

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

Publié par TEED, Valerie. Fredericton, Nouveau-Brunswick, éditions Goose Lane — New Brunswick Military Heritage Project, 2009, couverture souple, 300 pages, 19,95 $,
ISBN : 978-0-86492-542-8

Critique préparée par le Colonel Peter J. Williams

À l'heure où diverses unités des Forces canadiennes (FC), voire la communauté militaire canadienne dans son ensemble, commencent à se questionner sur les moyens de préserver l'héritage du service en Afghanistan, il serait peut-être utile de prendre exemple sur le passé. On pourrait notamment faire usage d'un médium sans doute très utile à son époque, mais qui, aujourd'hui, disparu dans cette ère de réseautage social et électronique, est vu comme un flagrant anachronisme : l'humble lettre manuscrite, cheminant par « courrier escargot ».

Le New Brunswick Military Heritage Project est un organisme sans but lucratif qui a pour mandat de faire connaître l'histoire militaire de la province. L'initiative a été lancée par le centre appelé « The Brigadier Milton F. Gregg, VC, Centre for the Study of War and Society » de l'Université du Nouveau-Brunswick. La série compte déjà treize volumes, nombre considérable, et porte sur l'histoire militaire du Nouveau-Brunswick, du XVIIe siècle à la Seconde Guerre mondiale. *Uncle Cy's War* est le quatorzième volume de la collection.

L'oncle Cyrus dont il est question dans le titre fait référence au Major Cyrus F. Inches, B.C.L., LL. B., D.S.O., M.C. Pendant la Première Guerre mondiale, ce dernier a été officier puis finalement commandant de batterie au sein de la 1re Batterie lourde canadienne sur le front occidental. Il était aussi le grand-oncle du mari de la directrice des publications. Cyrus Inches était un écrivain prolifique (heureusement pour nous) et la correspondance reproduite dans le livre ne représente qu'une partie des lettres qu'il a écrites à sa famille pendant la Grande Guerre. Avocat de formation ayant fréquenté Harvard, entre autres, il assumait le rôle d'officier au service du 3e Régiment du Nouveau-Brunswick de l'Artillerie de garnison canadienne lorsque la Guerre a éclaté en 1914. Le recueil de lettres couvre la période allant de la phase de mobilisation au Canada, soit l'été 1914, jusqu'au mois d'avril 1919, soit le moment où M. Inches est au Royaume-Uni et attend d'être rapatrié.

La directrice des publications admet d'emblée qu'elle était confrontée à l'embarras du choix, vu l'abondance des lettres de Cyrus Inches. Elle a décidé de choisir celles qui s'adressent à un vaste public, militaires et non-initiés confondus. La plupart des lettres étaient destinées à la mère de M. Inches (surnommée « Ma » et qui, malheureusement, décède pendant la Guerre). À l'intention de sa mère, qui était relativement ignorante des choses militaires, le Major Inches inscrit des notes en bas de page afin de clarifier les notions plus techniques.

La 1re Batterie lourde canadienne (appuyant la 1re Division du Canada), à laquelle Cyrus Inches était affecté, a été mobilisée à Montréal en tant que batterie équipée de quatre pièces; on y trouvait des obusiers-60, chacun devant peser plus de cinq tonnes et demie et être tiré par huit chevaux de trait

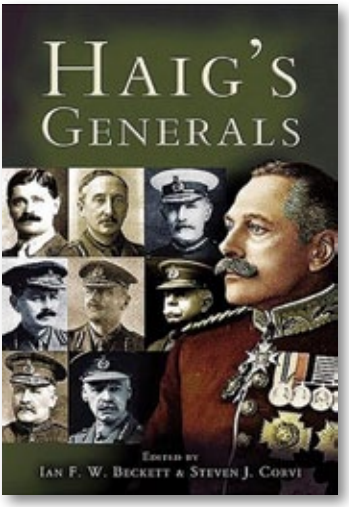
lourds. À la suite d'une instruction préparatoire à Valcartier, la batterie est envoyée au Royaume-Uni par bateau et poursuit son instruction sur la plaine de Salisbury. Le major énumère les activités du quotidien comme suit : le réveil à 6 h suivi du travail à l'écurie (sa batterie, comme à peu près tous les groupes de l'Armée à cette époque, comptait beaucoup de chevaux), le rassemblement matinal et les manœuvres. La journée de travail se terminait à 17 h, après quoi un repas était offert, avec la possibilité par la suite de rendre visite à des collègues dans d'autres camps. De temps à autre, M. Inches a eu la possibilité de se rendre à Londres et d'assister à une représentation théâtrale. Mais cette vie apparemment idyllique ne devait pas se poursuivre très longtemps : au début de l'année 1915, le major écrit à sa famille que les militaires de sa batterie sont « cantonnés en France ». À cette époque, probablement plus qu'aujourd'hui — où il semble impossible d'exercer un contrôle sur les communications cybernétiques — la sécurité opérationnelle était une préoccupation majeure, et le Major Inches écrit qu'un certain filtrage des correspondances lui empêchait d'entrer dans les détails.

En dépit de cette restriction, nous avons droit à un fidèle portrait de la vie d'un officier relativement jeune (il avait 31 ans quand la Guerre a éclaté), et sa correspondance tout au long du conflit permet au lecteur d'être un témoin privilégié de la vie au front, au sein d'une batterie d'artillerie. Les lettres racontent rarement les horreurs de la guerre, probablement pour épargner à la famille du major des inquiétudes injustifiées. Elles décrivent plutôt la population locale, les changements de saison, la campagne ainsi que les nombreux personnages faisant partie de sa batterie tant adorée. Cyrus Inches a également eu la chance de faire la rencontre de personnes qui, plus tard, allaient devenir des icônes de gloire, dont Harry Crerar, qui deviendra le commandant de la 1re Armée canadienne lors de la Seconde Guerre mondiale. Les visites, en temps de paix comme en opération, s'avèrent souvent très pénibles; de nombreux lecteurs militaires découvriront avec humour un général en visite qui, selon les dires de M. Inches, « pose toujours les même questions stéréotypées ». En qualité d'officier, le Major Inches se devait également de participer à la « guerre de papier ». Ainsi, dans une de ses lettres, il évoque « la masse de demandes auxquelles il faut répondre, les comptes rendus du renseignement à traiter et les rapports de tous genres qu'on reçoit et qui ne semblent qu'accroître en intensité ». La batterie du major a pris part à l'attaque sur la crête de Vimy en avril 1917. Mais, étonnamment, cet événement, vu comme un moment déterminant de notre histoire, ne semble pas mériter une attention particulière dans la correspondance, en dehors du fait qu'à cette date, le major reçoit un colis de Pâques provenant de son pays.

La batterie de Cyrus Inches, et son bilan de 14 morts à la fin de la guerre, tire ses derniers coups le 9 novembre 1918. En mémoire de ses compagnons d'armes, M. Inches rédige une courte histoire, qui fait partie de cet ouvrage, à propos de sa batterie. Il écrit que les unités de l'artillerie de garnison canadienne n'ont pas été reconnues au même titre que d'autres unités et que, par conséquent, on considérait leurs membres comme des « oubliés » même si (selon les dires du major) ils se sont livrés à « plus de combats que n'importe quelle autre unité des Forces canadiennes ». Et, aux fins d'information, le Major Inches souligne avec fierté que l'effectif de la batterie comptait « sept officiers, un sergent-major, un sergent quartier-maître, un sergent d'état-major ajusteur, neuf sergents, huit caporaux, dix bombardiers, dix-huit bombardiers intérimaires, un sergent maréchal, un caporal maréchal-ferrant, quatre maréchaux-ferrants, deux charrons, trois selliers, deux ajusteurs-forgerons et 222 artilleurs et chauffeurs, incluant quatre chauffeurs du Corps d'intendance de l'Armée ».

Cet ouvrage ne s'adresse pas seulement à un public militaire : il rejoint aussi les lecteurs non-initiés désirant effectuer des recherches sur l'histoire militaire de leur famille ou comprendre davantage cette guerre qui continue à exercer une forte emprise sur l'imaginaire des Canadiens malgré qu'elle ait pris fin il y a presque un siècle. Même si davantage de cartes auraient facilité la compréhension du lecteur non-initié au monde militaire, les photos d'époque, les illustrations, les extraits de journaux et, surtout, la brillante prose de Cyrus Inches confèrent à cette œuvre une immédiateté à mon avis très invitante. Je vous le recommande fortement.

Le Colonel Williams, officier d'artillerie, est Directeur — Plans, Hémisphère occidental au sein de l'état-major interarmées stratégique.



HAIG'S GENERALS

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

Publié par BECKETT, Ian W. et CORVI, Steven J. Barnsley, éditions Pen & Sword, 2009, couverture souple, 217 pages, 25,95 $
ISBN 978-1844158928

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

Dans l'histoire militaire britannique, aucun groupe d'officiers supérieurs n'a probablement fait l'objet d'autant de critiques ou d'examens approfondis que les commandants de l'Armée de terre du Corps expéditionnaire britannique. La carrière militaire de ces hommes — soi-disant « bouchers rouges », surnommés « ânes » dans le patrimoine collectif et tournés au ridicule dans la culture populaire, notamment dans la série télévisée *La vipère noire* — est un sujet d'études souvent abordé par les historiens. En effet, par leur travail, ces derniers cherchent à développer notre compréhension des grandes et terribles batailles menées le long du front occidental il y a de cela presque un siècle.

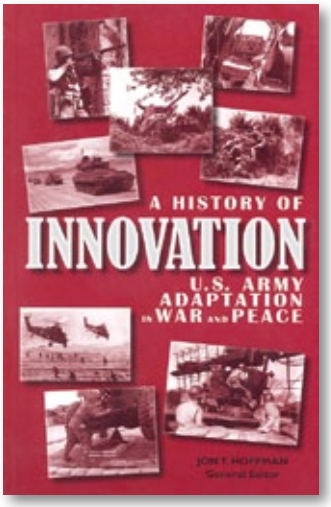
Dans l'ouvrage *Haig's Generals*, une des récentes publications des éditeurs Ian Beckett et Steven Corvi, un nombre donné de spécialistes reconnus de la Première Guerre mondiale ont été invités à présenter des chapitres concis sur l'histoire et l'historiographie des onze hommes ayant commandé l'Armée de terre britannique sur le front occidental. Deux d'entre eux, toutefois, Sir Richard Cyril Burne Haking et Sir William Eliot Peyton, ne sont mentionnés que très brièvement dans l'appendice, vu le caractère particulier et temporaire de leur commandement. Les neuf autres, soit Edmund Allenby, William Birdwood, Julian Byng, Hubert Gough, Henry Horne, Charles Munro, Herbert Plumer, Henry Rawlinson et Horace Smith-Dorrien, font chacun l'objet d'un chapitre détaillé.

Globalement, le livre est une précieuse source d'information pour ceux qui s'intéressent à l'étude du haut commandement. En déterrant les enjeux politiques et professionnels auxquels étaient confrontés ces commandants pendant la Guerre, les auteurs vont bien au-delà du simple compte rendu biographique dans les différents chapitres. Les auteurs, même s'ils demeurent critiques à l'égard du travail collectif et individuel des commandants, font preuve de compassion envers ces hommes. En général, tout au long du livre, l'objectivité de l'analyse apporte un vent de fraîcheur. L'empathie des auteurs semble juste : aujourd'hui, presque personne ne peut s'imaginer toute la pression rattachée au commandement de formations militaires gigantesques s'engageant dans une guerre mondiale contre un adversaire auquel elles peuvent facilement s'identifier. Il est donc normal de faire montre d'indulgence à l'égard de chacun de ces hommes, qui ont dû supporter l'énorme poids du commandement.

Parmi tous les personnages mentionnés, deux s'avéreront particulièrement intéressants aux yeux des Canadiens. Il s'agit de Julian Byng et de Henry Horne, qui avaient été commandants du Corps canadien pendant la Guerre ou à un certain moment de leur carrière. Puisqu'aucun des deux hommes n'a voulu conserver ses documents personnels pour donner de la matière aux futurs historiens, les auteurs ont décidé de leur rendre justice. Le chapitre portant sur Julian Byng est fort à propos étant donné qu'aucun travail biographique sérieux n'a été effectué à son sujet depuis presque deux décennies. Dans le même ordre d'idées, ce n'est que tout récemment qu'une biographie très appréciée a été écrite sur Henry Horne, la première à être publiée sur cet officier.

En somme, le livre, d'un style qui facilite grandement la lecture, est bien écrit et bien conçu, du début à la fin. Les seuls points négatifs relevés par la critique sont les cartes — des reproductions obsolètes provenant d'autres publications — et le nombre insuffisant de photos. Comme il s'agit d'un ouvrage de nature biographique, le lecteur s'attendrait à voir au moins une photo de chaque personnage décrit. De même, pour un lecteur méconnaissant la géographie du front occidental, des cartes contextuelles auraient été fort utiles. Cependant, en faisant abstraction de ces détails de publication, on peut affirmer que les éditeurs ont encadré un projet méritoire qu'accueilleront étudiants et spécialistes de la Grande Guerre dans leur bibliothèque.

Bibliothèque et Archives Canada PA-001245



A HISTORY OF INNOVATION: U.S. ARMY ADAPTATION IN WAR AND PEACE

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

HOFFMAN, Jon T. éd. Washington DC, Center of Military History, United States Army, 2010, livre relié, 171 pages, 26,60 $US
ISBN : 978-0-16-084187-3

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

Le U.S. Army Center of Military History (CMH) jouit d'un programme de recherche et d'analyse des problèmes contemporains de la guerre terrestre fort prolifique, menant à la publication régulière de monographies sur une vaste gamme de sujets. L'ouvrage récemment publié intitulé *A History of Innovation: U.S. Army Adaptation in War and Peace* est un important ajout au panthéon d'études publiées par le CMH et devrait assurément s'avérer intéressant pour le lectorat du présent journal.

Sous la direction générale de Jon T. Hoffman, chef du service des études contemporaines, Division Histoire au CMH, 11 auteurs ont rédigé des études analytiques détaillées sur « la façon dont les leaders militaires ont abordé ces innovations [et] comment ils s'y sont pris pour gérer le changement ». Partant du principe que les « armées se fient tellement aux expériences passées pour valider leurs pratiques actuelles qu'elles sont souvent perçues comme étant des organisations conservatrices en soi, opposées aux changements et innovations utiles », Hoffman et ses collègues se sont donné pour mission de faire éclater ce mythe en démontrant plutôt efficacement que ces mêmes organisations, en apparence conservatrices, sont bien souvent à l'origine de réels changements avant-gardistes en ce qui a trait à la fois à la technologie et au génie.

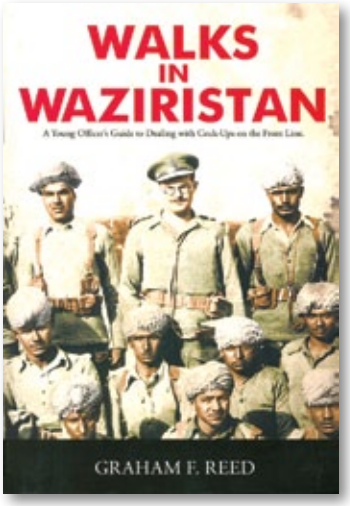
En somme, le but de cet ouvrage collectif est d'analyser comment l'Armée américaine a abordé le processus complexe de résolution des problèmes militaires, à quelles taxonomies et méthodes elle a eu recours et si les solutions proposées ont été efficaces ou se sont soldées par un échec. De plus, cet ouvrage initie le lecteur au cycle américain de développement du combat du point de vue de plusieurs universitaires et spécialistes, bénéficiant ainsi d'une large interprétation du processus qui rend la lecture intéressante et motivante.

History of Innovation regroupe 14 études de cas traitant de sujets allant du développement des armes légères à l'instauration des centres d'entraînement aux manœuvres nationaux, en passant par les radars, l'organisation de la force blindée, la mobilité aérienne et les groupes de patrouilles spéciaux. La franche variété et la portée des études de cas viennent appuyer l'analyse générale et offre au lecteur un formidable aperçu des succès — et parfois des échecs — de l'Armée américaine dans sa résolution de problèmes en temps de paix comme en temps de guerre.

Dans la littérature portant sur l'histoire militaire, l'analyse de sujets liés à l'élaboration de concepts et de la doctrine, à la systémique, au développement d'autres capacités et à l'approvisionnement est souvent laissée pour compte au profit de sujets purement politiques ou de récits personnels. Une telle pratique est déconcertante, notamment lorsqu'elle mène à des analyses reposant principalement sur des personnes ou des perceptions pour expliquer des processus. Hoffman et ses pairs ont fait preuve de la diligence voulue pour que toutes les influences jouant sur le développement des forces terrestres américaines soient prises en compte, et non seulement les faits qui sont opportuns et faciles à interpréter et à comprendre.

Cet ouvrage de 171 pages se lit relativement rapidement. Il constitue une excellente référence pour les étudiants et les spécialistes du développement des capacités de l'armée, de l'élaboration de concepts et de la doctrine, ainsi que pour ceux qui se penchent sur les besoins de la force, les structures de la force et l'approvisionnement. Cet ouvrage, ainsi que plusieurs autres études connexes, se trouvent en format pdf à l'adresse suivante http://www.history.army.mil/.

Caméra de combat LK2006-0134-0084



WALKS IN WAZIRISTAN: A YOUNG OFFICER'S GUIDE TO DEALING WITH COCK-UPS ON THE FRONT LINE

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

REED, Graham F. Bloomington, AuthorHouse, 2010, couverture souple, 222 pages, 14,95 $, ISBN : 978-1-4520-2616-9

Critique préparée par le Sergent Kurt Grant, CD

Bien avant l'attaque du 11 septembre, après laquelle les pays dont le nom se termine par « stan » ont commencé à susciter un vif intérêt, les armées des divers empires ont continuellement été défaites dans la partie du monde où ces pays se trouvent. Les Soviétiques, les Britanniques (à quelques occasions) et même les Grecs de l'Antiquité, à l'époque d'Alexandre le Grand, ont tous échoué dans leur tentative de dominer les peuples qui vivaient dans cette région montagneuse, qui est possiblement la plus sauvage du monde. Au cœur de cette région inhospitalière, se trouve le Waziristan. Blotti entre le Balouchistan, l'Afghanistan et le Pakistan, le long de la ligne de Durand, le Waziristan est un pays farouchement indépendant que l'Agence centrale de renseignement considère, même de nos jours, comme « l'endroit le plus dangereux de la planète ».

C'est dans cette région que nous faisons connaissance du Lieutenant Graham Reed, jeune officier qui s'est enrôlé dans l'Armée britannique en 1942 et qui s'estimera admissible à une libération de classe B à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. La libération de classe B, vous vous en souvenez peut-être, était réservée aux militaires dont les études ou la formation avait été interrompue par le service militaire. Au moment de son enrôlement, Graham Reed venait de terminer sa deuxième année d'études à Cambridge et, à la fin de la guerre, à l'instar d'autres militaires qui se trouvaient dans une situation comparable à la sienne, il considérait, « qu'il n'était plus un soldat professionnel ayant entrepris une carrière temporaire, mais un civil qui attendait le jour où il ne serait plus tenu à porter l'uniforme. »

Toutefois, comme la « démobilisation » d'une armée ne se fait pas du jour au lendemain, il devait attendre, et, entre-temps, son unité a été affectée en Inde. Là-bas, dans la course effrénée aux emplois convenables dans laquelle ses compagnons et lui se sont retrouvés en attendant la démobilisation, il se cherchait un poste qui lui permettrait de mettre à exécution son plan, qui comportait trois objectifs. Le premier consistait à éviter toute situation comportant des risques, car, après tout, la guerre était terminée et il aurait été dommage qu'il se fasse tuer pour rien. Le deuxième objectif consistait à éviter d'acquérir toute forme de connaissances spécialisées ou de suivre des cours qui l'amèneraient à être considéré comme « indispensable au déroulement des opérations », ce qui retarderait le processus menant à sa démobilisation. Son père avait été considéré comme indispensable au bon déroulement des opérations à la fin de la Première Guerre mondiale, et le report subséquent de sa libération avait considérablement écourté sa carrière dans la vie civile. Reed n'avait aucunement l'intention de répéter l'expérience de son père. Le troisième objectif était d'avoir la possibilité de suivre un programme d'études qui lui permettrait de trouver un emploi une fois ses études terminées à Cambridge. De toute évidence, écrit l'auteur, « le choix d'un coin perdu serait crucial » et « la difficulté serait de convaincre mes supérieurs que je n'avais pas les qualités militaires voulues et que, par conséquent, l'armée avait tout intérêt à me libérer au plus tôt. »

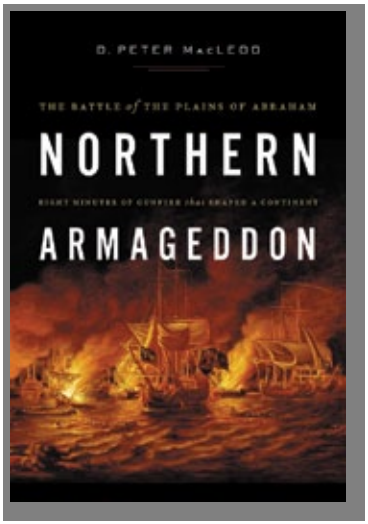
Toutefois, un obstacle risquait d'entraver la réalisation de ce plan astucieux : son Rapport confidentiel, c'est-à-dire le dossier personnel qui accompagnait tout officier qui était affecté à une nouvelle unité. Malgré « toutes les preuves du contraire […] l'armée a maintenu que ma peur de froussard qui cherchait à tout prix à éviter les dangers était un signe "que j'avais bien évalué la situation" » et, nous le découvrons à la lecture du livre, c'est en grande partie sur la foi de son Rapport confidentiel que Graham Reed s'est soudainement retrouvé affecté au North-West Command, qui était à l'époque la seule unité militaire active en Inde, et qu'il a dû se mettre en route vers l'est ».

Reed considère qu'il « représentait un exemple du paradoxe de l'armée dans ce qu'il y a de plus raffiné » et fait ensuite le récit de son affectation, des plus inhabituelles, à un poste temporaire d'officier britannique au sein du Mountain Gun Regiment, une unité de l'armée régulière de l'Inde. Dans une série de rencontres hilarantes qui pourraient être tirées d'un épisode de *L'Hôtel en folie* mettant en vedette l'Armée britannique, notre « jeune officier débrouillard » nous guide dans les méandres de la vie militaire au sein d'un régiment indien, où les seules personnes à parler couramment l'anglais sont les officiers britanniques, qui en assument le commandement. Les *promenades* (*Walks*) constituent un recueil d'histoires courtes relatant des incidents hilarants dont Reed a été témoin durant une année d'affectation à la frontière de l'Inde, dans lesquelles sont décrits tant les usages intéressants et imaginatifs qui sont faits d'un mesure-pas que les inspections effectuées par des généraux à moitié aveugles.

L'auteur présente ses observations avec lucidité, un humour discret et une bienveillance qui ne manqueront pas de faire sourire (et parfois de faire rire de bon cœur) le lecteur. Le seul point faible de *Walks*, s'il en est un, est que l'expérience n'est jamais décrite en relation avec son contexte géopolitique. Les années 1945 à 1947 précèdent la division de l'Inde et sont marquées par une grande agitation et la multiplication des attaques entre les tribus, tant et si bien que les Britanniques doivent organiser de nombreuses expéditions sur le terrain. Malheureusement, le récit fait à peine allusion à ce contexte, par exemple dans l'histoire de la « toilette de campagne » du régiment, où le lecteur suit l'auteur au milieu d'une opération dont le motif n'est jamais mentionné. Cette lacune est à mon avis malheureuse étant donné que l'auteur était particulièrement bien placé pour fournir l'information qui aurait pu permettre au lecteur de se faire une idée de la situation générale. Pour le lecteur qui ne connaît pas la région où le récit se déroule, l'ajout de cartes aurait été avantageux.

Walks in Waziristan est un ouvrage qui peut être interprété de plusieurs façons. En surface, il peut être vu comme une nouvelle version de Harry Flashman et, dans ce sens, il constitue un bon divertissement, de la première à la dernière page. Toutefois, l'aspect divertissant du récit ne devrait pas faire oublier l'importance des leçons transmises. En effet, bien que le récit ne soit jamais ennuyeux, Graham Reed fait la lumière sur les différences sociales et culturelles relevées par les armées des pays occidentaux dans cette région ancienne du monde quand il décrit ses rencontres avec des guerriers pachtounes, la confusion qu'il ressent, en raison des différences culturelles, dans ses interactions avec ses homologues au sein de l'armée de l'Inde et les expériences qui lui ont permis de découvrir les subtilités de la bureaucratie militaire.

Dans la catégorie du journal de guerre, celui de Reed est intéressant à lire, et je le recommande à tous les étudiants qui s'intéressent à la région où le récit se déroule, pour la multitude de renseignements qu'il contient sur le contexte sociétal. Ce journal se distingue agréablement des ouvrages sérieux qui ont été publiés sur le sujet.



NORTHERN ARMAGEDDON: THE BATTLE OF THE PLAINS OF ABRAHAM, EIGHT MINUTES OF GUNFIRE THAT SHAPED A CONTINENT

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

MacLeod, D. Peter. Vancouver: Douglas & MacIntyre Ltd., 2008, hardcover, 379 pages, $34.95, ISBN: 9781553654124

Cette publication est disponible en français :

LA VÉRITÉ SUR LA BATAILLE DES PLAINES D'aBRAHAM : LES HUIT MINUTES DE TIRS D'ARTILLERIE QUI ONT FAÇONNÉ UN CONTINENT

MacLeod, D. Peter. Montréal, Éditions de l'Homme, 2008, broché, 496 pages, 34,95 $, ISBN : 9782761925754

Critique de la version anglaise préparée par le Capitaine Thomas E. K. Fitzgerald

Les répercussions de la bataille des plaines d'Abraham se sont prolongées bien après que le grondement des canons et le sifflement des mousquets aient cessé. Comme le fait remarquer l'historien canadien Peter MacLeod dans son magistral ouvrage *La vérité sur la bataille des plaines d'Abraham : les huit minutes de tirs d'artillerie qui ont façonné un continent*, cet affrontement, qui n'a duré que huit minutes[1] sur le champ de bataille, a eu d'importantes conséquences. La bataille des plaines d'Abraham a mené au transfert de parties d'empires des Français aux Anglais, et a probablement préparé le terrain au soulèvement des colonies américaines et, de là, à la guerre d'indépendance. Elle a façonné les relations actuelles entre les Canadiens et les Premières nations, comme entre les francophones et les anglophones. Elle est même à l'origine de querelles musicales (qu'on se souvienne de la chanson *The Maple Leaf Forever*). En fait, la bataille des plaines d'Abraham, dont MacLeod brosse un portrait des plus vivants en s'appuyant sur des recherches originales et en exploitant l'ensemble de la documentation existante, s'inscrit dans le premier conflit d'envergure mondiale. Si les deux principaux protagonistes de la bataille — Louis Joseph de Montcalm et James Wolfe — sont bien connus de la majorité des Canadiens, on ignore presque tout des autres participants. *La vérité sur la bataille des plaines d'Abraham* vient combler cette lacune, puisque l'ouvrage est presque entièrement consacré à dépeindre les acteurs moins connus sur lesquels a reposé en grande partie l'issue du combat : civils français, officiers de la marine britannique, guerriers des Premières nations, généraux et amiraux. C'est ce qui donne tant de valeur à cet ouvrage qui détruit de nombreux mythes entourant cette bataille.

En septembre 1759, la guerre de Sept Ans[2] fait rage dans diverses parties du monde depuis plus de cinq ans. Ce qui n'était à l'origine qu'une tentative de la France de limiter l'expansion des Britanniques dans la vallée de l'Ohio dégénère rapidement en un conflit d'importance lorsque la Grande-Bretagne décide d'expulser, avec l'aide de ses alliés autochtones, la France de son empire nord-américain. Les Britanniques essuient d'abord de multiples revers, mais réussissent à imposer en 1759 un blocus naval sur la Nouvelle-France. Les victoires s'accumulent — Louisbourg, Fort Duquesne (aujourd'hui Pittsburg), Fort Ticonderoga et Fort Frontenac — si bien que l'armée et la marine britanniques atteignent le joyau de la Nouvelle-France : la ville de Québec.

Comme le fait remarquer MacLeod, il n'y a pas vraiment eu de combat. L'hiver approchait. Les Français avaient réussi à repousser toutes les tentatives précédentes de prendre la ville. Les Britanniques se préparaient pour leurs quartiers d'hiver. Étonnamment, Wolfe ne croyait pas qu'il pourrait s'emparer

de la ville, alors que Montcalm — tiraillé de toutes parts entre la ville assiégée, ses relations avec le gouverneur de la France, Vaudreuil, et sa liaison amoureuse avec une dame québécoise — croyait, quant à lui, qu'il n'y avait pas d'autre issue que la reddition de Québec. La furtive attaque nocturne à l'Anse-aux-Foulons était la dernière tentative menée par un commandant inquiet et son armée fourbue.

L'histoire, dit MacLeod, s'intéresse aux grands comme aux moins grands de ce monde. Voilà pourquoi il raconte dans *La vérité sur la bataille des plaines d'Abraham* non seulement l'histoire de cette bataille cruciale, mais aussi celle de ses acteurs anonymes ou peu connus : de ceux qui se sont retrouvés, peut-être malgré eux, au cœur de ce grand moment de l'histoire mondiale; de ce commis inconnu qui s'est élevé contre l'incompétence du leadership et de la bureaucratie françaises, et a tout fait pour que les troupes françaises soient approvisionnées adéquatement; de cet ambitieux aspirant de marine désireux d'être promu lieutenant, William Hunter, dont le journal nous donne d'innombrables détails sur les événements qui ont précédé l'assaut final. MacLeod n'oublie pas également les guerriers des Premières nations qui ont combattu dans chacune des deux armées. Par l'entremise des points de vue de ces Autochtones canadiens, il nous livre un aperçu fascinant et inédit de la bataille (vue par exemple à travers les yeux du jeune Huron Ouiharalihte).

MacLeod nous rappelle que la guerre demeure toujours, malgré toutes les notions romantiques véhiculées, un phénomène d'une grande brutalité. L'impitoyable, mais efficace, Wolfe a mené une politique de « terre brûlée » dans les régions environnant la ville de Québec dans le but d'affamer la communauté française, comme en témoignent de façon très vivante les extraits de nombreux journaux et lettres présentés par l'auteur. À la fin du siège, en raison des incessants bombardements, la ville de Québec était littéralement *ravagée*. Les Français et leurs alliés des Premières nations ont commis des actes aussi répréhensibles durant la même période. Les opérations militaires, dans l'un et l'autre des camps, n'étaient pas toujours conduites conformément aux préceptes militaires de distinction et de proportionnalité.

Le recours fréquent de l'auteur à de nombreux extraits de journaux, journaux personnels, lettres et documents officiels crée un style narratif décousu. Cela n'a rien de surprenant car l'auteur, ayant décidé d'exposer plusieurs points de vue, transporte le lecteur d'un point de vue à l'autre, comme autant d'instantanés sur un même moment. Les chapitres sont divisés en sections qui ne consistent parfois qu'en quelques phrases ou un court paragraphe. Bien que ce style facilite considérablement la lecture et permette de faire croître l'excitation, il nuit toutefois à la fluidité et à la compréhension du récit. Ce style caractérise la majorité des histoires populaires, où les historiens racontent les événements à partir de plusieurs points de vue.

La bataille des plaines d'Abraham, comme la majorité des batailles, gravite autour de nombreuses suppositions (« et si… »). Que serait-il arrivé si les sentinelles postées sur les hauteurs avaient su que le convoi de provisions, prévu pour la nuit, serait retardé? Auraient-elles permis aux Britanniques de débarquer sans les attaquer en pensant qu'il s'agissait de leur convoi de provisions? Que se serait-il passé si l'Armée française ne s'était pas aventurée à l'extérieur des murs de la ville de Québec et avait simplement attendu les Britanniques? L'issue de la bataille aurait-elle été différente si Montcalm avait suffisamment fait confiance à ses alliés autochtones et aux *Canadiens* pour leur permettre de harceler les Britanniques sur les flancs plutôt que de lancer cet assaut frontal fatidique, avec des effectifs insuffisants, et qui s'est finalement avéré un échec total? Il est évident qu'en cette occasion, le commandant français n'a pas fait preuve de son instinct guerrier habituel.

La vérité sur la bataille des plaines d'Abraham arrive à point nommé dans le contexte historique canadien actuel. La reconstitution historique de la bataille des plaines d'Abraham, pour célébrer son 250e anniversaire, est perçue de manière diamétralement opposée par les séparatistes et les fédéralistes. En effet, alors que les premiers s'élèvent contre cette « célébration » de l'assujettissement des Canadiens français, les autres y voient une commémoration d'un événement historique. Il suffit de rappeler tous les débats au sujet des « trophées de guerre » de cette bataille, conservés au Musée canadien de la guerre, pour être convaincu que les répercussions de ces huit minutes de l'histoire du Canada feront encore l'objet de discussions et de débats pendant de longues années[3]. Des ouvrages tels que *La vérité sur la bataille des plaines d'Abraham* sont essentiels pour poursuivre des discussions objectives et impartiales sur cette matinée fatidique.

NOTES

1. L'auteur a usé d'un peu de liberté littéraire en affirmant que la bataille n'avait duré que huit minutes. Le siège qui a précédé la bataille a en fait duré des mois, et il n'existe aucune estimation précise de la durée de la bataille elle-même qui s'est prolongée tard en soirée.
2. Pendant la guerre de Sept Ans (1754–1763), de nombreuses puissances de l'Europe se sont dressé l'une contre l'autre. La Prusse, l'Angleterre et une coalition d'États allemands étaient en guerre contre une alliance formée par la Russie, l'Autriche, la France, la Suède, l'Espagne et la Saxe. Des batailles faisaient rage non seulement en Amérique et en Europe, mais aussi dans les Caraïbes, aux Philippines, à Cuba, en Inde et dans diverses régions de l'Afrique. Aux États-Unis, on désigne ce conflit sous le nom de « guerre contre les Français et les Indiens » (*The French and Indian War*), alors qu'au Québec, on parle de la « Guerre de la Conquête ».
3. Bien que de très courte durée, la bataille des Plaines d'Abraham a été abondamment analysée. Voir à ce sujet : Francis Parkman, *Montcalm and Wolfe*, Markham (Canada), Viking, 1984; Robin Reilly, *The Rest to Fortune*, Londres, Cassell, 1960; Walter R. Borneman, *The French and Indian War*, New York, Harper Collins Punishers, 2006; Stephen Brumwell, *Paths of Glory: The Life and Death of General James Wolfe*, Kingston, McGill, Queen's University Press, 2006; et Fred Anderson, *Crucible of War: The Seven Year's War and the Fate of Empire in British North America, 1754–1766*, New York, Vintage, 2000.

Caméra de combat AS2008-0053a

LA LISTE DES OUVRAGES RECOMMANDÉS DE L'ARMÉE DE TERRE CANADIENNE

L'Armée de terre du Canada a publié sa première Liste des lectures de l'Armée canadienne en septembre 2001. Depuis cette date, beaucoup de livres et d'articles nouveaux intéressants ont été publiés, d'où la nécessité de revoir la liste, de la réviser et de l'augmenter selon les besoins. Cette version nouvelle et révisée de la Liste des lectures de l'Armée canadienne conserve la majeure partie de la liste originale tout en proposant aux soldats beaucoup de nouveaux documents. La liste des lectures de l'Armée canadienne se veut pour les soldats un guide instructif qui leur permet d'explorer les ouvrages appropriés sur un sujet donné.

LES OPÉRATIONS TERRESTRES 2021

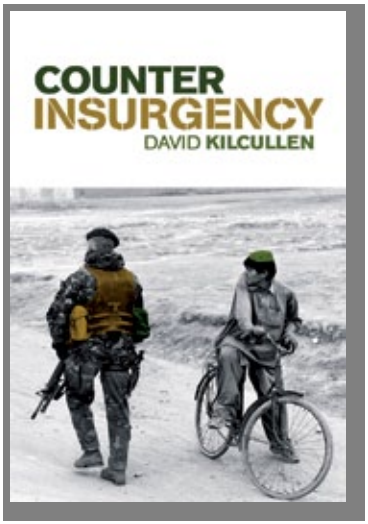
Le XXIe siècle avance, et pour répondre aux attentes et aux besoins nationaux en matière de sécurité, les Forces armées du Canada doivent être prêtes à faire face à un contexte de sécurité internationale marqué par l'incertitude, l'instabilité et le risque. Les opérations terrestres 2021 décrit un concept d'emploi qui est ambitieux et avant gardiste, cependant qu'il est légitimé par les leçons retenues des opérations contemporaines. Essentiellement, ce concept doit guider l'évolution du processus de mise sur pied d'une force en fonction de l'état actuel des choses, des jalons que nous avons franchis à ce jour et des prochains défis à relever pour assurer la pérennité de la réussite.

BUSH WARFARE

À l'époque victorienne, plusieurs jeunes canadiens talentueux terminant leurs études au Collège militaire royal du Canada se sont enrôlés dans l'Armée britannique. William Charles Gifford Heneker, de Sherbrooke, au Québec, était l'un d'entre eux. Entre 1896 et 1906, Heneker a participé à plus d'une douzaine de campagnes en Afrique, allant des engagements militaires en temps de paix jusqu'aux opérations de combat majeures. Comme commandant tactique, Heneker s'est montré habile et ingénieux et, en 1907, il transcrivit ses stratégies et tactiques de combat en situation de guerre à échelle réduite et de contre insurrection (guerre de brousse) dans ce livre destiné aux commandants. Cette publication est en anglais seulement.

LES OPÉRATIONS TERRESTRES EN 2021 : UN CONCEPT EN DEVENIR

Pour atténuer le caractère imprévisible des conflits à venir et se préparer aux défis qui l'attendent, l'Armée de terre a publié un ouvrage intitulé Opérations terrestres 2021 : Le concept d'emploi de la force de l'Armée de terre canadienne de demain, qui doit guider le développement de la force terrestre jusqu'en 2021. Il s'agit d'un document cadre élaboré à partir d'une série de concepts opérationnels, fonctionnels et habilitants qui, ensemble, décrivent comment des forces adaptables peuvent aborder les futures opérations terrestres en utilisant délibérément la dispersion et le regroupement en vue d'obtenir et de conserver l'avantage tactique sur des adversaires habiles et tout aussi adaptables.



COUNTERINSURGENCY

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

KILCULLEN, David. Melbourne, Scribe, 2010, couverture souple, 251 pages, 19,95 $ ISBN : 9781921640346

Critique préparée par le Lieutenant-colonel Tod Strickland

> *« Croire qu'il existe une panacée permettant de vaincre les insurrections est aussi utopique que de croire en un remède universel pour le cancer. » [Traduction]*
>
> *— David Kilcullen, Counterinsurgency*

Il serait, à mon avis extrêmement difficile de trouver un professionnel militaire n'ayant pas, à tout le moins, entendu parler de David Kilcullen. Auteur populaire et prolifique, dont les ouvrages ont été lus, discutés et analysés par un vaste lectorat, son histoire personnelle est maintenant aussi connue que ses publications. Officier de l'Armée australienne, également anthropologiste ayant conseillé présidents et généraux, il est considéré par certain comme un Fuller des temps modernes qui, avec un petit groupe de collègues aux vues similaires, a été parmi les premiers intellectuels à se pencher sur l'étude des complexités et des nuances qui caractérisent la contre-insurrection. En effet, il n'est pas exagéré d'affirmer que son idée est devenue contagieuse. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un bref regard au *Small Wars Journal* numérique, à la fondation duquel il a participé.

Son ouvrage le plus récent s'intitule *Counterinsurgency*. Il s'agit d'un vaste recueil de plusieurs de ses écrits, à la fois des originaux et des publications antérieures, rédigés par Killcullen au cours des dix dernières années. L'ouvrage vise à aider les étudiants et les spécialistes de la contre-insurrection (COIN) à comprendre la « méthode de prédilection » de nos adversaires pour faire la guerre, avec l'espoir sous-jacent de susciter un débat et des discussions sur ce domaine extrêmement exigeant. Il s'agit, en soi, d'un objectif louable et, en fait, d'un objectif que devraient poursuivre nos forces militaires, à la fois comme participantes actives et comme observatrices des développements dans leur environnement.

Cet ouvrage, qui se lit relativement rapidement, se divise en deux parties et comprend seulement six chapitres, qui traitent d'abord de concepts simples, puis de concepts plus complexes. Kilcullen présente d'abord ce qui est probablement sa rédaction la plus connue, les fameux « 28 articles ». Cette dernière est un incontournable chez les officiers subalternes du monde entier et est connue d'à peu près tous les spécialistes militaires de la COIN. Il enchaîne ensuite avec une étude des activités de mesure du rendement, après quoi il s'attaque à des sujets un peu moins familiers, se penchant sur des aspects des efforts de contre-insurrection déployés en Indonésie au cours de la dernière moitié du 20e siècle. Le dernier chapitre constitue également la deuxième partie de l'ouvrage et présente des propos non encore publiés sur les aspects complexes de la lutte contre une insurrection générale.

Il y a lieu de penser que les différents sujets traités, rassemblés en un tout astucieux, pourraient intéresser un lectorat tout aussi varié. En gros, l'ouvrage est susceptible d'intéresser presque tous les spécialistes ou étudiants de la COIN. La première section sera probablement fort utile aux officiers subalternes lors de leur première affectation dans une unité de campagne, alors que les autres sections permettront aux leaders plus anciens (au sein du ministère de la Défense nationale comme à l'extérieur de celui-ci) de mieux comprendre les difficultés inhérentes à la lutte contre ce type de guerre.

Un des joyaux de *Counterinsurgency* est la monographie de combat de Kilcullen sur ses propres actions au pont Motaain (chapitre 4). Ce chapitre devrait être une « lecture incontournable » pour tous les officiers des armes de combat, non pas pour les leçons que Kilcullen en tire, mais pour le modèle de compte rendu de bataille qu'il fournit. Nous retrouvons souvent des officiers et des sous-officiers au combat dans le contexte opérationnel actuel, mais il semble qu'on pourrait plus efficacement noter les leçons retenues qui n'attendent que d'être consignées.

En toute honnêteté, nous avons fait de grands progrès à ce niveau en instaurant un ensemble d'officiers de liaison techniques, de personnel affecté aux leçons retenues et de sites Internet. Ce qu'il manque, c'est une tendance à l'introspection et à l'analyse personnelle de nos propres actions une fois les événements passés. Il n'en a pas toujours été ainsi. Un regard jeté à ce journal ainsi qu'à ses prédécesseurs de l'époque de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre de Corée démontre qu'on ne s'est pas toujours fiés sur des comptes rendus aseptisés rédigés par des officiers d'état-major, qui sont rarement de nature introspective ou vraiment pertinents. Même s'ils le font uniquement pour des raisons personnelles, les officiers et sous-officiers sur le champ de bataille doivent consigner leurs expériences. Ce chapitre montre comment on peut le faire.

Un deuxième point fort de cet ouvrage est l'accessibilité des informations que fournit Kilcullen. Le livre se prête à une lecture échelonnée dans le temps, permettant au lecteur de réfléchir à chaque concept ou idée, d'en discuter et de bien l'assimiler. De plus, le langage utilisé est simple et sans prétention, n'obligeant pas le lecteur à constamment recourir à un dictionnaire. Il rend, par une utilisation efficace de la langue, des concepts complexes faciles à comprendre. On peut toutefois se demander si Kilcullen réussit, comme il le désire, à susciter un débat.

Bien que les arguments et les idées de Kilcullen soient solides, l'ouvrage expose peu de points de vue; on ne peut que se demander ce à quoi aurait mené une analyse des concepts selon davantage de points de vue. J'estime que, particulièrement, Kilcullen aurait suscité plus de discussion s'il avait demandé à d'autres spécialistes, notamment ceux qui ne partagent pas sa vision, de contribuer à son ouvrage, duquel il aurait été alors l'éditeur et non l'auteur. Un autre risque est que les lecteurs considèrent un ouvrage tel que celui-ci beaucoup plus exhaustif qu'il ne l'est en réalité et qu'ils ne bénéficient pas des leçons que d'autres auteurs auraient pu leur offrir. Kilcullen lui-même met en garde contre les dangers d'appliquer « un » modèle comme étant « le » modèle, comme ce fut le cas en Indonésie. En tenant compte de cela, les lecteurs potentiels devront lire cet ouvrage en utilisant leur sens critique et seraient avisés de consulter les nombreuses références utilisées par Kilcullen lors de la rédaction de l'ouvrage. Cela pourrait mener aux discussions et débats que l'auteur désire susciter.

Counterinsurgency est un ouvrage fort utile pour toute personne voulant mieux comprendre la forme prédominante de guerre à laquelle les militaires ont eu à faire face au cours du dernier siècle et qui demeurera probablement la plus utilisée au cours du prochain. Bien qu'une part importante de son contenu ait déjà été publiée, cela n'altère en rien la valeur de l'ouvrage. Plutôt, son format général, mélangeant contenu original et contenu déjà publié, permet de mieux présenter les idées. Les idées de Killcullen influent sur les attitudes et les croyances des décideurs principaux partout dans le monde. Cet ouvrage nous permet, en tant que professionnels militaires impliqués dans des activités de contre-insurrection, de mieux comprendre certains des points clés soulevés par Kilcullen.

COMMENT SE PROTÉGER DE L'ESPIONNAGE ET DE LA MALVEILLANCE

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

AUER, François, Fontenay-aux-Roses, Recrut'Innov, 2009, 175 pages, 39€ ISBN : 9782746605572

Critique préparée par M. Nicholas Desurmont

Aborder l'espionnage en le plaçant dans le contexte de la concurrence est certainement l'une des originalités du petit ouvrage de François Auer. L'auteur analyse des faits réels d'espionnage, ses méthodes, son évolution, les différentes sphères d'activité de celui-ci. Depuis le scandale du réseau Echelon, on a oublié, mentionne le préfacier Pierre Lacoste, l'existence d'innombrables sociétés privées de renseignement et de mercenariat chargées de fournir à leurs gouvernements des informations confidentielles. L'ouvrage est divisé en quatre chapitres : la guerre économique mondiale et l'information, les entreprises françaises et l'information, les méthodes utilisées par l'espionnage et la malveillance, les moyens de protection.

D'emblée Auer nous avertit sur un point essentiel « l'espionnage et la malveillance sont des phénomènes en pleine expansion » (p. 7). Un des éléments importants de la guerre économique mondiale est inévitablement le renseignement. Le renseignement s'inscrit dans l'esprit de concurrence qui permet de contrer les concurrents. François Auer définit l'espionnage comme l'« action d'épier les actions, les paroles d'autrui pour en faire un rapport[1] » en étant le plus efficace et le plus rapide possible « sans se soucier de la légitimité et de la légalité des moyens utilisés.» Il serait ici bon de signaler que sur le plan gouvernemental ce rôle est essentiellement dévolu aux ministères des communications, celui du Ministère de l'Intérieur et de la Défense et non au ministère de la Justice dont l'activité d'écoute compte pour une proportion infime des activités liées aux renseignements acoustiques. Si les services de police ont souvent tendance à nier l'existence de l'espionnage c'est quand il vise un particulier, dans ce cas, du moins selon les enquêtes que nous avons conduites en Belgique sur la Police locale et la magistrature du Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles, la tendance va souvent à psychiatriser la victime. Par contre l'espionnage industriel lui est reconnu. L'auteur fait d'ailleurs état qu'une « étude du service de contre-espionnage allemand montrait que 40 % des entreprises allemandes étaient victime d'espionnage industriel pour une perte évaluée à 50 milliards d'euros. Il est regrettable que l'auteur ne fournisse pas directement en note de bas de pages les références de ces études malgré la qualité de l'ouvrage et l'abondante bibliographie. Alors que l'espionnage est l'action d'épier comme tel, la *malveillance* est définit comme « l'action ayant pour objectif de nuire » (p.12). De la même manière que dans la vie privée, la malveillance est une arme utilisée dans la guerre économique pour créer un préjudice et/ou perturber le bon fonctionnement des entreprises. (p. 12).

L'auteur aurait pu élargir le cadre de son essai en décrivant aussi le contexte de la vie privée dans lequel agit également l'espionnage gouvernemental, surtout celui de la police judiciaire qui opère souvent dans le cadre des filatures, mais aussi des autres corps de sécurité et de surveillance. L'espionnage fait donc partie du mode opératoire en tant qu'action servant à glaner du renseignement en vue de perturber les concurrents qu'ils soient les justiciables-plaignants désirant prouver des faits qui rapportent peu aux gouvernements ou aux entreprises.

Dans le cadre du milieu du travail l'activité d'espionnage est parfois le fruit d'une taupe embauchée par un concurrent et transmettant en même temps des informations à son réel employeur lui donnant le maximum d'informations confidentielles possibles. L'auteur signale que les stagiaires peuvent parfois être des vecteurs très efficaces d'espionnage. Nous avons ainsi eu l'expérience d'un cas à Louvain-la-Neuve où la source victime d'espionnage par des résidents de la ville avait été considérée persona non grata par la Police fédérale à l'époque où Pierre Patiny était le gestionnaire du dossier (il a bénéficié d'une promotion après avoir omis de saisir la magistrature des faits qui entraient en concurrence avec les priorités de la police judiciaire).

Malgré les nombreux cas d'espionnage industriel les cadres font souvent preuve d'une grande naïveté dans ces domaines comme en fait état l'auteur. Il fait d'ailleurs mention à cet égard que 80 % des informaticiens d'entreprise n'ont jamais suivi de formation à la sécurité informatique (p. 29). À la page 33 l'auteur fait une synthèse des conséquences de la malveillance et de l'espionnage : pour les dirigeants et les salariés : découragement, frein dans la carrière et le salaire, licenciement économique, peines d'amendes ou d'emprisonnement et pour l'entreprise : perte de compétitivité, dégradation de l'image de marque, départ des clients importants, départ de collaborateurs de valeur, fermeture de l'entreprise (p. 33). Parmi les différentes méthodes d'espionnage pratiquées, l'auteur fait état des activités d'interception (sûrement les plus fréquentes selon nos observations), le vol (de matériel cd, ordinateurs, etc.) (voir page 53 à ce sujet), l'intrusion, le sabotage, la manipulation et la désinformation. Les écoutes font partie des interceptions, elles peuvent être faites dans un cadre judiciaire (très rarement), de sécurité (le plus souvent), ou des écoutes sauvages. Il y a comme toujours un manque de contrôle parlementaire des écoutes de sécurité, celles-ci servant souvent d'ingrédients pour nourrir la police judicaire d'ingrédients leur servant à localiser la victime et ainsi assurer un gain commercial au ministère de l'Intérieur qu'elle sert avant tout autre personne morale ou physique. On comprendra en définitive que les écoutes de sécurité n'ont souvent en définitive pas comme objectif premier la satisfaction d'un justiciable écouté.

L'intérêt de cette étude réside essentiellement selon nous dans la recension détaillée des dispositions législatives relatives à la malveillance et l'espionnage. Celles-ci sont beaucoup plus détaillées que dans l'ouvrage de Muriel Antéo sur le « stalking » dont nous avions fait le compte-rendu il y a quelques années. En effet, sont considérés : les articles concernant le secret professionnel du Code du travail. Les infractions signalées pour les questions de l'espionnage et la malveillance sont l'abus de confiance, l'atteinte à la confiance publique, l'atteinte à la vie privée, l'atteinte aux différents secrets défense et à la sécurité des forces armées, l'atteinte au secret de la correspondance, l'atteinte au secret professionnel, l'atteinte aux droits de la personne, l'atteinte aux systèmes de traitement automatisé de données, l'escroquerie, l'extorsion, l'intelligence avec une puissance étrangère, la contrefaçon, la concurrence déloyale (ce qu'est en définitive l'antagonisme juridique qui anime l'activité de la police judiciaire en contexte de chasse à l'homme), la corruption, la destruction, la dégradation et la détérioration, la fourniture de fausses informations, la livraison d'informations à une puissance étrangère, la violation du secret de fabrique, le chantage, le sabotage, le vol.

L'auteur passe aussi en revue les méthodes de protection contre ces différents types d'ingérence sachant par ailleurs que la majorité des dispositifs mentionnés sont coûteux et pas forcément accessibles au grand public. En ce sens on aura compris que les destinataires premiers de cet ouvrage sont avant tout les victimes d'espionnage industriel et les entreprises. Les exemples concernent en effet en grande majorité le milieu des entreprises. Les logiciels informatiques sont quant à eux accessibles à tous. Il s'agit par exemple des logiciels de scellement, les logiciels anti-virus, les logiciels « anti-spyware ».

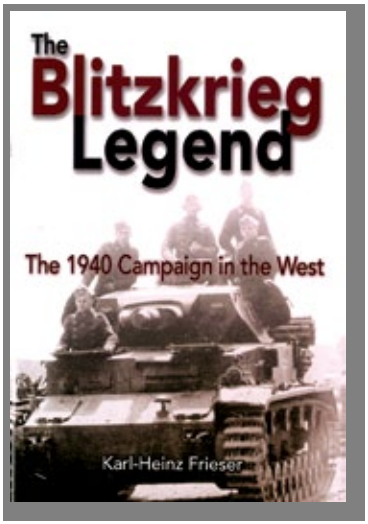
En conclusion l'auteur recommande les mesures à prendre pour limiter l'espionnage et la malveillance dans les entreprises. Mais le fait de sensibiliser, de se rapprocher des services de protections français (SIC) ou d'utiliser la législation n'est pas suffisant comme nous l'avons remarqué dans le cadre de nos enquêtes sur les forces de l'ordre en Belgique, au Canada et en France pendant 8 ans. En effet, s'il rapporte à la police d'omettre de reconnaître les faits dont vous êtes victimes, si cela représente un travail qu'elle n'est pas motivée à faire (la recherche d'éléments d'ingérence de toute sorte nécessite le développement de la flagrance et pas forcément des enquêtes postérieures aux faits sur la base de traces), si les conseils qu'elle vous donne ne font qu'accroître le préjudice dont vous êtes déjà victime (cessez de communiquer par l'Internet, de téléphoner, ne sortez pas, etc.), si enfin au lieu de privilégier

l'enquête pénale elle relaye votre dossier à la psychiatrie, les conseils dont fait l'auteur sont dès lors de peu d'utilité. Encore faut-il savoir avec précision quels sont les moyens déployés par la police pour chacun des faits de malveillance et d'espionnage en sachant bien entendu que son activité est soumise elle aussi à la concurrence et qu'elle est avant tout motivée par des activités qui lui rapporte (source Brigitte Saint-Germain, agente de liaison de la GRC en Europe en 2006). En annexe l'auteur commente les différents articles de loi. Parmi celles-ci la concurrence déloyale où le fait d'entrer en conflit avec les intérêts d'un plaignant en constitue manifestement un exemple. L'ouvrage présente la réalité de l'espionnage, apporte des recommandations et des solutions de protections simples et efficace. Il est complété par une liste des textes de lois afférents, un glossaire, une médiagraphie et une bibliographie, une liste des salons sur le sujet de l'espionnage (la mention d'Eurosatory aurait été pertinente). Il serait intéressant dans la poursuite des réflexions de l'auteur d'offrir au public des éléments de procédure pénale, notamment sur la question de la recevabilité des moyens de preuves d'espionnage et sur les obligations qu'ont les organes de contrôle de rechercher les éléments de preuves de ces faits s'ils visent des particuliers. En l'absence d'un tel travail et d'une telle connaissance des enjeux de pouvoir liés à l'espionnage gouvernementale, la police et les services de renseignements du gouvernement, ne pourront en définitive que poursuivre les missions dans la défense de leur propre intérêt économique au détriment des intérêts des justiciables.

NOTES

1. François Auer, 2010 : p. 11.

Source : Caméra de combat



THE BLITZKRIEG LEGEND: THE 1940 CAMPAIGN IN THE WEST

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

FRIESER, Karl-Heinz en collaboration avec John T. Greenwood, Annapolis, Naval Institute Press, 2005, livre relié, 507 pages, 49,95 $, ISBN : 9781591142946

Version française en librairie :

LE MYTHE DE LA GUERRE-ÉCLAIR : LA CAMPAGNE DE L'OUEST DE 1940

FRIESER, Karl-Heinz, traduit de l'allemand par Nicole Thiers, Paris, Belin, 2003, 479 pages, 62,50 $, ISBN 2-7011-2689-4

Critique de la version anglaise préparée par le Colonel Peter J. Williams

C'est peut-être le fait que le Prix Edmond Fréville 2004 a été décerné à l'auteur de ce livre qui m'a le plus incité à l'acheter. Cet auteur, le Colonel Frieser, est un officier de l'Armée de terre allemande (et chef du département de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième Guerre mondiale de l'institut de recherche militaire de la Bundeswehr). Le livre porte sur la chute de la France, en 1940. Le Colonel Frieser est le seul auteur étranger à avoir obtenu ce prix décerné par l'Institut de France. John Greenwood, un ancien membre de l'U.S. Army Center of Military History, lui a prêté main-forte. C'est pour ces raisons ainsi que parce que l'auteur a utilisé de très nombreuses sources de premier ordre que je me suis lancé dans l'examen objectif, bien qu'étudié, d'une campagne qui a longtemps été reconnue comme la quintessence de la guerre de manœuvre et du blitzkrieg. Je n'ai pas été déçu. J'ai cependant été frappé, comme après la lecture de tout bon document sur l'histoire, par le grand nombre de mes préconceptions fondées sur de mauvaises informations au sujet de cette campagne.

Même si la chute de la France a causé un choc parmi les alliés occidentaux, l'auteur soutient qu'elle a également constitué une surprise pour les Allemands. Ces derniers ne s'attendaient pas à une victoire aussi rapide. L'auteur ajoute même que le concept de la guerre-éclair et le terme *blitzkrieg* ne sont vraiment entrés dans la pensée militaire et le vocabulaire allemands qu'après la campagne de l'Ouest de 1940.

Les auteurs abordent tous les aspects clés de la campagne, depuis l'élaboration du plan d'attaque, qui a fait l'objet de pas moins de cinq révisions distinctes avant l'adoption de sa version définitive, jusqu'à la prise de décision, par le Général Guderian, de franchir la Meuse, une opération désignée par les auteurs comme [*Traduction*] « la première utilisation opérationnelle indépendante de panzers ». La progression allemande à travers la soi-disant infranchissable forêt des Ardennes, décrite avec un certain niveau de détails, a frôlé la catastrophe pour les Allemands. Elle a provoqué une congestion monstre, plusieurs divisions blindées se disputant l'espace sur les quelques routes. La justification de la halte ordonnée par Hitler dans un prétendu climat de craintes que les panzers progressaient trop vite et allaient trop loin, exposant ainsi leurs flancs, est également abordée en faisant mention de certains détails. Frieser et Greenwood exposent huit hypothèses possibles pour que cet ordre ait été donné, mais ils finissent par retenir que la vraie motivation d'Hitler était d'imposer son autorité à ses généraux.

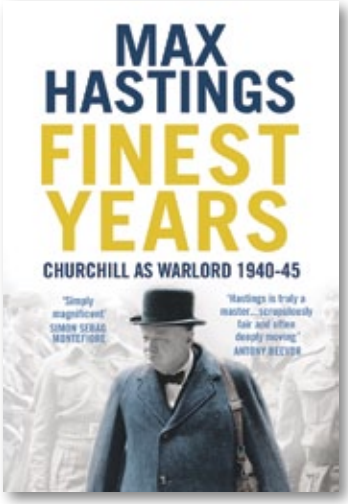
Le manuel est bien illustré, il comprend des cartes et des diagrammes dont nombre ont été obtenus de sources militaires allemandes de premier ordre. Je n'ai qu'une seule réserve au sujet de ce livre, elle porte sur les illustrations : bien que leurs légendes soient en anglais, les textes des illustrations sont tous en allemand et je suis certain de ne pas être seul à penser que de nombreux lecteurs auraient préféré qu'ils

soient traduits. Les notes couvrent quelque quatre-vingts pages. La solide bibliographie de quarante-quatre pages est établie à partir de sources de premier ordre et d'entrevues réalisées auprès d'Allemands.

Aujourd'hui, les opérations militaires reposent moins sur de larges poussées de forces blindées qui occupent toute la carte et des affrontements de grandes formations mécanisées. Elles se déroulent plutôt dans l'ensemble du spectre contre un ennemi qui souvent ne porte pas d'uniforme, et les progrès de ces opérations se mesurent plus à l'aune du pourcentage de la population qui accorde son appui qu'au nombre de kilomètres parcourus. On est dès lors en droit de se demander quelles sont les leçons tirées de cette campagne qui peuvent être utiles au soldat d'aujourd'hui.

Notre doctrine soutient encore qu'il est indispensable de détruire la volonté de combattre de l'ennemi. L'étude de la capacité des Allemands d'arriver à un tel résultat en si peu de temps contre un opposant qui, sous de nombreux aspects, disposait d'un meilleur équipement, présente une grande pertinence. Pour le soldat moderne, comme dans l'environnement de 1940, il est toujours difficile de mettre en place les conditions pour atteindre cet objectif, que ce soit dans la corne de Panjwayi ou la Corne de l'Afrique. De plus, les commandants d'aujourd'hui peuvent prendre des risques, comme les Allemands l'ont fait en 1940, et la leçon intemporelle apprise en cette occasion peut toujours et souvent être utilisée par les militaires modernes, en de nombreuses occasions accusés d'être rebutés par la prise de risques. La lecture de ce livre est fortement recommandée.

Le Colonel Williams est le Directeur — Opérations courantes de l'État-major interarmées stratégique.



FINEST YEARS: CHURCHILL AS WAR LORD 1940–1945

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

HASTINGS, Max. London, Harper Press, 2009, livre relié, 664 pages, 44,95 $ ISBN : 978000726367

Critique préparée par le Capitaine Thomas E.K. Fitzgerald

En 2002, Sir Winston Spencer Churchill (1874–1965) a remporté le titre de « plus grand Britannique » par un vote des téléspectateurs de la BBC. Il ne fait aucun doute que Churchill mérite une telle reconnaissance même si les événements qui ont mené à celle-ci ont eu lieu il y a plus de 60 ans. En tant que rédacteur en chef d'un journal, auteur et admirateur avoué de Churchill, Max Hastings a indiqué dans son ouvrage *Finest Years: Churchill as War Lord 1940–1945* que le leader fut [*Traduction*] « l'un des plus grands hommes du XXe siècle, voire de tous les temps », et qu'il [*Traduction*] « a dominé la guerre et a surpassé tous les autres hommes à la tête des forces de la lumière ». Ses paroles n'étaient [*Traduction*] « pas de simples faits établis ou l'expression d'intention, mais des actes de gouvernance ». C'est avec cette pensée en tête que Hastings a porté son attention sur les années déterminantes de ce grand personnage.

Il est difficile d'apporter des faits nouveaux sur Churchill. Presque tous les ans, on publie quelques ouvrages le concernant[1]. Cependant, *Finest Years* réussit de façon phénoménale là où d'autres ont échoué. L'étendue de la connaissance de l'auteur sur le sujet est remarquable, et sa maîtrise des archives est étonnante. Ce qui distingue vraiment l'ouvrage *Finest Hours*, c'est qu'il ne s'agit pas simplement d'une narration des années sombres de 1940 à 1942, alors que la liberté du monde était en jeu. La véritable valeur de ce travail réside dans le fait que Hastings examine de nombreuses décisions prises par Churchill et y trouve des imperfections, comme chez le grand homme même. Ce faisant, il détruit de nombreuses croyances sur la guerre bien enracinées dans les différentes psychés nationales des combattants.

D'abord, Hastings aborde le mythe selon lequel l'Armée britannique était, au début de la guerre, une armée moderne dirigée par des officiers généraux compétents, ce qui n'était pas le cas. Les membres de la Force expéditionnaire britannique (FEB) n'étaient pas bien formés et, selon Hastings, mal dirigés. La Première Guerre mondiale a eu des effets traumatisants sur la société britannique, plus particulièrement sur le corps des officiers. Comme il fallait éviter les pertes à tout prix, les Britanniques ne prenaient part aux combats que si c'était nécessaire. La culture militaire britannique d'avant-guerre…

> *[Traduction] fait obstacle au recrutement et à la promotion de commandants intelligents, imaginatifs et sans pitié, capables de mener de grandes forces — ou même de s'assurer que les effectifs disposaient d'armes pour rivaliser avec l'ennemi. Trop d'officiers supérieurs avaient en fait choisi la carrière militaire parce qu'ils n'avaient ni le temps ni l'énergie nécessaires pour mener une brillante carrière civile.*

Le Général Sir Alan Brooke, un « être limité », le Général Sir Harold Alexander, le « favori indigne » et le Feld-maréchal Bernard Montgomery, qui « ne mérite pas de faire partie des plus grands capitaines de son histoire, mais qui constituait une amélioration notable par rapport aux généraux qui ont mené les forces britanniques au cours de la première moitié de la guerre », ne sont que quelques cibles de l'auteur.

En outre, Hastings méprise la création par Churchill du *Special Operations Executive*, dont le mandat était « d'embraser l'Europe » en effectuant une série de raids par des commandos sur le continent ainsi que d'organiser une résistance nationale dans les pays occupés. À l'exception de la Yougoslavie dirigée par Josip Broz (Tito), la résistance nationale était peu enthousiaste et n'a obtenu qu'un faible niveau d'appui et de

succès dans l'Europe occupée de 1944, où les Alliés disposaient des armes nécessaires pour appuyer de tels mouvements ainsi que la capacité de les fournir. De plus, une fois les groupes de résistance armés, ils étaient aussi brutaux et impitoyables envers leurs compatriotes qu'envers l'occupant. Hastings indique que les relations entre les gouvernements alliés et les pays anciennement occupés dépendaient en grande partie de l'état de la résistance anti-allemande. Plus le mouvement de résistance national était coordonné, moins le pays était porté à coopérer avec les Alliés, ont remarqué le Général de Gaulle et l'organisation France libre. Hastings mentionne que l'incidence de l'aide apportée par le *Special Operations Executive* au mouvement de résistance était beaucoup plus grande sur les sociétés d'après-guerre que sur l'issue militaire des combats contre les Allemands.

Cependant, Hastings réserve son analyse la plus détaillée et ses commentaires les plus critiques à la victoire remportée par les Alliés occidentaux. L'Allemagne nazie n'aurait pas été vaincue n'eût été des bains de sang qui ont résulté des combats avec l'Armée rouge à Stalingrad, à Kursk et le long du fleuve Oder. Comme Hastings l'affirme avec finesse, les [*Traduction*] « Alliés occidentaux n'ont jamais été tenus responsables de la défaite des principales Armées allemandes. Ils ont simplement aidé les Russes à le faire. » Cette version quelque peu révisionniste peut en irriter certains ([*Traduction*] « cela n'a jamais été exprimé clairement par les dirigeants occidentaux et est rarement reconnu par les historiens »), mais lorsque l'on compare les ordres de bataille du front ouest (y compris l'Italie) et du front est, on ne peut pas nier les efforts extraordinaires des Russes au regard des pertes subies, des pertes infligées et du territoire repris. Jusqu'au 6 juin 1944, les Alliés se sont contentés de lancer des attaques périphériques sur « le ventre mou de l'Europe ». Bon nombre de Britanniques et d'Américains croyaient que Churchill et l'Armée britannique n'en faisaient pas assez et que les mesures prises étaient maladroites. Comme le montre Hastings, l'invasion de la France était non seulement le point culminant d'une pression américaine incessante, mais également une reconnaissance par Churchill de l'opinion publique nationale selon laquelle l'Armée britannique devait « s'y mettre ».

C'est dans ce contexte que Hastings place Churchill. Churchill a assurément commis des erreurs, dont certaines furent énormes, comme l'indique l'ouvrage *Finest Years*. Parmi les nombreux faux pas mentionnés, notons les suivants : son insistance à envoyer une deuxième Force expéditionnaire britannique à Cherbourg en juin 1940 (avec la 1re Division canadienne), la campagne du Dodécanèse mal avisée pour libérer l'île de Rhodes et l'est de la Méditerranée, l'envoi de deux navires d'importance capitale dans l'océan Indien sans appui aérien qui ont été coulés par des aéronefs japonais, la destruction de nombreuses villes allemandes longtemps après que l'opération de bombardements n'ait plus de valeur stratégique ainsi que l'Opération UNTHINKABLE, plan élaboré en mai 1945 qui consistait à armer les unités allemandes et à les utiliser dans une attaque contre les forces russes. Bien que Churchill ait été le plus grand leader jusqu'à ce moment-là et même après, il n'est pas au-dessus de toute critique justifiable.

Aucun ouvrage sur Churchill ne serait complet sans faire référence à l'homme de famille qu'il était. Même en tant que père et de mari, Churchill avait ses lacunes : [*Traduction*] « c'était un mari et un père lamentable, comme la plupart des grands hommes. N'importe quelle famille serait déstabilisée de devoir loger un lion dans le salon. » Cependant, *Finest Years* est rempli de nombreuses anecdotes et de correspondance avec sa femme, Clementine, et sa fille, Mary, qui montrent un côté plus nuancé de cet homme remarquable. Par exemple, Hastings mentionne que Churchill, en réponse à une question de Mary qui désirait savoir s'il aurait souhaité une médaille pour son service au Royaume-Uni, a indiqué qu'il aurait voulu que son père, Randolph — un père tout aussi indifférent que lui-même — ait vécu assez longtemps pour voir qu'il a « fait quelque chose de sa vie ».

Finest Years est un ouvrage important qui traite non seulement de ce qui était, mais également de ce qui est. Il définit la figure centrale, le « dernier lion », d'une période révolue, mais dont l'importance dans les courants et les remous de l'histoire est encore perceptible aujourd'hui. Il s'agit d'un ouvrage débordant de perspicacité, qui souligne l'ensemble des tragédies, des triomphes, de l'incertitude et du drame de cette période. C'est l'histoire d'un leader, du leadership et d'un homme exaspéré et irascible qui a galvanisé un pays, une population et un monde par la force de sa vision, de son inlassable optimisme et de sa volonté personnelle de croire en son peuple lorsque ce dernier n'y arrivait pas. Comme l'a mentionné Sir Edward Bridges, secrétaire du cabinet : [*Traduction*] « Tout dépendait de lui et de lui seul. Seul Churchill pouvait faire croire à la nation qu'elle pouvait gagner. » Nous ne reverrons jamais un tel homme.

NOTES

1. D'ESTE, Carlo. *Churchill: seigneur de guerre*, Paris, Perrin, 2010; GILBERT, Martin. *Churchill and The Jews: A Life Long Friendship*, New York, Henry Holt and Company, 2007; et LANGWORTH, Richard ed. *Churchill by Himself: The Definitive Collection of Quotations*, New York, Public Affairs, 2008.

CE QUE JE N'AI PAS DIT DANS MES CARNETS...

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

BERTRAND, Yves. entretiens avec Frédéric Ploquin.
Paris, Fayard, 2009, 406 pages, 19.90€, ISBN : 9782213644288

Critique préparée par M. Nicolas Desurmont

Yves Bertrand ancien directeur des Renseignements généraux (RG) (devenu maintenant la Direction centrale du Renseignement intérieur dirigée depuis 2008 par Bernard Squarcini) présente une série d'entretiens avec un spécialiste du terrorisme, journaliste d'investigation société au magazine *Marianne*, Frédéric Ploquin.

Il ne s'agit pas tant d'un ouvrage savant, ni d'une introduction au monde des renseignements généraux, sinon un ouvrage de vulgarisation où les concepts théoriques laissent place à un langage oral facile d'accès. L'auteur, Yves Bertrand a effectué une carrière de 1970 à 2004 avant d'être sèchement démis de ses fonctions de directeur des Renseignements généraux, fonction qu'il occupait depuis 1992 (nommé alors par Paul Quilès), par Nicolas Sarkozy en 2004. Une longévité exceptionnelle affirme-t-il lui-même. La nouvelle lui arrivera par son chef de cabinet Christina Frémont. Bertrand a donc choisi d'écrire ce livre pour remettre les choses à leur place. Yves Bertrand a servi et côtoyé Pierre Joxe, Jean-Pierre Chevènement, Dominique de Villepin, etc. À l'époque où Bertrand avait fait ses classes, comme l'indique Ploquin en prologue, « il fallait avoir fait ses classes à la section politique ». Cela va de pair avec certains services policiers où la promotion est due à des dossiers gérés de telle manière qu'ils vont à l'encontre des intérêts du plaignant. L'auteur vient nous révéler le contenu de ses carnets, mais plus encore ce que ses carnets ne disent pas. Cette activité d'écriture dont il fait état d'entrée de jeu « dans notre métier, on écrit » nous semble contraster, dans une *logique de renseignement*, avec l'absence d'écriture qui caractérise l'activité de ceux qui s'inscrivent dans une *logique de sécurité* ou qui attendent les preuves pour commencer à écrire. Et c'est fascinant de lire à quel point un type comme Yves Bertrand pratiquait l'art de s'informer pendant son mandat. Toutefois, rappelle-t-il, lorsque les informations étaient trop sensibles, il lui arrivait de transmettre verbalement au ministre de l'Intérieur voire au secrétaire général de l'Elysée. Mais cette activité d'écriture montre à quel point le métier d'un homme des RG contraste avec celui d'un policier qui voué à la sécurité et la surveillance du territoire n'écrit souvent à peu près rien. À cet égard Bertrand écrit « On ne peut pas être bon dans l'opérationnel si l'on n'écrit pas, autrement on court le risque de ressembler à une police politique. » (p. 23). Aussi faut-il préciser que ces fameux carnets de Bertrand ont été saisis et placés sous scellés dans le cadre des investigations sur l'affaire Clearstream. Aux pages 27 et suivantes, il raconte comment la saisie de ces carnets par deux juges d'instruction eut lieu.

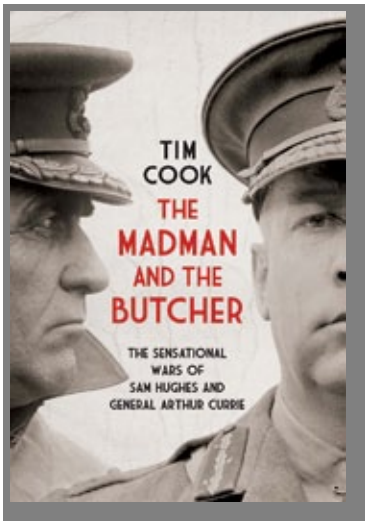
Si Bertrand ne nous apprend rien de très approfondi sur la géopolitique à la manière d'un Constantin Melnik ou en histoire du renseignement et méthodes de contre–espionnage comme Eric Denécé ou Jacques Baud, il parsème ses entretiens de réflexions sur son métier et forcément sur la manière pour être un bon agent de renseignement. Il écrit par exemple qu'il consignait tous les dysfonctionnements de la société. Il fait aussi état des restaurants qu'il fréquentait. L'auteur relate la nature de ses liens avec Jacques Chirac, ancien président que Bertrand semble avoir gardé en estime. Il se prononce en outre sur de nombreux politiciens dont Dominique de Villepin, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Louis Debré Il explique comment Nicolas Sarkozy a accédé aux plus hautes responsabilités. Mais il n'est pas non plus explicite en écrivant « qu'il vous sert la soupe lorsque vous lui êtes utile, mais assorti d'un corollaire qu'il ne faut pas négliger : quand vous ne le servez plus, il vous « tue ». Il explique comment Sarkzoy a construit son plan dans l'ombre de Charles Pasqua. Dans les années 1993–1995 il fait part des opérations de déstabilisations entre le clan de Edouard Balladur d'un côté avec Nicolas Sarkozy et Charles Pasqua d'un côté, et, de l'autre, Jacques Chirac et Dominique de Villepin. L'auteur omet de mentionner que

Sarkozy est entré au pouvoir à titre de ministre des communications au moment où d'une part la constitution française venait d'être modifiée et qu'elle rendait possibles les poursuites pénales visant un ministre et qu'Alain Carignan alors ministre des communications en fut alors la première, et, incidemment d'ailleurs, la seule victime, depuis lors. Il semble ici que Bertrand aurait pu analyser ces faits en montrant comment des jeux d'intérêts entre la magistrature, le monde des communications et la politique ont fait la gloire de Nicolas Sarkozy. Mais cette année 1994 voit aussi la fin du suivi des parties politiques à la demande du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Si l'auteur ne tente pas explicitement de prendre une revanche contre Sarkozy, il affirme que Sarkozy pensait qu'il complotait contre lui (voir p. 62), lui ordonnant même de ne plus rencontrer son prédécesseur Philippe Massoni. Cela, à notre sens, aurait du susciter l'attention de Yves Bertrand qui devrait bien savoir que les secrets présidentiels se transmettent de présidents à présidents et que dans ce contexte le futur président devait bien craindre que Bertrand ait appris quelque chose sur les stratégies qui lui ont permis de se hisser au pouvoir. Ici, Bertrand aurait pu être plus perspicace mais comme, du reste, ni la magistrature, ni les proches de Sarkozy n'ont pas pu en connaître les causes réelles nous n'allons pas non plus le lui reprocher. Sarkozy reprochait aussi à Bertrand de voir trop les journalistes (comme il le reprochera aussi à Ségolène Royal). Cela nous fait penser à Gérard Pelletier qui, dans *le Temps des choix* affirme, « Je me rends compte que j'en savais davantage, que j'étais beaucoup mieux informé des affaires de l'État quand j'étais à *la Presse* [un journal de Montréal]. Nos ministres, pour des raisons de stratégie, se confient plus volontiers aux correspondants des grands journaux qu'aux simples membres du Parlement. Il en résulte que l'influence d'un directeur de journal est par nature infiniment plus importante que celle d'un député aux communes, ce qui n'est pas beaucoup dire puisque celle-ci est presque nulle[1]. » Mais finalement il en conclut à propos de Sarkozy comme à propos de d'autres « Un jour Sarkozy aussi finira par se casser la gueule » (p. 72). D'ailleurs Bertrand affirme que la sincérité n'est pas la qualité première d'un président de la République (p. 147). L'attitude de Bertrand contraste à maints égards avec celle la magistrature dans le crédit qu'il accorde par exemple aux légendes urbaines, ragots et rumeurs : « Un ragot peut devenir une information, voire un renseignement, ou bien rester à l'état de ragot. Un ragot, c'est quelque chose qui doit être vérifié. Quand vous captez le même ragot à Lille, Paris et Marseille, cela signifie quelque chose : il faut y regarder de plus près. » (p. 120). Parmi les éléments qui font partie du quotidien de la journée de son travail mentionnons le fait d'observer toute campagne de dénigrement visant tel ou tel personnage public. Pour vérifier la teneur des ragots, Bertrand avait des antennes dans tous les milieux (p. 151). Sans oublier le fait que son service a fait les poubelles pendant des années toujours à l'affût de renseignement (en l'occurrence on parle des poubelles de la Banque commerciale de l'Europe du Nord). L'auteur s'informait aussi auprès des journalistes avec qui il a développé une relation de respect, c'est-à-dire que s'il demandait à un journaliste de ne pas publier une information il ne la publiait pas. Cela est en partie dû au fait que les RG sont une police administrative pas judiciaire. « Ils œuvrent pour le seul compte de l'exécutif, alors que les juges, eux, sont en principe au service des justiciables. » (p. 206)[2].

Même si la carrière de Bertrand ne commencent qu'à la fin des années 1960, les commentaires qu'il fait relate des événements qui s'étalent de la guerre d'Algérie jusqu'à son licenciement par Nicolas Sarkozy. Ses commentaires ne portent pas uniquement sur des hommes politiques mais aussi sur des hauts-fonctionnaires du ministère de l'Intérieur comme Claude Guéant, Pierre Bousquet de Florian (ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire), Michel Gaudin, Claude Cancès, ou du ministère des Affaires étrangères comme Roland Dumas, sans oublier Jean-Claude Marin procureur de la république. L'ouvrage se termine par un épilogue qui poursuit les réflexions entreprises dans le corps du texte sur la rumeur, la politique, les désirs et réalités du travail de fonctionnaire de RG. Un tel livre devrait satisfaire la communauté du renseignement et plus particulièrement ceux qui s'intéressent à l'histoire policière, politique et aux dessous de la Ve République et surtout des politiciens qui l'ont façonnées.

NOTES

1. Gérard Pelletier, *Le Temps des choix*, Montréal, Stanké, 1986, p. 293. Nos rencontres personnelles avec Melchior Wathelet, alors député, et Josy Dubié, alors sénateur, en Belgique fin 2005 et début 2006 au moment des débats parlementaires entourant le vote de la modification de la Loi sur les méthodes particulières de recherche (Loi du 6 janvier 2003) ont montré que ceux-ci ne connaissaient pas les techniques d'espionnage utilisées depuis plusieurs années par la Sûreté de l'État et la Police judiciaire (écoute directe, copier coller des répertoires téléphoniques de téléphone portable et triangulation). C'est nous même qui avons avisé le Comité R d'une partie de ces techniques qu'il connaissait lui-même en 2008.
2. La philosophie des priorités des différents parquets va parfois dans certaines affaires présentant un antagonisme juridique à l'encontre des intérêts du plaignant. Nous nous basons ici sur les enquêtes que nous avons conduites en Belgique, en France et au Canada entre 2002 et 2009 auprès de centaines de policiers et de magistrats.



THE MADMAN AND THE BUTCHER: THE SENSATIONAL WARS OF SAM HUGHES AND GENERAL ARTHUR CURRIE

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

COOK, Tim. Toronto, Allen Lane, 2010, livre cartonné, 422 pages, 36 $, ISBN : 9780670064038

Critique préparée par le Capitaine Thomas E.K. Fitzgerald

L'histoire canadienne militaire est à tort qualifiée d'insipide. On n'y voit qu'une exposition de faits et de dates bêtifiante à laquelle n'est associée aucune grande personnalité pour transcender les siècles. La vérité est toute autre. Avec son livre auquel il donne un titre provocateur, *The Madman and the Butcher*, Tim Cook, qui est à la fois historien, conservateur de salles d'exposition et auteur primé[1], tisse un portrait fascinant et hautement intelligible des conflits insurmontables qui opposaient Sir Sam Hughes, ministre de la Milice et de la Défense, et Sir Arthur Currie, commandant des troupes canadiennes, durant la dernière moitié de la Première Guerre mondiale et les années qui ont suivi.

Sir Sam Hughes, bagarreur de rue, éditeur de journal, politicien de petite ville et ministre conservateur est le « fou » de l'histoire. Diverses personnes décrivent sa personnalité : le gouverneur général, duc de Connaught, le qualifie de « fou à lier », le premier ministre de l'époque, Sir Robert Borden, de « déséquilibré » et l'auteur du présent livre le décrit comme une personne ayant des « émotions instables », un « esprit dérangé » ou exhibant un « comportement maniaque ». Nul doute que Sir Sam Hughes avait une personnalité frappante. À la suite de ses expériences durant la Guerre des Bœrs (1899–1902) en tant qu'officier d'approvisionnement et de reconnaissance (époque où il a affirmé qu'on aurait dû lui décerner non pas une, mais deux Croix de Victoria), Hughes devient fervent supporter de la milice et l'ennemi juré des soldats professionnels qu'il décrit plus tard comme « des flemmards de bistrot ».

Nommé ministre de la Milice et de la Défense en octobre 1911 (non sans une certaine réticence de la part du premier ministre en raison d'anciennes diatribes anti-catholiques et anti-Québec lancées par Hughes), Sir Sam Hughes devient un ministre de premier rang, traversant le pays en long et en large pour soutenir la milice, assistant aux camps de milice annuels et obtenant des budgets plus appréciables pour la défense au Parlement. Lorsque le Canada entre en guerre au mois d'août 1914 (tel un comportement puéril, Hughes ordonne de rentrer le pavillon du drapeau britannique hissé devant son cabinet de peur qu'il ne soit « détruit »), Hughes se lance dans l'activité avec fureur : il crée le camp Valcartier, recrute les hommes du premier contingent puis promet des recrues pour pas moins de vingt divisions canadiennes. Il prend bon nombre de ces décisions sans consulter le cabinet ou le premier ministre. Évidemment, Hughes commet des erreurs. D'ailleurs, le fusil Rifle, la pelle MacAdam et les « sham shoes » (un jeu de mots pour décrire les chaussures inadéquates remises aux soldats canadiens) seront à jamais associées à Hughes. Ceci étant dit, comme le démontre Cook dans son livre, Hughes était l'homme dont on avait besoin à ce moment pour recruter, équiper, former et transporter des milliers d'hommes et de femmes pour livrer la guerre en Europe.

Sir Arthur Currie (son nom de famille était à l'origine épelé « Curry »), à son tour enseignant, citoyen-soldat, officier d'artillerie, libéral et homme d'affaires raté est le « boucher » de l'histoire. Après avoir gravi les rangs de la milice de l'avant-guerre, puis mis sur pied et commandé le 50e Régiment, Currie obtient le commandement de la 2e Brigade de la 1re Division lorsque la guerre éclate. Sa nomination ultérieure à titre de brigadier est autant attribuable à ses aptitudes dans le domaine militaire et de l'instruction qu'à son amitié avec le Major Garnet Hughes, le fils du ministre. Cook décrit de façon impartiale le passage de Currie aux différents grades supérieurs du Corps expéditionnaire canadien (CEC) : brigadier (1915),major-général (1915) et

lieutenant-général (1917). À l'instar des grands généraux, Currie a commis des erreurs, comme de nombreux grands généraux, mais il n'a jamais répété les mêmes erreurs. Ainsi, son départ des lignes de front durant la deuxième bataille d'Ypres (avril 1915), demeure, jusqu'à ce jour, en partie inexpliqué. En outre, c'est probablement l'incapacité de Currie à communiquer avec les soldats de son corps (selon l'auteur, cela est symptomatique d'une condition que l'on décrirait aujourd'hui comme un trouble de stress post-traumatique) qui lui a valu d'être refusé au panthéon des véritables grands généraux. Or, ces lacunes et ses autres erreurs sont bien dérisoires si l'on tient compte de la réussite des Canadiens sous son commandement. Comme l'a écrit Cook dans un autre de ses livres, *Shock Troops*, en 1918, les Canadiens « s'attaquaient à bien plus fort qu'eux » [*Traduction*] sur le front de l'Ouest. Le Corps canadien était la formation vers qui se tourner pour les sales besognes, et le haut commandement britannique et l'ennemi le savaient très bien.

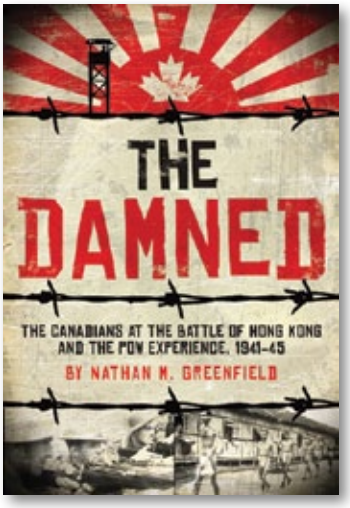
Le conflit entre Hughes et Currie, qui s'est ultérieurement terminé par une poursuite en libelle plaidé dans la ville assoupie de Cobourg en 1928[2] (Hughes est décédé en août 1922), n'était pas prédestiné. À prime abord, Hughes était impressionné par les aptitudes d'officier d'artillerie de Currie à Victoria (Hughes surveillait de près tous les officiers supérieurs de la milice), ses compétences comme formateur à Valcartier et ses qualités de combattant durant la deuxième bataille d'Ypres. Les racines du conflit remontent à l'époque où Currie refuse à Garnet Hughes le commandement de sa propre brigade. (Hughes a plus tard commandé la 5e Division, une formation d'instruction en Angleterre.) Il grogne lorsque Currie obtient le commandement du corps, un poste que Hughes convoitait. (Le premier ministre lui offre un poste de commandement supérieur s'il accepte de quitter sont poste. Il refuse.) Le conflit éclate en mars 1919 (Hughes a quitté son poste de ministre en octobre 1916) alors que, dans un discours au Parlement, il fustige le haut commandement militaire canadien d'être responsable du « carnage inutile » de soldats canadiens (ou de « ses hommes » comme il décrivait souvent les soldats du CEC) durant la guerre et, particulièrement durant la poursuite finale vers Mons en novembre 1918[3] et suggère que les personnes responsables « subissent un procès sommaire en cour martiale et qu'elles soient punies aussi sévèrement que la loi le permet. » [*Traduction*]

Tim Cook a rédigé *The Madman and the Butcher* à la façon d'une biographie à deux volets en consacrant en alternance un chapitre pour chaque protagoniste. Il maîtrise de main de maître les sources d'archives et les sources secondaires. Ce récit tire sa valeur inestimable non seulement dans le récit de ses personnages principaux, mais également dans un récit engageant sur la politique et la société canadienne au début du XXe siècle où les scandales et le favoritisme politique pullulaient. Ce livre trouvera une place tant dans la bibliothèque de l'historien militaire que de l'historien général.

Aucun des deux hommes n'a rédigé ses mémoires. Il existe bien peu de renseignements sur eux avant qu'ils ne soient catapultés dans le monde de l'honneur ou de l'infamie. Un certain nombre de bâtiments militaires ont été nommés en l'honneur de Sir Arthur pour le bon général qu'il a été. Une statue grandeur nature de lui a été érigée devant le Monument aux valeureux à Ottawa. Aucun monument de ce genre n'est consacré à Sir Sam. C'est regrettable. Sans son assiduité durant ces affligeants jours d'automne de 1914, le CEC aurait peut-être quand même vu le jour, mais il aurait été démantibulé par le haut commandement britannique prêt à tout pour obtenir des renforts. Le Canada avait besoin de Sir Sam autant pour remporter la guerre que pour former une nation. Le livre *The Madman and the Butcher* est une première étape vers la rédemption, l'honneur de sa mémoire[4].

NOTES

1. Autres livres publiés par Cook : *No Place to Run: The Canadian Corps and Gas Warfare in the First World War* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1999); *Clio's Warriors: Canadian Historians and the Writing of the World War* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1999); *At the Sharp End: Canadians Fighting the Great War, Volume 1: 1914–1916* (Toronto: Viking, 2007) et *Shock Troops: Canadians Fighting the Great War, Volume II: 1917–1918* (Toronto: Viking, 2008).
2. Voir le livre de M. Justice Robert Sharpe *The Last Day, The Last Hour: The Currie Libel Trial* (Toronto: Osgoode Society, 1988) pour obtenir un portrait juste de ce « procès du siècle ».
3. La ville de Mons avait, au mieux, une valeur symbolique en étant la ville des vestiges de la Forces expéditionnaire britannique. « Les misérables survivants de la guerre britannique », en mai 1914, ont stoppé l'Armée impériale allemande. En novembre 1918, le CEC brise la ligne allemande Arras-Cambrai au « 100e jour » d'avancement vers Mons. Sous les ordres britanniques de maintenir la pression sur l'ennemi en dépit de l'armistice attendue, Currie a ordonné au Royal Regiment of Canada et au 42e Bataillon (Royal Highland Regiment) de la 2e Division d'avancer. Ces unités ont pénétré la ville aux premières heures du 11 novembre.
4. D'excellents livres ont été écrits sur Sir Sam et Sir Arthur et sur l'émergence d'une Armée canadienne professionnelle, entre autres : Desmond Morton, *Ministers and Generals: Politics and the Candian Militia, 1868–1914* (Toronto : University of Toronto Press, 1970); Stephen J. Harris, *Canadian Brass: The Making of A Professional Army* (Toronto: University of Toronto Press, 1988); Daniel Dancocks, *Sir Arthur Currie: A Biography* (Toronto: Methuen Press, 1985) et R. G. Haycock, *Sam Hughes: The Public Career of a Controversial Canadian, 1885–1916* (Ottawa : Musée canadien de la guerre, 1986).



THE DAMNED: THE CANADIANS AT THE BATTLE OF HONG KONG AND THE POW EXPERIENCE, 1941–1945

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

GREENFIELD, Nathan M., Toronto, Harper Collins Publishers Limited, 2010, livre relié, 400 pages, 34,99 $,
ISBN : 9781554682195

Critique préparée par le Capitaine Tyler D. Wentzell

Le Colonel C. P. Stacey, éminent historien militaire, a déjà qualifié la bataille de Hong Kong de [*Traduction*] « plus difficile problème historique qu'il m'ait été donné d'étudier »[1]. Divers documents ainsi que les journaux de guerre et les cahiers de veille pertinents portant sur cette bataille ont été détruits ou pris par l'ennemi. Les historiens ne peuvent maintenant compter que sur des entrevues qui ont eu lieu après la bataille et des journaux de guerre de fortune rédigés de mémoire dans les dures conditions qui régnaient dans les camps japonais de prisonniers de guerre. De nombreux textes ont néanmoins été écrits sur cette bataille, y compris [*Traduction*] « de vraiment sensationnels comme des pires manuels », comme les qualifie Brereton Greenhous dans son livre *"C" Force to Hong Kong*. Dans le panthéon des bons livres sur le sujet, nous pouvons maintenant ajouter *The Damned: The Canadians at the Battle of Hong Kong and the POW Experience, 1941–1945*, écrit par Nathan M. Greenfield. Même si ce document ne présente pas de réinterprétations particulièrement originales de la bataille ou des quatre années passées dans ces camps par les prisonniers de guerre, il comprend des détails de grand intérêt qui en font un excellent ajout à toute bibliothèque.

Comme l'auteur le souligne, les anciens combattants de la bataille de Hong Kong ont vraiment pris part à trois batailles : la bataille dans les collines contre les Japonais, le combat pour la survie dans les camps et la bataille de la reconnaissance de leurs sacrifices de la part du gouvernement canadien. Greenfield traite de la première et de la deuxième de ces batailles et consacre environ la moitié du manuel à chacune. Il donne également la description la plus claire qui jusqu'à maintenant ait été faite de la bataille ainsi qu'une fascinante description de l'expérience vécue par les prisonniers.

La description du siège de Hong Kong donnée par Greenfield est claire et facile à lire. La plupart des auteurs ont généralement scindé la bataille en deux phases, la bataille sur le continent et la bataille dans l'île, cette dernière étant particulièrement trouble, mais *The Damned* offre beaucoup plus de détails. Les affrontements de nature habituellement confuse des anarchiques combats dans les collines sont présentés avec beaucoup plus de précision. L'action du Sergent-major Osborne qui lui a valu la Croix de Victoria, par exemple, est extrêmement bien mise en contexte. Greenfield utilise avec compétence des citations de soldats canadiens et britanniques et, pour la première fois, les témoignages de Japonais sont présentés.

Le récit de la bataille de Hong Kong est de plus illustré de l'ensemble des cartes les plus détaillées publiées jusqu'à maintenant. Cet ensemble de cartes comprend les dispositifs quotidiens des troupes amies dans l'île jusqu'au niveau de quartier général de compagnie ainsi que des lignes avant des troupes japonaises, du 18 au 25 décembre. L'ajout d'une carte topographique de l'île et l'inclusion de la redoute de Sing Mun et de la ligne de Golden Hill sur le continent auraient été utiles, mais le lecteur moderne peut facilement trouver cette information sur Internet.

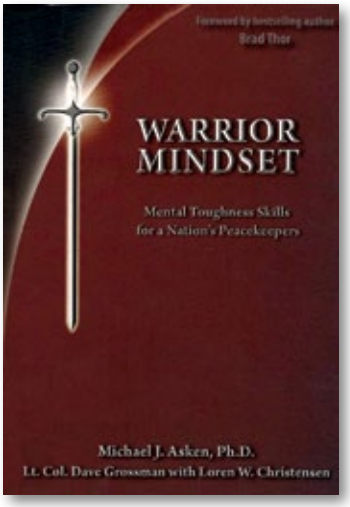
Greenfield traite également du rendement des Canadiens pendant la bataille. Le contingent canadien a été accusé de n'avoir offert qu'une piètre performance par le Major-général Christopher Maltby, commandant de la forteresse, et le Brigadier Cedric Wallace, commandant de la brigade de l'est, qui comprenait le Royal Rifles of Canada. Greenfield répond surtout aux accusations de Wallace et présente un extrait du journal de guerre du brigadier en annexe. L'auteur soutient que ces accusations de Wallace étaient gratuites et il offre de nombreuses preuves à l'appui partout dans son texte. Cependant, même s'il défend le courage des soldats canadiens, il ne fait que peu de cas du manque de préparation généralisé du contingent. On peut reprocher à ce manuel de comporter les mêmes lacunes que la majorité des textes historiques hiérarchisés de bas en haut, il est trop idéalisé. Par exemple, Greenfield s'en prend inutilement à la croyance que la « force C » était sous-entraînée, stipulant qu'elle était adéquatement préparée aux niveaux de section et de peloton et était conséquemment prête à combattre de façon décentralisée dans les collines. Cet argument n'est pas convaincant. Même si on a souvent accordé trop d'importance aux lacunes d'instruction du contingent pour ce qui est des armes d'appui, le manque d'entraînement de l'unité a probablement été le facteur le plus déterminant. L'honneur des soldats n'aurait pas été entaché si ces dernières déficiences avaient été abordées, elle aurait au contraire pu permettre de préciser une leçon primordiale de l'épisode, ce qui constitue certainement un des nombreux produits de l'étude de l'histoire.

Greenfield consacre la seconde partie de son manuel au sort des Canadiens qui ont été faits prisonniers. Il présente l'expérience vécue par ces prisonniers par l'entremise de nombreuses anecdotes; il décrit les conditions sordides dans lesquelles ils ont vécu et le courage moral dont ces soldats ont dû faire preuve. Les soldats canadiens et leurs gardiens japonais sont présentés de façon crédible. Le cheminement de Greenfield est chronologique. Depuis leur capture jusqu'à leur libération, l'auteur décrit clairement les déplacements de ces prisonniers canadiens en Asie orientale et il présente leur connaissance de ce qui se passait à l'extérieur ainsi que les changements de leurs conditions pendant toute la guerre. Le récit n'est pas surchargé de ces mêmes anecdotes qui font en sorte que l'exposé est tellement réel.

Le livre de Greenfield constitue une excellente contribution à l'historiographie actuelle pour ce qui est de l'incursion militaire canadienne en Orient pendant la guerre. L'auteur utilise efficacement les entrevues et les journaux, il amalgame adroitement les preuves anecdotiques et les informations consignées disponibles pour produire une description détaillée de la bataille des camps de prisonniers. Le recours à des sources japonaises et la description détaillée des combats, en particulier, font de ce livre un précieux document.

NOTES

1. C. P. Stacey, *A Date with History, Memoirs of a Canadian Historian*, Ottawa, Deneau, 1983, p. 238.



WARRIOR MINDSET: MENTAL TOUGHNESS SKILLS FOR A NATION'S PEACEKEEPERS

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

ASKEN, Michael J., Lcol (retraité) Dave GROSSMAN et Loren W. CHRISTENSEN. Millstadt (Illinois), Warrior Science Group, 2010, livre de poche, 254 pages, 22,95 $US, ISBN : 9780964920552.

Critique préparée par le Colonel Peter J. Williams

C'est le nom de Dave Grossman, sur la couverture, qui a d'abord attiré mon attention et qui m'a incité à lire le livre intitulé *Warrior Mindset: Mental Toughness Skills for a Nation's Peacekeepers*. Le Lieutenant-colonel Grossman n'est peut-être pas le plus connu des trois auteurs, mais comme j'avais lu ses deux ouvrages précédents intitulés *On Killing* (mis en nomination pour le prix Pulitzer) et *On Combat*, et que j'avais assisté à ses captivants exposés avant de partir en mission en Afghanistan, j'ai pressenti que ce livre était un incontournable. Dans cet ouvrage, M. Grossman et ses collègues cherchent à faire la synthèse d'une bonne partie des travaux de recherche menés actuellement dans le domaine de l'amélioration du rendement « en s'intéressant particulièrement à l'endurance mentale, une aptitude psychologique qui favorise les réactions optimales, notamment dans le contexte de missions et d'opérations très éprouvantes », afin d'en faire profiter les militaires et les membres des forces de police. Étant donné ce que nous avons appris récemment sur certains troubles tels que le stress post-traumatique, particulièrement dans le cadre des opérations en Afghanistan, je crois pouvoir dire que cet ouvrage arrive à point nommé.

À n'en point douter, les auteurs savent de quoi ils parlent, si l'on en juge par leurs domaines de spécialisation respectifs. M. Asken est psychologue et travaille pour la police d'état de la Pennsylvanie. Il a également dispensé des formations au profit de nombreuses organisations, dont le département de la Défense des États-Unis. Loren Christensen est un vétéran du Viêt-Nam, et il a, par ailleurs, servi pendant 29 ans au sein des forces de police. Le Lieutenant-colonel (retraité) Grossman a été au service de l'US Army pendant 23 ans, et il compte parmi les plus grands spécialistes du monde en ce qui concerne l'agressivité humaine et l'origine de la violence et des crimes violents.

Les auteurs, comme on peut s'y attendre, se font les ardents défenseurs des méthodes et des compétences proposées dans cet ouvrage et croient fermement que le recours à des traitements préventifs peut contribuer à accroître la capacité d'un individu à accomplir une mission avec succès.

L'ouvrage propose d'abord un petit test pour donner aux lecteurs une idée de leur propre niveau d'endurance mentale (sur une échelle allant de « vous maîtrisez la situation » à « vous avez besoin d'un entraînement de base »). Il décrit ensuite différentes façons de développer l'endurance mentale, notamment par l'amélioration de la capacité à se concentrer, le contrôle tactique du niveau d'éveil et l'élimination des pensées négatives. De nombreuses études viennent d'ailleurs étayer chacune de ces méthodes de perfectionnement. La question — plutôt délicate — de la peur est étudiée de façon assez détaillée, de même que ses liens avec la crainte d'échouer. Les auteurs présentent à ce propos deux différentes techniques de motivation, qui font intervenir respectivement la volonté de réussir et la volonté de ne pas échouer.

Une étude soutenue par un médecin de l'US Army ayant servi en Afghanistan m'a semblé particulièrement intéressante. Elle propose des méthodes permettant de survivre à des blessures, parmi lesquelles la capacité à se détendre jouerait un rôle essentiel. Le médecin en question décrit en détail, en se basant sur sa propre expérience, des situations où il a pu constater les bienfaits de ces techniques.

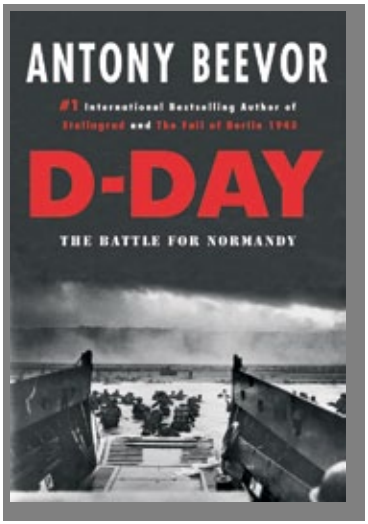
L'ouvrage se base principalement sur des recherches récentes, et je dois admettre que je me suis trouvé dans l'incapacité de valider les nombreuses sources citées en fin de volume, dont la liste impressionnante s'étale sur une vingtaine de pages. Ces sources sont presque invariablement américaines, et je n'ai relevé le nom d'aucun auteur canadien, même si la recherche dans le domaine ne manque sûrement pas de ce côté-ci de la frontière.

Quoique l'ouvrage se veuille destiner à la fois aux soldats, aux policiers et à leurs leaders, ces derniers n'y trouveront peut-être pas tout à fait leur compte, notamment pour ce qui est d'apprendre comment enseigner à leurs subordonnés les techniques de gestion du stress qui y sont présentées. Je crois que ce livre sera surtout utile à ceux qui souhaitent se préparer individuellement et de manière autonome en prévision de situations perçues comme étant éprouvantes.

Je recommande cet ouvrage, tout particulièrement à ceux qui travaillent dans les domaines de la médecine et de la psychologie. J'aimerais d'ailleurs savoir ce qu'ils en pensent comme outil de préparation mentale destiné à tous ceux qui doivent partir en mission ou vivre des situations de stress élevé dans le cadre de leur travail.

Le Colonel Williams est directeur des opérations courantes à l'État-major interarmées stratégique.

Caméra de combat IS2005-2000a



D-DAY: THE BATTLE FOR NORMANDY

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

BEEVOR, Antony. New York, Viking, 2009, livre relié, 592 pages, 41 $ ISBN : 9780670021192

Version française en librairie :

D-DAY ET LA BATAILLE DE NORMANIE

BEEVOR, Antony. traduit de l'anglais par Jean-François Sené, Raymond Clarinard et Isabelle Taudière, Paris, Calmann-Lévy, 2009, livre relié, 636 pages, 42,95 $ ISBN : 9782702140161

Critique préparée de la version anglaise par le Capitaine Thomas E.K. Fitzgerald

Ce récit prend toujours vie lorsqu'on le raconte — des hommes audacieux parachutés dans la nuit et d'autres encore qui se battent sur des plages bien défendues contre des hommes tout aussi déterminés qu'eux. Voilà ce qu'était le jour J, le 6 juin 1944, lorsque les Alliés ont participé à l'Assaut du bastion Europe (*Festung Europa*). Le début de la fin pour les forces allemandes (*Wehrmacht*) en Europe occidentale est magistralement raconté par un illustre romancier, historien militaire et ancien officier de l'Arme blindée britannique, Antony Beevor, dans le livre *D-Day et la bataille de Normandie*. Après son tour de force, la rédaction de *La chute de Berlin*[1] et de *Stalingrad*[2], exposés de faits remarquables sur deux batailles épiques, Beevor se penche de nouveau sur le front occidental et décrit la progression des Alliés à partir des plages en passant par le bocage jusqu'à Paris, libérée le 15 août 1944. Le sujet de la bataille de Normandie n'est pas nouveau. Un livre sur le sujet paraît pratiquement tous les ans. Par conséquent, toutes les petites bibliothèques consacrées à la bataille en tant que telle ou aux personnes qui y ont participé sont déjà remplies. Ce qui place *D-Day* dans une catégorie à part est non seulement la nature exhaustive de l'histoire qui traite comme il se doit de la grande stratégie, des personnalités grandioses et des anecdotes personnelles des combattants « sur le front », mais aussi l'habileté avec laquelle l'auteur incorpore les différents thèmes pour créer un tableau illustrant à la fois la bravoure et l'honneur, la stupidité et la trahison.

Au printemps 1944, les Alliés avaient pris l'avantage. L'Afrique du Nord était libérée, les forces alliées s'approchaient de Rome et, sur le front oriental, les forces allemandes avaient perdu l'initiative stratégique à l'occasion de la bataille de Kourst[3], et elles ne la reprendraient plus pour le reste de la guerre. Mais c'était l'Europe occidentale — le deuxième front — que le monde voulait voir gagner et pour laquelle il retenait son souffle. Le jour J est le point culminant de la pression américaine exercée sur les Britanniques pour organiser l'assaut sur l'Europe occidentale menée après une traversée de la Manche (opération ROUNDUP) et abandonner la « stratégie périphérique » des Britanniques, la seconde stratégie qui avait été élaborée tant pour éviter un nombre épouvantable de pertes, comme pendant la Première Guerre mondiale, que pour protéger les intérêts de l'Empire britannique dans la Méditerranée. Les dirigeants politiques tant américains que britanniques souhaitaient aussi être vus « en action ». Jusqu'au jour J, l'Armée rouge avait porté en grande partie le fardeau de la guerre sur ses épaules.

Le 5 juin 1944, peu après minuit, les vrombissements de milliers de moteurs d'aéronefs ont envahi le ciel au moment où 7000 bateaux qui escortaient et transportaient 130 000 militaires de troupes américaines,

britanniques, françaises libres et canadiennes traversaient la Manche en prévision d'un assaut à l'aube. Ce n'est qu'à l'occasion de l'opération DESERT STORM qu'une telle puissance de feu et autant d'effectifs ont de nouveau été réunis. Il était peut-être à prévoir que les Alliés allaient remporter cette bataille, mais les choses auraient facilement pu tourner à la catastrophe étant donné les troupes qui n'ont pas débarqué sur les têtes de plage (Utah) convenues, les parachutistes qui ont atterri loin de leurs zones de largage, les camions amphibies transportant l'artillerie mobile essentielle qui ont sombré bien loin de la plage, et les forces aériennes de l'Armée américaine qui (par peur de les larguer « trop près » de la flotte d'invasion) ont largué leurs bombes « trop loin » (à l'intérieur des terres, où elles n'ont provoqué aucune perte ennemie, mais de graves pertes civiles). Le thème des pertes civiles est récurrent lorsqu'il s'agit du jour J et il n'avait pourtant à ce jour jamais été analysé en profondeur. Comme le mentionne Beevor : « Pendant toute la guerre, les actions alliées firent pas moins de 70 000 victimes parmi la population locale (15 000 pendant le bombardement préparatoire). Ce chiffre est d'autant plus saisissant qu'il dépasse le nombre total de Britanniques qui périrent sous les bombardements allemands. »

Comme l'affirme Beevor, la bataille de Normandie a été aussi violente et sanglante que toutes les autres batailles qui ont eu lieu sur le front oriental. Des actes de barbarie ont été commis en abondance par les deux camps. Les forces en présence n'ont ni donné ni demandé quartier. La plupart des Canadiens connaissent les crimes de guerre commis par la 12e Panzerdivision *SS Hitlerjugend* à l'Abbaye d'Ardenne[4], mais de tels actes ont été répétés sur le champ de bataille par toutes les armées (américaine, britannique, canadienne et allemande). Les pertes étaient comparables à celles de l'Armée rouge, dont les divisions subissaient la perte de quelque 2000 hommes par mois[5], sans parler des cas d'épuisement au combat, aussi connus sous le nom de choc causé par le combat, qui dépassent les 10 p. 100 des pertes non fatales au combat[6].

La grande valeur de *D-Day et la bataille de Normandie* réside non seulement dans l'examen des personnalités clés de cette journée (Eisenhower, Montgomery, de Gaulle et Rommel — qui ont tous à différents degrés réussi ou échoué en tant que commandant), mais aussi des acteurs inconnus ou peu connus de ce drame immense, dont le Brigadier Theodore Roosevelt, qui a dirigé le débarquement de la 4e Division américaine pendant la première vague sur les plages d'Utah Beach (et qui s'est plus tard mérité la Médaille d'honneur), l'officier britannique dont le nom n'est pas précisé qui a dit à ses hommes, la veille du jour J : « Ne vous inquiétez pas si vous ne survivez pas à l'assaut, car nous avons de nombreuses troupes de soutien qui interviendront juste après vous », et le Capitaine Scott Bowden, qui a nagé à partir d'un sous-marin de poche vers la rive pour se rendre sur la plage alors qu'il n'était armé que d'un couteau, d'un Colt .45, et d'une tarière. Ce sont ces portraits personnels que Beevor a incorporés de façon magistrale à la grande stratégie pour créer une trame littéraire riche en texture, en couleur et en substance. Le style narratif de Beevor dans son récit saisissant de l'histoire ainsi que son habilité à intégrer les citations appropriées comptent parmi les grands talents de l'auteur. C'est donc avec un grand souci du détail qu'il décrit la préparation des parachutistes de la 101e Division :

> *Les plaques matricules étaient attachées ensemble pour éviter les cliquetis. Cigarettes et briquets, ainsi que d'autres objets de première nécessité, nécessaire de toilette et de rasage, tablettes de purification d'eau, vingt-quatre feuilles de papier hygiénique et un manuel de conversation en français, étaient rangés dans la musette suspendue au cou, avec un kit d'évasion comprenant une carte imprimée sur soie, une lame de scie à métaux, une boussole et de l'argent.*

Certains de ces parachutistes sont décédés, car ils ont été largués à si faible altitude que leurs parachutes n'ont pas ouvert. L'auteur compare le bruit des corps heurtant le sol à celui « des pastèques tombant de l'arrière d'un camion ». De façon similaire, les troupes qui se précipitaient sur les plages à partir des péniches de débarquement sont décrites anecdotiquement de la façon suivante : « les hommes tombaient, comme moissonnés. »

Les lecteurs canadiens apprécieront ce livre pour la caractérisation qui y est faite des officiers et des hommes de la 3e Division canadienne (qui formera plus tard le IIe Corps canadien). Beevor est très élogieux dans sa description du leadership des Canadiens. Il écrit : « la force des Canadiens résidait dans la compétence de leurs sous-officiers, dont beaucoup furent empruntés avec empressement par une Armée britannique à court d'hommes. » Ce n'est pas étonnant que (en raison de leur niveau

d'entraînement, de leur leadership et de soif de vengeance à la suite du raid désastreux de Dieppe) les hommes du *North Shore Regiment* (Nouvelle-Écosse) aient réussi à progresser plus que toutes les forces alliées à l'intérieur des terres. Un chapitre complet est consacré à l'opération TOTALIZE, la tentative canadienne de nettoyer la région située au sud-ouest de Caen et de se déplacer à Falaise. Selon Beevor, cette victoire aurait pu être complète n'eût été du renseignement fragmentaire (les soi-disant « crystal gazers »), des difficultés liées à la géographie et du manque de rapidité d'exécution et de souplesse de la naissante coordination des opérations air-terre, qui manquait de flexibilité et de rapidité d'exécution. Même le Lieutenant-général G. Simonds, commandant du IIe Corps, a été critiqué pour son manque d'enthousiasme, contrairement à son habitude, à la suite de la fermeture de la Poche de Falaise. « Le très énergique Simonds lui-même, à la tête [du] 2e Corps canadien, passa la matinée suivante à "peaufiner sa correspondance officielle" au lieu de pousser ses divisions à continuer leur lancée[7]. » Le soldat canadien est décrit comme brave, tenace, professionnel et plein de ressources, davantage même que son homologue britannique, qui était extrêmement las de la guerre après cinq ans de combat, et que son cousin américain qui, bien que brave, n'était souvent pas suffisamment formé pour obtenir les résultats escomptés.

Beevor est également habile dans son traitement des points positifs et négatifs des deux camps. Il critique sans réserve Montgomery, qui est dépeint comme une personne ayant « un égo démesuré — qui s'expliquait très certainement par quelque complexe d'infériorité », ainsi que Rommel et Patton, qui ont fait preuve d'une certaine mesure dans l'évaluation de l'image de marque qu'ils se faisaient de leur personne. Il affirme également que pour Churchill, de Gaulle était un « traître » alors que pour de Gaulle, Churchill était un « gangster ». L'intrigue et le soupçon qui régnaient entre les leaders alliés ont ajouté foi aux remontrances de Churchill : « Il n'y a qu'une seule chose pire que de se battre avec des Alliés, c'est de se battre sans eux. »

Beevor transporte rapidement son lecteur des plages au bocage, la partie de la Normandie couverte de remblais en courtepointe où des bataillons entiers ont été anéantis et où la mort attendait sournoisement les soldats seulement quelques mètres plus loin. C'est là qu'a eu lieu la bataille la plus sanglante, qui rappelait la guerre de tranchées de la Première Guerre mondiale. Les progressions se mesuraient en miles. C'est à ce moment que les Alliés ont commencé à perfectionner leurs tactiques d'appui rapproché et que l'ingéniosité technique, par exemple celle dont ont fait preuve les concepteurs du char Rhino, est mise en évidence. C'est dans le bocage que les soldats alliés rencontrent et vainquent les meilleurs éléments que pouvaient déployer les forces allemandes.

Les derniers chapitres de *D-Day* portent sur les conséquences de la fermeture de la Poche de Falaise, la poussée vers la Seine et la libération de Paris. Étant donné son fardeau logistique sur les Alliés et l'absence de toute valeur stratégique qui y était associée, la libération de Paris n'avait jamais fait partie du plan de campagne, mais de Gaulle a insisté.

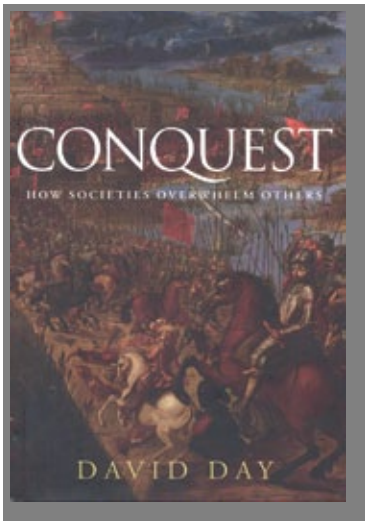
D-Day est un excellent livre. Ses 568 pages de narration dense valent la peine d'être lues. La représentation et l'analyse y sont astucieusement amalgamées. Il y est clairement démontré que la guerre, même juste, est une expérience horrible, déchirante et, pourtant, inspirante. Même s'il constitue un moment décisif de la guerre, le jour J a eu son lot de lourdes conséquences.

NOTES

1. Beevor, Antony. *La chute de Berlin, Paris, Édition de Fallois*, 2002.
2. Beevor, Antony. *Stalingrad*, Paris, Éditions de Fallois, 1999.
3. La bataille de Koursk (juillet 1943) a été la plus importante bataille de chars de la Seconde Guerre mondiale. Elle a eu lieu près de la ville de Koursk, dans le sud-ouest de la Russie. La stratégie allemande consistait à isoler deux fronts soviétiques (groupe d'armées) dans le saillant de Koursk au moyen d'un gigantesque mouvement de tenailles. La IXe Armée (Manstein), qui se déplaçait vers le sud, devait rejoindre la IVe Armée Panzer (Hoth) qui se dirigeait vers le nord en direction de Koursk. Le haut commandement soviétique (Stavka), qui était au courant de l'offensive proposée, avait préparé une défense en profondeur. Malgré leur succès initial, les forces allemandes ont été retardées, stoppées et refoulées, ce qui a engendré de lourdes pertes humaines (estimé à 53 000 pertes) et matérielles. Les pertes russes ont été estimées à 235 000. Voir les ouvrages suivants : Clark,Alan. *La guerre de l'est 1941–45,* Paris, R. Laffont, 1996; Dunn Jr, Walter. *Kursk: Hitler's Gamble*, Portland, Praeger Publishers, 1997.

4. Du 1er au 17 juin 1944, un total de 20 Canadiens du North Nova Scotia Highlanders, du 27e Régiment blindé canadien (Fusiliers de Sherbrooke) et du Stormont, Dundas and Glengarry ont été assassinés par des membres du 25th Panzergrenadiers de la 12e Panzerdivision SS *Hilterjugend* (Jeunnesses hitlériennes) sous le commandement du Standardenfuhrer Kurt Meyer. Meyer a été capturé pendant la guerre et a été jugé pour ces meurtres, qu'il affirmait ignorer, en décembre 1945. Il a été reconnu coupable et condamné à mort. Cette sentence a finalement été commuée en emprisonnement à perpétuité et il a subi une partie de sa peine au Pénitencier de Dorchester, au Nouveau-Brunswick. Il a été relâché en 1954 et est décédé en Allemagne en 1961 : http://www.veterans.gc.ca/fra/sub.cfm?source=memoriaux/secondeguerre/ardenne. Voir aussi les ouvrages suivants : Margolian, Howard. *Conduct Unbecoming: The Story of the Murder of Canadian Prisoners of War in Germany*, Toronto, University of Toronto Press, 2000; Brode, Patrick. *Casual Slaughters and Accidental Judgements*, Toronto, University of Toronto Press, 1997; Foster, Anthony. *A Meeting of Generals*, Toronto, Methuen Press, 1986.
5. Du début de l'invasion au 20 juin, la IIe Armée britannique a essuyé 24 698 pertes et les forces américaines ont perdu 34 034 hommes. Les pertes allemandes pour la même période s'élèvent à 80 783. À la fin de la bataille de Normandie, on comptait 83 045 pertes britanniques, canadiennes et polonaises, 125 847 pertes américaines et quelque 290 000 pertes allemandes. De plus, environ 200 000 hommes ont été faits prisonniers de guerre.
6. Pour une étude approfondie et bien écrite sur l'épuisement au combat dans l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale et les diverses méthodes utilisées pour en gérer les conséquences, consultez le livre suivant : Copp, Terry, et Bill McAndrews. *Battle Exhaustion: Soldiers and Psychiatrists in the Canadian Army 1939–1945*, Montréal, McGill-Queens University Press, 1990. Les Canadiens étaient au premier plan dans la révolution des options de traitement pour cette situation des plus réelles.
7. L'opération TOTALIZE a fait l'objet de nombreux livres au cours des dernières années, y compris : Reid, Brian A. *No Holding Back: Operation Totalize, Normany August 1944*, Toronto, Robin Brass Studio, 2004; English, John A. *The Canadian Army in the Normandy Campaign*, Mechanicsburg, Stackpole Press, 2009; Copp, Terry. *Fields of Fire: The Canadians in Normandy*, Toronto, University of Toronto Press, 2003; d'Este, Carlo. *Decision in Normandy*, London, Pan Books, 1983.

Caméra de combat LC2005-018-197



CONQUEST: HOW SOCIETIES OVERWHELM OTHERS

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

DAY, David. Oxford, Oxford University Press, 2008, livre relié, 288 pages, 26,50 $ ISBN: 978-0-19-923934-4

Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph. D., plsc

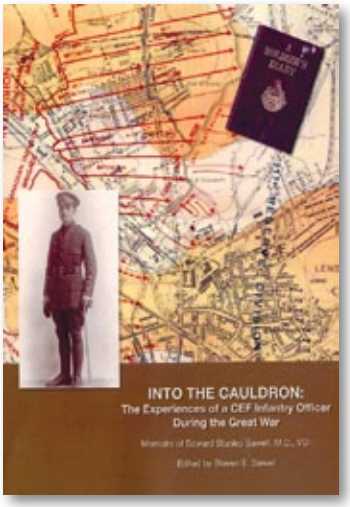
Depuis les débuts de la violence organisée, la conquête des territoires et la subjugation des peuples ont façonné le monde, les sociétés et l'histoire. En fait, ces activités sont si étroitement liées aux fondements de la société et de la sécurité modernes que l'absence d'ouvrage d'analyse centré sur le sujet se faisait sentir depuis longtemps. Dans son plus récent livre, *Conquest: How Societies Overwhelm Others*, David Day, historien australien réputé, étudie de façon détaillée le sujet des conquêtes, à travers le prisme de divers thèmes allant de la culture au droit. Son ouvrage ambitieux témoigne de toute la complexité du sujet et présente un grand intérêt pour quiconque évolue dans les domaines des études stratégiques et de l'analyse de défense.

En près de 300 pages, Day analyse le sujet au moyen de 11 chapitres thématiques commençant par une formulation générale de la question et de son analyse. De là, il explique, dans le contexte historique, les revendications territoriales fondées en droit — du moins aux yeux du conquérant — ainsi que le rôle et la puissance de la cartographie; l'emploi du vocable « découverte », l'attribution d'un nom, l'occupation et l'annexion; le déplacement des populations locales; la défense des nouveaux gains; et l'assimilation finale de nouveaux espaces au fil du temps.

Le sujet se prête à une étude extrêmement vaste, mais en dépit de la portée considérable de ce dernier, M. Day parvient remarquablement bien à en circonscrire les aspects les plus importants. L'auteur ne voit pas la conquête comme un acte isolé, mais plutôt comme le début d'un processus humain plus ou moins naturel et inévitable qui remodèle sans cesse la géographie humaine de notre monde. Le lecteur ne s'étonnera sans doute pas que M. Day se fonde amplement sur l'histoire politique et militaire pour établir les preuves et le contexte de ses nombreux arguments, ni que cela rende l'ouvrage à la fois fort intéressant et divertissant du début à la fin.

Le fil conducteur qui guide le lecteur à travers la mosaïque de sujets traités est l'analyse que fait M. Day de la façon dont la conquête devient tôt ou tard une occupation, et ainsi de suite. L'auteur révèle ainsi de précieux enseignements sur la façon dont les actes de la population conquérante influent de façon durable sur la société conquise. Il est tout aussi intéressant de voir comment un peuple conquis peut, au fil du temps, assimiler le conquérant et restaurer dans une certaine mesure la société d'avant la conquête. Il s'agit là de sujets qui sont encore importants à considérer aujourd'hui, tandis que les Forces canadiennes continuent de participer à l'opération de stabilité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan.

Bien appuyé par des notes de fin d'ouvrage détaillées, une bibliographie choisie et un index, ce livre complètera bien les bibliothèques spécialisées en étude des conflits, en analyse de défense et en histoire militaire. Rare ouvrage à porter exclusivement sur le sujet, il s'agit d'un document de référence précieux et actuel pour les lecteurs qui s'intéressent à des sujets tels que l'occupation, les stratégies de retrait, les opérations de stabilité, le développement à long terme et les relations civilo-militaires. Il convient de souligner en terminant l'habileté avec laquelle M. Day s'attaque dans cet ouvrage à un sujet fort étendu. Ce livre mérite d'être recommandé sans hésitation.



INTO THE CAULDRON: THE EXPERIENCES OF A CEF INFANTRY OFFICER DURING THE GREAT WAR—MEMOIRS OF EDWARD STANLEY SAWELL, M.C., V.D.

CARACTÉRISTIQUES DU LIVRE :

SAWELL, Steven E. Burlington, ON, S.E. Sawell (publication privée), 2009, livre broché, 179 pages, 20 $,
ISBN : 9780981152202

Critique préparée par M. C.L. Mantle, B.Sc., M.A.

À l'approche du centième anniversaire de la Première Guerre mondiale, les rares anciens combattants de tous les pays partie au conflit s'effacent ou nous quittent pour un monde meilleur. Un sentiment d'urgence semble s'emparer des historiens tant professionnels qu'amateurs : les librairies regorgent de récits de femmes et d'hommes ayant vécu la Grande Guerre et ses horreurs. Ces dix dernières années, l'historiographie canadienne s'est enrichie d'une quantité impressionnante de tels ouvrages, certains très réussis, d'autres beaucoup moins. Quelle que soit la qualité de la rédaction, les témoignages sur l'époque, qu'ils prennent la forme de mémoires, de lettres, de journaux ou d'autres ouvrages littéraires, sont de la plus haute importance pour approfondir notre connaissance collective et individuelle des événements vécus par les Canadiens de 1914 à 1918.

Steven Sawell contribue considérablement à la littérature sur la Première Guerre mondiale avec son ouvrage *Into the Cauldron: The Experiences of a CEF Infantry Officer During the Great War — Memoirs of Edward Stanley Sawell, M.C., V.D.* [Dans l'eau chaude : les mémoires d'Edward Stanley Sawell, M.C., V.D., officier d'infanterie du CEC pendant la Grande guerre.] Son grand-père, Edward Sawell, a débuté sa carrière militaire comme soldat au sein du 77e Régiment de la Milice du Canada et a rapidement été promu sergent. Après avoir suivi un cours de qualification pour devenir officier, il a obtenu sa commission, est devenu lieutenant et n'a pas tardé à être affecté au 129e Bataillon (The Wentworth Regiment) du Corps expéditionnaire canadien. Par la suite, il a servi en Europe en tant que surnuméraire, et notamment en France, au sein du 21e Bataillon, où il a reçu la Croix militaire pour son leadership durant la bataille de Vimy. Il est resté longtemps officier de bataillon de mitrailleuse Lewis, il a aussi assuré le commandement à la fois d'un peloton et d'une compagnie, et a gravi les échelons jusqu'au grade de major. Il a été blessé et exposé au gaz, mais a survécu. À la démobilisation, Edward Sawell est immédiatement retourné à la Milice, et en 1926, il est devenu commandant du Wentworth Regiment. À sa mort, en 1968, il était membre actif de l'association du 21e Bataillon, formée d'anciens combattants, dont il a même occupé le poste de président pendant un certain temps.

De plus en plus de livres sur la Première Guerre mondiale sont publiés et un lecteur avisé serait en droit de demander : En quoi ce livre est-il différent des autres? Qu'offre-t-il de plus que les autres? En vaut-il la peine? Heureusement, *Into the Cauldron* ne fait pas dans la généralité. En effet, il porte principalement sur les activités d'Edward Sawell de 1915 à 1919, depuis son enrôlement jusqu'à son service au front et enfin sa démobilisation, tout en présentant des commentaires perspicaces sur une foule de sujets. Ses nombreuses expériences ne manqueront pas de captiver le lecteur intéressé par les relations entre officiers et hommes, et entre officiers, ainsi que par le leadership en général (autant le « bon » que le « mauvais »). Steven Sawell évoque également le recours à l'humour noir, et fournit une explication des émeutes de Kinmel Park. Il se penche sur divers sujets tels que le moral en dents de scie, l'importance

psychologique des lettres envoyées par la famille aux soldats et le rôle indispensable joué par les anciens dans la formation des nouveaux officiers. Il donne également des preuves fascinantes indiquant que lorsque les Canadiens occupaient certains secteurs du front, ils adoptaient envers leurs homologues allemands une attitude de « vivre et laisser vivre », à la manière de Tony Ashworth[1]. En fin de compte, les commentaires de Steven Sawell expliquent de nombreux comportements humains et donnent un éventail de pistes possibles à explorer.

Par ailleurs, la présentation de *Into the Cauldron* est quelque peu particulière. Steven Sawell a pris connaissance du journal de guerre de son grand-père ainsi que de ses mémoires écrits après la guerre et d'une poignée de lettres (par une heureuse coïncidence). Il a combiné les trois types de documents pour en faire un récit chronologique. Par exemple, un extrait considérable des mémoires suit une brève inscription du journal pour compléter les faits énoncés. Le texte s'en trouve légèrement décousu et parfois répétitif, mais permet d'améliorer la compréhension du sujet, et finalement, le lecteur y trouve son compte.

Into the Cauldron est donc un ouvrage rédigé de façon exceptionnelle et qui donne un point de vue sur une foule de sujets d'intérêt, ce qui en fera assurément un outil précieux pour les historiens professionnels, mais également pour le commun des lecteurs qui souhaite approfondir et nuancer sa compréhension de ce que les Canadiens ont vécu durant la Première Guerre mondiale. Dans l'océan d'ouvrages publiés sur le sujet dernièrement, les lecteurs peuvent placer sans la moindre hésitation celui de Steven Sawell dans le haut de la liste.

NOTES

1. Tony Ashworth, *Trench Warfare, 1914–1918: The Live and Let Live System*, Londres, Macmillan, 1980.

Caméra de combat .LC2005-027-026

REÇU PAR LE *JOURNAL DE L'ARMÉE DU CANADA* :

PEGASUS BRIDGE: BENOUVILLE D-DAY 1944

FOWLER, Will. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-1-84603-848-8

La nuit précédant le jour J, les hommes du Oxfordshire and Buckinghamshire Light Infantry, accompagnés d'un détachement du Royal Engineers, posent leurs planeurs à Bénouville, en Normandie. Leur mission : prendre et tenir les ponts chevauchant le fleuve Orne et le canal de Caen afin de protéger le flanc des Alliés et d'empêcher les Allemands d'envoyer des renforts vers les plages du débarquement. Cette étude exhaustive, qui donne des précisions sur l'entraînement et les préparatifs ainsi que sur l'opération elle-même, redonne vie à l'une des actions les plus audacieuses et importantes du jour J.

US COMBAT ENGINEER 1941–45

ROTTMAN, Gordon N, L. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $
ISBN : 978-1-84603-579-1

Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Armée des États-Unis n'aurait pas pu fonctionner sans les services de ses unités du génie. À l'aide d'équipement et de véhicules spécialisés divers, les hommes du génie ont franchi des rivières, dégagé des champs de mines, fait sauter des barrages routiers et attaqué les centres de résistance ennemis. Ils ont joué un rôle crucial en permettant le mouvement continu de l'énorme machine de guerre alliée. De plus, les bataillons du génie de combat étaient fréquemment employés comme éléments d'infanterie ad hoc pendant les dernières étapes du conflit, et beaucoup se sont retrouvés à tenir leur position contre les attaques des Allemands. Ce livre décrit le recrutement et l'entraînement d'un ingénieur de combat états-unien, l'équipement qu'il utilisait, sa vie en campagne et ce à quoi il pouvait faire face au combat. Numéro 147 de la collection *Warrior*, chez Osprey.

ERWIN ROMMEL

BATTISTELLI, Pier Paolo. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $
ISBN : 978-1-84603-685-9

Le *Général Feld Marschall* Erwin Rommel, le légendaire « renard du désert », fait partie des généraux les plus célèbres de la Deuxième Guerre mondiale. Un officier d'infanterie téméraire de la Grande Guerre, Rommel prend le commandement de la division Panzer au tout début de la guerre de 1939–1945 et il dirige ses troupes dans l'une des zones les plus cruciales de l'offensive allemande à l'ouest. Il mène sa bataille la plus connue en tant que commandant de l'*Afrikakorps*, en 1941, quand il vient près de chasser les Britanniques hors d'Égypte. Défait par Montgomery à El Alamein, il est célébré par les historiens de l'après-guerre comme le personnage incarnant tout ce que la tradition militaire allemande avait de bon. Par l'analyse de ses forces et de ses faiblesses, le présent ouvrage réexamine le rôle de Rommel comme commandant sur le champ de bataille.

MILITARY ORIENTALISM: EASTERN WAR THROUGH WESTERN EYES

PORTER, Patrick. Londres, Hurst & Company Ltd., 2010, 262 pages
ISBN : 978-1-85065-959-4

Depuis l'obsession des Grecs pour les armées perses, l'Occident entretient une fascination pour l'exotisme dans la façon « orientale » de faire la guerre. Mais à quel point la culture influence-t-elle la guerre? Les Occidentaux abordent-ils la stratégie, le combat ou la mort de façon intrinsèquement différente de leurs voisins à l'Est? Dans ce livre captivant, Porter explique pourquoi le guerrier « oriental » inspire la crainte, l'envie et l'émerveillement, et comment ce portrait a influencé la façon de combattre des armées occidentales.

AFRIKAKORPS SOLDIER, 1941–43

BATTISTELLI, Pier Paolo. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $
ISBN : 978-1-84603-688-0

L'*Afrikakorps*, qui est pourtant devenu la plus célèbre formation allemande de la Deuxième Guerre mondiale, était à l'origine composé d'hommes n'ayant aucune expérience de la guerre dans le désert. En quelques mois, ces hommes se sont avérés tout à fait capables de survivre aux rudes conditions du désert nord-africain et ont réussi à repousser les Britanniques jusqu'en Égypte. Sous le commandement du célèbre Général Rommel, les soldats de l'*Afrikakorps* étaient fiers de leur statut unique et l'esprit de corps qui s'est développé entre eux se fait encore sentir aujourd'hui. Ce livre raconte les conditions de vie, l'entraînement, l'équipement et les missions de combat typiques d'un soldat de l'*Afrikakorps*. Numéro 149 de la collection *Warrior*, chez Osprey.

THE BRUNEVAL RAID: OPERATION BITING 1942

FORD, Ken. Oxford, Osprey, Osprey Publishing Inc., 2010, 80 pages, 22 $
ISBN : 978-1-84603-849-5

Dans la période la plus sombre de la Deuxième Guerre mondiale, les Britanniques planifient une opération aéroportée ambitieuse visant à percer le secret du nouveau radar allemand. Sous le commandement du Major John Frost, une compagnie de parachutistes atterrit à Bruneval, sur les côtes françaises, et neutralise rapidement une garnison allemande. S'ensuit un combat désespéré où les troupes britanniques doivent gagner du temps pour démanteler le radar et se replier en Angleterre, tandis que les unités allemandes convergent vers leur position. À l'aide de dessins, de photographies et de cartes détaillées, ce récit trépidant transporte le lecteur dans la salle de planification et sur le champ de bataille d'un des plus grands raids de la Deuxième Guerre mondiale. Dans le cadre de la collection *Raid*, chez Osprey.

COLDITZ: OFLAG IV-C

McNALLY, Michael. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $
ISBN : 8978-1-84603-583-8

Immortalisé au cinéma et dans la littérature, le château de Colditz, construit au 15e siècle, est célèbre non pas pour les batailles médiévales qui s'y sont déroulées, mais plutôt pour son utilisation comme camp pour prisonniers de guerre. Appelé l'Oflag IV-C, ce bâtiment imposant était tout indiqué pour servir de prison et on disait qu'il était impossible de s'en évader. Pourtant, les prisonniers, par leur ingéniosité, ont sérieusement ébranlé ce mythe en faisant leur devoir d'officier et en causant des soucis incessants à leurs geôliers. Ce livre présente un portrait historique de Colditz et explique les méthodes employées pour empêcher quiconque de franchir ses murs colossaux, ainsi que les techniques habiles déployées lors des tentatives d'évasion. Numéro 97 de la collection *Fortress*, chez Osprey.

BATTLE OF THE BULGE

ZALOGA, Steven J. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 286 pages, 30 $,
ISBN : 978-1-84908-165-8

Malgré tout le soin et la planification derrière l'opération WATCH sur le Rhin, à l'automne 1944, la tentative désespérée des Allemands de séparer et détruire les armées alliées donne plutôt lieu à l'épique Bataille des Ardennes (en anglais : *Battle of the Bulge*). Dans un décor figé par le froid glacial et la neige, les affrontements, étalés sur deux mois, sont souvent caractérisés par l'équipement et les communications inadéquats, et les armées des deux côtés subissent d'énormes pertes. Ce livre, qui renferme des cartes détaillées et de nombreuses photographies, raconte toute l'histoire de la campagne, à partir de la planification initiale jusqu'au retrait des forces allemandes battues.

MY LIFE WITH THE TALIBAN

ZAEEF, Abdul Salam. Londres, Hurst & Company Ltd., 2010, 331 pages
ISBN : 978-1-84904-026-6

Voici l'autobiographie d'Abdul Salam Zaeef, un ancien membre supérieur des talibans. Ses mémoires, traduits du pachtoune, racontent plus que l'histoire de sa vie extraordinaire. Ils jettent sur l'Afghanistan de 1979 à aujourd'hui un regard différent de la description habituelle. Ce livre présente un point de vue personnel et privilégié sur les communautés pachtounes rurales qui constituent la base des talibans. Il permet de mieux expliquer ce qui mène des hommes comme Zaeef à prendre les armes contre les étrangers qui font la bêtise d'envahir leur pays.

PRISONERS OF AMERICA'S WARS: FROM THE EARLY REPUBLIC TO GUANTANAMO

CARVIN, Stephanie. Londres, Hurst & Company Ltd., 2010, 336 pages
ISBN : 978-1-84904-050-1

La réalité des prisonniers de guerre a fait partie de pratiquement tous les conflits auxquels ont pris part les États-Unis depuis la guerre d'indépendance. Aujourd'hui, à Washington, on voit souvent flotter au-dessus des édifices gouvernementaux ou sur les monuments de guerre un drapeau noir rappelant en silence les PG. Mais l'histoire des prisonniers des guerres menées par les É.-U. en dit aussi long sur le pays lui-même. Par une approche historique, l'auteur démontre que les défis du pays en matière de droit international et de lutte au terrorisme ne sont pas complètement uniques ni sans précédent. Pour bien comprendre ces dilemmes, il faut plutôt les mettre en contexte dans la longue histoire des prisonniers capturés au cours des guerres menées par les États-Unis.

BARBAROUS PHILOSOPHERS: REFLECTIONS ON THE NATURE OF WAR FROM HERACLITUS TO HEISENBERG

COKER, Christoper. Londres, Hurst & Company Ltd., 2010, 278 pages
ISBN : 978-1-84904-089-1

Ce livre présente la nature de la guerre du point de vue de 16 philosophes, à partir d'Héraclite, au 6e siècle avant J.-C., jusqu'aux écrits de Werner Heisenberg, philosophe et physicien, dans les années 50. L'assertion à l'origine de l'ouvrage est que la guerre, contrairement à la conduite de la guerre, est en grande partie une invention de la philosophie — notre réflexion sur la violence collective organisée, depuis que nous avons cessé d'être des chasseurs-cueilleurs et avons créé les premières civilisations centrées sur les villes. Derrière le flot de la vie quotidienne se trouve une existence « ordonnée », que la philosophie tente de mettre au jour.

THUCYDIDES ON STRATEGY: GRAND STRATEGIES IN THE PELOPONNESIAN WAR AND THEIR RELAVENCE TODAY

PLATIAS, Athanassios, G. et KOLIOPOULOS, Constantinos. Londres, Hurst & Company Ltd., 2010, 197 pages,
ISBN : 978-1-84904-011-2

Cet ouvrage décrit en détail les concepts stratégiques particuliers qui caractérisent l'histoire de la guerre du Péloponnèse et, par l'étude de conflits récents au Kosovo, en Afghanistan et en Irak, démontre la pertinence, encore aujourd'hui, de la pensée de Thucydide pour l'analyse et la planification des opérations stratégiques. Les auteurs de *Thucydides on Strategy*, deux universitaires ayant une vaste expérience du domaine et des sujets connexes, ancrent solidement cet historien de l'époque classique dans le monde de la guerre moderne.

DEFENCE OF JAPAN 1945

ZALOGA, Steven J. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-1-84603-687-3

En 1945, sa flotte et ses armées battues, le Japon n'a plus que ses nombreuses positions de défense côtières autour des îles pour prévenir l'invasion des Alliés. Voici le premier livre présentant une étude détaillée des fortifications de l'archipel construites de 1941 à 1945. À l'aide de diagrammes, surtout de croquis inédits et de documents auparavant non disponibles en anglais, Steven J. Zaloga se penche sur ces défenses dans l'éventualité d'une invasion des Alliés. Il fait la lumière sur l'un des plus grands scénarios simulés de la Deuxième Guerre mondiale. Numéro 99 de la collection *Fortress*, chez Osprey.

WORLD WAR II SOVIET ARMED FORCES (1) 1939–41

THOMAS, Dr Nigel. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 48 pages, 19,95 $
ISBN : 978-1-84908-400-0

Voici le premier d'une série de trois volumes qui porte sur les uniformes et l'organisation des forces qui ont le plus contribué à la victoire des Alliés en Europe. Dès 1936, le Marshal Tukhachevsky a mis sur pied l'armée mécanisée la plus moderne du monde, mais en 1938, il est victime des purges staliniennes — qui font en sorte qu'en 1941, l'URSS est tout à fait inapte à faire face à la Wehrmacht. Illustré de planches en couleur représentant le personnel de l'Armée de terre, de la force aérienne et du NKVD (Commissariat du peuple aux affaires intérieures), ce livre présente les forces soviétiques, depuis la Guerre d'Hiver jusqu'aux premiers mois de la « Grande Guerre patriotique », lorsque l'Armée rouge a finalement stoppé les Allemands aux portes de Moscou et de Leningrad. Numéro 464 de la collection *Men-At-Arms*, chez Osprey.

THE FUHRER'S HEADQUARTERS: HITLER'S COMMAND BUNKERS 1939–45

SHORT, Niel. Oxford , Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $,
ISBN978-1-84603-582-1

Voici le centième titre de la collection Fortress. Ce livre décrit et examine le *Fuhrerhauptquartiere* — la série de quartiers généraux construits pour Hitler, y compris un train blindé. L'auteur révèle leur emplacement et la façon dont ils devaient servir à diriger la machine de guerre nazie. Guide exhaustif de divers sites historiques dans l'ensemble de l'Europe, cet ouvrage contient une carte montrant indiquant les différents abris et fortifications, ainsi que des photographies et des croquis inédits. Il s'agit d'un voyage fascinant au cœur de la guerre du point de vue de Hitler, de ses succès initiaux jusqu'à ses derniers moments dans le Fuhrerbunker, à Berlin.

BLITZ SPIRIT

MITCHELL, Jaqueline. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 208 pages, 16,95 $
ISBN : 978-1-84908-437-6

Quand les bombes commencent à tomber en septembre 1940, quand les maisons sont rasées et les populations sortent de leurs abris exigus, après les nuits sans sommeil, pour trouver les rues méconnaissables, quelque chose d'unique se produit — « l'esprit du Blitz » est né. Les mots et les images de cet ouvrage, intelligents et inspirants, illustrent la bravoure, le patriotisme et l'humour qui caractérisent cet esprit grâce auquel, avec Churchill comme source d'inspiration, la Grande-Bretagne a traversé ses moments les plus sombres.

THEY FIGHT LIKE SOLDIERS, THEY DIE LIKE CHILDREN

DALLAIRE, Roméo. Mississauga, Random House Canada, 2010, 308 pages, $34.95
ISBN: 978-0-307-35577-5

Version française disponible en librairie

ILS SE BATTENT COMME DES SOLDATS, ILS MEURENT COMME DES ENFANTS : POUR EN FINIR AVEC LE RECOURS AUX ENFANTS SOLDATS

DALLAIRE, Roméo. Montréal, Libre Expression, 2010, 308 pages, 34,95 $
ISBN : 978-0-307-35577-5

La prolifération mondiale des armes et munitions légères, combinée à la ressource illimitée que constituent les enfants dans les pays en développement où des conflits font rage, a donné lieu à un système d'arme facilement accessible, bon marché et renouvelable. Les enfants sont aisément capturés par les milices, surtout aux endroits où les familles sont détruites par la famine, les épidémies, le SIDA et les factions en guerre. Ils nécessitent moins de ressources que les soldats adultes, n'ont pas de sens réel de la peur, n'ont pas encore compris la notion de justice et ont été retirés de leur communauté pour être intégrés à nouvelle famille perverse, soit une armée de renégats. Par l'intimidation, la violence et la drogue, les enfants soldats sont facilement endoctrinés et manipulés par les forces militaires. Ils servent de combattants et de chair à canon lors du ratissage de champs de mines, afin que les adultes puissent se déplacer sans danger. Dans certains cas, ils servent aussi d'esclaves sexuels. Dans son livre intitulé *Ils se battent comme des soldats, ils meurent comme des enfants,* Roméo Dallaire présente la réalité tragique qu'est le recrutement des enfants soldats, une pratique qu'il s'est donné pour mission d'éradiquer. Avec conviction et perspicacité, il se penche sur une situation tragique et documente l'extrême violence et les massacres auxquels les enfants sont poussés.

BERNARD MONTGOMERY

MOREMAN, Tim. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 64 pages, 22 $,
ISBN : 978-1-84908-143-6

Le Field Marshal Bernard Law Montgomery est le général britannique le plus connu et le plus controversé de la Deuxième Guerre mondiale. Encore aujourd'hui, il polarise les opinions. Connu pour ses exigences élevées et son caractère impétueux, il possédait néanmoins un don pour la conduite de la guerre. En effet, il a dirigé la Eighth Army lors de sa victoire contre Rommel en Afrique du Nord et a planifié l'opération OVERLORD (l'invasion des Alliés en Normandie). L'arrogance et le tempérament de Montgomery étaient ses plus grandes faiblesses, et il a souvent poussé à bout les autres officiers supérieurs alliés. Ce livre raconte la vie et la carrière d'un homme dont l'intelligence n'avait d'égale que ses défauts. Le lecteur y découvrira les rouages de l'esprit de l'un des personnages les plus énigmatiques et fascinants de la Deuxième Guerre mondiale.

KOHIMA 1944: THE BATTLE THAT SAVED INDIA

LYMAN, Robert. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 96 pages, 22,95 $,
ISBN : 978-1-84603-939-3

En mars 1944, l'Armée japonaise lance l'opération U-GO, une attaque contre l'Assam, en Inde, visant à susciter une révolte contre le règne britannique. Les Japonais veulent franchir les lignes britanniques, saisir des provisions en chemin et pénétrer en Inde par la vallée du Brahmapoutre. Ce plan vacille lors de la défense opiniâtre de Kohima, communément appelée la « Stalingrad de l'Est ». Du 3 au 16 avril, les Japonais tentent de prendre la crête de Kohima. Pendant que la petite garnison tient bon contre les attaques répétées, féroces et désespérées de la 31e division japonaise, la 2e division britannique tente de faire une percée et de relever les troupes. Par la suite, pendant plus de deux mois, les troupes britanniques et indiennes contre-attaquent pour reprendre les positions prises par les Japonais. La bataille prend fin le 22 juin, lorsque les troupes britanniques et indiennes de Kohima et d'Imphal se rejoignent à l'étape 109, ce qui met fin au siège. Numéro 229 de la série *Campaign*, chez Osprey.

WORLD WAR II ALLIED SABOTAGE DEVICES AND BOOBY TRAPS

ROTTMAN, Gordon L. Oxford, Osprey Publishing Inc., 2010, 96 pages, 22 $
ISBN : 978-1-84908-175-7

Dans le cadre de leur appui aux combattants de la résistance et aux partisans des pays occupés par l'Axe, les services secrets alliés — le *Special Operations Executive* britannique et l'*Office of Strategic Services* des É.-U. — ont fourni quantité de munitions et de systèmes de mise à feu pour le sabotage des communications et de l'équipement de l'ennemi. Le matériel était parfois conçu spécialement pour les résistants, parfois adapté à partir de grenades et de mines militaires. Même si les Alliés ont eu moins recours aux pièges que les forces de l'Axe sur le champ de bataille, les dispositifs habituellement utilisés par les soldats de la Grande-Bretagne et des États-Unis sont aussi dépeints. Ce livre décrit tous les dispositifs utilisés, des cocktails Molotov aux techniques de sabotage des chemins de fer, et des bombes incendiaires fabriquées à partir de cigarettes et d'allumettes jusqu'aux grenades « collantes » et aux rats bourrés d'explosifs. Numéro 184 de la collection *Elite*, chez Osprey.

IN FINAL DEFENSE OF THE REICH: THE DESTRUCTION OF THE 6TH SS MOUNTAIN DIVISION "NORD"

RUSIECKI, Stephen M. Annapolis, Naval Institute Press, 2010, 439 pages
ISBN : 978-1-59114-744-2

En avril 1945, au centre de l'Allemagne, la 71e division d'infanterie des États-Unis arrache son dernier souffle de vie à la 6e division SS de montagne Nord du Reich. Pendant la fin de semaine de Pâques, la division allemande contournée se bat jusqu'à la toute fin. Elle est d'abord cernée, puis détruite. Selon Rusiecki, cette bataille est la preuve que les derniers efforts de la Wehrmacht sur le front de l'Ouest ont été bien plus qu'un faible soubresaut, comme certains historiens le prétendent. Au contraire, nombreuses parmi les dernières formations allemandes sont celles qui se sont battues jusqu'à la toute fin, dans un décor marqué par la misère, la destruction et la souffrance, dans le but de donner le plus de mal possible à leurs conquérants.

Source : Caméra de combat